

SUPPLÉMENTS

Le Monde
DES LIVRES

Sander, portraitiste
L'après-11 septembre
Etre homme d'Etat...

Le Monde
DES LIVRES
DE POCHE

ENFANCE

Le sommet mondial
de l'ONU p. 4

ALGÉRIE

Début de la campagne
des législatives p. 3

UNION EUROPÉENNE

La menace de l'extrême
droite populiste p. 5

MADAGASCAR

Ratsiraka s'accroche au
pouvoir. Portrait p. 13

INTERNET

Comment les profileurs
nous fichent p. 20

VOLCANS

La montagne Pelée,
il y a cent ans... p. 21

AVENTURES

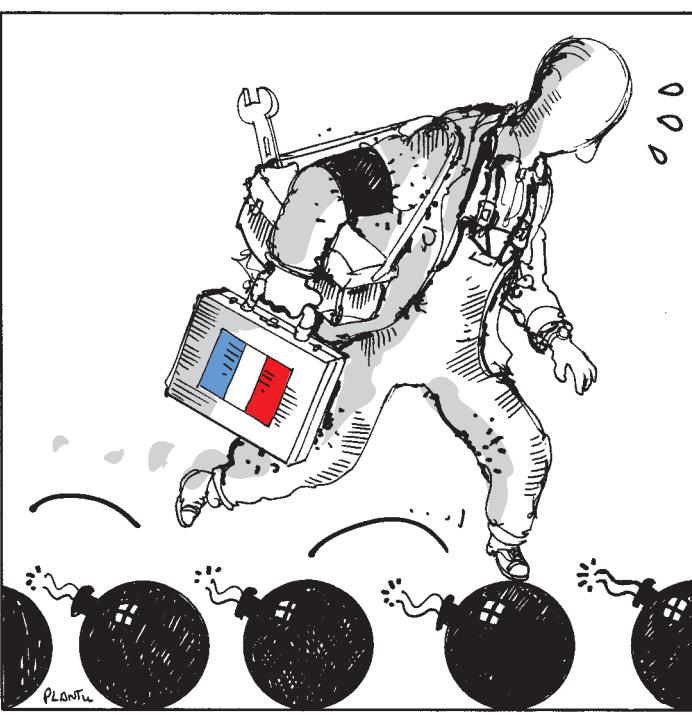
Le Raid Gauloises
au Vietnam p. 23

International.....	2	Entreprises	16
Union européenne....	5	Marchés.....	18
France.....	6	Aujourd'hui	20
Société.....	10	Météorologie.....	24
Carnet.....	12	Jeux.....	24
Abonnements	12	Culture.....	25
Horizons.....	13	Radio-Télévision	29

Karachi, la piste d'Al-Qaida

Face au terrorisme, Jacques Chirac affirme sa prééminence sur le nouveau gouvernement

APRÈS l'attentat de Karachi (Pakistan), qui a causé la mort de 14 personnes dont 11 Français, Jacques Chirac a pris en personne la tête du combat « contre le terrorisme international ». Dans la cour de l'Elysée, il a prononcé, mercredi 8 mai, avant les cérémonies commémoratives de l'armistice de la seconde guerre mondiale, une déclaration solennelle exigeant l'interpellation des terroristes et le renforcement de la sécurité des intérêts français au Pakistan. Confronté à sa première crise depuis la formation de son gouvernement, Jean-Pierre Raffarin a d'emblée entériné la nouvelle répartition des pouvoirs, annonçant que la ministre de la défense, Michèle Alliot-Marie, s'était rendue à Karachi « à la demande du président de la République ». Les autorités judiciaires françaises, qui ont ouvert une enquête préliminaire et dépêché des policiers au Pakistan, privilient l'hypothèse d'un acte perpétré par Al-Qaida, l'organisation d'Oussama Ben Laden. Cette hypothèse s'appuie notamment



sur l'existence d'une série de tentatives récentes de plastique contre des intérêts français au Pakistan. Cette piste est également retenue par les autorités d'Islamabad, dénonçant un « acte de terrorisme international ».

A Cherbourg, d'où sont originaires les victimes françaises travaillant pour la direction des constructions navales (DCN), les familles expriment leur douleur. Selon les témoignages des proches, certains avaient demandé à être rapatriés après le 11 septembre. « Le bus était le point faible de notre protection », a déclaré à notre correspondant un des salariés de la DCN qui travaillait, comme ses collègues, à la construction d'un sous-marin pour la marine pakistanaise. Jeudi matin 9 mai, devant la ministre française de la défense, un ministre pakistanais a promis l'interpellation des auteurs de l'attentat.

La riposte d'Israël

► Des opérations militaires pourraient viser la bande de Gaza

► Yasser Arafat condamne « tout acte terroriste contre des civils israéliens »

► A Bethléem, le siège de la basilique de la Nativité s'achève

► George W. Bush appelle Ariel Sharon à la retenue

Lire page 6
et notre éditorial page 15

Lire page 2

Les premiers pas du gouvernement

LES PREMIÈRES heures du gouvernement de Jean-Pierre Raffarin ont été assombries par l'attentat de Karachi. Mercredi 8 mai, le premier ministre s'est néanmoins rendu comme prévu dans ses terres, à Poitiers. Il a annoncé sa démission de la présidence de la région Poitou-Charentes, s'appliquant à lui-même ce qu'il demande à ses ministres : le respect strict de la règle du non-cumul des mandats, édictée par Lionel Jospin et reprise par Jacques Chirac. Troisième aéroport parisien en sursis au ministère des transports ; tournée des commissariats, des gendarmeries

et des banlieues du ministre de l'intérieur ; défense du nucléaire et de sa « propriété » par la nouvelle ministre de l'environnement et du développement durable... Tels furent les faits marquants de cette première journée. A l'évidence, les ministres sont pressés d'engager le dialogue pour afficher un bilan avant les législatives. Pour ces élections, la droite a relégué la parité au second plan, l'Union pour la majorité présidentielle ne présentant que 20 % de candidates.

Lire pages 7 à 9 et l'enquête sur l'engagement des jeunes page 10

► Extrême droite : géographie et sociologie du vote Front national

► Enquête : depuis le 21 avril, les jeunes se politisent et s'engagent dans les associations et les partis

Luke, 21 ans, terroriste domestique contre le matérialisme américain

NEW YORK
de notre correspondant

Visage de collégien rieur, Lucas John Helder, 21 ans, a été arrêté, mardi soir 7 mai, sur une autoroute du Nevada au volant de la voiture de son père après une course-poursuite de 60 kilomètres dans le désert. Cet étudiant en art de l'université du Wisconsin mettait des bombes dans des boîtes à lettres de maisons isolées, accompagnées de messages contre le gouvernement. Après avoir déposé dix-huit engins explosifs en cinq jours dans l'Illinois, l'Iowa, le Nebraska, le Colorado et le Texas dont six ont explosé, blessant six personnes, Lucas (Luke) Helder a été identifié mardi par le FBI et intercepté quelques heures plus tard. Il a accepté de se rendre à la suite d'appels de ses parents sur son téléphone portable et après avoir menacé de se suicider. Six bombes et deux armes de poing ont été retrouvées dans son véhicule.

Il a avoué mercredi et a indiqué avoir fabriqué seize autres bombes. Ce « terrorisme domestique », pour reprendre l'expression utilisée par la

police fédérale, a provoqué un certain émoi dans les campagnes américaines. Cameron Helder, le père du garçon arrêté, a, le premier, alerté les autorités. Il est apparu au bord des larmes sur les chaînes de télévision peu avant son arrestation pour lui demander de « ne plus blesser personne. Il est temps de parler. Tu as eu l'attention que tu cherchais ». « Luke n'est pas une personne dangereuse. Je pense qu'il essaie seulement de s'exprimer sur la façon dont le gouvernement nous dirige. Luke veut que les gens entendent ses idées... », a-t-il ajouté.

Le journal des étudiants de l'université du Wisconsin a reçu une lettre de sept pages de Lucas Helder intitulée « Explosions ! ». Il y explique sa révolte contre la société et son intention de mourir : « Toute ma famille et mes amis ont été élevés pour croire, pour être matérialistes, pour craindre l'autorité, pour suivre aveuglément... Vous vous demandez pourquoi des gens se font exploser pour en blesser d'autres. Vous vous demandez pourquoi vous êtes ici ? » La lettre a été expédiée il y a une semaine, à la veille de la première série d'explo-

sions. Lucas Helder a envoyé une lettre semblable à ses parents. La plupart des bombes artisanales étaient accompagnées de petits textes dénonçant le gouvernement qui contrôle « ce que vous voulez faire et ce que vous faites » : « Quand 1 % de la nation possède 99 % de la richesse, ce n'est pas une surprise s'il y a des problèmes... »

Les experts en terrorisme estimaient que les messages avaient été écrits par un « homme âgé, dangereux et déterminé ». « Il semble plutôt que nous ayons affaire à une crise d'adolescence tardive et à quelqu'un souffrant de problèmes mentaux », a expliqué un porte-parole du FBI depuis l'arrestation de « Luke ». Lucas Helder chantait et jouait de la guitare dans un groupe de punk rock baptisé Apathy qui a commercialisé un album *Sacks of People*. Son modèle était Kurt Cobain, du groupe Nirvana, qui s'est suicidé en 1994. Inculpé pour usage d'explosifs, destruction de propriété et utilisation d'outils pour commettre des actes criminels, il risque la prison à perpétuité.

Eric Leser

CULTURE

Paroles de rappeurs français



DE NOMBREUX rappeurs se disent hostiles à la violence, et, après leurs écarts de jeunesse, plaident pour une prise de conscience.

Lire page 25

POINT DE VUE

Les délires de la haine anti-israélienne par Claude Lanzmann

LA HAINE préexiste à ce dont elle prétend se nourrir ou s'originer. En choisissant de voler au secours de Yasser Arafat, torse bombardé et moustache batailleuse offerts dans les rues de Ramallah aux caméras de télévision et aux flashes des photographes comme à autant de balles de tueurs sans visage, José Bové entendait signifier que le camp si ostensiblement choisi par lui était celui du Bien absolu, sans discussion possible.

Il n'avait de sa vie jamais mis un pied en Israël - sauf pour y atterrir et se ruer les yeux fermés vers les territoires de l'Autorité,

au près du grand reclus. De l'histoire d'Israël et du sionisme, de la Shoah, du centenaire conflit israélo-arabe, des raisons et concaténations qui conduisirent à la situation actuelle, il ne savait rien, n'en voulait rien savoir. Jamais homme ne coïncida à ce point avec lui-même, ne parut si sûr de son fait et de sa cause, sauf peut-être ce vieil entêté d'abbé Pierre auquel notre nouveau José ressemble par plus d'un trait et d'abord par la notoriété (anti) mondialisée.

A ses côtés, la « brigade » des soi-disant « internationaux », femmes et hommes, membres du

Comité civil international de protection du peuple palestinien (CCIPPP), résolus à s'enfermer, pour lui faire un rempart de leur corps, autour d'un Arafat au keffieh éclairé de la pauvre lueur fuligineuse d'une bougie (en Terre sainte, la bougie n'est pas rare), tel un roi mage dans la grotte de Bethléem, scène christique s'il en fut, ce qui n'était pas un hasard.

Lire la suite page 14

CLAUDE LANZMANN est cinéaste et directeur de la revue « Les Temps modernes ».

Ph. Jean-Jacques Caillet - Editions Gallimard - 572 283 KRS 291 B

ANNE WIAZEMSKY



Sept garçons

roman



GALLIMARD

INTERNATIONAL

PROCHE-ORIENT

Le **GOUVERNEMENT** israélien a décidé, dans la nuit de mercredi à jeudi, de riposter à l'**ATTENTAT-SUICIDE** commis, mardi 7 mai, près de Tel-Aviv. Des opérations militaires pourraient être engagées, non pas en

Cisjordanie, mais dans la bande de Gaza, d'où serait originaire le **KAMIKAZE** palestinien. L'option d'une expulsion de Yasser Arafat n'a pas été choisie par le cabinet de crise israélien. Mercredi, le chef de l'Autori-

té palestinienne a **CONDAMNÉ**, dans une déclaration en arabe lue à la télévision palestinienne, « tout acte terroriste contre des civils israéliens ». Le président américain **GEORGE BUSH** a jugé cette déclaration

comme « un signe extraordinairement positif ». Les **PALESTINIENS** estiment, par ailleurs, que le rapport israélien accusant **YASSER ARAFAT** de liens directs avec le terrorisme ne repose sur aucune preuve.

La bande de Gaza sous la menace de représailles militaires israéliennes

Après l'attentat-suicide du 7 mai, le cabinet de crise israélien a décidé d'une riposte qui pourrait se traduire par une intervention de Tsahal dans les territoires palestiniens épargnés par l'opération « Mur de protection ». Une expulsion de Yasser Arafat semble écartée

JÉRUSALEM

de notre correspondant

Le cabinet de crise israélien, qui s'est réuni dans la nuit du mercredi 8 au jeudi 9 mai, a donné son feu vert au premier ministre, Ariel Sharon, et à son ministre de la défense, Benyamin Ben Eliezer, pour « décider des actions qu'ils estiment nécessaires contre des objectifs terroristes ».

Convoqué dès le retour précipité de M. Sharon des Etats-Unis, à la suite de l'attentat-suicide de Rishon Letzion, mardi 7 mai, le cabinet ne s'est pas prononcé sur une éventuelle expulsion du chef de l'Autorité palestinienne, Yasser Arafat, souhaitée par la droite et l'extrême-droite de la coalition gouvernementale, mais à laquelle le ministre des affaires étrangères, Shimon Pérès, s'était opposé préventivement mercredi soir.

APPEL AUX RÉSERVISTES

Les représailles israéliennes pourraient viser la bande de Gaza, d'où serait originaire le Palestinien responsable de la mort de seize Israéliens. Cette zone autonome avait échappé à l'opération « Mur de protection » lancée, à la fin du mois de mars, après l'attentat de Nétanya. Des mouvements de troupes près de Gaza et un appel d'urgence à des réservistes étaient évoqués, jeu-



Un kamikaze palestinien, âgé de 18 ans, a été grièvement blessé, mercredi matin 8 mai, par l'explosion prématurée de sa bombe près d'une station d'autobus, à 20 kilomètres au sud de Haifa. Un robot démineur tire son corps sur la chaussée afin de s'assurer qu'il n'a pas sur lui d'autres explosifs. Ses vêtements ont ensuite été découpés.

di matin, par le quotidien israélien *Haaretz*, alors que l'armée se refusait de son côté à faire le moindre commentaire.

Le chef de l'Autorité palestinienne avait réagi rapidement à l'attentat-suicide en le condamnant, puis en donnant des ordres aux services de sécurité palestiniens « pour empêcher toute opération terroriste contre des civils israéliens, quel que soit le groupe palestinien » impliqué. M. Arafat, qui a lu à la télévi-

sion palestinienne ce communiqué en arabe en fin de journée, a annoncé l'ouverture d'une enquête à Gaza. Le chef de l'Autorité palestinienne a également appelé les Etats-Unis et la communauté internationale à apporter « le soutien nécessaire aux forces de sécurité palestiniennes, dont l'infrastructure a été totalement détruite par l'occupation israélienne » lors des dernières opérations de Tsahal, « pour qu'ils puissent exécuter les ordres »,

L'émissaire européen, Miguel Angel Moratinos, a indiqué, de son côté, après une visite auprès de M. Arafat, que ce dernier lui avait annoncé l'arrestation à Gaza de quatorze personnes soupçonnées d'avoir participé à l'opération de Rishon Letzion. Par ailleurs, un groupe de dix-sept pacifistes, dont des Israéliens, ont rejoint M. Arafat, mercredi soir, dans son quartier général de Ramallah pour tenir de prévenir toute initiative israé-

lienne contre lui. Les Etats-Unis ont réagi favorablement aux propos du chef de l'Autorité palestinienne. Le président George W. Bush, qui recevait à Washington le roi Abdallah de Jordanie, a considéré que ses déclarations étaient « un signe extraordinairement positif » et espéré que ses « actions seront en accord avec ses paroles ». M. Bush a implicitement appelé M. Sharon à la retenue en souhaitant que « quelle que soit la réponse d'Israël » à l'attentat de Rishon Letzion, « le premier ministre gardera à l'esprit sa vision pour la paix ».

OPÉRATION « PONCTUELLE »

La perspective d'une « démonstration de force » de l'armée israélienne, selon des responsables qui ont évoqué une opération « ponctuelle », s'est précisée, jeudi matin, alors que le siège de la basilique de la Nativité, à Bethléem, semblait toucher enfin à son terme. Selon des sources palestiniennes et israéliennes, un arrangement de dernière minute aurait permis de contourner l'obstacle qui s'opposait à l'application d'un accord trouvé deux jours auparavant : l'impossibilité, faute de pays hôte, de transférer à l'étranger treize Palestiniens, accusés par les Israéliens d'avoir participé à des opérations terroristes et qui avaient trouvé refuge, le 2 avril,

soit depuis plus de cinq semaines, dans le lieu saint quelques jours après le début de l'opération « Mur de protection », le 29 mars, en compagnie de plusieurs dizaines de civils et de prêtres.

Dans l'attente d'une destination, les treize Palestiniens devraient rester à l'intérieur de la basilique, alors que les autres occupants seraient autorisés à quitter les lieux, y compris vingt-six Palestiniens également accusés par Israël d'avoir participé à des opérations anti-israéliennes et qui devraient être transférés à Gaza. Alors que l'Italie, tout d'abord pressenti, se refuse pour l'instant à recevoir les treize Palestiniens, le Canada a fait savoir, mercredi, qu'il était prêt à apporter son concours pour aider à résoudre cette crise.

Le premier ministre canadien, Jean Chrétien, en visite en Espagne, a de fait déclaré, mercredi, lors d'une conférence de presse conjointe avec le président du gouvernement espagnol, José Maria Aznar, que son pays n'avait pas été approché à ce sujet. Mais, a-t-il ajouté, « si on nous le demande, le Canada est un pays qui est toujours prêt à aider dans une situation aussi tragique que celle du Moyen-Orient ».

Gilles Paris

« Bush empêche Sharon d'agir. Ça suffit ! »

RISHON LETZION

de notre envoyé spécial

« Mais qu'est-ce que ce gouvernement qui nous abandonne ? Qui laisse entrer des terroristes armés jusque chez nous ? » Moshe Péri, la quarantaine, a le visage et les poings fermés. Il possède l'usine Panda, une fabrique de meubles et de jouets pour nourrissons située dans la zone industrielle de Rishon Letzion, « la Première à Sion » d'après le nom donné à cette bourgade qui fut, à la fin du XIX^e siècle, la toute première commune urbaine des pionniers sionistes venus de Russie. C'est là qu'a eu lieu, mardi 7 mai, à 23 h 03, le premier attentat-suicide depuis le retrait de l'armée israélienne des villes palestiniennes réoccupées lors de l'opération « Mur de protection ». En vingt mois d'intifada, Rishon Letzion n'avait pas connu d'attentat. Et Moshe Péri ne décèle pas : contre le gouvernement, les hommes politiques, la mairie, tous des « incapables ».

Le troisième et dernier étage du bâtiment, où était situé le Sheffield Club, un club de billard et de jeux sans autorisation municipale, a été entièrement soufflé. L'immeuble est inaccessible, mais on aperçoit, d'en bas, la sue qui recouvre tout le plafond. La façade est comme une plaie béante : tout un pan de mur s'est effondré. Seize morts et une soixantaine de blessés : l'explosion a été terrible. Autour, la police a établi un cordon sanitaire. Les badauds se poussent, venus en voisins, ou, comme Tali, de Tel-Aviv, « pour voir ce que font ces salo-

pards » – les terroristes palestiniens. Comme toujours dans ces situations, les rumeurs vont bon train : « Le terroriste venait de Gaza » ; « Non, de Cisjordanie, et il avait un complice : quelqu'un a aperçu une ombre qui s'enfuya juste après » ; « Il avait dix kilos de TNT » ; « Non, trente-cinq, sept à la ceinture et vingt-huit dans un sac ». La police se tait.

UNE SEULE SOLUTION : LE TRANSFERT

Doron est le client de Moshe. Son entrepôt de matériel pour bébés est situé au rez-de-chaussée de l'immeuble endommagé. « Il n'y a, dit-il, qu'une solution : le transfert, expulser les Palestiniens d'ici. Sharon fait la politique de Bush, et Bush l'empêche d'agir. Ça suffit ! On se foute de ce que Bush et CNN pensent. Qu'ils nous laissent nous occuper des Arabes ! » Yehoudit Sabah, 60 ans, neuf enfants, habite Holon, un faubourg proche. « Avant, ils [les Palestiniens] étaient nos esclaves, mais Rabin leur a donné des armes et maintenant, ils se croient tout permis. Il faut détruire les maisons des terroristes kamikazes et expulser leurs familles. Comme ça, les autres se tiendront tranquilles. Cela ne sert à rien, les guerres qu'on fait, si on ne frappe pas les bons terroristes. »

A l'écart, Alice, secrétaire dans une maison de retraite, reste pétrifiée d'effroi. « J'ai un fils de 18 ans. Il joue au snooker. Il aurait pu être là. On ne peut pas empêcher nos gosses d'aller s'amuser le soir. »

Sylvain Cypel

Pour les Palestiniens, le rapport accusant M. Arafat de terrorisme ne contient aucune preuve

JÉRUSALEM

de notre correspondant

Il devait être le levier sur lequel le premier ministre israélien, Ariel Sharon, comptait peser de tout son poids pour se débarrasser une fois pour toutes de son vieil ennemi. Le « dossier Arafat », compilé par le ministre sans portefeuille du Likoud, Danny Naveh, classé parmi les « durs » de la coalition gouvernementale, a pour objectif d'établir l'implication directe du président palestinien dans des opérations terroristes. Présenté en Israël, le 5 mai, puis à l'administration américaine à l'occasion de la visite à Washington de M. Sharon, il n'a cependant pas eu les effets escomptés.

Le rapport, d'une centaine de pages, constitué notamment à partir de documents saisis au cours de l'opération « Mur de protection », met principalement en avant les liens financiers entretenus par l'un des conseillers de M. Arafat, Fouad Choubaki, et des membres du

Fatah accusés par Israël d'être par ailleurs des responsables du groupe non officiel des Brigades des martyrs d'Al-Aqsa.

Fouad Choubaki, déjà accusé par les Israéliens d'être impliqué dans l'affaire de la cargaison d'armes du Karine-A, un bateau arraisonné au début de l'année en mer Rouge, est actuellement détenu à Jéricho, sous supervision internationale, sans avoir été jugé par les Palestiniens.

Le rapport met également en cause l'un des responsables de la sécurité palestinienne en Cisjordanie, Taoufik Tirouqi, ainsi que le chef du Fatah pour la Cisjordanie, Marouane Barghouti. Ce dernier a été arrêté par les Israéliens et est accusé d'être le véritable chef des Brigades à l'origine de nombreuses attaques anti-israéliennes, tout d'abord dans les territoires palestiniens, puis en Israël.

Le rapport de Danny Naveh comporte des documents présentés comme accablants : des bordereaux de transferts de fonds annotés de la main de M. Arafat, selon les Israéliens. Par ailleurs, ce rapport accuse M. Arafat d'avoir détourné à des fins de terrorisme des fonds versés par l'Union européenne et par les pays arabes à partir du début de l'intifada.

Pour aider l'Autorité palestinienne à fonctionner, en dépit du blocage par les Israéliens du produit des taxes qui lui reviennent de droit, les Européens, puis les membres de la Ligue arabe, ont en effet accordé des sommes importantes prévues pour assurer le versement des salaires des fonctionnaires. Elles auraient servi en fait, selon M. Naveh, à rétribuer des activistes responsables d'opérations terroristes. Le rapport accuse enfin M. Arafat d'avoir tissé des liens étroits avec les « forces du Mal », l'Irak et l'Iran, et d'avoir incité les Arabes israéliens à se joindre à la « guerre de violence et de terreur » contre Israël.

Les Palestiniens ont réagi, dès le 26 avril, à la publication par des journaux israéliens d'articles faisant état de la saisie de documents embarrassants. Une note rédigée par le département des négociations de l'OLP assure ainsi que « les documents "découverts" ne prouvent rien ». Selon cette note, qui met en cause leur authenticité, « les documents prouvent uniquement que de l'argent a été transféré à des membres du Fatah », dont le chef

de l'Autorité palestinienne est par ailleurs le président. « Pour prouver un lien entre le président Arafat et le terrorisme, il faudrait que les individus mentionnés aient été impliqués dans du terrorisme, que le président Arafat en ait été informé et qu'il ait accordé ces fonds pour des activités terroristes », poursuit la note, qui estime que, sur ces trois points, « Israël n'a présenté aucune preuve ».

Le rapport de M. Naveh laisse de côté la question des opérations organisées par des groupes islamistes comme le Mouvement de la

L'Arabie saoudite poursuivra son aide

« Le royaume saoudien poursuivra sans aucun doute son aide humanitaire au peuple et à la direction palestinien, et cela est très normal », a déclaré, mercredi 8 mai, le vice-ministre de l'intérieur, le prince Ahmed Ben Abdel Aziz, à Riyad. Répondant aux accusations d'Ariel Sharon sommant l'Arabie saoudite de cesser son soutien au mouvement islamiste Hamas et aux familles des auteurs d'attentats-suicides, le prince Ahmed a qualifié de « mensonges et d'allégations » les propos du chef du gouvernement israélien accusant Riyad de « terrorisme ». Un responsable saoudien, parlant sous couvert d'anonymat, a rétorqué : « L'aide humanitaire aux familles des martyrs se poursuivra, parce que ces familles ne sont pas responsables des opérations menées par leurs enfants. Ce sont les agressions israéliennes qui en sont responsables. » – (AFP)

résistance islamique (Hamas), à l'origine des attentats les plus meurtriers perpétrés en Israël, même s'il assure que, sur le terrain, « une complète coopération » existe entre « toutes les organisations terroristes », le Fatah et ces autres groupes. Il a fait l'objet en Israël de lectures parfois contradictoires. Le chroniqueur du quotidien *Haaretz*, Aviv Lavie, notaient, le 3 mai, que les lecteurs du *Yediot Aharonot* avaient pu découvrir, dans leur dernier supplément hebdomadaire, deux points de vue contradictoires, l'un mettant en doute les conclusions tirées par l'armée israélienne, l'autre leur faisant au contraire crédit.

G. P.

Naplouse : 10 % de la casbah détruits et plus de 80 morts

L'opération israélienne a laissé sans logement plus de trois cents familles palestiniennes

NAPLOUSE

de notre envoyé spécial

La vieille ville de Naplouse n'avait pas connu un tel outrage depuis bien longtemps. Les murs

REPORTAGE

« On s'attend que d'autres bâtiments s'écroulent »

défoncés et noircis et les ruelles ravagées par les chenilles des blindés témoignent de l'apréte des combats qui ont opposé les Palestiniens à l'armée israélienne.

Quelques semaines avant l'opération « Mur de protection », l'officier israélien en charge de la région militaire dans laquelle est incluse la troisième ville palestinienne de Cisjordanie, après Jérusalem-Est et Hébron, nous avait indiqué que la troupe n'aurait besoin que de 48 heures pour prendre le contrôle de la vieille ville, haut lieu de la pre-

mière Intifada. Ce planning a été tenu, mais au prix d'affrontements violents qui ont fait plus de 80 morts palestiniens, soit plus que dans le camp de réfugiés de Jénine, selon les chiffres provisoires.

« On estime aujourd'hui que 10 % de la casbah ont été détruits », assure Ayman Shakaa, qui travaille à la mairie. Le chiffre ne paraît pas exagéré. Les missiles tirés par les hélicoptères, les obus de char et les coups de bâton des bulldozers israéliens pour s'ouvrir un chemin dans l'entrelacs de ruelles étroites et de passages couverts ont porté des coups sévères à un patrimoine architectural ancien.

Trois mosquées anciennes ont été touchées, de même qu'une église grecque-orthodoxe. Deux fabricaques de savon – l'une des spécialités ancestrales de Naplouse – ont été détruites et trois autres sévèrement touchées, de même que le vieux hammam Al-Shifa, frappé par trois missiles israéliens.

« Avant l'attaque, l'Unesco s'intéresse de très près à la vieille ville, même si le fait que l'Autorité palestinienne n'est pas un Etat pose des problèmes juridiques quasi insurmon-

tables pour un classement », ajoute le fonctionnaire palestinien. « Selon nos ingénieurs, nous ne sommes d'ailleurs pas au bout de nos peines parce que les bombardements ont fragilisé un ensemble où ruelles et maisons sont étroitement imbriquées. On s'attend déjà que d'autres bâtiments s'écroulent », ajoute-t-il.

MURS ÉVENTRÉS Plus de trois cents familles sont aujourd'hui dépourvues de logements, et ceux-ci ne pourront pas être reconstruits avant de longs mois. D'autres sont restées provisoirement dans des maisons aux murs éventrés, faute d'avoir pu trouver refuge ailleurs. Le réseau électrique, celui de l'eau et l'assainissement ont été également touchés.

Selon les premières estimations dressées par le syndicat des ingénieurs de Naplouse, le coût des travaux pour la seule vieille ville devrait s'élancer au moins à 80 millions de dollars (88,8 millions d'euros). La somme de 140 millions de dollars a été avancée pour l'ensemble de la municipalité.

Dès le 25 avril, une équipe de 25 personnes comprenant des délég-

G. P.

INTERNATIONAL

En Algérie, la campagne électorale pour les législatives débute dans un contexte marqué par les violences

Le taux de participation, le 30 mai, sera le principal enjeu de ces élections, auxquelles participent 23 partis. Plusieurs mouvements appellent au boycottage, notamment en Kabylie

LE COUP D'ENVOI de la campagne électorale officielle pour les élections législatives du 30 mai devait être donné jeudi 9 mai. Vingt-trois partis et cent vingt-trois listes locales participent à cette compétition sans véritable enjeu politique sinon le taux de participation le jour du scrutin, en Kabylie et dans le reste du pays.

En dépit d'appels au report ou au boycottage et d'un contexte particulièrement difficile - Kabylie en dissidence, nette recrudescence de la violence terroriste ces derniers jours, jacqueries constantes du nord au sud du pays, mutineries en série dans les prisons, etc. -, le président Bouteflika a maintenu les élections à la date prévue. « Nous n'avons en aucun cas besoin d'une autre période de transition. Il y a un calendrier constitutionnel à respecter », répète-t-on invariablement dans son entourage.

Les électeurs sont appelés à renouveler une Assemblée élue pour un mandat de cinq ans, le 5 juin 1997, dans un climat de fraude que plus grand monde, au sein du pouvoir, ne cherche aujourd'hui à nier. C'est pourquoi le président Bouteflika a annoncé, le 17 avril dernier, la création d'une commission de contrôle et s'est engagé à « réunir toutes les conditions nécessaires pour un déroulement régulier et honnête du scrutin ».

Le 2 mai, le chef de l'Etat a solennellement renouvelé cet engagement, qualifiant la fraude électorale de « fléau qui a anéanti



la confiance entre les individus» et demandant aux Algériens de participer massivement au vote du 30 mai.

DISSIDENCE CITOYENNE

Pour l'heure, les mouvements, partis ou personnalités qui appellent au rejet des législatives ne déclarent pas. Après que le Mouvement des aarchs (tribus), qui a récupéré la contestation en Kabylie depuis un an au détriment des partis politiques, eut indiqué son

intention de faire barrage aux élections, il était difficile aux deux formations rivales implantées dans la région de ne pas lui emboîter le pas : le Front des forces socialistes (FFS) et le Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD) ont décidé, eux aussi, de ne pas participer au scrutin. Le risque est donc grand, le 30 mai, de voir entraîner la scission de la Kabylie, car « le rejet des élections, c'est l'autonomie de fait », comme le déplore Louisa Hanoune, porte-parole du Parti

des travailleurs (PT), qui compte participer au scrutin.

A ce front antivote - qui préfère l'appellation de « dissidence citoyenne » - se sont jointes en avril trois personnalités de renom bien que de relativement peu de poids sur la scène politique : le président de la Ligue algérienne des droits de l'homme (LADDH), Ali Yahia Abdenour, l'ancien chef d'état-major de la marine, le général Rachid Benyellès, et le plus sérieux rival du président Bouteflika aux dernières élections présidentielles, le docteur Ahmed Taleb Ibrahimi, également dirigeant du parti Wafa (non agréé).

Dans une déclaration commune publiée le 16 avril (signée également par Hocine Aït Ahmed, du FFS), ces trois opposants ont appelé les Algériens à « rejeter la prochaine mascarade électorale et à exiger un changement radical de régime » afin que le pays puisse se doter d'institutions « tirant leur légitimité et leur autorité de la volonté populaire librement et souverainement exprimée ».

RÉSURRECTION ISLAMISTE ?

Dans les rangs du pouvoir, on souligne avec lassitude et exaspération que le président Bouteflika est allé « aussi loin qu'il le pouvait » afin de permettre des élections transparentes et qu'un « changement de régime ou de système » doit passer par les urnes, « sinon, cela s'appelle un putsch ». On fait également valoir que « la situation est pour le moins paradoxale : les démocrates ne veulent pas aller aux élections, alors que les islamistes, eux, jouent le jeu démocratique ».

Plusieurs partis islamistes (mais agréés par le pouvoir), le Mouvement de la société de paix (MSP) et Ennahda, membres de la majorité sortante, ainsi que le Mouvement pour le renouveau national (MRN), d'Abdallah Djaballah, concourent en effet pour les élections du 30 mai. Faut-il s'attendre à une résurgence islamiste ? Le Rassemblement national démocratique (RND), d'Ahmed Ouyahia, assure que oui. Ce parti « né avec des moustaches », comme on le dit par dérision à Alger pour souligner son parrainage militaire, brandit en effet l'épouvantail islamiste en cas d'importante démobilisation électorale à la fin du mois.

En réalité, le RND ainsi que l'autre parti de l'actuelle majorité, le Front de libération nationale (FLN), rajeuni et féminisé par son nouveau secrétaire général, le premier ministre Ali Benflis, ont de fortes chances d'être reconduits sans trop de difficultés. La vraie question est de savoir combien d'Algériens vont se sentir concernés par le renouvellement d'une Assemblée dont ils n'ont cessé, depuis cinq ans, de constater l'inutilité.

Philippe Pons

TROIS QUESTIONS À... MOHAMMED SEGHIER MEZZIANE

1 Vous êtes membre de la présidence tournante de la Coordination des aarchs (tribus), dairas (circonscriptions) et communes de Kabylie. Ceux qui voudront voter en Kabylie, lors des élections législatives du 30 mai, seront-ils libres de le faire ou en seront-ils empêchés ?

Certaines personnes ont affirmé qu'elles allaient empêcher les gens de voter, mais rien ne les autorise à tenir de tels propos. Notre mouvement étant résolument pacifique, nous avons préféré opter pour un autre type d'actions, par exemple la rédaction d'un « document de discrédit » des élections, de quatre pages. C'est un argumentaire qui dresse le bilan des précédents scrutins, lesquels ont amené le pouvoir à se perpétuer par une fraude systématique érigée en règle.

Nous avons, par ailleurs, prévu l'observation de sit-in, le 30 mai, devant les bureaux de vote, pour huer les quelques personnes qui seraient tentées de participer aux élections.

Nous sommes en effet conscients que le pouvoir a ses

relais et qu'il saura faire appel aux personnes qui l'ont toujours servi avec zèle et fidélité. Est-ce que cela s'appelle de l'intimidation ? Nullement. Huer des gens est notre droit.

2 Que pensez-vous du texte de Hocine Aït Ahmed selon lequel les aarchs sont manipulés par le pouvoir ?

Aït Ahmed n'en est pas à la première déclaration de ce genre. Par le biais de la télévision [qatarie] Al-Jazira, il s'en était déjà pris au mouvement citoyen. Ce genre de personnes sont paradoxales. Elles reconnaissent avoir leurs propres militants au sein du mouvement, tout en tirant à boulets rouges sur lui. Et elles font l'éloge de ce mouvement quand il s'agit de le récupérer.

Ce que nous notons, c'est qu'un mouvement de grande envergure, ayant mobilisé lors de la marche historique du 14 juin 2001, plus de 3 millions de personnes - chose qu'aucun parti n'a réussi à faire - dérange beaucoup, parce qu'il fait de l'ombre aux partis et au pouvoir.

3 Maintenez-vous qu'aucun des points de la plate-forme d'El-Kseur (adoptée en juin 2001 et qui contient quinze revendications kabyles) n'est négociable ?

Oui. Il ne s'agit pas de négocier un point au détriment d'un autre, mais beaucoup plus d'évaluer sa faisabilité sur le terrain, donc son calendrier. C'est ceci qui pourrait être discutable. Prenez le départ des gendarmes de Kabylie : il est en cours. Après avoir catégoriquement refusé cette revendication, le pouvoir est en train de céder pour quatorze brigades. Cela confirme qu'il aurait pu le faire pour la totalité du corps de gendarmerie. Les autres revendications qui bloquent ? Le point numéro deux, qui réclame le jugement des véritables auteurs - et non des boucs émissaires - des assassinats intervenus en Kabylie en 2001. Et le point numéro 11, qui donne au politique la primauté sur le militaire. Si ce point est aussi litigieux, c'est qu'en lui-même il assoit déjà un début de processus démocratique.

Propos recueillis par Florence Beaugé

De plus en plus de Nord-Coréens se réfugient dans des enceintes diplomatiques en Chine

L'immunité d'un consulat japonais a été violée

TOKYO

de notre correspondant

L'entrée de policiers chinois armés à l'intérieur du consulat japonais de la ville de Shenyang (nord-est de la Chine), mercredi 8 mai, pour poursuivre cinq réfugiés nord-coréens, qu'ils ont sortis de force, a provoqué une protestation de l'ambassade japonaise à Pékin. « Nous estimons que l'attitude de chinoise dans cette affaire pose un sérieux problème », fait valoir Tokyo, qui demande que les cinq réfugiés soient remis aux autorités japonaises.

Selon les employés du consulat, les policiers se sont emparés de trois réfugiés lorsqu'ils passaient la porte de l'enceinte puis ils ont poursuivi les deux autres jusque dans la salle d'attente de la section des visas et ils les ont emmenés de force en dépit de la protestation des employés. Une photographie de l'agence de presse japonaise Kyodo montre les policiers se saisissant d'une femme alors que sa petite fille est déjà dans l'enceinte.

Dans une déclaration commune publiée le 16 avril (signée également par Hocine Aït Ahmed, du FFS), ces trois opposants ont appelé les Algériens à « rejeter la prochaine mascarade électorale et à exiger un changement radical de régime » afin que le pays puisse se doter d'institutions « tirant leur légitimité et leur autorité de la volonté populaire librement et souverainement exprimée ».

RÉSURRECTION ISLAMISTE ?

Dans les rangs du pouvoir, on souligne avec lassitude et exaspération que le président Bouteflika est allé « aussi loin qu'il le pouvait » afin de permettre des élections transparentes et qu'un « changement de régime ou de système » doit passer par les urnes, « sinon, cela s'appelle un putsch ». On fait également valoir que « la situation est pour le moins paradoxale : les démocrates ne veulent pas aller aux élections, alors que les islamistes, eux, jouent le jeu démocratique ».

SURVEILLANCE ET BARBÉLÉS

L'intervention des policiers chinois dans le consulat japonais, en violation de l'extraterritorialité d'une mission diplomatique, illustre le durcissement de l'attitude de Pékin vis-à-vis des demandeurs d'asile nord-coréens à la suite des incidents de fin mars : un groupe de vingt-cinq personnes avait trouvé refuge à l'ambassade d'Espagne, tandis que trois autres faisaient de même aux ambassades américaine et allemande. Tous ont gagné la Corée du Sud via des pays tiers. Au total trois cent douze réfugiés (dont soixante en avril) ont trouvé asile au Sud au cours des quatre premiers mois (cinq cent quatre-vingt-trois en 2001).

Début mai, les autorités chinoises ont renforcé la surveillance des missions diplomatiques à Pékin et placé des barbelés autour de leur enceinte. Dans les derniers mois, elles ont par ailleurs multiplié les actions contre les migrants de la faim à la frontière avec la Corée du Nord et procédé à de multiples arrestations et rapatriements forcés le plus souvent sur dénonciation d'agents nord-coréens, nom-

breux dans la région. Selon le médecin allemand Norbert Vollertsen, qui a été expulsé de Corée du Nord, où il était en mission humanitaire, pour avoir vigoureusement dénoncé la situation dramatique et la répression dans ce pays, cent cinquante agents nord-coréens seraient entrés depuis le début de l'année dans la région frontalière de Yanbian (en Chine) pour traquer les réfugiés. Plus d'une centaine d'entre eux seraient rapatriés chaque jour, estime-t-il.

Les étrangers et les Coréens du Sud séjournant dans la région, soupçonnés d'être susceptibles d'aider les réfugiés (ce qui est le cas d'organisations humanitaires

Protestations de Tokyo

L'ambassadeur de Chine à Tokyo a été convoqué, jeudi 9 mai, par les autorités nippones, qui ont protesté contre l'intervention, mercredi, de policiers chinois à l'intérieur du consulat japonais de Shenyang, ville du nord-est de la Chine, afin d'interroger des ressortissants nord-coréens. « L'estime que la Chine a violé la convention de Vienne [sur les relations diplomatiques]. C'est pourquoi nous protestons officiellement », a souligné le premier ministre japonais, Junichiro Koizumi.

Toutefois l'ambassadeur de Chine aurait défendu l'intervention des policiers, arguant qu'ils avaient agi pour des raisons de sécurité et qu'ils n'avaient enfreint aucun règlement international, rapporte l'agence de presse Kyodo, en citant des sources autorisées japonaises. —(Reuters.)

chrétiennes de Corée du Sud) sont l'objet de surveillance renforcée. Les réfugiés de la faim, qui souvent font des va-et-vient de part et d'autre de la frontière en quête de nourriture étaient au nombre de plusieurs milliers à la fin de l'année dernière.

Au terme d'un traité avec Pyongyang, la Chine doit rapatrier les réfugiés nord-coréens considérés comme des immigrants clandestins. De retour dans leur pays, ceux-ci sont passibles de lourdes peines. Ces incidents répétés embarrassent la Chine. En attirant l'attention sur le drame silencieux des Coréens du Nord fuyant la famine et la répression, ils contribuent à entamer son image dans l'opinion internationale.

Philippe Pons

Indonésie : arrestation du chef islamiste Jafar Umar Thalib

A la tête des Combattants de la guerre sainte, il prêche l'élimination des chrétiens aux Moluques

BANGKOK
de notre correspondant
en Asie du Sud-Est

Chef des Laskar Jihad, ou Combattants de la guerre sainte, qui jettent de l'huile sur le feu depuis deux ans aux Moluques, Jafar Umar Thalib est sous les verrous. On lui reproche un appel incendiaire, le 26 avril, à Amboine (Moluques du Sud), à l'élimination des chrétiens, qui forment la moitié de la population de l'ancien archipel aux épices, et de la famille de la présidente Megawati Sukarnoputri. Arrêté le 4 mai à Surabaya, il a été transféré dans une prison de Djakarta en attendant un acte d'accusation.

Jafar, âgé de 40 ans, a fait ses classes en Afghanistan dans les années 1980 et a rencontré Oussama Ben Laden à Peshawar en 1987. Il dément, toutefois, tout lien avec Al-Qaida. A partir de 1999, avec l'aide de militaires, il a entraîné les Laskar Jihad à Java et en a envoyé quelques milliers dans l'archipel des Moluques pour y prêter main-forte aux musulmans contre les chrétiens.

Le gouvernement a évité, jusqu'ici, d'attaquer de front les dirigeants islamistes, qui bénéficient de soutiens parmi l'élite politico-militaire

Thalib s'y est opposé et les Laskar Jihad, qui veulent transformer l'Indonésie en Etat islamique, sont restés sur place en dépit d'une injonction à regagner Java. Deux jours après le discours de Jafar

dans une mosquée d'Amboine, une attaque contre un hameau chrétien du coin par des hommes masqués a fait treize victimes et réveillé la peur.

Djakarta est soumis à des pressions, de Washington et de ses voisins, pour réprimer des extrémistes musulmans indonésiens peu nombreux mais qui seraient liés à un groupe régional de terroristes et à Al-Qaida.

L'Indonésie a signé, le 7 mai, avec la Malaisie et les Philippines, un pacte de lutte contre le terrorisme et un tribunal djakartanais a condamné à mort, le lendemain, l'auteur malaisien d'un attentat contre un supermarché. Mais le gouvernement a évité, jusqu'ici, d'attaquer de front, ou d'arrêter, des dirigeants islamistes qui bénéficient de soutiens ou de complicités parmi l'élite politico-militaire du pays. Jafar a reçu le 7 mai une longue visite du vice-président Hamzah Haz, venu le saluer au nom de la « fraternité musulmane ».

L'armée a proposé, après l'attaque du 28 avril, de décret la loi

martiale à Amboine mais la population et les autorités locales s'y sont opposées, estimant que le comportement des forces de l'ordre fait partie du problème et non de sa solution. Une lutte intense, mais en sous-main, se déroule depuis.

Les Laskar Jihad sont également intervenus aux Célèbes où un autre conflit communautaire a fait un millier de victimes avant de s'apaiser. Ils ont envoyé une avangarde en Papouasie-Occidentale, province dont les populations autochtones réclament leur indépendance. Ils ont même tenté de s'ingérer, mais sans succès, dans le conflit entre indépendantistes et militaires à Atjeh (nord de Sumatra).

Pour le gouvernement, la question est moins de garder Jafar en prison que d'aboutir au retrait des Laskar Jihad des Moluques, ce qui ne sera pas une mince affaire eu égard à la somme d'intérêts contraires à surmonter, non aux Moluques mais à Djakarta.

Jean-Claude Pomonti

POUR CONNAÎTRE CES HOMMES QUI NOUS GOUVERNENT

Jean-François Probst
Chirac & dépendances

Par l'un des intimes de la Chiraquie, une galerie de portraits acides et drôles des anciens et nouveaux dirigeants.

288 p.
19 €

Ramsay

INTERNATIONAL

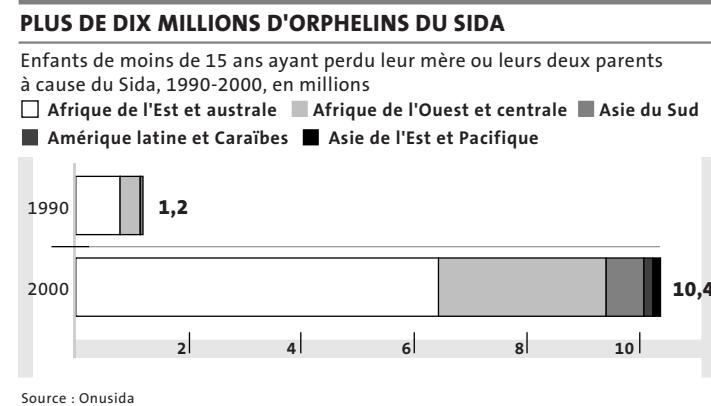
Sommet mondial de l'ONU pour l'enfance : retour sur des engagements qui n'ont pas été tenus

La majorité mineure de l'humanité, victime de nouveaux conflits et de la pandémie du sida, n'a pas engrangé les dividendes de la paix espérés depuis la fin de la guerre froide

IL Y A douze ans, la communauté internationale s'engageait à améliorer le sort réservé aux enfants. Du 8 au 10 mai, à New York, une session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations unies doit évaluer les progrès accomplis depuis le sommet mondial pour l'enfance de septembre 1990, à l'issue duquel 155 Etats avaient adopté un plan d'action en vingt-sept points pour améliorer la survie, la santé, la nutrition, l'éducation et la protection des enfants.

Qu'en est-il, en 2002, des engagements pris en 1990 ? « Les résultats sont mitigés », constate le rapport de l'ONU intitulé « Nous les enfants », qui sert de base de travail pour la session extraordinaire : « Dans un certain nombre de domaines, les améliorations sont réelles et non négligeables. Mais l'on a aussi rencontré des obstacles, subi des échecs et, dans certains cas, nettement reculé. » Seuls six des vingt-sept objectifs fixés en 1990 ont été atteints, doivent admettre les quelque 70 chefs d'Etat et de gouvernement réunis à New York pour ce nouveau sommet, auquel ont également été conviés huit cents ONG, des centaines d'enfants, de chefs religieux, de parlementaires et chefs d'entreprises du monde entier.

Certes, « de nets progrès ont été enregistrés et des bases solides ont été posées qui permettront d'autres avancées plus rapides au cours de la décennie à venir », fait valoir Kofi Annan, le secrétaire général de l'ONU, dans le rapport préliminaire. Chaque année, ce sont trois millions d'enfants de plus qu'il y a dix ans qui vivent au-delà de leur cinquième anniversaire. L'objectif premier fixé en 1990, la réduction d'un tiers en dix ans de la mortalité des enfants de moins de cinq ans, a été atteint par 63 pays ; dans plus d'une centaine d'autres, ce taux a



baisssé de 20 %. Le nombre d'enfants de moins de cinq ans souffrant de malnutrition a diminué de 28 millions.

Comme prévu en 1990, la mortalité des jeunes enfants due aux maladies diarrhéiques a été réduite de moitié. Les décès dus à la rougeole, qui devaient diminuer de 95 %, ont tout de même baissé des deux tiers. Le tétanos néonatal a été éliminé dans 104 pays en développement sur 161. La poliomyélite, qui devait être éradiquée, l'a quasiment été.

Cependant, pour la plupart, « les engagements n'ont pas été respectés », regrette l'ONU. Près de 11 millions d'enfants de moins de cinq ans meurent encore chaque année de maladies pourtant évitables. On estime à 150 millions le nombre d'enfants sous-alimentés – l'objectif était de réduire de moitié le taux de malnutrition infantile, qui a seulement chuté de 17 %. Environ 600 millions d'enfants vivent dans le dénuement.

L'objectif de 90 % des enfants vaccinés n'a pas davantage été atteint : un tiers des enfants ne bénéficiant toujours pas d'une vaccination de base (tétanos, coqueluche, diphtérie). L'accès à l'eau potable

ne s'est pas, il s'en faut de beaucoup, amélioré autant que prévu. Le taux de mortalité maternelle, qui devait être réduit de 50 %, n'a pas évolué en une décennie : 515 000 femmes meurent encore chaque année des suites de la grossesse ou de l'accouchement. L'acc-

cès universel à l'éducation de base reste un voeu pieux : 120 millions d'enfants ne vont pas à l'école, dont 53 % sont des filles. Il manque dans la population mondiale entre 60 et 100 millions de filles qui, en raison de leur sexe, ont été victimes d'infanticides, de malnutrition ou de mauvais soins. Enfin, 250 mil-

lions d'enfants travaillent dans des conditions souvent dangereuses.

Pour Jacques Hintzy, le président du Comité français de l'Unicef, trois « chocs » expliquent que les promesses faites en 1990 n'ont pas été tenues : « On sortait alors de la guerre froide, et on pensait que les enfants toucheraient les dividendes de la paix. Mais ce formidable optimisme s'est heurté au poids de la dette, à la multiplication des conflits et surtout à la pandémie de sida. » Pandémie qui va jusqu'à compromettre « bon nombre de succès remportés au cours de la deuxième moitié du XX^e siècle », déplore l'ONU. On dénombre 1,4 million d'enfants de moins de quinze ans séropositifs, 13 millions d'orphelins. En Afrique australe et orientale, les chiffres de l'espérance de vie s'effondrent pour rejoindre ceux de l'époque coloniale. De 2000 à 2005, la mortalité infantile chez les moins de cinq ans sera de 64 % au Botswana, de 50 % au Zimbabwe ou en Afrique du Sud.

Dans ce contexte, les chefs d'Etat et de gouvernement présents à New York devaient se fixer de « nouveaux » objectifs qui, pour certains, seront identiques à ceux de 1990 et, pour d'autres, seront même moins ambitieux qu'il y a douze ans. Dans la déclaration finale, il devrait ainsi être de nouveau question d'une réduction, d'ici à 2010, d'un tiers de la malnutrition et de la mortalité des enfants de moins de cinq ans, ainsi que de la mortalité maternelle. « La déclaration réaffirmera sans doute la nécessité, pour les pays développés, de consacrer 0,7 % de leur PNB à l'aide au développement, affirme Jacques Hintzy. Sans cet effort, les nouveaux engagements pris ne seront pas davantage tenus. »

Pascale Krémer

A Pékin, les enfants de l'exode rural sont victimes d'un apartheid scolaire

PÉKIN

de notre correspondant

Le minibus a pîlé net. Xiao Ke est descendu, a traversé la rue et s'est engouffré dans la gogotte de

REPORTAGE

Ils font leurs études dans des « écoles errantes » qui n'ont aucun statut

ses parents en écartant le rideau de plastique. Survêtement bleu et rouge, le gamin de sept ans est la gloire de la famille. Observé avec fierté par le clan Chen, il tapote quelques touches du petit piano électrique calé sur une table de la minuscule pièce faisant office de restaurant. Le sol, gras, est jonché de mégots. C'est le début de l'après-midi et, déjà, on s'affaire à enfiler les brochettes du soir.

Les époux Chen ont trimé dur pour monter cette petite affaire dans un quartier sud de Pékin, enchevêtré d'entrepôts piétés de cheminées en bordure d'une voie ferrée. Paysans du Guizhou, province reculée du sud-ouest de la Chine, ils ont migré à Pékin à la recherche de petits boulot. Ils font partie de cette population flottante – estimée autour de 100 millions de personnes – fuyant les campagnes pour louer leurs bras dans les grands centres urbains, où on les accueille plutôt mal. Les Pékinois voient en eux, au mieux, des voleurs de travail, au pis, des fauteurs de troubles.

Lao Chen, le père, raconte comment ces travailleurs migrants, ou *mingong*, sont « souvent expulsés de Pékin » au motif qu'ils ne détiennent pas les papiers réglementaires. Le *hukou*, le certificat de résidence (une sorte de passeport intérieur), qui en ferait des citoyens pékinois à part entière, reste un rêve pour l'écrasante majorité d'entre eux. Sur une population totale de 14 millions de personnes, la capitale compte près de trois millions de ces *mingong*, qui viennent effectuer les travaux

dégradants que les Pékinois jugent indignes de leur statut. La plupart détiennent un permis de résidence provisoire, renouvelable : entre trois mois et un an. Mais, dépourvus du précieux *hukou*, ils sont condamnés à n'être que des citoyens de seconde classe, victimes d'un véritable apartheid social.

Les enfants sont les premiers à souffrir de cette précarité. La famille Chen a eu bien des soucis pour scolariser Xiao Ke. Les enfants de *mingong* se voient en général interdits d'accès aux écoles officielles, qui répugnent à la mixité sociale afin de préserver la réputation de l'établissement. Ou alors, ils ne sont acceptés qu'au prix fort : les familles doivent s'acquitter de droits de scolarité supplémentaires (1 200 yuans, soit 150 euros), soit une dissuasion efficace pour un groupe social aux revenus modestes. Résultat : les communautés de *mingong* se débrouillent avec leur chiches moyens pour monter leurs propres écoles afin d'éviter de livrer leurs enfants à la rue.

BORDANT LE CHEMIN DE FER

Xiao Ke est inscrit dans l'une des ces écoles alternatives. Petite cour d'allée, murs bleus hérités de tessons de bouteille, salles de classe rudimentaires, l'établissement borde le chemin de fer où sillent les trains de marchandises. Fondé par un vieil instituteur de la province du Hebei, qui loge sur place avec sa famille, l'école n'a aucun statut. Elle est livrée à l'arbitraire des autorités locales. Elle a été fermée l'automne dernier. Par chance, elle a pu rouvrir trois mois plus tard car le vieil instituteur a reçu le soutien du directeur d'une école officielle, qui l'a placé sous son ombrelle protectrice. Durant cette période mouvementée, la famille Chen a dû puiser dans ses maigres économies pour inscrire Xiao Ke dans un établissement d'Etat au prix fort.

La malheureuse parenthèse est aujourd'hui fermée : Xiao Ke a repris le chemin de l'école du chemin de fer. Sur les cinq cents écoles alternatives de *mingong* que comptait ce district du sud de Pékin, six ont ainsi survécu à la brutale purge de l'automne dernier.

Mais rien n'est définitivement acquis pour ces « écoles errantes », comme les appelle la presse chinoise. « La rumeur court que nous allons devoir fermer à nouveau à la rentrée prochaine », s'inquiète le vieil instituteur.

VAGUE DE FERMETURES

Ce district de Pékin sud est le plus touché par la récente vague de fermetures. Dans d'autres quartiers de la capitale, la situation est légèrement moins dramatique. A Haidian (nord-ouest), où sont concentrées les universités, l'école Xingzhi fonctionne sans trop de turbulences. Mais elle a dû déménager à trois reprises depuis sa création par Li Sumei et son mari Yi Benyao, deux *mingong* originaires de la province du Henan venus à Pékin vendre des légumes ou des vêtements sur les marchés.

« J'ai décidé de quitter le Henan, car il était trop difficile d'y gagner ma vie, raconte Li Sumei. Mais quand je suis arrivée à Pékin, j'ai été frappée de voir tous ces enfants de *mingong* condamnés à rester à la maison, car aucune école ne pouvait

les accueillir. » Munie d'une petite expérience pédagogique – elle avait donné des cours dans son village à des paysans illétrés –, elle enrôle, en 1994, une poignée d'enfants dans une cabane plantée dans un champ. Depuis, l'école a connu une expansion spectaculaire en dépit du rituel des fermetures.

Xingzhi est devenu l'emblème du combat des « écoles errantes » luttant pour arracher les enfants des *mingong* à la marginalité. Des personnalités pékinoises, telle Wu Qing, professeur d'université à la retraite et représentante à l'Assemblée nationale du peuple (ANP), plaignent leur cause avec fougue. Des étudiants de l'université normale de Pékin apportent aussi leur concours. Face à l'exclusion qui prive d'une scolarité normale environ 1,8 million d'enfants chinois – selon le rapport de Human Rights in China, rendu public mardi 7 mai –, une poignée d'intellectuels sensibles aux questions sociales se mobilisent. Mais ils ne peuvent que limiter les dégâts.

Frédéric Bobin

Vingt ans après, le double jeu de la France pendant la guerre des Malouines

VINGT ANS après la guerre des Malouines, le double jeu de la France est mis sur la place publique : d'une main, Paris a aidé le Royaume-Uni à se préparer contre les Super-Etendard, avions armés de missiles Exocet qu'elle avait vendus à l'Argentine et qui ont permis de couler plusieurs navires de guerre britanniques ; de l'autre, elle a permis à Buenos Aires de se rééquiper en Mirage-III auprès d'Israël, qui cherchait à se débarrasser de ses vieux appareils de conception française. Dans l'ignorance de ce tour de passe-passe, les deux belligérants n'ont eu, sur le moment, qu'à se féliciter de l'assistance fournie discrètement par la France. Mais, aujourd'hui, la vérité éclate.

Entre avril et juin 1982, Britanniques et Argentins se sont affrontés pour une question de souveraineté sur quelques arènes de terre dans l'Atlantique sud : les Falklands, encore appelées Malouines par les Français avant que l'archipel ne devienne, en 1832, possession britannique. Déclenchés par l'Argentine, les combats firent plus d'un millier de morts.

Le 15 mars 2001, la presse d'outre-Manche révélait que – sur ordre de François Mit-

terrard, alors président de la République, qui voulait venir en aide à Margaret Thatcher, première ministre du Royaume-Uni – les armées françaises avaient montré, avant les combats, aux aviateurs et aux marins britanniques comment le duo Super-Etendard/Exocet était censé opérer sous les couleurs de l'armée de l'air argentine. Il s'agissait d'une assistance « secret-défense », qui devait permettre aux Britanniques de connaître les performances du système d'armes pour contrer les attaques argentines.

AUX COULEURS DU PÉROU

Pour autant, tout n'était pas dit. Voilà, en effet, que le journal d'entreprise de Dassault, le constructeur du Super-Etendard, reprenant des informations diffusées précédemment par la presse spécialisée, révèle que, juste après le conflit, exactement en juin 1982, la France a accepté d'armer de nouveau l'Argentine. C'est par l'intermédiaire des Français qu'Israël, qui détenait des Mirage-III anciens, « retapés » sous le nom de Shahak après leur participation à la guerre de Six Jours, puis du Kippour, a

En Afghanistan, la CIA a tenté de tuer M. Hekmatyar

WASHINGTON. Un missile tiré par un drone, un aéronef sans pilote, de la CIA a tenté de tuer Gulbuddin Hekmatyar, ancien premier ministre afghan de la période post-soviétique et chef islamiste du parti Hezb-e-Islami, qui s'est engagé à renverser le gouvernement de Kaboul, et indiqué des sources officielles au gouvernement et au Pentagone, selon le *New York Times* du 8 mai.

L'opération a eu lieu lundi 6 mai, en dehors de Kaboul, et M. Hekmatyar a échappé à la tentative d'homicide. « C'est la première mission confirmée visant à tuer un chef de factum qui ne faisait partie officiellement ni du précédent gouvernement taliban ni du réseau Al-Qaida », commente le quotidien. Les services américains affirment avoir recueilli suffisamment de renseignement sur les efforts de M. Hekmatyar visant à renverser le gouvernement et à frapper les troupes américaines ou alliées en Afghanistan, précise le journal.

Une vingtaine de personnes tuées au Daghestan

MOSCOW. Au moins 20 personnes ont été tuées et une centaine d'autres ont été blessées par l'explosion, jeudi matin 9 mai, d'une bombe visant un autobus militaire à Kaspiisk, dans la République autonome russe du Daghestan, frontalière de la Tchétchénie, selon la télévision russe NTV. Un précédent bilan du ministère de l'intérieur de cette république faisait état de 15 morts parmi les soldats russes et 90 blessés. L'explosion, qui a eu lieu vers 9 h 45 (05 h 45 GMT), a été provoquée par une mine qui a touché un autobus transportant un orchestre militaire au moment où passait une patrouille de soldats, selon les premiers éléments d'informations donnés par l'agence russe Interfax. – (AFP.)

La France loue un terrain militaire en Ukraine

KIEV. La France conduira, du 14 mai au 16 juin, pour la première fois dans l'histoire de ses armées, une manœuvre de grande ampleur dans le sud de l'Ukraine. Pour cette raison, elle a loué un camp d'exercice à Chiroky Lane, non loin du port de Mikolaïv, dans le sud du pays. L'armée ukrainienne ne participe pas à l'exercice, que le chef d'état-major des armées françaises, le général Jean-Pierre Kelche, a prévu d'inspecter le 17 mai. Construit à l'époque soviétique, le camp est l'un des plus grands polygones de tir en Europe et, en France, il n'a pas d'équivalent en termes de superficie. Les armées françaises devraient y tester les performances d'une quarantaine de leurs chars Leclerc. Les blindés seront débarqués à Mikolaïv, avec des véhicules d'infanterie, des engins du génie et une dizaine de canons automoteurs de 155 millimètres. Il est prévu que les troupes arrivent sur place par bateau et par avion. – (AFP.)

DÉPÈCHES

■ **ÉTATS-UNIS :** le Sénat, contrôlé par les démocrates, a adopté, mercredi 8 mai, à 64 voix contre 35, un projet de loi agro-nicé prévoyant une augmentation de près de 70 % des aides à l'agriculture, notamment aux céréaliers, les producteurs de coton et aux éleveurs de moutons pour la laine. – (AFP.)

■ **Le cardinal Bernard Law, archevêque de Boston, a comparu**, mercredi 8 mai, devant le tribunal du comté de Sussex, dans le procès au civil de John Geohagan, prêtre défrôqué, déjà condamné au tribunal pénal pour pédophilie. De plus en plus contesté, certains appellent à sa démission, Mgr Law, 70 ans, a déposé, sous serment et à huis clos, sur la façon dont il avait traité l'affaire du prêtre accusé d'avoir abusé sexuellement de dizaines de jeunes garçons. Le cardinal est critiqué pour avoir muté celui-ci de paroisse en paroisse, alors que les accusations de pédophilie se multipliaient, lui permettant ainsi d'avoir toujours accès à des enfants au lieu de le dénoncer auprès des autorités de police. – (AFP.)

■ **COMORES :** la nouvelle Commission d'homologation a validé l'élection du chef de l'Etat sortant, le colonel Azali Assoumani, à la présidence de l'Union des Comores, a annoncé le président de la Commission, mercredi 7 mai à Moroni. Le colonel Azali avait annoncé avoir remporté une large victoire dans cette élection organisée le 14 avril, sans attendre les résultats officiels qui n'ont toujours pas été publiés. Son élection était contestée par les deux autres candidats à la présidence de l'Union, Mahamoud Mradabi et Said Ali Kemal. – (AFP.)

■ **BURKINA FASO :** le Congrès pour la démocratie et le progrès (CDP), le parti du président Blaise Campaoré, serait assuré d'une courte majorité dans le futur Parlement avec 60 députés sur 111, selon les premiers résultats provisoires des élections législatives de dimanche. L'Alliance pour la démocratie et la fédération/Rassemblement démocratique africain (AFF/RDA, opposition) aurait, quant à elle, au total 16 députés. Ce scrutin, le troisième depuis le début en 1991 du processus démocratique au Burkina Faso, mettait en lice 1 740 candidats issus de 30 partis politiques. – (AFP.)

■ **Népal :** près de 250 maoïstes et 104 membres des forces de sécurité ont été tués au cours d'un affrontement cette semaine dans le secteur occidental de Rolpa aux mains des rebelles, a annoncé la radio d'Etat jeudi 9 mai. Plusieurs civils ont également été tués après avoir été utilisés comme boucliers humains par les maoïstes lors de l'attaque d'un poste de forces de sécurité dans le village de Gaam mardi soir, a indiqué la radio.

Aux Pays-Bas, des voix s'élèvent pour saborder la Liste Pim Fortuyn

Son leader assassiné, que reste-t-il de ce parti populiste qui, surfant sur l'émotion, pourrait remporter les élections du 15 mai ? Un attelage disparate d'individualités – une ex-Miss Pays-Bas, un exploitant de sites érotiques – qui ne paraissent pas en mesure d'assumer le pouvoir

ROTTERDAM
de notre envoyé spécial

La dépouille mortelle de Pim Fortuyn, le leader populiste néerlandais assassiné lundi 6 mai à Hilversum par un militant pour le droit des animaux, devait être exposée jeudi à la cathédrale de Rotterdam. Le lendemain, après une cérémonie officielle, Pim Fortuyn sera enterré à Driehuis-Westerfeld, à l'est d'Amsterdam. Ces deux événements ajouteront à l'émotion qui submerge les Pays-Bas et occultent une question qui préoccupe les dirigeants néerlandais et les milieux européens : promis à un succès aux élections législatives du 15 mai, le parti que dirigeait M. Fortuyn est-il en mesure de gouverner ?

Les rares commentateurs qui osent aborder ce sujet, la famille de M. Fortuyn et, surtout, Harry Mens, ami et trésorier du défunt, apportent une réponse sans nuance : « non », la Liste Pim Fortuyn (LPF) n'est pas en mesure de gouverner.

L'activisme parfois violent des « amis des bêtes »

Volkert Van der Graaf, meurtrier présumé de Pim Fortuyn, se décrit sur son site Internet comme un végétalien défenseur des droits des animaux depuis son plus jeune âge.

Dans certains pays, comme en Grande-Bretagne, patrie des « amis des bêtes » et des végétariens, il existe une tradition ancienne de lutte violente pour la défense des animaux. Dans les années 1990, les noms des associations anglaises fleurent l'appel à la guérilla : l'ALF (Front de libération des animaux), l'ALF provisoire, en référence à l'IRA, dont le chef de file, Barry Horne, déclencha une campagne d'attaques à l'explosif contre des magasins et des pharmacies vendant des produits issus de l'expérimentation animale. Condamné à 18 ans de prison, il a multiplié les grèves de la faim avant d'en mourir en 2001.

La SPA française est, à côté, une vieille dame tranquille. La cause des animaux, dont le flambeau a été repris en France par Brigitte Bardot, a obtenu pendant la campagne l'appui du Front national, notamment dans les spots de Jean-Marie Le Pen.

verner. Pour M. Mens, il convient même de saborder le parti.

Dès mardi, les membres de la LPF décidaient de poursuivre « avec une énergie redoublée » le combat de celui qui avait entrepris de révolutionner le système politique néerlandais. Affirmant que M. Fortuyn lui avait demandé d'aller de l'avant « même quand il ne serait plus là », un porte-parole expliquait que la LPF ne pouvait « plier face au terrorisme ». C'est sur l'insistance d'une délégation du parti (qui ne comprenait pas les numéros 2 et 3 de la liste) que Wim Kok, le premier ministre démissionnaire, dut se résoudre à maintenir la date des prochaines élections.

Ce maintien permet au parti populiste de jouer sur toute la gamme des sentiments et, très probablement, d'engager des suffrages qui, en d'autres circonstances, ne se seraient pas portés sur lui. Créditée par les sondages de 25 sièges sur 150 avant le meurtre de son leader, la LPF pourrait, selon des prévisions officieuses, obtenir 40, voire 50 sièges à la Seconde Chambre...

« NON-VALEURS »

Cette perspective inquiète d'autant plus que M. Mens a affirmé que, dix jours avant son assassinat, M. Fortuyn avait envisagé de jeter l'éponge. Il se souciait, paraît-il, de la qualité des membres de son

parti. Dans une récente émission, il avait effectivement déclaré qu'il ne voyait aucune personne capable d'assumer une fonction ministérielle. « Le LPF sans Pim Fortuyn, c'est un groupe de non-valeurs », a poursuivi M. Mens, affirmant craindre les réactions « fanatiques » de personnalités uniquement mises par « leur propre ego ».

Pour ce proche de M. Fortuyn, les Néerlandais désireux de « voter dans l'esprit de ce que voulait Pim » devraient désormais porter leur voix sur les libéraux du VVD, les chrétiens du CDA, voire les travaillistes du PVDA. Critiquant vivement M. Mens, des dirigeants de la LPF soulignaient « leur grande res-

ponsabilité » qui était non seulement, affirmaient-ils, d'assurer l'héritage de leur chef mais aussi de préserver la paix civile. Le Conseil électoral, chargé de surveiller le scrutin, a indiqué de son côté que la loi interdisait le retrait d'une liste déposée.

Cette polémique relance des interrogations que M. Fortuyn avait su éviter. Elles portent sur la qualité des membres d'un parti hétéroclite, où une seule personne (Jim Jansen van Raay, numéro 3, un transfuge du CDA) a une expérience parlementaire. Sans structure, sans autre bagage que les slogans de M. Fortuyn, sans autre tradition que sa récente accession au pouvoir à Rotterdam en mars 2001, la LPF est une simple addition d'individualités. Il n'est d'ailleurs, jusqu'ici, pas parvenu à désigner le successeur du dirigeant assassiné.

On y trouve des juristes et quelques médecins mais aussi un exploitant de sites Web érotiques, un éleveur et une ancienne Miss Pays-Bas qui affirme avoir été victime de harcèlement sexuel de la part d'autres dirigeants. Un officier de police a dû être écarté parce qu'il

s'était rendu coupable de brutalités. « Pim redoutait que la presse ne sorte d'autres lapins de son chapeau », a encore affirmé M. Mens.

Si elle remportait les élections, la LPF pourrait cependant revendiquer le poste de premier ministre. Qui serait prêt à s'allier avec elle ? Apparemment, les libéraux et les chrétiens. Officiellement, ces deux formations n'ont entamé aucune discussion avec la Liste. Mais à Rotterdam elles ont signé un accord visant notamment à renforcer la sécurité et réduire le nombre de « coffee shops », ces endroits où l'on peut se procurer des drogues douces.

Il faudra, le cas échéant, que les partis traditionnels négocient sur la base du programme en 13 points qu'avait défini M. Fortuyn. Il prévoit, en vrac, une réforme radicale du système de santé et d'éducation, une lutte renforcée contre la criminalité, une limitation des subventions publiques à la culture, une diminution des prestations sociales et une politique sévère en matière d'immigration et d'asile.

J.-P. S.



Néonazis sous surveillance en Autriche

LE 8 MAI, date de la capitulation du régime nazi, quelque 400 étudiants autrichiens appartenant à des corporations d'extrême droite et une poignée de nostalgiques néonazis venus rendre un hommage aux soldats de la Wehrmacht ont tenu, à Vienne, une courte retraite aux flambeaux, protégés par d'impression-

nants cordons de policiers anti-émeutes. Près de 3 000 manifestants de gauche ont défilé, au même moment, dans la vieille ville aux cris de « la police protège les fascistes ». Les 2 000 membres des forces de l'ordre mobilisés pour canaliser les différents cortèges ont permis d'éviter les affrontements. – (AFP.)

Les dirigeants allemands esquissent leur réplique au populisme

En dépit de percées locales périodiques, l'Allemagne n'abrite pas de parti d'extrême droite crédible

BERLIN
de notre correspondant

En 1998, il s'était fait traîter d'incendiaire intellectuel pour avoir dénoncé, alors qu'il recevait des libraires allemands le prestigieux prix de la Paix, ce qu'il nommait « l'instrumentalisation » d'Auschwitz, la « routine de la culpabilisation » dans le débat public allemand. Ce 8 mai, jour anniversaire de la libération du nazisme, Martin Walser, écrivain célèbre aux thèses contestées, était à nouveau sur la place publique, invité par le Parti social-démocrate (SPD) à venir débattre à Berlin, avec le chancelier Gerhard Schröder en personne, « de la nation, du patriotisme, de la démocratie et de la culture ».

L'événement a suscité une polémique. Devant le siège du SPD où il avait lieu, deux cents personnes ont protesté contre la présence de celui qui avait dit vouloir « exprimer quelque chose d'inexprimé ». Le vice-président du Conseil central des juifs allemands, Michel Friedman, a dénoncé à la radio une rencontre « provocante, préoccupante et contre-productive ». Mais Gerhard Schröder qui, depuis son investiture en 1998, a toujours affirmé vouloir rendre à l'Allemagne sa place dans le monde, celle d'un pays adulte au patriotisme éclairé et démocratique,

sachant faire face à son passé sans en être paralysé, n'a pas cédé.

« Notre fierté nationale est celle du peuple allemand et ce qu'il a accompli », a estimé le chancelier dans la discussion. « Nous sommes conscients des moments cruels de notre histoire, mais nous sommes aussi fiers de notre démocratie et de sa prospérité, de notre réunification faite dans la paix et la justice, de notre système de solidarité et de participation », a-t-il dit en évoquant la « conscience autocritique » des Allemands d'aujourd'hui.

ACCUSATIONS D'OPPORTUNISME

Le débat n'était évidemment pas sans liens avec la montée des forces d'extrême droite dans plusieurs pays d'Europe. « Les populistes de droite ont du succès là où les gens perdent la conscience de ce qu'ils sont, là où l'insécurité règne et où l'on attise la peur », a déclaré le chancelier, qui a aussi souligné que l'Allemagne était en droit de défendre « ses intérêts bien compris ». Après le choc suscité par le score de Jean-Marie Le Pen en France, par l'assassinat du leader populiste des Pays-Bas, ces propos esquiscent la première analyse que font les dirigeants allemands de la nouvelle donne politique européenne en même temps qu'ils tracent les éléments d'une possible riposte. Ils témoignent aussi de l'inconfort

dans lequel pourrait se retrouver le chancelier, accusé sur sa gauche d'opportunisme électoral en faisant les yeux doux aux franges les plus rétrogrades de la population.

Le chancelier a longuement insisté sur le rempart que constitue l'Europe face à la montée des nationalismes. Ce qui ne l'avait pas empêché, lors d'un récent dîner à Bruxelles avec le président de la Commission européenne Romano Prodi, de mettre en garde contre la vitesse des changements qu'imposait l'Union aux Etats membres, au risque de susciter de violentes réactions anti-européennes. « Nous devons nous montrer prudents car le changement obéit à un tempo si rapide que, souvent, les citoyens ne sont pas en mesure de l'absorber », avait-il déclaré en rendant compte des discussions.

Après le premier tour de l'élection française, le candidat de la droite à la chancellerie, Edmund Stoiber, ministre-président de Bavière, a lui aussi insisté sur le manque d'attention accordée aux besoins des citoyens. Rendant les partis traditionnels responsables du score de Jean-Marie Le Pen, Edmund Stoiber a estimé que, si l'Allemagne ne voulait pas suivre le même chemin que la France, il lui fallait prendre en compte les « attentes et les inquiétudes des électeurs de base ». La CSU bavaroise, qui s'est toujours fait fort de savoir intégrer les tendances populistes, avait, il y a deux ans, soutenu la décision du chancelier conservateur autrichien Wolfgang Schüssel de former un gouvernement de coalition avec l'extrême droite de Jörg Haider.

En dépit de percées locales périodiques, de la persistance d'une mouvance néonazie dans les régions de l'Est, l'Allemagne n'abrite actuellement pas de parti d'extrême droite crédible. Le Parti de l'offensive étais-

que, dernière apparition populiste en date, a obtenu en octobre 2001 20 % aux élections régionales de Hambourg, propulsant son fondateur, le juge Ronald Schill, comme ministre de l'intérieur du Land. Ce succès n'a pas été confirmé en Saxe-Anhalt, où le parti n'a pas franchi en avril la barre des 5 %.

Georges Marion

PRÉSIDENTIELLE Qui perd gagne ?

REPORTAGE Ces quartiers où l'on a voté Le Pen

HISTOIRE Quand le PS est devenu « moderne »

ÉDUCATION POPULAIRE Aux facts, citoyens !

www.politis.fr



CHAQUE JEUDI CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX. 2,75 €

OSJ publications judiciaires
47, rue Louis Blanc - 92984 La Défense Cedex
Tél. 01 49 04 01 85 - Fax. 01 43 33 51 36

Déclaration d'absence

Madame Christiane LOPEZ épouse ETCHEVERRY, née le 12 Avril 1935 à ANGLET (Pyrénées Atlantiques), demeurant Villa Askenia, 17 avenue du Braou 64200 BIARRITZ, a déposé auprès du Tribunal de Grande Instance de Nanterre une requête afin de faire déclarer l'absence de Madame Jeanne LOPEZ Veuve STRAVATO, née le 11 Mai 1930 à Bayonne (Pyrénées Atlantiques), disparue le 6 Juillet 1989 de son dernier domicile sis à Asnières-Sur-Seine (Hauts-de-Seine), 5, Rue Henri Martin.
Cabinet de Me Régis WAQUET, 56, Rue Raymond Barbet 92000 Nanterre.

FRANCE

ATTENTAT

Le président de la République a demandé à **MICHELE ALLIOT-MARIE**, ministre de la défense, de se rendre au Pakistan, après l'attentat qui a coûté la vie à 11 Français, mercredi 8 mai, à Karachi. Commençant

son **NOUVEAU MANDAT PRÉSIDENTIEL**, Jacques Chirac était intervenu dès mercredi, pour réaffirmer « la détermination de la France à (...) tout mettre en œuvre pour lutter contre le terrorisme international ».

L'attentat de Karachi est intervenu dans un climat de violence et de tension qui fait apparaître les difficultés politiques du régime d'Islamabad. A **CHERBOURG**, dont les victimes étaient originaires, une cel-

lule de soutien aux familles des victimes a été mise en place. **DES SALARIÉS DE LA DCN** expriment leurs doutes sur les conditions de travail et de sécurité de leurs expatriés au Pakistan.

Face au terrorisme, M. Chirac prend seul la tête de l'exécutif

Le président de la République a demandé, mercredi 8 mai, aux autorités pakistanaises d'interpeller les auteurs de l'attentat de Karachi, qui a tué 11 Français, et dépêché sur place la ministre de la défense, Michèle Alliot-Marie. Les responsables antiterroristes privilient la piste d'Al-Qaida

LES ATTENTATS du 11 septembre aux Etats-Unis avaient retardé les débuts de la campagne présidentielle. Celui de Karachi (Pakistan), qui a causé, mercredi 8 mai, la mort de 11 Français travaillant pour la Direction des constructions navales (DCN), aura précipité l'entrée en action du nouveau gouvernement, après la réélection de Jacques Chirac. Dénonçant, quelques heures après l'explosion, « la terreur et la haine » des terroristes, le chef de l'Etat a réaffirmé, dans une allocution télévisée enregistrée dans la cour de l'Elysée, « la détermination de la France [...] à tout mettre en œuvre pour lutter contre le terrorisme international », alors que les autorités judiciaires françaises privilient l'hypothèse d'un acte exécuté par Al-Qaida, l'organisation d'Oussama Ben Laden.

Manifestant d'emblée sa prééminence à la tête de l'exécutif, au lendemain de la formation du gouvernement de Jean-Pierre Raffarin, M. Chirac a annoncé qu'il avait lui-même demandé à la ministre de la défense, Michèle Alliot-Marie, de se rendre sans délai au Pakistan. Le texte de la déclaration présidentielle avait été



ZAHID HUSSAIN/REUTERS

La ministre de la défense, Michèle Alliot-Marie, est arrivée à Karachi jeudi 9 mai, pour y rencontrer les autorités pakistanaises, au lendemain de l'attentat-suicide qui a coûté la vie à 14 personnes, dont 11 ingénieurs français de la direction des constructions navales de Cherbourg.

préparé avec Dominique de Villepin, encore secrétaire général de l'Elysée pour quelques heures, avant de gagner le Quai d'Orsay.

Le premier ministre, lui, s'est contenté d'un communiqué pour condamner cet « *acte ignoble* » et présenter les condoléances du gouverne-

ment aux familles des victimes, avant de gagner Poitiers (Vienne) pour y présenter sa démission du conseil régional de Poitou-Charentes. Entérinant cette présence, le communiqué de Matignon précisait d'ailleurs que Mme Alliot-Marie partait pour Karachi « à la demande du

président de la République ». Dans l'après-midi, M. Raffarin indiquait vouloir respecter « le domaine de compétence » du chef de l'Etat et confiait volontiers que la cohabitation ayant pris fin, l'heure n'est plus à une « guerre des communiqués » entre l'Elysée et Matignon.

A Cherbourg : « Le bus était le point faible de notre protection »

CHERBOURG de notre correspondant

Dans la torpeur d'un petit matin de jour férié, la nouvelle de l'attentat de Karachi a terrassé les salariés de l'arsenal de Cherbourg. La ville, qui respire

REPORTAGE

Les Cherbourgeois,
qui vivent leur quotidien
au rythme de l'arsenal,
sont effondrés

à leur rythme, est effondrée. « J'ai entendu la nouvelle à la radio. J'avais du mal à réaliser que des copains, à l'autre bout du monde, venaient d'y passer. » Délégué CGT, salarié de la DCN, Alain Hébert est pendu au téléphone. « Les gars appellent pour savoir ce qu'ils peuvent faire pour soutenir les familles. »

Devant la porte du Redan, entrée principale de la DCN, tôt le matin, quelques-uns viennent aux nouvelles. Les lourdes chicanes en béton du plan Vigipirate ajoutent à la lourdeur de l'ambiance. Une femme arrive. Elle travaille dans l'établissement, et son compagnon est en mission à Karachi. Son cri déchire le silence, et elle tombe à terre.

« Non ! », hurle-t-elle en consultant une liste récupérée par des collègues.

Une cellule de soutien aux familles est vite mise en place dans les anciens locaux de la préfecture maritime. Des psychologues et des personnels de l'hôpital Pasteur viennent en renfort. « Moi, j'ai perdu cinq copains », lâche Gilles Baillard, 50 ans, le visage défaillant. Il se souvient de « [ses] potes », « avec lesquels, dit-il, j'ai fait plusieurs missions. Absolument rien ne pouvait nous laisser imaginer un tel acte. »

Rentré depuis quelques jours à Cherbourg, Gérard Clermont, chef de site DCN à Karachi, est assommé, mais tente de faire face. « Là-bas, nous fréquentons des zones sécurisées où il ne se passe jamais rien. »

INCITÉS À SE TAIRE

Les salariés qui sont allés sur place ont une vision moins optimiste : « Le bus nous prend chaque matin à l'hôtel Awari Towers, explique Louis. Il s'arrête ensuite au Sheraton, où s'est produit l'attentat, avant de filer vers le chantier. Un homme en arme est présent en permanence. Mais que pouvait-il contre un tel attentat ? » Pour un autre témoin, François, « on sentait bien que le bus était le point faible de notre protection ». Il explique comment, « chaque fois que nous voulions sortir, nous devions le faire au moins par groupes de deux et signaler notre départ et le lieu où nous allions ». « La fréquentation des fêtes locales nous était vive-

ment déconseillée, pour ne pas dire interdite », raconte un autre.

Après les attentats du 11 septembre, plusieurs avaient demandé à être rapatriés. « On a incité à se taire, avant de finalement ramener tout le monde. Les collègues sont retournés sur place à partir de la mi-janvier », explique Alain Hébert. En septembre 1999, déjà, plusieurs salariés s'étaient plaints « des mauvaises conditions d'hygiène et de sécurité du travail. Nous avons dû aussi nous battre pour qu'ils soient indemnisés correctement. » « Nous travaillons six jours sur sept », confirme un expatrié. « Il faut noter que l'attentat est survenu le 8 mai, jour férié pour tous les salariés français, sauf pour ceux qui l'ont envoyé à Karachi », déplore le cégepiste.

La petite communauté pakistanaise qui demeure à Cherbourg est elle aussi très choquée. « Nos cinq familles sont effondrées, explique leur représentant, le capitaine Syed Arshad Ali. Nous ne comprenons pas pourquoi les Français ont été visés. Ils ont donné leur vie pour nous aider. Nous, ici, nous nous sentons en sécurité. » Une surveillance renforcée a cependant été mise en place par la police. « Les corps des victimes doivent être rapatriés rapidement », indique Laurent Barthélémy, directeur de l'arsenal. Une chapelle ardente devrait être installée dans les locaux de l'hôpital maritime. Pour le Nord-Cotentin, ce 8 mai gardera un arrière-goût de 11 septembre.

Jean-Pierre Buisson

Les autorités pakistanaises évoquent la piste d'Al-Qaida

Les autorités d'Islamabad soupçonnent des groupes extrémistes islamistes, mais leur capacité à combattre le terrorisme est mise en cause

NEW DELHI de notre correspondante en Asie du Sud

Vingt-trois personnes, dont dix Français, étaient toujours hospitalisées jeudi 9 mai à Karachi, capitale économique du Pakistan, au lendemain de l'attentat-suicide qui a tué quatorze personnes, onze ingénieurs français et trois Pakistanaise. Parmi ces derniers figure sans doute le kamikaze qui aurait lancé sa voiture sur l'autobus transportant les Français au moment où il s'apprêtait à quitter l'hôtel Sheraton, en plein cœur de Karachi. Le chef de la police de la province du Sind, Sayed Kamal Shah, a affirmé qu'un corps carbonisé, pouvant être celui

du commando-suicide, avait été retrouvé dans la voiture calcinée qui a été projetée à plusieurs mètres du lieu de l'explosion.

Cet attentat a provoqué une énorme émotion à Karachi, où vit une importante communauté expatriée, déjà ébranlée par l'enlèvement et le meurtre (annoncé en février) du correspondant américain du *Wall Street Journal* dans la région, Daniel Pearl. Le président pakistanaise, le général Pervez Moucharraf, a condamné le présent

« *acte du terrorisme international qui doit être combattu avec toute la force possible* », affirmant que « [son] gouvernement est pleinement déterminé à faire face à cette menace ». Le président n'a pas savouré longtemps son triomphe au référendum qui l'a confirmé pour cinq ans à la tête du pays (*Le Monde* du 3 mai). Ses ennemis sont venus lui rappeler de façon sanglante, pour la troisième fois depuis janvier, qu'ils pouvaient frapper où et quand ils voulaient.

Si la volonté d'Islamabad à combattre le terrorisme ne fait pas de doute, sa capacité à le faire est sérieusement mise en cause. Conscient du fait, le général Moucharraf a appelé à la compréhension de « l'environnement intérieur [du Pakistan] », résultant de notre coo-

pération contre le terrorisme international ». Cette référence laisse entendre que le président pakistanaise soupçonne les groupes extrémistes islamistes, dont certains ont des liens anciens avec le réseau d'Oussama Ben Laden.

Après avoir présidé mercredi une conférence consécutive à l'attentat, qui a réuni pendant trois heures toutes les agences de renseignement et de sécurité, le général a indiqué que de nouvelles mesures de lutte contre le terrorisme avaient été décidées. L'intervention d'un commando-suicide – pour la deuxième fois, après l'attentat du 17 mars contre le temple protestant de l'enclave diplomatique d'Islamabad – donne cependant une nouvelle dimension au terrorisme en vigueur sur le sol pakistanaise, et on voit mal, en l'état actuel, comment les services de sécurité pakistanaise pourront répondre.

Comme les attentats précédents visant les étrangers, celui de Karachi n'a pas été revendiqué. Mais le chef de la police du Sind a indiqué : « Nous allons enquêter sur la possible implication d'Al-Qaida. » Selon des sources proches des milieux extrémistes, des militants venus d'Afghanistan ont juré de venger à la fois la défaite des talibans, les victimes des bombardements améri-

caines et les prisonniers de Guantánamo. Ces militants ont recruté sans aucun mal des jeunes prêts à mourir pour ce qu'ils pensent être la poursuite du Djihad (guerre sainte).

FRANCE

Jean-Pierre Raffarin veut agir « au galop » en matière de sécurité et de dialogue social

A Poitiers, mercredi, le premier ministre a annoncé sa démission de la présidence du conseil régional de Poitou-Charentes. Le gouvernement devrait être complété après les législatives

POITIERS

de notre envoyé spécial

L'attentat « ignoble » de Karachi a « assombri la journée ». Lorsqu'il arrive gare Montparnasse peu après 15 heures, mercredi 8 mai, accompagné de son épouse, Anne-Marie, Jean-Pierre Raffarin affiche une mine grave. Un peu moins de malice dans les yeux, davantage de prudence dans l'expression : ses nouvelles responsabilités l'ont marqué. Dans le TGV qui le conduit à Poitiers, M. Raffarin accepte toutefois, non sans glisser une vraie-fausse mise en garde : « Je suis débutant, soyez indulgent avec moi », ajoute-t-il, en indiquant avoir également reçu, mardi, un coup de fil de Tony Blair.

Satisfait de la composition de son gouvernement, « bien équilibré et charpenté », il soutient que ce dernier a été formé « de manière assez rapide » : « 27 ministres en 27 heures, soit un ministre à l'heure ! » M. Raffarin insiste sur « l'ouverture à la société civile »,

toujours aux côtés de Jacques Chirac -, le matin même, lors du dépôt de gerbe sur la tombe du Soldat inconnu. Il raconte la passation de pouvoir avec Lionel Jospin, un moment « cordialement républicain et humainement sympathique » ; et confie qu'il s'est entretenu par téléphone avec plusieurs de ses prédecesseurs : Edouard Balladur, Raymond Barre, Pierre Messmer. Pierre Mauroy lui a écrit. « Fabius m'a appelé hier soir chez moi », ajoute-t-il, en indiquant avoir également reçu, mardi, un coup de fil de Tony Blair.

avec la nomination à l'éducation nationale du philosophe Luc Ferry. « C'est un choix qui a du sens, et qui doit donner du sens », souligne-t-il. Pour lui, il s'agit là d'une première « réponse » au « cri républicain de la jeunesse » qui s'est exprimé le 5 mai.

« SÉMINAIRE DE GOUVERNANCE »

« On a voulu faire des pôles de compétence » autour des « deux points d'appui » que sont « la sécurité et le dialogue social », explique M. Raffarin, qui indique que ce gouvernement « est encore à compléter ». L'industrie, la famille, le logement devraient être pourvus d'un ministre délégué ou d'un secrétaire d'Etat après les élections législatives. « Il faudra un jour un secrétaire d'Etat aux anciens combattants », ajoute-t-il. « A la tête d'un gouvernement de

mission », M. Raffarin entend se « consacrer à [son] travail », sans se « laisser dévorer » par la campagne des élections législatives. Il veut que son gouvernement agisse « au galop » avant ces échéances, notamment en matière de sécurité et de dialogue social. Le « séminaire de gouvernance » qui aura lieu samedi matin, au lendemain d'un premier conseil des ministres qui fixera « les lignes directrices posées par le président », devra permettre de « structurer une démarche de travail » et de « hiérarchiser les priorités dans le temps ». M. Raffarin entend par la suite réunir son gouvernement une fois par semaine, probablement le jeudi matin.

Le premier ministre est également « responsable de la majorité à construire ». C'est à ce titre qu'il évoque l'entretien qu'il a eu le matin même avec François Bayrou. Le président de l'UDF était venu plaider auprès de lui en faveur de l'existence d'un second « pôle », aux côtés de l'Union pour la majorité présidentielle (UMP). « Je lui ai répondu qu'il était très important qu'on cherche en priorité à gagner les élections législatives », explique M. Raffarin, qui plus est, qui constitue la première priorité du nouveau gouvernement.

Le commissariat de Saint-Ouen, en Seine-Saint-Denis, M. Sarkozy a d'abord constaté l'état de délabrement des locaux. Au siège de la direction départementale de la sécurité publique, à Bobigny, il a pris note de demandes visant à augmenter le nombre de gradés pour encadrer les jeunes policiers encore peu expérimentés. M. Sarkozy a ensuite accompagné des fonctionnaires de la brigade anticriminalité dans des cités de Bobigny, Bondy et Montfermeil, avant de suivre une opération de lutte contre la prostitution sur les boulevards des Maréchaux dans le 17^e arrondissement de Paris. Entre-temps, le ministre de la sécurité intérieure était allé dans une brigade du Val-d'Oise, celle de Louvres, rassurer des gendarmes inquiets par la perspective d'un rapprochement entre la police et la gendarmerie. « Vous gardez le statut militaire », a assuré M. Sarkozy.

Le nouveau ministre de l'équipement et des transports, Gilles de Robien, ancien député (UDF) de la Somme, a quant à lui annoncé, lors d'une conférence de presse, qu'il allait « reprendre à zéro » le dossier du troisième aéroport « parisien » qui devait être construit dans son département. « Faut-il pas un troisième aéroport et, s'il le faut, engageons la concertation pour savoir où », a affirmé M. de Robien, à la grande satisfaction des opposants au projet. Ceux-ci avaient prévu une nouvelle manifestation le 25 mai à Amiens (Somme), ville dont le nouveau ministre est le maire.

« NOUVELLE MÉTHODE »

Plus discrètement, d'autres membres du gouvernement ont aussi voulu marquer leur intention d'aller vite et de se montrer attentifs à leurs interlocuteurs respectifs. Le ministre des affaires sociales, du travail et de la solidarité, François Fillon, qui s'apprête à nommer l'actuel préfet de Vendée, Jean-Paul Faugère, à la tête de son cabinet, a déjà fait savoir qu'il était prêt à recevoir au plus tôt les partenaires sociaux. Il n'y a pas de texte en préparation, précise-t-on dans l'entourage de M. Fillon, puisque précisément la « nouvelle méthode » consiste à subordonner toute réforme – sur les 35 heures, les retraites ou la formation – à un dialogue préalable avec les syndicats et les organisations patronales.

Le nouveau ministre de l'énergie, Gilles de Robien, ancien député (UDF) de la Somme, a quant à lui annoncé, lors d'une conférence de presse, qu'il allait « reprendre à zéro » le dossier du troisième aéroport « parisien » qui devait être construit dans son département. « Faut-il pas un troisième aéroport et, s'il le faut, engageons la concertation pour savoir où », a affirmé M. de Robien, à la grande satisfaction des opposants au projet. Ceux-ci avaient prévu une nouvelle manifestation le 25 mai à Amiens (Somme), ville dont le nouveau ministre est le maire.

Jean-Louis Saux

Le premier ministre a du mal à imposer à ses ministres la règle du non-cumul édictée par M. Chirac

IL Y A la jurisprudence Jospin sur le non-cumul des mandats, et Jean-Pierre Raffarin l'appliquera, même s'il a du mal à l'imposer aux membres de son gouvernement. En annonçant, mercredi 8 mai, qu'il renonçait à la présidence de la région Poitou-Charentes, le premier ministre a fixé la règle : « Ce que je demande à mes ministres, je me l'applique à moi-même. » Dans le train qui le conduisait à Poitiers, il confiait que le président de la République s'était montré « intrusif » sur ce point. Le sujet devrait être abordé, samedi, au cours du premier séminaire gouvernemental.

M. Chirac a signifié à M. Raffarin que la nouvelle équipe devait appliquer « les mêmes règles que le gouvernement précédent » et qu'« on ne pouvait pas les transgresser » : pas de cumul entre un portefeuille ministériel et un mandat exécutif local (maire, président de conseil général ou régional). Dès 1997, devant l'Association des maires de France (AMF), le chef de l'Etat avait proscrit l'interdiction de tout cumul afin que « ceux qui ont été investis de responsabilités exécutives puissent s'y consacrer pleinement ». Au printemps 1998, il avait refusé l'avant-projet de loi de M. Jospin sur le non-cumul ministre-maire parce qu'il n'allait pas assez loin.

M. Raffarin, qui glisse sans grande conviction que ce principe « peut apparaître comme un progrès », doit

d'abord prouver qu'il conduit un « gouvernement de mission » et « d'action ». Et qu'il faut « moins de parcours individuels et plus de collectif ». Mais il sait aussi que cette règle du non cumul est très difficile à imposer aux membres d'un gouvernement dont la pérennité dépend du résultat du second tour des législatives, le 16 juin.

Or son gouvernement ne compte pas moins de quatorze ministres encore députés, trois sénateurs (dont M. Raffarin lui-même), des maires de villes importantes (Jean-Louis Borloo à Valenciennes, Gilles de Robien à Amiens, Nicolas Sarkozy à Neuilly-sur-Seine, Dominique Perben à Châlons-sur-Saône), un président de conseil régional (François Fillon en Pays de la Loire) ou général (Hervé Gaymard en Savoie). Certains ont regimbé, comme Xavier Darcos (RPR), qui a d'abord refusé de quitter sa mairie de Périgueux avant d'annoncer qu'il se plierait à la règle. Nicolas Sarkozy, François Fillon et Patrick Devedjian n'ont guère apprécié l'ouverture. Et tous cherchent à gagner du temps jusqu'aux législatives. Quant à Philippe Douste-Blazy (UDF), maire de Toulouse, il affirme avoir refusé d'entrer au gouvernement pour garder sa ville.

Jean-Michel Bezat

Jean-Baptiste de Montvalon

M. Steinmetz, l'ex-« patron » des gendarmes, à Matignon

LE 23 OCTOBRE 2001, Pierre Steinmetz, qui vient d'être nommé directeur du cabinet du premier ministre, s'exprime, devant les députés de la commission de la défense, au titre de directeur général de la gendarmerie nationale. S'autorisant à citer l'écrivain moraliste François de La Rochefoucauld, il rassure les élus : « Il n'y a pas de tensions graves chez les gendarmes, les mouvements revendicatifs paraissent s'être fortement atténués et on assiste à une stabilisation des esprits. » La veille même, à l'exercice dans une cour de l'Elysée où ils devaient se préparer à participer à une série de haies d'honneur, cinquante gardes républicains refusent de manœuvrer malgré les ordres de leur officier.

Apparemment, M. Steinmetz

n'avait pas été mis au courant. Or, cette manifestation ostentatoire de mauvaise humeur annonce, de fait, une « grogne » généralisée des gendarmes qui s'illustrera, fin 2001, par des cortèges en uniforme et en véhicules de fonction tant à Paris qu'en province. La crise qui était prévisible s'achèvera par une journée de négociations avec les gendarmes, à l'issue de laquelle Alain Richard, ministre de la défense, et M. Steinmetz auront satisfait une partie de leurs revendications.

Aujourd'hui, à Matignon, M. Steinmetz, 59 ans, austère en apparence, plus timide que froid, devra contribuer à conduire la politique de M. Raffarin qui consiste principalement à rétablir l'autorité de l'Etat et à renouer le dialogue social. Il connaît les rouages de

l'administration, du fait de ses précédentes fonctions dans la « préfecture ». Sur le dossier particulier de la sécurité intérieure, M. Steinmetz a déjà eu l'occasion d'être proche de Philippe Massoni, ancien préfet de police, aujourd'hui chargé de mission à l'Elysée, et de Claude Guéant, l'actuel directeur de cabinet de Nicolas Sarkozy, ancien préfet de police, et de Charles Pasqua. Nul doute que les liens déjà tissés entre M. Raffarin et M. Steinmetz, du temps où celui-ci était préfet de région Poitou-Charentes en 1998-2000, devraient permettre aux deux hommes de travailler en confiance.

Jacques Isnard

PHILIPPE BAS, c'est l'anti-Villepin. Autant celui-ci est flamboyant séducteur et cassant selon l'humour du moment ou l'interlocuteur, autant l'homme qui lui a succédé, jeudi 9 mai, comme secrétaire général de la présidence de la République semble effacé, délicat et d'humour égal. Mais sous son air d'éternel premier communiant ce conseiller d'Etat de 43 ans a su s'imposer rapidement et devenir le plus proche collaborateur du président réélu. Avec le soutien de Claude Chirac, qui a toujours cherché à réduire l'influence de M. Villepin.

M. Bas est entré tard en « Chiriquie ». Après avoir été un proche collaborateur de Simone Veil au ministère des affaires sociales entre 1993 et 1995, cet homme de sensibilité démocrate-chrétienne

dirige le cabinet de Jacques Barrot entre 1995 et 1997. Il devra notamment mettre en œuvre le plan Juppé sur la Sécurité sociale et mener la lutte contre le chômage alors que le marché du travail se remet à peine de la récession de 1993.

A lendemain de la dissolution de 1997, l'ancien ministre (UDF) du travail et des affaires sociales souffle son nom à Jacques Chirac. Le chef de l'Etat en fait son conseiller social, puis, en 2000, le secrétaire général adjoint de l'Elysée après la nomination d'Olivier Dutheillet de Lamothe au Conseil constitutionnel. Dans l'ombre, ce spécialiste des questions d'emploi, de politique familiale, de santé et de bioéthique, va prendre une part active dans la campagne du président-candidat, aux côtés de Jérôme Monod et de

M. Villepin. Il intervient dans l'élaboration du programme économique et social, où l'on retrouve la patte centriste de ce « technoc » devenu politique.

C'est aussi un bon connaisseur de l'Afrique – il est l'auteur de *L'Afrique australe dans la tourmente* (La Documentation française, 1988) et a été conseiller juridique du président sénégalais Abdou Diouf (1989-1992). Quand M. Villepin est nommé au Quai d'Orsay, c'est presque naturellement que le chef de l'Etat – au risque de décevoir des chiraquiens de stricte observance – lui confie ce poste de vigie, où rien de ce qui se passe en France, en Europe et dans le monde ne devra lui échapper.

J.-M. B.

Nicolas Sarkozy a effectué une tournée en banlieue parisienne avec des policiers

Le dossier du troisième aéroport sera rouvert

« AU GALOP », a recommandé le premier ministre à son gouvernement. Sans attendre la consigne, Nicolas Sarkozy a pris les devants. Le ministre de l'intérieur, de la sécurité intérieure et des libertés locales est allé, dans la soirée du mercredi 8 mai, à la rencontre de policiers et de gendarmes dans la banlieue parisienne. L'expédition a été minutieusement préparée, dans la matinée, lors d'une première réunion du cabinet. La composition de celui-ci a d'ailleurs été rendue publique, peu après 9 heures, juste après la cérémonie de passation des pouvoirs entre Daniel Vaillant et M. Sarkozy. A défaut d'être premier ministre, le maire de Neuilly-sur-Seine (Hauts-de-Seine) se devait d'être le premier ministre à passer à l'action, dans un domaine, qui plus est, qui constitue la première priorité du nouveau gouvernement.

Le premier ministre est également « responsable de la majorité à construire ». C'est à ce titre qu'il évoque l'entretien qu'il a eu le matin même avec François Bayrou.

Le président de l'UDF était venu plaider auprès de lui en faveur de l'existence d'un second « pôle », aux côtés de l'Union pour la majorité présidentielle (UMP). « Je lui ai répondu qu'il était très important qu'on cherche en priorité à gagner les élections législatives », explique M. Raffarin, qui plus est, qui constitue la première priorité du nouveau gouvernement.

Le nouveau ministre de l'énergie, Gilles de Robien, ancien député (UDF) de la Somme, a quant à lui annoncé, lors d'une conférence de presse, qu'il allait « reprendre à zéro » le dossier du troisième aéroport « parisien » qui devait être construit dans son département. « Faut-il pas un troisième aéroport et, s'il le faut, engageons la concertation pour savoir où », a affirmé M. de Robien, à la grande satisfaction des opposants au projet. Ceux-ci avaient prévu une nouvelle manifestation le 25 mai à Amiens (Somme), ville dont le nouveau ministre est le maire.

Jean-Louis Saux

Philippe Bas est nommé secrétaire général de l'Elysée

Le Monde

Chaque week-end avec Le Monde, le meilleur du New York Times.

la sélection en V.O. du New York Times, le nouveau supplément du Monde

chaque samedi avec Le Monde, daté dimanche - lundi

The New York Times

Le Monde

M. Le Pen renforce ses bastions et conquiert de nouveaux territoires

Le Front national étend son influence dans le Sud-Ouest et en zone rurale. Pour le sociologue Stéphane Wahnich, « c'est son vocabulaire qui magnétise » une partie de l'électorat. Selon lui, le chef de l'extrême droite « rêve d'un duel entre le FN et un front républicain qui gommerait le clivage droite-gauche »

LES SPÉCIALISTES du Front national n'avaient pas déserté le « champ » après la rupture Le Pen-Mégret de 1998, mais leurs regards commençaient à se tourner vers d'autres domaines plus délaissés de la recherche en science politique, comme l'extrême gauche, ou le nationalisme régional. Et puis, le choc du premier tour de la présidentielle les a brutalement renvoyés à leur premier sujet d'études. Si le résultat de Jean-Marie Le Pen au second tour n'a pas répondu aux espérances du candidat du FN – avec 17,79 % des suffrages exprimés –, le fait que celui-ci ait su, dans l'ensemble, conserver son acquis du 21 avril et fédérer l'électorat de Bruno Mégret, le candidat du Mouvement national républicain (MNR), qui s'était désisté en sa faveur, suffit à remobiliser les politologues et leurs étudiants sur l'étude d'une éventuelle implantation géographique et sociologique durable de l'extrême droite populiste. En voix, M. Le Pen améliore de 54 167 voix le total FN-MNR du premier tour et de 720 599 voix son capital personnel. « C'est la forte

mobilisation des électeurs du front républicain qui a contenu la progression en pourcentage de Le Pen », constate Stéphane Wahnich, directeur de l'institut d'études sociologique SCP communication, coauteur d'un *Le Pen-les mots* (Le Monde édition, 1997). « Le rôle électoral de Jean-Marie Le Pen ne s'est pas fissuré le 5 mai », atteste Pascal Perrineau, le directeur du Centre d'études de la vie politique française (Cevipof). L'analyse géographique du vote d'extrême droite au second tour traduit certes un recul en Alsace, en Lorraine et en Savoie, autant de régions où « l'électorat est plus légitimiste et ne fait pas n'importe quoi surtout quand l'autre candidat est de droite », indique M. Perrineau. Mais M. Le Pen renforce son implantation en Provence-Alpes-Côte d'Azur. « Dans cette région, Le Pen récupère l'électorat séduit dans les années 1990 par le souverainisme de droite incarné par Charles Pashqua », note M. Perrineau.

L'élargissement de l'audience de l'extrême droite dans le Nord - Pas-de-Calais et l'Oise révèle, pour le

directeur du Cevipof, « un malaise abyssal qui reflète la désespérance populaire ».

M. Le Pen a rassemblé, le 5 mai, de 22 % à 33 % des suffrages en milieu ouvrier. Encore convient-il de ne pas généraliser. « L'ouvrier qualifié, syndiqué de grande entreprise, travaillant en usine, pourvu d'une reconnaissance sociale » n'est pas celui qui cède de façon privilégiée aux sirènes du lépénisme, selon Nonna Mayer, politologue au Cevipof, qui voit dans les résultats des dernières élections la confirmation de l'interprétation de la poussée du FN en terme d'« ouvriéro-lépénisme ». « On oublie qu'une grande partie des ouvriers, aujourd'hui, travaille dans le secteur tertiaire, dans la manutention par exemple, ajoute-t-elle. C'est dans ce monde déstructuré, chez les jeunes sans diplôme et sans avenir, que se recrute l'électorat de Le Pen. » Les résultats des dernières élections corroborent, à l'en croire, la thèse qui veut qu'une très petite partie de l'électorat de Jean-Marie Le Pen et du FN – 10 à 15 % – soit inspirée par des convictions d'extrême

droite. Une bonne moitié est constituée par un électeur mobile, qui n'est plus vraiment ni de droite ni de gauche.

De 1995 à 2002, les bastions sont restés les mêmes, « mais il y a des territoires de progression comme dans le Sud-Ouest et dans les zones rurales, notamment auprès de l'électeur chasseur de Jean Saint-Josse, qui présente des analogies avec celui du FN », affirme Mme Mayer. Tous deux sont d'accord pour estimer que l'entre-deux-tours a été fatal à la progression du vote Le Pen. « M. Le Pen lit très bien le premier tour, et il semble décrypter la protestation des abstentionnistes, juge M. Perrineau, ainsi que les craquements d'une base sociale à laquelle il fait signe quand il fait appel aux « mineurs » et aux « métallos » dans son appel du 21 avril. » L'intérêt médiatique manifesté pour le programme du FN, après le premier tour, et l'accent mis sur les aspects moins « respectables » de sa personnalité, ont rendu plus anguleuse l'image que M. Le Pen était parvenu à « arrondir » avant le 21 avril.

Pour M. Perrineau, la « dimension protestataire » du vote FN demeure manifeste. « C'est aussi un vote militant, assure M. Wahnich. L'explication idéologique d'un monde en danger rejoint les préoccupations de ses électeurs. Le vote Le Pen

prédit M. Wahnich car « tout candidat se réclamant de l'extrême droite est en mesure de capter l'électeurat de Le Pen sauf s'il a en face de lui un député sortant bien implanté ».

Au-delà des élections législatives, le FN préparerait, selon le directeur de SCP communication, l'élection présidentielle de 2007 « en rêvant d'un duel entre le Front national et un front républicain qui gommerait le clivage droite-gauche ». Avec 25 % des suffrages, le 5 mai, M. Le Pen aurait pu avancer, à court terme, dans cette stratégie, note M. Wahnich. Contenu à moins de 18 %, le FN en est réduit à différer ses espoirs. « Le score du FN au second tour de la présidentielle le permet à nouveau l'expression naturelle du face-à-face entre la droite et la gauche aux législatives, affirme M. Wahnich. Du coup, Le Pen espère la constitution de fronts républicains pour barrer la route de ses candidats aux législatives. » Un pari délicat si la mobilisation des électeurs, observée le 5 mai, devait se confirmer en juin.

Elie Barth et Nicolas Weill

Radiographie du vote FN au second tour

D'UN TOUR à l'autre, le vote Le Pen ne présente pas tout à fait la même physionomie. Certes, le score de Jean-Marie Le Pen fait apparaître un gain de 720 599 voix par rapport aux suffrages qu'il avait obtenus au premier tour de l'élection présidentielle – de 54 167 voix, si l'on compare son résultat au total des votes qui s'étaient portés sur lui et sur Bruno Mégret. Mais cette apparente stabilité électorale cache des mouvements importants. Le président du FN, qui se fonde sur deux sondages réalisés à la sortie des urnes, a estimé, lors d'une conférence de presse, mardi 7 mai, avoir perdu 1 440 000 électeurs du 21 avril, dont la défection aurait été compensée par l'apport de 2 160 000 nouveaux votants.

Ce grand chassé-croisé est vérifié à la lecture des résultats départementaux. Dans deux départements, M. Le Pen ne retrouve pas toutes les voix qui s'étaient portées sur lui le 21 avril. Dans le Bas-Rhin, 6 669 bulletins manquent à l'appel. En Haute-Savoie, on dénombre 3 130 défections. Dans ces deux départements européens, le président du FN paraît payer l'orientation antieuropéenne de sa campagne d'entre deux tours. Si l'on prend pour référence le total des votes qui s'étaient portés sur les deux candidats d'extrême droite, M. Le Pen n'a pas fait le plein de ces voix dans 51 départements. C'est particulièrement le cas en Rhône-Alpes, où les manifestations contre sa présence au second tour ont été fortes, et dans l'Alsace et la Lorraine concordataires, plus sensibles que d'autres aux mises en garde de la hiérarchie catholique.

Les reports de voix des électeurs de Bruno Mégret n'ont pas toujours été bons. S'ils paraissent satisfai-

sants en région PACA, ce n'est pas le cas en Alsace, en Lorraine, en Champagne-Ardennes ou en Rhône-Alpes. Dans les 49 départements où le président du MNR avait obtenu un score supérieur à sa moyenne nationale de 2,34 %, il manque 51 000 voix à M. Le Pen pour retrouver la totalité des suffrages d'extrême droite. En revanche, il augmente de 65 500 voix le total de ceux-ci dans les 47 départements où M. Mégret avait obtenu un résultat inférieur à sa moyenne nationale. Ainsi donc, plus le vote mégrétiste est fort, moins les reports sur M. Le Pen sont automatiques, ce qui montre que l'électorat MNR tend à se distinguer de celui du FN.

Dans la région parisienne, M. Le Pen semble parfois avoir bénéficié du renfort d'électeurs d'Alain Madelin. Il en est ainsi des 8^e et 16^e arrondissements de Paris ainsi que de Neuilly-sur-Seine, où M. Madelin avait obtenu entre 11,3 % et 12,2 %. Dans ces endroits, le nombre de bulletins qui s'est porté sur M. Le Pen s'est accru de près d'un tiers. On sait que de nombreux électeurs de M. Madelin sont sensibles aux sirènes antifiscalistes de M. Le Pen.

Parmi les dix départements où Jean-Marie Le Pen dépasse le plus le total des voix d'extrême droite du premier tour, on trouve cinq des dix départements qui s'étaient montrés le plus favorables à la candidature de Jean Saint-Josse : les Landes, où le candidat des chasseurs a fait son meilleur score (12,11 %), la Somme, les Pyrénées-Atlantiques, la Charente-Maritime et les Alpes-de-Haute-Provence. En Gironde, où il gagne 13 951 voix, M. Le Pen a probablement aussi bénéficié de l'appui d'électeurs chasseurs.

Surprise, c'est dans les DOM-TOM que M. Le Pen a enregistré, le 5 mai, ses plus fortes progressions. Alors que le vote FN ne progresse que de 14 500 voix en métropole, il en gagne 39 500 dans les DOM-TOM et parmi les Français résidants à l'étranger. Les dirigeants frontistes ont été surpris de cette progression. Le FN est en effet quasiment absent de ces territoires, à l'exception de la Nouvelle-Calédonie, où il compte des élus territoriaux et avait obtenu 10,84 % des suffrages exprimés le 21 avril. Dimanche dernier, il en a récolté 19,58 %.

ailleurs, M. Le Pen multiplie par deux à trois et demi le nombre de ses voix. C'est le cas en Guadeloupe, où celui-ci bondit de 2 976 à 8 889 et rassemble désormais 8,72 % des suffrages exprimés, mais aussi à la Réunion, où M. Le Pen engrange 13 639 voix nouvelles et obtient 8,1 %, en Guyane (plus 1 086 voix et 10,92 %), et en Martinique (plus 2 613 voix et 3,86 %). Carl Lang expliquait, mardi 7 mai, que cette progression était due au développement récent de « la pression migratoire » dans ces départements.

LES VOIX DE JEAN-MARIE LE PEN À L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE

	au premier tour	au second tour	Gains en voix	Evol. en % par rapport aux exprimés
TOTAL	4 805 307	5 525 907	720 600	+ 0,93
Ain	52 617	54 957	2 340	- 0,64
Aisne	55 558	67 727	12 169	+ 3,35
Allier	25 386	28 569	3 183	+ 0,67
Alpes-de-Haute-Prov.	13 184	17 847	4 663	+ 4,57
Hautes-Alpes	9 965	12 952	2 987	+ 3,21
Alpes-Maritimes	121 362	143 648	22 286	+ 2,70
Ardèche	27 043	30 531	3 488	+ 1,13
Ardennes	30 835	33 865	3 030	+ 1,16
Ariège	12 027	13 343	1 316	+ 1,02
Aube	30 018	33 831	3 813	+ 1,40
Aude	34 357	39 606	5 249	+ 2,26
Aveyron	19 343	20 214	871	- 0,25
Bouches-du-Rhône	182 777	241 814	59 037	+ 5,06
Calvados	46 258	56 564	10 306	+ 1,84
Cantal	9 848	11 168	1 320	+ 0,37
Charente	24 735	28 700	3 965	+ 1,09
Charente-Maritime	39 427	52 164	12 737	+ 2,87
Cher	25 449	29 026	3 577	+ 1,11
Corrèze	12 463	13 530	1 067	+ 0,25
Corse-du-Sud	8 749	12 502	3 753	+ 4,89
Haute-Corse	8 417	12 009	3 592	+ 4,21
Côte-d'Or	43 391	46 619	3 228	+ 0,35
Côtes-d'Armor	37 049	39 753	2 704	+ 0,02
Creuse	7 831	9 014	1 183	+ 0,49
Dordogne	26 956	34 215	7 259	+ 2,08
Doubs	46 988	47 303	315	- 0,84
Drôme	46 484	49 649	3 165	- 0,08
Eure	53 125	62 939	9 814	+ 2,20
Eure-et-Loir	37 905	44 007	6 102	+ 1,64
Finistère	50 028	52 745	2 717	- 0,24
Gard	79 743	90 488	10 745	+ 1,81
Haute-Garonne	86 395	87 682	1 287	- 0,70
Gers	13 330	15 821	2 491	+ 1,49
Gironde	85 813	108 670	22 857	+ 2,00
Hérault	104 841	117 631	12 790	+ 1,49
Ille-et-Vilaine	46 449	49 849	3 400	- 0,27
Indre	19 331	22 542	3 211	+ 1,30
Indre-et-Loire	39 359	44 549	5 190	+ 0,66
Isère	92 576	100 462	7 886	- 0,01
Jura	24 133	26 227	2 094	+ 0,58
Landes	19 516	25 920	6 404	+ 2,43
Loir-et-Cher	30 818	34 421	3 603	+ 0,85
Loire	73 637	75 022	1 385	- 1,10
Haute-Loire	22 171	23 368	1 197	- 0,21
Loire-Atlantique	67 213	70 653	3 440	- 0,37
Loiret	57 523	59 448	1 925	- 0,63
Lot	10 262	12 335	2 073	+ 1,34
Lot-et-Garonne	31 526	39 101	7 575	+ 3,13
Lozère	5 958	6 693	735	+ 0,84
Maine-et-Loire	42 583	48 488	5 905	+ 0,40
Manche	34 064	40 832	6 768	+ 1,38
Marne	49 331	55 224	5 893	+ 0,83

	au premier tour	au second tour	Ecart de voix	Evol. en % par rapport aux exprimés
Haute-Marne	22 356	25 232	2 876	+ 1,41
Mayenne	18 019	19 190	1 171	- 0,46
Meurthe-et-Mos.	58 515	64 244	5 729	

FRANCE

Pour les élections législatives, la droite a relégué la parité au second plan

L'UMP ne présenterait que 20 % de candidates. Cette faible proportion entraînerait une baisse de 15 % de sa dotation publique. La gauche pense atteindre l'objectif de 40 % de femmes

COMME on attend le « papier rose » pour obtenir le permis de conduire, les candidates de droite aux élections législatives des 9 et 16 juin guettent le verdict de l'Union pour la majorité présidentielle (UMP) et la lettre confirmant, ou non, leur candidature. Pilotée par le sénateur Jean-Claude Gaudin (DL), la commission d'investiture de l'UMP a prévu de présenter un candidat dans – quasiment – chacune des 577 circonscriptions (*Le Monde* du 9 mai). « Nous aurons entre 115 et 120 candidates, soit un taux de féminisation de 20 % », loin du taux légal de 50 %, annonce le maire de Marseille. Les socialistes, qui terminent leur tour de table avec les Verts, le PCF et les radicaux, devraient « maintenir le cap de 40 % de candidates, même si le taux pourrait diminuer de 1 % à 1,5 % », explique le député Bruno Le Roux (PS), secrétaire national chargé des élections, qui se représente à Epinay-sur-Seine.

Les difficultés se sont accumulées pour la droite, depuis le premier tour de l'élection présidentielle : outre le score de Jean-Marie Le Pen (FN), qui laisse présager de multiples triangulaires au second tour des législatives, le président de l'UDF, François Bayrou, entend, pour l'heure, présenter entre « 150 et 200 candidats ». Au-delà, les trois partis – RPR, DL et la partie de l'UDF ralliée à l'UMP – ont dû composer avec les contraintes habituelles : le nombre de députées sortantes est faible à droite : 14 contre 41 à gauche ; il a fallu « recaser » les sortants et, surtout, les députés battus en 1997. « C'est le droit de suite », se moque Françoise Hostalier (DL), ancienne « jupette » et candidate dans la 15^e circonscription du Nord. Heureusement, le succès remporté aux municipales de mars 2001 par un certain nombre de femmes de



Des députées sur les bancs de l'Assemblée nationale lors du débat sur la parité, le 10 mars 1999. Au centre, Martine Lignières-Cassou (PS), présidente de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

droite, sur lesquelles Jacques Chirac s'est beaucoup appuyé pendant sa campagne, a permis de féminiser les candidatures : la nouvelle maire de Caen, Brigitte Lebrethon (RPR), sera dans la course.

TABLEAU DE SIMULATION

D'autres femmes n'ont eu aucun mal à obtenir l'investiture, tant le contexte politique est difficile ! C'est le cas de Béatrice Permy (DL), conseillère régionale, qui se présente à Lens, fief socialiste : outre le sortant, Jean-Claude Bois (PS), elle devra affronter Marine Le Pen (FN), dont le père a obtenu 21,15 % des voix le 21 avril et 23,48 % le 5 mai. Enfin, pour renouveler les « têtes », à Paris, la députée Nicole Cathala (RPR) a été évincée au profit de la nouvelle secrétaire d'Etat, Dominique Versini (DL).

Faute de respecter la parité, la droite va subir « une perte finan-

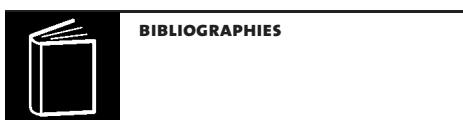
cière importante », pronostique M. Gaudin. La loi sur la parité du 6 juin 2000 oblige les partis à présenter 50 % de candidates aux législatives sous peine d'une diminution de la dotation annuelle de l'Etat : la perte est égale à la moitié de l'écart constaté entre le taux légal de 50 % et le pourcentage de candidates présentées par le parti. Si on prend le cas de l'UMP, qui va présenter 20 % de femmes, l'écart est de 30 % : la baisse de la dotation publique sera donc de 15 %.

Mais, comme le souligne un responsable du RPR, une « articulation » a été prévue : c'est l'UMP qui absorbera le manque à gagner, et non chacun des trois partis RPR, UDF et DL. En déposant leur candidature à la préfecture, les candidats estampillés « UMP » seront priés de déposer ce nom-là et non celui de leur parti d'origine. Au siège du RPR, le directeur administratif et financier, Amory de Saint-Quentin, a réalisé

sé un « énorme tableau » de simulation pour calculer le coût de la parité. La pénalité sera imputable sur la « fraction A » de la dotation annuelle de l'Etat, qui correspond au nombre de voix obtenues au premier tour des législatives par un parti multiplié par 1,67 euros (10,96 francs) – prix de revient d'une voix –, et non pas sur la « fraction B », correspondant au nombre de sièges obtenus par un parti multiplié par 45 125 euros (296 000 francs), soit le gain par député élu. « Financièrement, la meilleure solution serait d'avoir le plus grand nombre de candidates élues ; la plus mauvaise serait d'avoir le plus grand nombre d'hommes non élus », commente M. de Saint-Quentin. « Il est plus rentable d'avoir des hommes élus que des candidates battues », résume, plus prosaïquement, ce membre de la commission d'investiture de l'UMP.

Clarisse Fabre

Dans les coulisses d'une campagne que l'on disait morne



DE CETTE campagne, on avait déjà tout dit : elle serait terne, ennuyeuse. On avait même prévu le dernier round : un face-à-face attendu entre Jacques Chirac et Lionel Jospin. Restait juste à connaître le score de l'un et de l'autre. On sait ce qu'il advint. Dans *Les Coulisses d'une victoire*, Bruno Jeudy, journaliste politique au *Parisien*, Sylvie Maligorne et Jean-Luc Bardet, journalistes à l'AFP, s'attachent à raconter, au jour le jour, voire heure par heure, les grands événements et les petites péripéties de cette campagne dont l'issue finale surprendra tout le monde. Ce livre est aussi un tour de force technique : composé « en temps réel » son impression a été achevée dans la nuit du second tour. Dès le lendemain, l'ouvrage était en librairie.

Du Tapis rouge de M. Chirac au Paquetbot de Jean-Marie Le Pen, en passant par L'Atelier de M. Jospin, les journalistes compilent les comptes-rendus de réunions discrètes, les phrases assassines et les petits mensonges.

A commencer par celui de M. Chirac, qui, en début de campagne alors qu'on l'interroge sur l'identité de celui qui pourrait devenir son premier ministre en cas de victoire, déclare : « Tout

ce qui a été écrit, c'est total pipeau. Mieux, c'est de la flûte de Kéna. » Pourtant, déjà à cette époque, la nomination de Jean-Pierre Raffarin à Matignon avait été évoquée. Au Tapis rouge, l'accident est mis sur la division au sein du staff de campagne de M. Jospin et sur la détresse de ses troupes après la défaite du premier tour. On voit couler une larme sur la joue de Paul Quilès ! Au Paquetbot, ce sont les provocations et les rododondades de M. Le Pen qui font l'animation. Le tout est décrit avec précision, jusqu'à cette soirée du 5 mai où M. Chirac devient le président le mieux élu de l'histoire de la République.

Il y a quelques mois, Frédéric Haziza, chef du service politique de Radio J, avait publié une fiction politique présentant pour héros M. Chirac, M. Jospin et des hommes et des femmes politiques bien réels (*Le Roman de la présidentielle*, Plon). Cette fois, il est revenu à la réalité, et l'histoire, que relate son nouvel ouvrage, *Chirac ou la Victoire en pleurant*, pour être vraie n'en est pas moins surprise. Retraçant les derniers mois qui ont précédé la présidentielle, il raconte comment M. Chirac décide, dès le 14 juillet 2001, de lancer sa future campagne autour d'un seul thème : l'insécurité. M. Le Pen se frotte les mains : « Chirac est venu sur mon terrain, ça va m'aider. »

Mais si le président mène sa campagne, collant au plus près à ce que les sondages lui

disent, M. Jospin, lui, paraît ne pas comprendre qu'il va rencontrer de vraies difficultés. Et ce n'est pas seulement de la faute de ses conseillers, qui l'assurent du formidable atout, croient-ils, que constitue son bilan. C'est lui-même qui ne perçoit pas l'émettement de la gauche plurielle, la montée de l'extrême gauche et la volonté de M. Chirac de l'emporter à tout prix.

Rapportant bon nombre de saynètes politiques des coulisses de la gauche, le livre décrit les espoirs de Lionel Jospin et de sa chute brutale. « Le véritable problème, c'est que Lionel Jospin est figé par son travail gouvernemental », écrit l'auteur, dans le morceau de bravoure du livre, un chapitre intitulé : « Les six semaines qui ont fait perdre Jospin. » Son projet ? « Il n'a pas eu le temps d'y réfléchir. Il ne l'a pas du tout rédigé. Le candidat Jospin n'arrivera donc jamais à se l'approprier (...) » L'auteur assure que, le soir de sa défaite, le perdant glissera à l'oreille de l'un des stratèges de sa campagne : « J'aurais dû t'écouter, j'aurais dû quitter Matignon avant la fin. »

Raphaëlle Bacqué et Philippe Ridet

★ *Chirac ou la Victoire en pleurant. Secrets de campagne*, de Frédéric Haziza. Ramsay.
★ *Les Coulisses d'une victoire*, de Bruno Jeudy, Sylvie Maligorne, Jean-Luc Bardet. L'Archipel.

De plus en plus isolé, Jean-Pierre Chevènement prépare la formation de son futur parti

Le Pôle républicain tiendra des assises ce week-end

LA FIN DE SEMAINE s'annonce difficile pour Jean-Pierre Chevènement, qui doit réunir, ce week-end à Paris, à la Mutualité, des assises consacrées à l'avenir du mouvement qu'il avait constitué autour de sa candidature à l'élection présidentielle. Samedi 11 mai, le Mouvement des citoyens (MDC), fondé en 1992, doit tenir un congrès extraordinaire pour envisager sa disparition et sa fusion dans le Pôle républicain. Dimanche, les chevénementistes s'offriront une journée de réflexion avant le congrès fondateur de leur futur parti, prudemment repoussé « à l'automne » – soit bien après les législatives –, et dont M. Chevènement devrait être le président.

Chez les vieux amis du MDC, l'heure n'est pas, non plus, à la sévérité. Après Jacques Desallanges, député de l'Aisne, qui a annoncé, lundi, son départ du Mouvement (*Le Monde* du 8 mai), Jean-Pierre Michel, député de Haute-Saône, qui a n'jamais caché son hostilité à la disparition du parti, s'apprête à faire de même.

Mardi, lors d'un déjeuner informel avec des journalistes, M. Chevènement est apparu assez désabusé, mais résolu à poursuivre dans la voie qu'il avait fixée dès le soir du second tour de l'élection présidentielle : sceller un accord « limité mais équilibré » avec la « gauche unie » afin, a-t-il expliqué, « de limiter les dégâts de part et d'autre ». Etrange exercice que celui qui oblige M. Chevènement, alors qu'il est tributaire du bon vouloir des socialistes, à continuer, pour donner le change à ses nouveaux amis issus de la droite, de taper sur la gauche. Une gauche dont il « regrette » qu'elle n'ait « pas de programme » et qui ne lui semble « pas très mobilisatrice », « dite unie par antiphrase » et qui, selon lui, n'est désormais « unie par rien ».

Christine Garin

M^{me} Bachelot défend le nucléaire, M^{me} Lepage s'indigne

EN ESTIMANT que le nucléaire constituait « l'industrie la moins polluante », la nouvelle ministre de l'environnement, Roselyne Bachelot, a suscité une réaction indignée de Corinne Lepage. L'ancienne candidate à l'élection présidentielle a jugé, mercredi 8 mai, « ahurissante » ces déclarations. « Faut-il en rire ou en pleurer ? », s'interroge M^{me} Lepage. « Après cet acte d'allégeance au lobby nucléaire, faut-il attendre des messages forts aux chasseurs, aux grands agriculteurs utilisateurs de nitrates et de pesticides et aux grands pollueurs ? », se demande encore l'ancienne ministre de l'environnement du gouvernement d'Alain Juppé. Les propos de M^{me} Bachelot « laissent présager des jours bien noirs », conclut M^{me} Lepage.

DÉPÈCHES

■ **HOMOSEXUALITÉ** : dans un communiqué publié jeudi 9 mai, Act-Up « se réjouit de la présence au gouvernement de deux ministres homosexuels ». L'association de lutte contre le sida déplore, toutefois, la nomination de « personnes notoirement homophobes » et qualifie l'équipe de Jean-Pierre Raffarin de « gouvernement du déshonneur ».

■ **LIONEL JOSPIN** : l'ancien premier ministre et son épouse, Sylviane Agacinski, ont posé, mercredi 8 mai, pour les photographes et les caméras de télévision sur fond de mer dans les jardins d'un hôtel de Palerme (Sicile) où ils passent quelques jours de vacances. Détenant et souriant, M. Jospin a demandé aux journalistes comment on disait « lunettes de soleil » en italien.

■ **TENSION** : la passation des pouvoirs du secrétaire d'Etat à l'Outre-mer, Christian Paul (PS), à la nouvelle ministre, Brigitte Girardin, a eu lieu, mercredi 8 mai, dans un climat tendu. M. Paul a mis en garde le gouvernement « provisoire » contre « l'esprit de revanche ».

8 jambon-beurre ou un vol pour Nice...?

Nice
à partir de
22.50€
aller simple

Genève
à partir de
22.50€
aller simple

Tarif du vol direct et de l'hôtel à partir de 49€/pers. Nuit à partir de 37.50€ pour Geneva dans le secteur de l'aéroport. Forfait valable 30 jours à compter de l'achat. Séjour à l'hôtel à l'exception de l'aller simple et du vol. Hôtel non inclus.



easyJet.com

SOCIÉTÉ

MOBILISATION

Après les **MANIFESTATIONS** spontanées de centaines de milliers de lycéens et d'étudiants, la présence de Jean-Marie Le Pen au second tour de l'élection présidentielle a déclenché un afflux sans précédent d'adhésions dans les partis politiques ou les associations antiracistes. Le Mouvement des **JEUNES SOCIALISTES** fait état, par exemple, de 1 500 prises de contact, la Souris verte (branche jeune des **VERTS**) compte

une centaine de nouveaux adhérents en Ile-de-France, le RPR jeunes recense plus de 500 adhésions. SOS-Racisme ou Ras l'Front profitent également de ce sur-saut d'**ENGAGEMENT MILITANT**. Principal syndicat

étudiant, l'UNEF a organisé, mercredi 8 mai à Paris, des « **RENCONTRES NATIONALES** de la jeunesse mobilisée », où environ 600 jeunes ont débattu pour nourrir leur **CONSCIENCE POLITIQUE** toute neuve.

Après le 21 avril, les jeunes affluent dans les partis et les associations

Alors que l'UNEF, le principal syndicat étudiant, organisait, le 8 mai, des Rencontres nationales de la jeunesse mobilisée, tous les partis politiques et les organisations antiracistes enregistrent un nombre de demandes d'adhésion sans précédent de la part de jeunes désireux de s'engager contre le FN

UNE GÉNÉRATION de jeunes militants est née le 21 avril, quelques minutes après 20 heures, et dans les jours qui ont suivi l'annonce de la présence de Jean-Marie Le Pen au second tour de la présidentielle. Le mouvement est allé bien au-delà des manifestations spontanées de centaines de milliers de lycéens et d'étudiants. Depuis une vingtaine de jours, les partis politiques, syndicats et associations connaissent un afflux sans précédent de jeunes désireux de s'engager.

L'impact est spectaculaire dans les sections jeunes des partis politiques, qui n'avaient jamais connu une telle vague d'adhésions après une élection. Le PS, grand perdant du 21 avril, est le premier à en bénéficier, qui signale plus de 1 500 prises de contact en quinze jours, soit quatre fois plus que pour la présidentielle de 1995. « Cela se traduira, dans 9 cas sur 10, par une adhésion », assure Nicolas Simiot, du Mouvement des jeunes socialistes (MJS, 6 000 adhérents). Plus modeste car créée il y a un an, La Souris verte (branche « jeunes » des Verts) compte une centaine de nouveaux adhérents en Ile-de-France pour un groupe qui comptait au départ une cinquantaine de personnes. Au Mouvement des jeunes communistes français (MJCF, 14 000 adhérents revendiqués), 1 600 jeunes ont pris leur carte depuis le 21 avril, « pas forcément avec une culture communiste mais qui viennent nous voir parce qu'on était devant leur lycée. Ils auraient très bien pu se présenter ailleurs », souligne Pierre Garzon, du secrétariat national du MJCF. Les Jeunes communistes révolutionnaires (JCR, 250 adhérents) ont reçu des centaines de demandes de contact et s'attendent à doubler leurs effectifs. Mais, pour Antoine Pelletier, de la direction nationale, cet afflux, qui « a commencé avec la campagne officielle, est plus dû à l'effet Besancenot qu'à l'effet Le Pen ».

PHÉNOMÈNE INÉDIT

Le RPR jeunes (23 000 membres) fait état de plus de 500 adhésions fermes depuis le premier tour, sans compter les inscriptions effectuées directement dans les fédérations. « Nous n'avions pas connu le même phénomène après la victoire de Jacques Chirac en 1995. Il y avait beaucoup de jeunes dans les comités de soutien mais très peu avaient basculé sur le parti. Cette fois, on a énormément de demandes », explique le secrétaire national chargé de la jeunesse, Michaël Bullara. A l'UDF, des demandes d'adhésions sont arrivées en masse. La section jeunes (4 000 adhérents) a enregistré 600 contacts ces dernières semaines, alors que l'UDF n'obtient habi-



FABRICE CHAMON

Mercredi 8 mai, quelque 600 jeunes ont participé, au gymnase Japy, dans le 11^e arrondissement de Paris, aux Rencontres nationales de la jeunesse mobilisée, organisées par le syndicat d'étudiants UNEF. Ils ont débattu avec des juristes, des politologues et des représentants d'associations.

tuellement que 300 à 400 nouvelles adhésions par an. Même tendance chez les Jeunes libéraux (5 000 membres) : malgré le score médiocre de leur candidat, Alain Madelin, ils ont recruté 200 adhérents en quinze jours.

Les associations antiracistes ont logiquement profité de l'électrochoc. SOS-Racisme (11 000 adhérents revendiqués) a vu arriver autant de demandes d'adhésions en quinze jours que depuis le début de l'année. Quelque 2 000 nouvelles inscriptions devraient être enregistrées, dont les deux tiers provenant de jeunes, surtout des lycéens. « C'est une génération entrée brutalement dans la vie politique. Ils veulent comprendre ce qui s'est passé et ne veulent pas tout changer du jour au

lendemain », note Malek Boutih, président de l'association. Ras l'Front a connu une mobilisation semblable mais plus difficile à quantifier du fait de la décentralisation du réseau. Plus de 200 connexions par heure ont été enregistrées sur le site internet pendant une dizaine de jours, dont un tiers provenant de jeunes. Par téléphone, par mail, pendant les manifestations, des centaines de jeunes se sont rapprochés de l'association. A Aix-en-Provence, par exemple, une poignée d'anciens a repris du service, « rejoins par vingt-cinq nouveaux, extrêmement motivés, avec une envie incroyable de s'engager », raconte Pascal, un étudiant qui n'avait plus milité depuis la scission du FN, fin 1998. Les syndicats étudiants et lycéens,

en pointe dans les manifestations, ont eux aussi enregistré un surcroît d'adhésions, de moindre ampleur cependant, période des examens obligés. L'UNL, qui revendiquait 3 500 adhérents avant le 21 avril, en a attiré 410 nouveaux en deux semaines, « dont une centaine rien que pour l'Alsace », où l'extrême droite a rassemblé près de 28 % des suffrages. Pour la même période, l'autre syndicat lycéen, la FIDL (entre 3 000 et 3 500 adhérents) déclare avoir délivré 120 cartes et l'UNEF (environ 25 000 étudiants adhérents) entre 1 500 et 2 000. Traditionnellement, les fortes mobilisations (manifestations étudiantes et lycéennes de 1986 et 1998, mouvement social de 1995) attirent de nombreuses recrues, dont ceux qui

plus tard animeront les structures nationales.

Si, selon les syndicats lycéens, les nouveaux adhérents se comptent autant dans les filières générales que dans l'enseignement professionnel, les jeunes salariés pas ou peu diplômés semblent échapper à cette vague. La section « jeunes » de la CGT, dont les rangs n'étaient guère fournis lors du défilé du 1^{er} mai, n'a ainsi enregistré que quelques centaines de nouvelles cartes. « Le contact est très difficile avec les jeunes salariés, notamment les précaires, rapporte Pierre Garzon, du MJCF. Il y a une méfiance immense vis-à-vis des organisations traditionnelles. »

« CAP PSYCHOLOGIQUE »

Le profil des jeunes qui se sont engagés ces dernières semaines est différent de celui des générations précédentes. Souvent très jeunes, d'emblée investis et désireux d'agir concrètement. « Un cap psychologique a été franchi. Ils ont compris que la politique n'était pas qu'une prise de tête et qu'il ne fallait pas la laisser faire par les autres », explique Anthony Mangin, de l'UDF. Au Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (MRAP), la tendance est identique. « Les jeunes ont envie d'être très concrets. Ils arrivent et nous demandent : "Que peut-on apporter ?" Ils veulent pas se perdre dans des débats de structure mais agir, tout de suite », souligne son secrétaire général, Mouloud Aounit.

Toute la difficulté sera de fidéliser ces jeunes. Parmi toutes ces organisations, les moins structurées ont déjà du mal à répondre à toutes les demandes, comme les JCR par

exemple qui ont reçu sur la seule université de Nanterre plus de 100 prises de contact alors qu'ils ne sont que 7 représentants sur le campus. A plus long terme, il faudra les intégrer. « Cela va nous contraindre à accélérer le renouvellement de nos pratiques », prédit notamment Pierre

L'UNEF veut peser sur les législatives

Dans une « lettre de la jeunesse mobilisée », envoyée mercredi 8 mai aux candidats aux législatives, l'UNEF assure ne pas « baisser la garde ». « Toute alliance avec l'extrême droite aux élections législatives doit être refusée », prévoit le syndicat d'étudiants. Mardi 7 mai, après la formation du gouvernement, l'UNEF a dénoncé les « déclarations inquiétantes » de François Loos, nouveau ministre délégué à l'enseignement supérieur et à la recherche, à propos des manifestations de jeunes entre les deux tours. M. Loos avait émis des réticences face à ces défilés qui risquaient, selon lui, d'être « utilisés par le Front national comme argument électoral ».

Garzon, des Jeunes communistes. Il va falloir inventer quelque chose pour s'adapter à leurs besoins et exigences immédiats. » « Si les partis comprennent ce qui se passe, estime Malek Boutih, de SOS-Racisme, c'est une chance pour eux de toucher ces jeunes, jusque-là peu intéressés. »

Luc Bronner et Marie-Laure Phélieppau

A Paris, une journée de débats pour « savoir ce qu'on peut faire concrètement »

ILS ONT EN COMMUN d'être étudiants et d'avoir manifesté entre le 21 avril et le 5 mai. Une fois, deux fois, parfois davantage, à Paris, mais aussi à Aix, Lyon, Arras, Chambéry... Et tous partagent l'idée que ce combat ne peut s'arrêter là. Ils ont besoin de débattre, de nourrir leur conscience politique toute neuve, de s'enrichir pour mieux s'engager. Pour eux, les Rencontres nationales de la jeunesse mobilisée, montrées en quelques jours par le syndicat d'étudiants UNEF, sont tombées à pic.

Mercredi 8 mai, ils étaient plus de 600 à débattre et à écouter des intervenants de qualité, de M^e Gérard Boulanger, avocat des parties civiles au procès Papon, à Michel Tubiana, président de la Ligue des droits de l'homme, en passant par le politologue Jean-Yves Camus ou le président de l'Observatoire de la démocratie, Jean-François Dauriac, réunis dans le gymnase Japy, à Paris. « Un lieu chargé d'histoire puisque des juifs y ont transité à deux reprises, le 20 août 1941 et le 16 juillet 1942 », a rappelé le président de l'UNEF, Yassir Fichtali.

Beaucoup de jeunes sont en quête de recettes pour agir contre l'extrême droite. « On veut savoir ce qu'on peut faire concrètement », explique Marion, 20 ans, en première année de BTS industrie à Paris, dont l'engagement politique ne date pas du 21 avril : elle s'est présentée sur une liste Verts aux municipales de 2001, dans sa commune de banlieue. « Que dire quand la quasi-totalité des 300 personnes de notre école nous rigolent au nez en affirmant ne pas voir le danger d'avoir Le Pen au second tour ? », renchérit sa copine Julia, 19 ans, qui n'est engagée nulle part mais qui, « si elle devait adhérer », irait « plutôt au PS que dans une association ». « Il nous faut des outils pour convaincre », résume Samantha, 18 ans, en 1^{re} année de sciences à Bordeaux et inscrite à l'Union des étudiants communistes (UEC) depuis la rentrée. « Souvent, on arrive à répondre, mais au bout d'un moment ça bloque. »

A la tribune, les invités tentent de déterminer si Bruno Mégré « est plus ou moins dangereux que Le Pen », de détailler en

quoi le FN « véhicule des idées fascistes » ou d'expliquer les « liens entre l'extrême droite française et ses homologues européennes ». Le rôle des médias, l'in sécurité... Le flot de questions ne tarit pas. « Le vrai problème, c'est qu'on ne combat pas assez les discriminations dont sont victimes les jeunes issus de l'immigration et qui génèrent des frustrations », lance, sous les applaudissements, Mounir, d'origine marocaine, élevé dans les cités de Reims. « A l'université, on est intégrés, mais pas dans la rue, continue cet étudiant en licence d'administration, économie et social (AES). Les premiers concernés par l'in sécurité, ce sont les gens dans les quartiers. »

« LA PAROLE CIRQUE »

Les prises de parole durent. L'envie de s'exprimer est forte. « On a besoin de brainstorming. Depuis quinze ans, cette réflexion a disparu des partis, qui ne sont capables que d'organiser des grand-messes », nous dira M^e Boulanger, enthousiasmé par le ton libre des débats : « Je n'ai pas

vu cela depuis vingt ans. La parole circule, elle n'est pas verrouillée. Ça fait du bien. »

Antoine, lui, n'en est pas à débattre. Encore moins à s'engager. « La politique, c'est très compliqué. Tous ces gens qui se battent mais qui ne tombent jamais d'accord... », dit avec candeur ce jeune homme de 19 ans, en terminale technique à Chambéry. Il est là avant tout pour apprendre parce que « les médias nous embrigadent ». Il veut se faire sa propre idée, lui qui avoue en rougissant qu'il n'a pas voté parce qu'il « n'était même pas inscrit ». Il dit avoir appris « plein de choses » depuis ce matin, sur la naissance de l'extrême droite en France par exemple ou les incohérences du programme du FN, mais il ne prendra pas la parole pour poser des questions aux intervenants ou débattre par micro-interposé. Il se sent mal assuré. Toutes ces découvertes l'étonnent. Mais il est fier d'être venu à Paris. « En plus, ici, c'est un lieu historique. »

M.-L. P.

Anne Muxel, chercheuse au Centre d'études de la vie politique française, auteur de « L'Expérience politique des jeunes »

« L'engagement d'une génération protestataire s'est conjugué à une remobilisation civique »

L'engagement des jeunes dans l'entre-deux-tours de l'élection présidentielle représente-t-il une nouveauté ?

De toutes les élections, la présidentielle est la plus mobilisatrice, y compris pour les jeunes. Ils ont toujours participé de façon semblable à leurs aînés, alors que leur abstentionnisme a été plus marqué pour les législatives ou les municipales. En 2002, l'enjeu présidentiel du premier tour ne les a pas ramenés aux urnes, mais ils ne font qu'amplifier le retrait de l'ensemble de l'électorat. Le 21 avril est un aboutissement de cette désaffection électorale, avec 40 % d'abstention, une fin de parcours d'un processus entamé des années plus tôt. C'est aussi l'aboutissement d'un autre processus : le FN a, au cours de ces quinze dernières années, représenté un marqueur idéologique et politique par rapport auquel il fallait se situer, et qui a divisé la jeunesse. Les jeunes avaient des difficultés à prendre position dans un jeu politique

brouillé par trois cohabitations, et Le Pen représentait un repère politique clair par rapport auquel ils pouvaient prendre position, soit pour, soit contre. La jeunesse lycéenne et étudiante s'est mobilisée à plusieurs reprises déjà contre la montée du FN ou les risques d'alliance avec la droite modérée lors des élections locales. Les jeunes ont toujours dit : « La seule chose qui me ferait m'engager, c'est de voir Le Pen arriver au pouvoir ou s'en approcher de trop près. » Le 21 avril a réalisé ce qui était de l'ordre de la crainte, le scénario sur lequel les jeunes s'étaient situés ces dernières années. Leur mobilisation n'est pas surprise.

Peut-on dire qu'une génération est entrée en politique depuis le 21 avril ?

L'entre-deux-tours a vu se conjuguer l'engagement d'une génération protestataire (un jeune sur deux a participé à une manifestation de rue) et une remobilisation civique. Au second tour, les 18-24 ans ont voté encore

plus massivement que les autres électeurs pour Jacques Chirac. L'élection 2002 va rester un événement fondateur d'une remobilisation politique et électorale. Mais il est difficile de parler d'une génération politique. Cela voudrait dire que la jeunesse est homogène. Or elle est traversée par des expériences sociales, des situations scolaires et d'insertion très différentes.

« Nombre de jeunes ont pris une bonne fois pour toutes conscience de l'importance d'un vote »
ANNE MUXEL

d'affirmer une véritable identité professionnelle. Cette élection et la mobilisation qui s'en est suivie ont fait apparaître une fracture aussi bien sociale que politique au sein de la jeunesse. **Qui sont les jeunes qui s'engagent ?**

L'engagement politique est généralement le fait de jeunes déjà prédisposés, assez convaincus, et qui, à la faveur d'une mobilisation politique, passent à l'acte. Aujourd'hui, ceux qui franchissent la porte des partis ou des associations présentent peut-être un profil différent. Leur engagement se fait sur la prise de conscience de leur attachement à la démocratie, et sur la reconnaissance de l'importance de la médiation des partis et du vote. C'est ce qui va rester. Nombre de jeunes ont pris une bonne fois pour toutes conscience de l'importance d'un vote et des conséquences d'un non-vote : des manifestations de rue, expression traditionnelle d'une radicalité, pour appeler à voter, c'est du jamais vu. Cela dit,

les militants des organisations ont toujours constitué une minorité. S'engagent davantage les jeunes qui ont des conditions sociales et culturelles favorables, tels les étudiants. Il faudra regarder de près au FN pour voir si ce parti mobilise les jeunes qui se sentent exclus.

Quelles sont les caractéristiques de la mobilisation de ces jeunes ?

Ce qui les caractérise, c'est la spontanéité. Ils mettent à distance les syndicats et les partis. Les jeunes, dont 84 % pensent que les hommes politiques sont malhonnêtes, craignent l'embrigadement et refusent le prêt-à-penser du militant. Ils ont la volonté de garder leur libre arbitre et leur capacité de révolte personnelle. Les associations ont bénéficié de cet état d'esprit. Elles offrent l'occasion d'une action concrète, même si elles ont du mal à fidéliser les jeunes.

Ceux qui s'engagent depuis quelques jours vont-ils rester mobilisés ?

Les politiques ne doivent pas

rater ce rendez-vous avec les jeunes, leur déception serait très grande. Ils attendent des responsables qu'ils sachent leur parler, rencontrer leurs préoccupations, qu'ils énoncent des projets réalisables mais aussi qu'ils répondent à leur besoin d'utopie. Ils demandent des candidats porteurs d'un changement. S'ils peuvent aller les chercher aux extrêmes (Olivier Besancenot, Jean-Marie Le Pen), ce n'est pas tant pour leur extrémisme que pour répondre à ce grand besoin de changement. Un certain idéalisme pragmatique caractérise les jeunes. Le temps court de leur engagement et de leurs demandes d'une action politique efficace et concrète doit s'articuler avec le temps long de leur vie future, pour laquelle ils attendent des projets, porteurs de valeurs et de possibles, leur permettant de s'inscrire dans un devenir à la fois social et personnel.

Propos recueillis par Nathalie Guibert

SOCIÉTÉ

Les gendarmes de l'Aude ont été les premiers à appliquer le nouveau décret « anti-raves »

Le matériel qui devait servir à une fête techno à Cubières-sur-Cinoble a été saisi au motif que la préfecture n'avait pas été prévenue comme l'exige un texte entré en vigueur le 7 mai

CARCASSONNE
de notre correspondant

La rave de Cubières-sur-Cinoble (Aude) n'aura pas lieu. Mercredi 8 mai, au petit matin, 45 gendarmes ont dispersé une *free party* qui commençait à se mettre en place sur un terrain situé à 2 kilomètres de ce petit village de 64 habitants. Ils ont saisi un groupe électrogène et un camion sono de 12 tonnes qu'il a fallu désemboîter sous la pluie battante qui frappe depuis deux jours les hautes Corbières,

Depuis 1995, les « teufeurs » affluent vers Cubières une dizaine de fois par an

aux confins de l'Aude et des Pyrénées-Orientales.

L'histoire mouvementée des fêtes techno retiendra donc que c'est dans cette zone de montagne, aux routes sinuuses et aux paysages arides, que le décret, paru au Journal officiel du 7 mai, concernant l'obligation de déclaration des raves en préfecture a trouvé sa première application concrète.

La publication de ce texte d'application d'un article de la loi sur la sécurité quotidienne du 15 novembre 2001 était attendue avec impatience par les élus et la population de Cubières. Depuis 1995, en effet, une dizaine de fois par an, des « teufeurs » affluent vers le site de Mieunac, une clairière au milieu des bois. Ils sont parfois quelques centaines, parfois quelques mil-

liers, à s'installer sur le terrain d'un agriculteur, Jean-Pierre Bachelet, qui met les lieux à leur disposition.

« Année après année, la situation est devenue invivable », explique Françoise Le Roy, adjointe au maire. Ce n'est pas tant le bruit de la musique techno qui gêne les habitants, que « toutes les nuisances que ces fêtes entraînent : des camions qui s'engagent dans les rues du village, qui reculent, qui tapent dans les murs, le tout avec les autoradios à fond, et en pleine nuit », raconte le maire, Julien Sanchez.

« Et puis, il y a les voitures siphonnées, les tracteurs endommagés pour se procurer de l'essence ou du gazole. Parce que, quand ils ont tout brûlé là-haut, il leur faut du carburant pour repartir ». Françoise Le Roy déplore aussi l'influence néfaste des raves sur le tourisme, et parle de ces cavaliers randonneurs auxquels « on conseille de faire un détour sur la route des châteaux cathares, qui passe tout près de Mieunac, sans oser leur dire pourquoi ».

Jusqu'à présent, il était pourtant impossible d'intervenir sur un terrain privé où une rave se déroule avec l'accord du propriétaire. Alerté à de nombreuses reprises par les élus du village, les gendarmes ne pouvaient qu'organiser des contrôles aux abords des lieux. « Alors, on a décidé de tous démissionner en bloc, le 21 avril, le jour du premier tour des élections. La nuit précédente, ça avait été un ballet incessant de voitures dans les rues, de portes qui claquent, de musiques à fond et des rumeurs de saisies de drogues », raconte Julien Sanchez, dont l'équipe municipale a voulu « exprimer le ras-le-bol d'un petit village asphyxié ».

Le décret paru au *Journal officiel* du 7 mai, qui soumet désormais à une autorisation préfectorale les rassemblements « de plus de 250 personnes (...) donnant lieu à la diffusion de musique amplifiée », est tombé à point pour Cubières-sur-Cinoble. « Le rassemblement était annoncé sur Internet ainsi que sur une boîte vocale. La fête allait durer cinq jours. On savait que le

copains organisateurs ». Il affirme que « la musique ne gêne pas les habitants ». Quant aux nuisances dans le village, « il faut bien que les gens passent sur une route pour venir », tranche M. Bachelet.

L'histoire du mariage entre amis fait rire jaune le maire de Cubières-sur-Cinoble. Il explique que quelques minutes après la descente des gendarmes sur le site de Mieu-

Une déclaration obligatoire auprès du préfet

Un décret paru au *Journal officiel* du 7 mai soumet désormais à une déclaration auprès du préfet du département les rassemblements de plus de 250 personnes « donnant lieu à la diffusion de musique amplifiée » et « susceptibles de présenter des risques pour la sécurité des participants en raison de l'absence d'aménagement ou de la configuration des lieux ».

Après avoir informé le maire concerné et obtenu l'autorisation d'occuper le site, les organisateurs doivent adresser au préfet la déclaration au moins un mois avant la date du rassemblement. Elle doit notamment mentionner le lieu et la durée, le nombre prévisible de participants ainsi que « les dispositions prévues pour garantir [leur] sécurité et [leur] santé, la salubrité, l'hygiène et la tranquillité publiques ». Les organisateurs doivent également indiquer les mesures prises pour « prévenir les risques liés (...) à la consommation d'alcool, de produits stupéfiants ou de médicaments psychoactifs ». Pour ceux qui auront soumis un « engagement de bonnes pratiques » auprès des autorités, le délai pour prévenir le préfet sera ramené à quinze jours. Enfin, les contrevenants s'exposent à des sanctions allant de la suspension du permis de conduire au travail d'intérêt général.

nombre maximum allait être dépassé », souligne le lieutenant Perron, du groupe de gendarmerie de l'Aude.

« Ils se sont trompés », se défend de son côté le propriétaire du site où devait se dérouler la rave. Jean-Pierre Bachelet affirme qu'il s'agit simplement « d'une fête pour le mariage d'un ami ». « On a été les cobayes du nouveau décret », s'emporte cet ancien musicien de rock, familier de la scène techno, qui reconnaît prêter son terrain « cinq ou six fois par an à des

nanc, la boîte vocale des organisateurs dirigeait les raveurs vers Fitou, un autre village de l'Aude où le leur était demandé « d'amener de tout, des sons, des groupes électrogènes », parce que « les keufs (avaient) fait les cons à Cubières ». Dans l'après-midi du 8 mai, les gendarmes se sont eux aussi repliés à Fitou, où ils ont saisi le camion sono des organisateurs de la rave sur instruction du parquet de Narbonne.

Laurent Rouquette

Un éditeur alternatif accusé de violences dans un commissariat

LA RÉPUTATION de l'éditeur Michel Sitbon ne s'améliore par au sein des forces de police. Le 5 décembre, Daniel Vaillant, l'ancien ministre de l'intérieur avait déjà porté plainte contre le dirigeant des éditions du Lézard et de l'Esprit frappeur pour « *injures et diffamation publique envers la police nationale* », à la suite de la publication de *Vos papiers ! Que faire face à la police*. Rédigé par deux membres du Syndicat de la magistrature (SM, gauche), ce petit guide pratique avait suscité la colère des syndicats de policiers pour sa couverture, représentant un agent de la force publique affublé d'une tête de porc. Mardi 7 mai, l'éditeur iconoclaste était cette fois déféré devant le parquet de Paris pour « *outrages et violences sur agent dépositaire de la force publique* » après avoir passé 26 heures en garde à vue dans les locaux du commissariat du 20^e arrondissement de la capitale.

Le 3 mai, Michel Sitbon était entré spontanément dans ce commissariat pour s'informer du motif des interpellations violentes auxquelles il venait d'assister devant le poste de la rue des Orteaux, à proximité des locaux de sa société, NSP. Les fonctionnaires interrogés dans la rue ayant refusé de répondre à ses questions, il avait alors demandé à s'entretenir avec le commissaire. « Il a instantanément vociféré et tem-

pété contre les violences policières, traitant une fonctionnaire de raciste et de fasciste, rapporte la préfecture de police. On lui a demandé de prendre la porte et c'est alors qu'il a donné un coup de poing à l'épaule gauche d'une fonctionnaire qui a valdingué contre la porte. » Cela n'a pas empêché l'éditeur de ressortir libre quelques minutes plus tard. Sur le coup, l'agent de police n'aurait en effet rien ressenti, se bornant à consigner l'incident dans une main courante « dans un souci d'apaisement parce qu'elle n'avait pas si mal que ça », précise la préfecture. Mais « quelques heures plus tard », la jeune fonctionnaire se serait plainte de violentes douleurs à l'épaule, lui occasionnant six jours d'incapacité temporaire de travail à la suite d'une visite aux urgences médico-judiciaires. Le lendemain, Michel Sitbon recevait à son domicile une convocation au commissariat où il s'est rendu lundi après-midi pour être aussitôt placé en garde à vue.

« LAPSE DE TEMPS DE 48 HEURES »

« Il n'y a eu aucun contact physique », proteste l'éditeur, scandalisé par « cette kyrielle de faux témoignages fabriqués pour prouver que j'aurais bousculé et blessé gravement une policière ». Michel Sitbon ne conteste pas en revanche les outrages même s'il affirme : « Je ne les ai

jamais traité de fascistes ou de racistes, mais j'ai évoqué la gestapo, en référence à une autorité sans borne qui s'exerce sans donner de réponses ». A la suite de l'intervention d'un officier essayant de calmer les esprits, M. Sitbon a été autorisé à quitter les lieux, non sans avoir auparavant présenté son identité, que les agents se sont alors empressés de vérifier sur le fichier national : « Tout d'un coup, ils se sont esclaffés », se souvient l'éditeur, rencontré à sa sortie du dépôt du palais de justice, hirsute et affamé.

Dans un communiqué daté du 7 mai, le Syndicat de la magistrature et la Ligue des droits de l'homme ont appelé l'institution judiciaire « à la plus grande vigilance sur l'impartialité et la sincérité des investigations menées sous son autorité ». Les deux organisations « s'étonnent » en effet du « laps de temps de 48 heures qui s'est écoulé entre les faits reprochés et le placement en garde à vue de Michel Sitbon, tout à fait inhabituel dans ce type de procédures et du fait qu'il ait pu quitter librement le commissariat immédiatement après les faits qui lui sont reprochés ». M. Sitbon, qui a échappé au jugement en comparaison immédiate par l'intervention de son avocat, M^e Antoine Comte, sera jugé le 23 mai.

Alexandre Garcia

DÉPÈCHES

- PRISON : un détenu de la maison d'arrêt de Rouen est mort des suites d'une tentative de suicide, selon un communiqué de l'Observatoire international des prisons publié mercredi 8 mai. Âgé de 51 ans, l'homme, qui était en détention provisoire, s'est pendu en utilisant la housse de son matelas.
- FAITS DIVERS : une personne a été portée disparue, mercredi 8 mai, après le naufrage du vieux gréement sur lequel elle naviguait au large d'Ouistreham (Calvados), en compagnie de quatre autres plaisanciers qui, eux, ont pu être secourus.
- Un homme d'une quarantaine d'années a été interpellé et placé en garde à vue, mercredi 8 mai, quelques heures après une rixe qui a fait un mort et un blessé grave dans le 10^e arrondissement de Paris. Le suspect et les victimes s'étaient battus à coups de couteau à la sortie d'un bar.
- Une boucherie casher d'Ivry-sur-Seine (Val-de-Marne) a été la cible de jets de pierres, dans la nuit du mardi 7 au mercredi 8 mai. Il n'y a pas eu de blessés. Le propriétaire de l'établissement avait déjà porté plainte pour des faits similaires perpétrés trois jours auparavant.

LE MONDE diplomatie

DOSSIER

VIVENDI

UNE LEÇON DE CHOSES

● **Les seigneurs des réseaux**

● **Informer, communiquer, vendre, tout contrôler**

● **Jean-Marie Messier, penseur pensif**

● **Chef d'entreprise made in France**

● **Et l'eau de La Paz fut privatisée**

● **Les fous du roi**

Par Ignacio Ramonet, Serge Halimi, Franck Poupeau, Philippe Leymarie, Frédéric Lebaron, Frédéric Lordon, et Dan Schiller

L'Afghanistan retombe dans le chaos

Hugo Chávez sauvé par le peuple

Vers une offensive américaine sur les OGM

EXTRÊME DROITE

La peste

Par Ignacio Ramonet

Contagion en Europe

Par Jean-Yves Camus

Le sort contrasté des « frères » belges du Front national

Par Sergio Carrozzo et Magali Utterhaeghe

Contes sécuritaires venus d'Amérique

Fracture chez les cols blancs

PROCHE-ORIENT

Jénine, enquête sur un crime de guerre

Les partis pris de la Maison Blanche

Le monde arabe en ébullition

L'abolition du territoire

Bataille pour la terre au Zimbabwe

Balbutiements de l'opinion publique en Arabie saoudite

NUMÉRO DE MAI 2002

En vente chez
votre marchand de journaux

3,80 €

OSPI publications judiciaires
47, rue Louis Blanc - 92984 La Défense Cedex
Tél. 01 49 04 01 85 - Fax. 01 49 33 51 36

“Par jugement du 19 décembre 2001, le Tribunal de Commerce de Paris, statuant sur l’assignation de la société FRANCE TELECOM, a :

- dit que l’imprécision des campagnes publicitaires “Halloween” et “Les 2 Caissières” de la société TELE2 quant à la prise en compte du crédit-temps viole l’obligation de présenter les prix ou prestations comparées de manière objective, et fait interdiction à la société TELE2 de diffuser les comparaisons incriminées sans les modifier sur ce point ;
- dit que la diffusion de la campagne “Les 2 Caissières” est dénigrante à l’égard de la société FRANCE TELECOM, et fait en conséquence interdiction à la société TELE2 de la reprendre ;
- ordonné la publication du dispositif du jugement dans cinq quotidiens ou hebdomadaires, au choix de la société FRANCE TELECOM, et aux frais de la société TELE2 ;
- condamné la société TELE2 à payer à la société FRANCE TELECOM la somme de 3000 euros au titre de l’article 700 du Nouveau Code de Procédure Civile, outre les entiers dépens de l’instance”.

DISPARITIONS

Xavier Montsalvatge

Compositeur espagnol

LE COMPOSITEUR ESPAGNOL
Xavier Montsalvatge est mort à son domicile de Barcelone, mardi 7 mai, à l'âge de 90 ans.

Né à Gerona le 11 mars 1912, il souffrait d'insuffisance respiratoire depuis le 11 mars. Le jour de son quatre-vingt-dixième anniversaire, il avait été admis à l'hôpital alors que son troisième opéra, *Babel 46* (1967), était représenté au Teatro Real de Madrid (*Le Monde* du 5 avril). Sa fille Yvette a déclaré que le musicien était mort « tranquillement dans sa chambre, là même où étaient morts son père et son grand-père ».

Dans son édition datée du 8 mai, le quotidien espagnol *El País* consacre deux pleines pages au musicien. Le critique musical Enrique Franco, qui est aussi l'auteur de la notice biographique du compositeur dans le *Grove Dictionary*, écrit : « La perte de Xavier Montsalvatge signifie beaucoup pour la musique espagnole, catalane et européenne. Je n'exagère ni n'écris sous l'impulsion de la triste émotion du moment ; de même que Xavier, je ressens la nécessité de m'exprimer avec mesure et équilibre. Il est possible de le faire à propos d'un maître qui a eu la chance – ou qui a su la susciter – d'accomplir entièrement le cycle de sa vie et de son œuvre. (...) » Soulignant la cohérence de la cen-



taine d'œuvres écrites par Montsalvatge, le critique d'*El País* confirme « sa conviction qu'il fut ce qu'il devait être, chose problématique dans un monde traversé par les mutations, les exigences, les concessions et jusque par les sectarismes ».

TOUS LES GENRES

Violoniste de formation, le jeune musicien catalan étudie la composition au Conservatoire municipal de Barcelone où on lui inculque la tradition germanique, en vogue dans les années 1930 à Barcelone. Mais, contrairement à son confrère Roberto Gerhart, qui travaille à Vienne avec Arnold Schoenberg, Montsalvatge choisira la voie de la

musique française. Attiré par le « groupe des Six », il fera le voyage à Paris, comme tant d'autres de ses collègues espagnols, notamment Frederic Mompou (1893-1987), son ami intime.

Contrairement à Mompou, qui n'a essentiellement écrit que pour le piano, Xavier Montsalvatge s'est consacré à tous les genres : ballets, musique de chambre, œuvres pour piano, opéras, mélodies, dont les célèbres *Cinco canciones negras* (1945-1949) chantées par des stars comme Marilyn Horne, Victoria de Los Angeles, Teresa Berganza ou, aujourd'hui, Cecilia Bartoli, qui donne souvent, à l'issue de ses récitals, l'explosif et chaloupé *Canto negro*, la dernière mélodie du cycle.

Outre ses activités de compositeur et de professeur de composition, Xavier Montsalvatge a longtemps exercé le métier de critique musical, d'abord pour subvenir à ses besoins matériels, ensuite parce que sa fréquentation des concerts satisfaisait sa curiosité musicale. Après avoir collaboré à *El Matí*, avant la guerre civile, il poursuit avec l'hebdomadaire *Destino*, puis, à partir de 1962 et jusqu'à ce que la maladie l'empêche de sortir, avec *La Vanguardia española*.

Renaud Machart

Otis Blackwell

Un pionnier visionnaire du rock'n'roll

OTIS BLACKWELL, compositeur prolifique et pionnier du rock'n'roll, est mort d'une crise cardiaque lundi 6 mai au St. Thomas Hospital de Nashville (Tennessee). Il était âgé de 70 ans.

Ce pianiste est l'auteur d'un bon millier de chansons, dont certaines, *Don't Be Cruel* (interprété par Elvis Presley) ou *Great Balls of Fire* (chanté par Jerry Lee Lewis), comptent aujourd'hui parmi les standards les plus célèbres des débuts du rock. L'apport de cet innovateur égale celui du duo formé par Mike Leiber et Jerry Stoller dans les années 1950. Né en 1931 à Brooklyn, quartier de New York dans lequel il a grandi, Otis Blackwell a en effet rapidement saisi le potentiel que recelait l'association du rhythm'n'blues des Noirs et de la country blanche, qui devait donner naissance au rock'n'roll. Dans l'Amérique de la ségrégation, le jeune Afro-Américain découvre l'univers et l'imagerie des cow-boys chantants grâce aux westerns projetés dans son cinéma de quartier. Ses idoles sont (et demeureront) les chanteurs de country Tex Ritter, familier de la scène de Broadway, et Gene Autrey. Son écriture va ainsi s'imprégner

autant des mélodies des ballades country que du dynamisme rythmique du boogie-woogie, via une ligne de basse martelée au piano.

Après avoir remporté un concours de chant au célèbre Apollo Theater de Harlem, Otis Blackwell tente dans un premier temps de s'imposer comme interprète. Il obtient un contrat d'enregistrement avec la maison de disques RCA et un succès d'estime avec sa chanson *Daddy Rollin'Stone*. Finalement, à une époque où règne la division du travail entre compositeurs, producteurs et interprètes, il décide, à partir de 1955, de se consacrer exclusivement à l'écriture, en enregistrant pourtant systématiquement des maquettes de ses chansons. La fortune lui sourit dès 1956 avec *Feaver*, une chanson coécrite avec Eddie Cooley. Interprétée par Little Willie John, elle se vendra à plus d'un million d'exemplaires avant que la chanteuse Peggy Lee ne s'en empare et n'accroisse encore son succès.

Cette même année, Otis Blackwell débute sa collaboration avec Elvis Presley, un interprète qu'il n'aura jamais rencontré. Il a vendu pour 150 dollars six chansons parmi lesquelles figure *Don't Be Cruel*. Cou-

pée sur un quarante-cinq tours à *Hound Dog*, « emprunté » par Leiber & Stoller à Big Mama Thornton, elle devient numéro un aux Etats-Unis en s'écoulant à 5 millions d'exemplaires. Blackwell contribue encore à l'ascension du King avec *All Shook Up* et *Paralysed*, puis, après le service militaire d'Elvis, avec *Return To Sender* et *One Broken Heart For Sale*. Il écrit également *Great Balls of Fire* et *Breathless*, pour l'un des rivaux de Presley, Jerry Lee Lewis, en 1958. Son déclin va coïncider avec l'avènement des Beatles et la vague des rockers britanniques qui reprendront pourtant massivement ses chansons, à commencer par les Who et les Animals.

Après plusieurs années de retraite, Otis Blackwell avait repris le chemin des studios en 1976 grâce à Herb Abramson, un des fondateurs d'Atlantic, afin de donner ses propres versions de ses succès pour l'album *All Shook Up*. En 1994, des artistes du rock (Chrissie Hynde), de la country (Kris Kristofferson) et du blues (Joe Louis Walker) rendaient hommage à ce visionnaire avec le disque *Brace Yourself* !

Bruno Lesprit

George Sidney

Célèbre pour ses comédies musicales

LE RÉALISATEUR DE CINÉMA
George Sidney est mort dimanche 5 mai à l'âge de 85 ans.

Principalement connu pour ses comédies musicales, il avait fait tourner Elvis Presley, Frank Sinatra, Gene Kelly, Tony Curtis, Lana Turner ou encore Dick Van Dyke. Issu d'une famille travaillant dans le show-business – son père était l'un des responsables de la MGM –, George Sidney apparaît dans un western de Tom Mix au début des années 1920. Gargon de course à la MGM en 1933, il grimpe méticuleusement la hiérarchie du studio en remportant deux Oscars pour deux de ses courts-métrages, *Quick'n Wink* (1940) et *Of Pups and Puzzles* (1941). Le patron de la MGM, Louis B. Mayer, lui donne sa chance en 1941 en lui offrant de diriger une comédie musicale de série B, *Private Miss Jones*, où Gene Kelly tient son premier rôle. Ce film sortira dans les salles sous le titre de *Parade aux étoiles*, avec des numéros musicaux additionnels en couleurs où apparaissent Judy Garland, Ann Sothern, Lucille Ball et Lena Horne. Même si le film est très sensiblement remonté par son

producteur Joe Pasternak, il permet à George Sidney d'apposer son nom sur l'un des plus grands succès de l'année 1943. Son film suivant, *Le Bal des sirènes*, avec Esther Williams, est l'un des sommets de la chorégraphie sous-marine sur laquelle le star bâtit sa réputation. George Sidney réalise également *Escale à Hollywood* (1945), avec Gene Kelly et Frank Sinatra ; *Annie, reine du cirque* (1950) ; et *Show Boat* (1951). C'est dans le film d'aventures et de cape et d'épée qu'il se distinguera dans la deuxième partie de sa carrière. *Les Trois Mousquetaires* (1948), avec Gene

Samuel Blumenfeld

A LIRE EN LIGNE

Retrouvez sur le site Internet du Monde (www.lemonde.fr/carnet) le détail des nominations, l'essentiel des lois, décrets et décorations parus au Journal officiel, ainsi que les adresses des sites publient des documents significatifs.

JOURNAL OFFICIEL
Au *Journal officiel* daté lundi 6 mai, 7 mai sont publiés :

• **Gouvernement** : un décret relatif à la composition du gouvernement.

tif à la cessation des fonctions du gouvernement de Lionel Jospin ; un décret nommant Jean-Pierre Raffarin premier ministre.

• **Présidence de la République** : un décret portant nomination à la présidence de la République.

Au *Journal officiel* du mercredi 8 mai est publié :

• **Gouvernement** : un décret relatif à la composition du gouvernement.

AU CARNET DU « MONDE »

Décès

– Mme Janine Armand,
Ses enfants, petits-enfants et arrières-enfants
ont la douleur de faire part du décès de

M. Michel ARMAND,
chevalier de l'ordre du Mérite national,
directeur régional (r.e.)
de la Société française
des téléphones Ericsson,

survenu à l'âge de soixante-dix-huit ans.

Ses obsèques auront lieu le 13 mai 2002, à 14 heures, en l'église Saint-Maurice de Bécon, 216, rue Armand-Sylvestre, à Courbevoie (Hauts-de-Seine).

L'inhumation aura lieu le même jour au cimetière de Courbevoie.

8, avenue Dubonnet,
92400 Courbevoie.

– Mme Anne-Marie Chauviré,
Les familles Bottin, Dubourg et George
ont la tristesse de faire part du décès de

Jacqueline BROCHE,

survenu le 1er mai 2002, à l'âge de soixante-seize ans, à l'hôpital du Croisic (Loire-Atlantique).

Ses obsèques auront lieu le mardi 14 mai, dans la plus stricte intimité.

Ni fleurs ni couronnes.

Famille Broche,
Tour Avant-Seine,
4, rue Robert-de-Flers,
75015 Paris.

– M. et Mme Richard Garand,
Hortense, Germain, Marthe et Valentine.
Ses frère, sœurs et belle-sœur,
Ainsi que toute la famille,
Et ses amis,
ont la douleur de faire part du décès de

Mme veuve Marcel GARAND,
née ZOBEL,

survenu le 7 mai 2002, à Paris, dans sa quatre-vingt-deuxième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le lundi 13 mai, à 10 heures, en l'église Saint-Roch, 296, rue Saint-Honoré, Paris-1er.

Ni fleurs ni couronnes.

– Béatrice et Alexandre Shalit,
ses enfants,
Tamar et Martin Fougeras Lavergnolle,
ses petits-enfants,
Edesse Simonian,
sa belle-sœur,
Et Ellen Shalit,
ont la douleur de faire part du décès de

Leon SHALIT,

le 7 mai 2002, à l'âge de quatre-vingt-treize ans.

3, passage Rauch,
75011 Paris.

– Mme René Strauss
et ses enfants
ont la douleur de faire part du décès subit de

M. René STRAUSS.

Les obsèques auront lieu le vendredi 10 mai 2002, à 14 heures, au cimetière de Préville, avenue de Boufflers, à Nancy.

20, rue des Dominicains,
54000 Nancy.

Anniversaires de décès

Liora CICUREL

avait douze ans lorsque, le 8 mai 1980, elle traversa la rue au feu rouge.

Nous nous retrouverons cette année, le samedi 11 mai, à l'ENIO, 6 bis, rue Michel-Ange, Paris-16^e, à 20 h 30.

Familles Cicurel, Wiener et Revolevski.

Séminaires

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Université d'été sur l'enseignement de l'histoire de la Shoah

pour les professeurs des lycées et collèges, toutes disciplines confondues, du 7 au 12 juillet 2002, à Paris, animée par des spécialistes.

Avec le soutien de l'APHG.
Renseignements et inscriptions au Centre de documentation juive contemporaine, au 01-42-77-44-72.

Assemblées générales

UNION NATIONALE

POUR LES INTÉRÊTS

DE LA MÉDECINE

Association inscrite

près le tribunal d'instance de Metz - Volume n°4

Avis de convocation

Mesdames et Messieurs les adhérents sont priés de bien vouloir assister à l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra le samedi 1er juin 2002, à 10 heures dans les salons de l'hôtel Savoy, 5, rue François-Esney, à Cannes, à effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

- Rapport d'activité du conseil d'administration.
- Examen et approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2001.
- Quits aux administrateurs.
- Détermination de la cotisation UNIM.

5. Augmentation de l'aide immédiate au décès : l'assemblée générale décide d'augmenter l'aide immédiate au décès en la portant à la somme de 10 000 euros.

6. Extension des services UNIM « Plus » :

- L'assemblée générale entérine l'accord UNIM/Interfimo accordant des conditions « privilégiées » de crédit à l'ensemble des adhérents de l'UNIM.
- Discussion sur les évolutions des avantages UNIM + (protection juridique...).
- Divers.

Conférences

Frontières italiennes.

Semaine de conférences et de spectacles du 13 au 18 mai 2002, de 17 heures à 22 heures, Ecole normale supérieure, 45, rue d'Ulm, Paris-5^e. Entrée libre.

Vendredi 10 mai, de 20 h 15 à 21 h 30, « Karma et l'école de la vie ».

Loge unie des théosophes, 11 bis, rue Kepler, Paris-16^e.

Entrée libre et gratuite.

Tél. : 01-47-20-42-87.

www.theosophie.asso.fr

Colloques

UNION DES ATHÉESES

Congrès annuel

LA RELIGION À L'ÉCOLE PUBLIQUE

Dimanche 19 mai 2002,
de 10 h 30 à 18 heures,
10, rue des Fossés-Saint-Jacques, Paris
(RER Luxembourg). OUVERT A TOUS
à 11 h 45, verre de l'amitié.

Débat avec C. Eyschen,
secrétaire général de La Libre Pensée,
C. Champom, professeur en IUFM,
G. Filloux, président adjoint
de l'Union des athées.

HORIZONS

DIDIER RATSIRAKA

C'EST sa fierté : cinq lignes dans le Petit Larousse, à la lettre R. « Ratsiraka (Didier), homme politique malgache. Officier de marine, il est président du Conseil suprême de la Révolution puis président de la République démocratique de Madagascar (1975-1993, réélu en 1996). » Il y a ceux qui sont dans le dictionnaire, et ceux qui n'y sont pas. S'il devait en être exclu un jour, après avoir lâché (définitivement cette fois ?) le pouvoir, ce serait la ruine d'une vie pour cet homme paradoxal, tombé dans la culture française quand il était petit, non pas pour y diluer son identité malgache, mais au contraire pour mieux combattre l'influence de l'ancien colonisateur sur son pays.

Le dictionnaire, c'est la référence absolue pour cet amoureux de la langue française, qui truffe discours et conversations courantes de mots savants, de citations littéraires, voire de formules latines tirées des pages roses. Un dictionnaire, c'est déjà ce que le jeune Didier avait choisi, en 1950 au collège jésuite de Tamatave, comme récompense à son premier prix d'excellence. Cet ouvrage le suivra partout : au lycée Saint-Michel de Tananarive, où il est admis faute de pouvoir entrer à l'Ecole navale de Brest. Le vieux dico – « mon compagnon de route », a-t-il coutume de dire – a survécu au temps, conservé comme une relique dans une malle. Il est à la fois le symbole de sa réussite, lui le fils d'un anonyme fonctionnaire de l'administration coloniale, et le rappel de son itinéraire atypique – francophile certes, mais rétif à toute idée de soumission culturelle.

« Mes relations avec la France, avoue-t-il aujourd'hui au Monde, ont toujours été des relations de dépit amoureux. » En tout cas, c'est le résultat de sentiments contradictoires d'affiance et de ressentiment, dont la source remonte à son enfance. En 1947, il a 11 ans quand un groupe de tirailleurs sénégalais incendie la maison familiale, à Moramanga, dans le sud de l'île, dans le cadre de la répression sanglante menée par les colons contre les insurgés malgaches. Injustice, son père n'est-il pas un dévoué serviteur de l'administration ? Injustice encore, au collège : il vivra mal les vexations et discriminations infligées par ses condisciples métropolitains. Au lycée de Tananarive s'ajoute l'arrogance des fils de bourgeois mérinas, l'éthnie des hauts plateaux, à l'égard de ce « cétier » d'origine betsimisaraka.

Très tôt conscient de sa différence, il a « l'intuition » que le savoir est le seul moyen de se retrouver à armes égales. De l'école primaire à l'école de guerre, il sera le prototype du bon élève, jamais puni, toujours soucieux de donner la meilleure image possible de lui, donc des Malgaches. En 1972, jeune capitaine de frégate affecté à l'ambassade de Madagascar à Paris, il tient sa première revanche quand il est appelé comme ministre des affaires étrangères du gouvernement Ramanantsoa. Estimant malaisant le tête-à-tête avec l'ancienne puissance coloniale, il engage « une diplomatie tous azimuts », dénonce les accords de coopération de 1960 avec Paris, en négocie de nouveaux qui conduisent à la sortie de la zone franc et au départ des troupes françaises. Il restera l'artisan de la « seconde indépendance malgache ».

Son attitude est-elle dictée, comme le suggèrent ses biographes, par des humiliations personnelles ? Sorti major de Navale, il aurait été déclassé à cause de sa nationalité, puis seul officier noir embarqué à bord de la Jeanne-d'Arc, il aurait été interdit d'escalier à Durban dans les années brûlantes de l'appartéid. Longtemps, on a dit qu'il faisait lui-même courir ces rumeurs. « Cette histoire de classement, je ne l'ai apprise qu'après 1981, par un ministre de Mitterrand », se défend-il aujourd'hui. Quant à la Jeanne-d'Arc, en 1962, « elle n'avait pas fait escale en Afrique du Sud ».

Porté à la tête de l'Etat par une junte militaire en 1975, ce « marin de métier, politicien de fortune », tel qu'il se définit, naviguera à vue pendant près d'un quart de siècle, faisant dériver la Grande île de plus en plus au large du modèle français. Il ancre d'abord le pays dans un socialisme révolutionnaire à la sauce malgache – « le socialisme croyant » –, qu'il définit dans un « Petit Livre rouge ». Non-alignement à l'extérieur, dirigisme économique à l'intérieur, repli culturel avec abandon du français, la période de « malgachisation » débouche sur un fiasco politique et économique. Son « très cher frère » est Kim Il-sung, le sinistre dictateur nord-coréen, de qui il apprend les ficelles du pouvoir absolu. « Didier n'a jamais eu de véritable conviction socialiste, certifie l'un de ses anciens condisciples du lycée Saint-



Didier Ratsiraka, photographié à Madagascar en 2001.

Après cinq mois de crise électorale, « le Vieux » s'accroche au pouvoir.

A la tête de Madagascar pendant un quart de siècle, il a entretenu des relations aussi ambiguës avec la France qu'avec le peuple malgache

L'AMI CAMÉLÉON

Michel. Ses choix sont purement intellectuels, et dictés par son intérêt personnel. » Confirmation récente de l'intérêté à l'un de ses proches : « Le socialisme, c'était trend [tendance]. »

Alors, quand la faillite du système accule les Malgaches à la famine dans les années 1980, il ne s'entête pas comme le Timonier de Pyongyang : il passe sous les fourches caudines du Fonds monétaire international, dont il devient le bon élève. « Avec ou sans le FMI, j'aurais procédé à la libéralisation », jure-t-il en 1990 à *Jeune Afrique*, alors que son pouvoir s'effiloche une première fois.

Contesté par la rue en 1991-1992, il est battu aux élections de 1993 par Albert Zafy, qu'il félicite publiquement avant de s'effacer – une première en Afrique. C'est une nouvelle mue : le démocrate affleure sous l'autocrate à gros cigare (des Cohiba que lui fait parvenir directement Fidel Castro). Il reviendra au pouvoir par les urnes en 1997, après le pitoyable échec de son successeur : cette fois, son credo est « l'humanisme écologique ».

Son attitude est-elle dictée, comme le suggèrent ses biographes, par des humiliations personnelles ? Sorti major de Navale, il aurait été déclassé à cause de sa nationalité, puis seul officier noir embarqué à bord de la Jeanne-d'Arc, il aurait été interdit d'escalier à Durban dans les années brûlantes de l'appartéid. Longtemps, on a dit qu'il faisait lui-même courir ces rumeurs. « Cette histoire de classement, je ne l'ai apprise qu'après 1981, par un ministre de Mitterrand », se défend-il aujourd'hui. Quant à la Jeanne-d'Arc, en 1962, « elle n'avait pas fait escale en Afrique du Sud ».

Porté à la tête de l'Etat par une junte militaire en 1975, ce « marin de métier, politicien de fortune », tel qu'il se définit, naviguera à vue pendant près d'un quart de siècle, faisant dériver la Grande île de plus en plus au large du modèle français. Il ancre d'abord le pays dans un socialisme révolutionnaire à la sauce malgache – « le socialisme croyant » –, qu'il définit dans un « Petit Livre rouge ». Non-alignement à l'extérieur, dirigisme économique à l'intérieur, repli culturel avec abandon du français, la période de « malgachisation » débouche sur un fiasco politique et économique. Son « très cher frère » est Kim Il-sung, le sinistre dictateur nord-coréen, de qui il apprend les ficelles du pouvoir absolu. « Didier n'a jamais eu de véritable conviction socialiste, certifie l'un de ses anciens condisciples du lycée Saint-

trant plus antifrançais que les antifrançais. » Une surenchère purement tactique, selon lui, pour couper l'herbe sous le pied de ses opposants d'extrême gauche. Son nationalisme n'aurait donc été que de circonstances, de la même manière qu'il fut tour à tour socialiste, libéral, écolo, au gré des modes ? « Cette étiquette de dictateur coco antifrançais, je la garderai jusqu'à ma mort, dit-il. Pourtant, depuis 1972, les Français ont été avertis de chacune de mes décisions. »

Son réseau ? D'anciens camarades officiers et « les patrons successifs de la Piscine (ex-Sdece) ». Mais pas seulement. Sur sa table de travail, il montre un téléphone blanc : « J'avais une ligne cryptée avec l'Elysée, pas avec Moscou ni Pékin. » Jacques Chirac est un ami de presque trente ans, qu'il tutoie. En 1975, alors que Valéry Giscard d'Estaing avait refusé de recevoir l'impétueux chef d'Etat malgache, le premier ministre lui avait fait les honneurs de Matignon. Vingt ans plus tard, lors de son « exil » volontaire en France pour soigner ses yeux

Mais « Ratsiraka le rouge » n'a pas tardé à séduire aussi VGE, qui s'est rendu dans la Grande île dès 1976. Les deux hommes prennent l'habitude d'un déjeuner annuel, et deviennent « très bons amis ». François Mitterrand n'en concevra pas d'aigreur particulière : « Je suis le seul chef d'Etat africain à avoir fait la sieste à Latché, où j'ai été invité à deux reprises », rappelle le Malgache, fier d'avoir servi d'intermédiaire auprès de Kadhafi pour désamorcer la crise franco-tchadienne. « C'est pour cela que je suis grand-croix de la Légion d'honneur. »

QUAND le président français visite Madagascar en 1990, Didier Ratsiraka a oublié les menées anticolonialistes de ses débuts en politique. « La décolonisation de l'Afrique noire française a été une réussite préparée par François Mitterrand, mise en œuvre par Gaston Defferre, parachevée par le général de Gaulle et, j'ajouterais, consolidée par le président Mitterrand », s'exclame-t-il dans une allocution au long cours, parsemée de références au « grand Jaurès ». Devenu d'un coup plus profrançais que les profrançais, l'amiral s'embarque dans une déclaration d'amour : « Il convient de ne pas mettre Madagascar sous le vent de l'histoire. Et nous entendons pour ce faire naviguer de conserve avec la France, un navire moderne, sûr, fiable, hydrodynamique, performant et digne de confiance ! »

Jusqu'au bout, pourtant, c'est une méfiance réciproque qui présidera aux relations entre les deux pays. Depuis le débarquement des mercenaires de Bob Denard aux Comores en mai 1978, Didier Ratsiraka est installé dans la hantise du complot fomenté à l'extérieur, prioritairement par les services français, pour le déstabiliser. Cette vision paranoïaque de la diplomatie française est exacerbée par un exercice de plus en plus solitaire du pouvoir. Aujourd'hui encore, le rôle qu'il préfère endosser devant ses interlocuteurs est celui de la victime.

Pour sa part, le Quai d'Orsay s'est tou-

jours montré circonspect à l'égard de cet ami caméléon dont les intentions sont souvent insondables. De plus, la rumeur publique l'accuse des pires turpitudes n'a cessé d'enfler tout au long de son règne, jalonné de morts accidentelles suspectes et d'attempts non élucidés. L'affairisme reproché à son frère Etienne au début de son mandat semble avoir détéint sur ses enfants en fin de parcours, alimentant le ras-le-bol d'un peuple parmi les plus pauvres du monde. En pleine campagne électorale, sa fille aînée, « Princesse Sophie », a défrayé la chronique tananarivienne en fêtant sans discréction son centième milliard de francs malgaches (environ 15 millions d'euros) dans une boîte de nuit de la capitale.

Lors du soulèvement populaire de 1991, Paris avait eu une attitude de soutien embarrassé. Didier Ratsiraka n'avait-il pas fait tirer sur la foule au lendemain d'un appel téléphonique de François Mitterrand le félicitant pour son « sang-froid » ? Par la suite, les Français avaient favorisé une sortie avec les honneurs. Dix ans après, nouvel embarras pour le Quai d'Orsay, qui a bien du mal à choisir entre le président sortant et son opposant Marc Ravalomanana, proclamé élu le 29 mars mais dont M. Ratsiraka « refuse fermement la légitimité ». Lundi 6 mai, la France s'est fait représenter à la cérémonie d'investiture de M. Ravalomanana... par le numéro deux de son ambassade.

La France, encore et toujours : c'est vers elle que Didier Ratsiraka s'apprête peut-être à nouveau à faire retraite, s'il se décide à abandonner le pouvoir. Au moment de quitter son île, « le Vieux » songera-t-il à ce jour de janvier 1955 où un gamin d'à peine 20 ans embarqua sur le *Pierre-Loti* à destination de Marseille ? En poche, les quelques francs prêtés à son père par un boucher de Tamatave ; et dans le cœur, la volonté d'en découdre avec sa troublante identité franco-malgache. Des Français, il s'est finalement accommodé, mais les Malgaches et lui se sont-ils jamais compris ?

Jean-Jacques Bozonnet

« Cette étiquette de dictateur coco antifrançais, je la garderai jusqu'à ma mort. Pourtant, depuis 1972, les Français ont été avertis de chacune de mes décisions »

DIDIER RATSIRAKA

que », nouvel avatar d'une stratégie uniquement tournée vers la conquête et le maintien d'un pouvoir personnel et familial sur un peuple qui, confie-t-il parfois, l'a « déçu par la lenteur de son évolution ».

Au terme d'un itinéraire politique aussi sinistre, l'énigme reste entière concernant ses rapports avec la France. « Langue française, langue d'esclaves », lisait-on sur les murs de Tananarive en 1972, lorsqu'il retrouve « un pays devenu fou » : « La xénophobie était un torrent impétueux que je ne pouvais arrêter, j'ai essayé de le détourner en me mon-

trant plus antifrançais que les antifrançais. » Une surenchère purement tactique, selon lui, pour couper l'herbe sous le pied de ses opposants d'extrême gauche. Son nationalisme n'aurait donc été que de circonstances, de la même manière qu'il fut tour à tour socialiste, libéral, écolo, au gré des modes ? « Cette étiquette de dictateur coco antifrançais, je la garderai jusqu'à ma mort, dit-il. Pourtant, depuis 1972, les Français ont été avertis de chacune de mes décisions. »

Mais « Ratsiraka le rouge » n'a pas tardé à séduire aussi VGE, qui s'est rendu dans la Grande île dès 1976. Les deux hommes prennent l'habitude d'un déjeuner annuel, et deviennent « très bons amis ». François Mitterrand n'en concevra pas d'aigreur particulière : « Je suis le seul chef d'Etat africain à avoir fait la sieste à Latché, où j'ai été invité à deux reprises », rappelle le Malgache, fier d'avoir servi d'intermédiaire auprès de Kadhafi pour désamorcer la crise franco-tchadienne. « C'est pour cela que je suis grand-croix de la Légion d'honneur. »

QUAND le président français visite Madagascar en 1990, Didier Ratsiraka a oublié les menées anticolonialistes de ses débuts en politique. « La décolonisation de l'Afrique noire française a été une réussite préparée par François Mitterrand, mise en œuvre par Gaston Defferre, parachevée par le général de Gaulle et, j'ajouterais, consolidée par le président Mitterrand », s'exclame-t-il dans une allocution au long cours, parsemée de références au « grand Jaurès ». Devenu d'un coup plus profrançais que les profrançais, l'amiral s'embarque dans une déclaration d'amour : « Il convient de ne pas mettre Madagascar sous le vent de l'histoire. Et nous entendons pour ce faire naviguer de conserve avec la France, un navire moderne, sûr, fiable, hydrodynamique, performant et digne de confiance ! »

Jusqu'au bout, pourtant, c'est une méfiance réciproque qui présidera aux relations entre les deux pays. Depuis le débarquement des mercenaires de Bob Denard aux Comores en mai 1978, Didier Ratsiraka est installé dans la hantise du complot fomenté à l'extérieur, prioritairement par les services français, pour le déstabiliser. Cette vision paranoïaque de la diplomatie française est exacerbée par un exercice de plus en plus solitaire du pouvoir. Aujourd'hui encore, le rôle qu'il préfère endosser devant ses interlocuteurs est celui de la victime.

Pour sa part, le Quai d'Orsay s'est tou-

Les délires de la haine anti-israélienne

Suite de la première page

On se demandait comment le Rais, les membres de son gouvernement et de son état-major, la centaine de CCIPPP, volontaires pour la promiscuité, le froid, la faim, l'obscurité, parvenaient à subsister et à tenir tous ensemble dans un espace si compté et souterrain en plus puisque, selon les communiqués qu'ils diffusaient dans la presse, sur les radios, à la télévision et sur Internet dont ils ont la parfaite maîtrise, le complexe des bâtiments présidentiels (Mouqata'a) était en voie d'anéantissement sous l'implacable canonnade des chars israéliens.

On sait aujourd'hui qu'il n'en était rien : s'ils furent en effet encerclés par les blindés, ces immeubles sont pour la plupart demeurés intouchés et nul « international » ne perdit, Dieu soit loué, la vie.

En Espagne, ce fut autre chose, les hommes véritables des véritables brigades internationales, allemandes, françaises, américaines, etc., moururent par milliers, héroïquement, dans les combats de Teruel, Albacete, Madrid, Barcelone, Malaga. On peut pardonner aux CCIPPP de vivre en des temps peu épiques, sans grandeur ni utopie, qui les vouent à la parodie. Cela ne justifie pas qu'on passe de la parodie à la posture, à l'outrance, au mensonge, à la propagande, au faux témoignage.

Il faut le dire : les faux témoins incendiaires n'ont pas manqué depuis le début de l'opération « Mur de protection ». Le 16 avril, *Le Monde* publiait sur deux pleines pages, avec toute la révérence que ce journal attache à la culture, trois très longs textes d'écrivains et de surcroît membres de l'autoproclamé Parlement international des écrivains, statut censé cacheter leurs propos du sceau du vrai et de l'irréfutable : l'Espagnol Juan Goytisolo, le Sud-Africain Breyten Breytenbach, le Nigérien Wole Soyinka, Prix Nobel de littérature 1986, tous trois faisant partie d'une délégation dudit Parlement qui, invitée par les Palestiniens et s'ériant en commission d'enquête supposée impartiale, s'était rendue « dans les territoires occupés et en Israël » entre le 24 et le 29 mars.

Je ne dirai rien ici de Goytisolo qui, juge et partie depuis tant d'années, devrait se récuser lui-même comme témoin. Rien non plus du Nobel nigérien, si visiblement embarrassé d'avoir à rédiger son remerciement « depuis la paix relative de la Californie » après un tel voyage-éclair et si conscient du caractère parcellaire et unilatéral de ses impressions qu'il s'abrite, sur quatre colonnes, derrière la fable mythologique : Ulysse-Arafat chez les Cyclopes, prisonnier du géant aveuglé Polyphème (lire : Sharon, auquel « correspond si bien la figure de Polyphème jusque sur le plan physique »). C'est le rusé Ulysse, n'en doutons pas, qui triomphera.

Breytenbach ne ruse pas. Il opte, lui, pour l'attaque frontale, lettre ouverte au général Sharon, traitant d'emblée les Israéliens de « Herrenvolk », vocable par lequel les nazis s'autodésignaient (littéralement « peuple de seigneurs » ou « peuple de maîtres »), assortissant l'insulte d'une restriction qui en vérité la redouble : « Je m'excuse si mon allusion à Israël comme Herrenvolk peut blesser à cause des échos d'un passé récent, quand, en Europe, tant de juifs ont été les victimes de la solution finale. » Pourquoi « tant de juifs » ? Le nombre est connu.

Breytenbach, sait-on, est poète. Il l'était peut-être. Il n'est plus aujourd'hui qu'un rhéteur emporté par son emphase : il n'y a en lui ni émotion vraie ni compassion authentique pour les Palestiniens,

bles ses pires résolutions car son cœur était creux).

Comme José Bové, Breytenbach n'avait jamais posé un pied ni en Israël ni en Palestine : « Je n'ai vu Israël que rapidement, en arrivant et en partant, après avoir passé une nuit dans l'hôtel Intercontinental David de Tel-Aviv, luxueux mais sombrement désert... », écrit-il sans rire. Désert, et pour cause : les « martyrs » ceinturés d'explosifs découragent les rassemblements de touristes dans les lobbies des palaces. Après deux nuits

l'aéroport de la capitale ougandaise au cours de l'extraordinaire opération de sauvetage de l'appareil d'Air France détourné par les Allemands de la Fraction armée rouge en 1976. J'ai eu entre les mains les lettres de Yoni, pieusement rassemblées par ses deux frères (qui furent eux aussi membres des mêmes commandos de l'état-major) : l'élévation d'esprit le disputait à l'intelligence, à la plus rigoureuse éthique et à une angoisse que M. Breytenbach n'entendra jamais.

Il faut le dire : les faux témoins incendiaires n'ont pas manqué depuis le début de l'opération « Mur de protection »

et quatre jours, voici donc les conclusions auxquelles est parvenu M. Breytenbach : « L'horreur de ce que vous faites nous submerge », « atrocités », « bain de sang », « massacre d'innocents », « crimes de guerre », « crime contre l'humanité », « terre effrontément volée », rien de plus ici que le baba du discours ordinaire de la propagande victimologique.

Mais le poète doit percer : Breytenbach passe soudain de Charybde à Scylla, c'est-à-dire de Sharon à Nétanyahou, et s'adresse au premier en ces termes choisis : « Vous pensez de façon cynique que vous pouvez vous en tirer tant que vous allez dans le sens supposé des intérêts vitaux des Etats-Unis. Je pense que vous vous moquez comme d'une figure de Jaffa des intérêts des Américains. Vous devez sans doute les mépriser à cause de leur matérialisme grossier et de leur ignorance du monde. C'est vrai, votre vendeur de voitures d'occasion, Nétanyahou, a utilisé plus ouvertement encore cette technique de propagande grossière, comme s'il avait été un doigt sale en train de tordre le clitoris d'une opinion américaine en pâmoison [souligné par moi C. L.] ».

Pourquoi le doigt de Benjamin Nétanyahou est-il nécessaire-

Nos trois mousquetaires ont fait le même voyage, ils ont dû subir pour l'un « la mesquinerie hargneuse des contrôles [israéliens] aux checkpoints, qui n'ont que peu de rapport avec la sécurité », pour les autres l'ennui d'avoir à changer de véhicules et à porter leurs valises sur quelques dizaines de mètres au cours d'opérations de transbordement à travers les no man's land qui séparent les diverses zones.

Le transbordement est une vieille histoire : je me souviens m'être trouvé moi-même dans pareille situation à Jérusalem, bien avant la guerre de six jours de 1967. Passer de la Jérusalem arabe, alors jordanienne, à la Jérusalem juive ou inversement ne pouvait se faire qu'à pied, sur 300 ou 400 mètres, chacun traînant à bout de bras ses plus lourds bagages, et c'était un rare privilège. Il n'y avait qu'un point de passage : la porte Mandelbaum, aujourd'hui invisible.

Mais oui, les checkpoints, les vérifications tatillonnes d'identité, les longues files d'attente quelquefois interminables, tout cela existe, je l'ai montré sans rien cacher, avec le plein accord de l'armée israélienne, dans plusieurs séquences de mon film *Tsahal*.

Breyten Breytenbach, sait-on, est poète. Il l'était peut-être. Il n'est plus aujourd'hui qu'un rhéteur emporté par son emphase : il n'y a en lui ni émotion vraie ni compassion authentique pour les Palestiniens

ment sale, pourquoi un clitoris doit-il être tordu, pourquoi la torsion, douloureuse par définition, entraîne-t-elle la pâmoison ? On pourrait s'interroger sur les murs et les pulsions intimes de Breyten Breytenbach. Quoi qu'il en soit, son appréhension de la relation politique en termes de domination sexuelle autorise toutes les inversions. Un peu plus loin, en effet, le poète apostrophe brutalement Sharon en lui jetant comme un crachat : « Les grognements de vos patrons de Washington... » C'est la haine de la souveraineté d'Israël qui s'exprime ici sans masque, c'est l'idée même de l'existence et de la légitimité d'un Etat juif qui est mise en question par de pareilles insultes.

Israël, M. Breytenbach, n'a pas de patrons, aucun soldat américain n'a jamais versé son sang à la place d'un soldat israélien. Et combien de pays dans le monde, arabes entre autres, dépendants, autant ou plus qu'Israël, de l'aide américaine ? Maintenant, pourquoi ce mépris des « vendeurs de voitures d'occasion » ?

Les Nétanyahou sont une famille d'origine juive allemande, hautement cultivée, qui donna trois fils à Israël : Bibi, le soi-disant « vendeur », ambassadeur d'Israël aux Nations unies et premier ministre, Gabi, médecin à Jérusalem, et Yoni, le héros d'Entebbe, commandant en chef d'une unité d'élite de Tsahal, qui perdit la vie sur

la réaction. Profondément las de la guerre, les jeunes soldats de Tsahal ont réagi avec violence dans les combats qu'ils eurent à livrer : qui veut être le dernier mort de la guerre ou le premier de la paix ?

Cette guerre, tel est son paradoxe – et sans doute la faute majeure d'Oslo, qui a laissé pour la fin les problèmes difficiles et cruciaux –, a été d'autant plus âpre que la paix semblait acquise. En mettant en œuvre la pire stratégie de la terreur victime – les bombes humaines, qui se donnent la mort pour perpétrer les plus abominables carnages –, les Palestiniens ont opéré dans l'escalade un véritable saut qualitatif.

Lorsque des « colons » étaient assassinés, il était déjà intolérable de lire dans la presse, relégué en un coin de page : « une femme colon a été tuée » ou pire encore « un bébé colon a été étranglé », comme si la double stigmatisation de juif et de « colon » permettait de comprendre l'assassinat, le justifiait et ne méritait pas qu'on s'y arrêtât.

Quand ce fut le tour des « martyrs » de se faire sauter, pratiquement chaque jour et même plusieurs fois par jour, à Jérusalem, Tel-Aviv, Netanya, Haïfa, dans les

lur lui-même le terrorisme. Ce n'est pas parce qu'il n'y a pas de solution militaire qu'une réaction militaire est frappée d'illégitimité. (...) On ne peut à la fois terroriser les gens et leur demander d'obéir scrupuleusement aux conventions de Genève » (*La Croix* du 17 avril). Jusqu'à nouvel ordre, et même si d'inévitables exactions ont été commises, Tsahal, une des très rares armées de conscription aujourd'hui dans le monde, n'est ni un ramassis de voleurs ni une bande d'assassins.

Tandis que se déroulait l'opération « Mur de protection », la diplomatie française, conseillée par les géostratégies du Parti socialiste, s'associait avec entrain aux pires projets de résolutions des Nations unies. Cinq pays seulement, dont la Tchéquie de Vaclav Havel, qui avait fourni à Israël les armes de la guerre d'indépendance, s'y opposèrent. Ce que masquaient à peine les dizaines d'articles et de pétitions réclamant l'envoi d'une force internationale était le désir d'en finir avec l'insupportable souveraineté israélienne.

Certains, qui n'eurent pas un mot pour dénoncer les attentats-suicides et la perte des vies juives, suppliaient angéliquement Israël

Israël n'a pas de patrons, aucun soldat américain n'a jamais versé son sang à la place d'un soldat israélien. Et combien de pays dans le monde, arabes entre autres, dépendent-ils, autant ou plus qu'Israël, de l'aide américaine ?

disothèques, les marchés, les autobus, les salles de mariages et de communions, les synagogues, l'événement, là encore, devint rapidement une routine. Il fallait le chercher dans les pages intérieures, comme s'il allait de soi que les Palestiniens dussent payer de leur vie le simple fait de vivre là-bas. On ne s'attaquait pourtant pas cette fois aux seuls « colons » des territoires occupés, mais à tout Israël ; c'est Israël tout entier qui devenait une « colonie », et la mort ainsi portée et administrée ne signifiait rien d'autre que la revendication sauvage de la Grande Palestine, le désir manifeste de l'éradication d'Israël.

Il faut en finir avec ces rêves, ou ces délires. Il n'y aura pas d'intervention étrangère. Israël est tout à la fois une démocratie et une puissance. Les puissances le savent. La donne est peut-être maintenant changée en profondeur, et un accord moins difficile et plus proche aujourd'hui qu'on ne l'imagine.

Un dernier mot, qui concerne les « colonies » et a trait au bout du compte à la question de l'Autre. Beaucoup, parmi les « colons » – et surtout les plus religieux d'entre eux –, entretiennent avec la terre biblique, qu'ils appellent « Eretz Israël », une relation mystique. Le régime politique de souveraineté leur importe moins que le droit d'habiter cette terre,

Il faut en finir avec ces rêves, ou ces délires. Il n'y aura pas d'intervention étrangère. Israël est tout à la fois une démocratie et une puissance. Les puissances le savent

ministre n'était pas aveugle : il savait qui chercher, où chercher. Il était clair que la réoccupation des villes palestiniennes et des dédales que sont les camps de réfugiés ne se ferait pas sans combats, souvent impitoyables.

Les attentats-suicides, ou plutôt homicides, détruisent la possibilité et jusqu'à l'idée même de « lois de la guerre ». Les jeunes recrues d'Israël étaient sûres d'être lynchées si elles étaient faites prisonnières, et à Jenine, c'est après que treize d'entre elles, attirées dans une embuscade, eurent été déchiquetées par un « martyr », après qu'il fut avéré que tout – et jusqu'aux cadavres même – était piégé de charges explosives, que fut prise la décision de bombarder.

Comme le dit très bien Alain Finkielkraut, « Israël n'avait pas d'autre choix que de tenter de juger

Les textes proposés à la page Débats du *Monde* peuvent être transmis : - par voie postale : Le Monde, page Débats, 21 bis, rue Claude-Bernard, 75242 Paris - par télecopie : 01 42 17 21 22 - par courriel : opinions@lemonde.fr Dans tous les cas, nom, adresse et numéro de téléphone des auteurs doivent accompagner ces envois.

Claude Lanzmann

La gauche et les artistes : histoire d'un divorce

APRÈS le 21 avril, nombreux sont les artistes plasticiens qui ont dit, écrit ou manifesté leur refus de l'extrême droite. Orlan, Boltanski, Combès, Corpet ou Blanckart se sont prononcés sans équivoque. Mais avant le 21 avril, durant la campagne pour le premier tour, la situation était différente : les questions culturelles étaient quasi absentes de la campagne et les artistes muets.

Pourquoi ce silence ? D'abord, pour des raisons qui ne sont pas propres à la France, mais aux pays occidentaux. Dans une société dominée par la télévision, soumise à la loi de la plus faible difficulté et du plus grand profit, ce qui a trait à la culture n'a plus droit de cité. Dans une telle logique, il n'y a pas place pour des paroles et des œuvres qui se seraient ni distrayantes ni légères. De programmations nocturnes en suppressions d'émissions, les chaînes généralistes, publiques et privées, ont renoncé à tout sujet culturel, réputé dangereux pour l'Audimat et donc dangereux pour les recettes.

Les dernières émissions ouvertes à des artistes de tous ordres – tel « Le cercle de minuit » au temps de Laure Adler – ont disparu, et les émissions littéraires suivent le même chemin morose. L'économie des loisirs produit ses effets : nivellement par le bas, conviction qu'il faut amuser et non donner à réfléchir. Et le « Loft ». Il ne semble même plus possible de s'interroger sur ce que cette évolution suppose de mépris absolu des téléspectateurs pour ceux qui les gavent, tant est forte l'habitude. Cela n'a du reste rien de français. Le spectacle selon Berlusconi ou selon Murdoch ne vaut pas mieux que le spectacle selon Bouygues.

Conséquence directe : ne sont invités à s'exprimer que ceux qui sont eux-mêmes agents du spectacle généralisé, chanteurs, acteurs ou sportifs. La sincérité de leurs convictions n'est évidemment pas en cause. Ce que l'on veut faire observer, c'est la substitution d'une catégorie d'artistes à une autre. En 1945, l'engagement politique de Picasso et de Léger suscitait des débats. Durant la guerre d'Algérie, l'attitude de Picasso, de Masson, des auteurs français et italiens du Grand Tableau antifasciste collectif était emblématique. Mais aujourd'hui ? Pas plus que Baselitz en Allemagne ou Merz en Italie, les plasticiens français n'ont

droit à la parole publique. Non qu'ils n'aient rien à dire, mais faute de lieux où s'exprimer, faute du moyen d'être audibles. A cette situation, qui se retrouve dans tous les pays riches s'ajoute en France une cause spécifique, la nature particulière des rapports entre artistes et Etat. Il faut en revenir à 1945.

BUREAUCRATIE CULTURELLE

A cette date, l'art moderne n'était reconnu en France ni par les collectionneurs privés ni par les collections publiques. Ces dernières, sous l'impulsion d'hommes tels que Jean Cassou, ont entrepris de remédier à l'indigence des musées. Ils ont procédé à des achats et obtenu des dons d'artistes, faute d'en obtenir d'amateurs privés qui n'existaient pas, alors qu'au même moment le Museum of Modern Art de New York ou la National Gallery de Washington s'appuyaient sur leurs mécènes et donateurs. Pour faire

oublier ses propres erreurs et fautes d'initiatives privées, l'Etat a développé des institutions artistiques.

A partir de 1981, durant les premiers ministères Lang, la volonté politique a suscité la création de la délégation aux arts plastiques (DAP) et des fonds régionaux d'art contemporain (FRAC), l'augmentation des crédits du Fonds national d'art contemporain (FNAC), le développement des centres d'art dans les régions et celui des commandes : autant de mesures favorables à la création. Mais, en deux décennies, ce système a grossi et vieilli. Il a tourné à la bureaucratie. Or, une bureaucratie, fût-elle culturelle, est bientôt accusée de lourdeur, de partialité, de conformisme.

Un phénomène étrange a donc eu lieu, qui n'est pas pour rien dans la mollessé de l'engagement des artistes en faveur de Lionel Jospin. En 1981, le lien entre les artistes et la gauche était évident, d'autant plus

que les mesures prises par Jack Lang étaient issues des réflexions d'une génération d'artistes engagés, ceux de la Figuration narrative, ou, légèrement plus jeunes, ceux de Supports/Surfaces. Or ces artistes – de Télemaque à Viallat en passant par Cucq, Pignon-Ernest ou Buraglio, pour citer des œuvres diverses – ont eu le sentiment, à partir des années 1990, que l'instrument qu'ils avaient contribué à créer leur était devenu hostile. Pourquoi hostile ? Parce qu'une génération de vingt ou trente ans plus jeune, celle de Nicolas Bourriaud et de Jérôme Sens, a pris le pouvoir dans les institutions parisiennes – à la DAP, au Palais de Tokyo évidemment ou à l'AFAA (Association française d'action artistique), qui est supposée défendre l'art français à l'étranger. Elle a prétendu imposer son esthétique – « *le relationnel* » –, ses certitudes – la mort de la peinture, entre autres – et son mode de fonctionnement, fondé sur les pouvoirs et les crédits publics.

Un nombre considérable d'artistes a eu alors le sentiment que les questions culturelles, déjà si indifférentes aux hommes politiques, étaient désormais considérées comme la spécialité d'une administration, et non comme la raison d'être des artistes eux-mêmes. Cette administration n'a pas su entendre les revendications portées depuis sa création par le collectif Les Artistes, auteur en avril 2001 de la pétition nationale contre la censure. Elle n'a pas su ou voulu comprendre les réticences – euphémisme – suscitées par le Palais de Tokyo. On connaît la suite de l'histoire : des artistes qui se pressent au Café de Flore pour rencontrer Jean-Pierre Chevènement, quelques-uns qui ne font pas mystère de leur vote en faveur d'Arlette Laguiller ou d'Olivier Besancenot, d'autres encore qui, sollicités téléphoniquement par le ministère de la culture, refusent courtoisement d'adhérer au comité de soutien à Lionel Jospin. Ce divorce de la gauche et des artistes n'explique certes pas tout du résultat du premier tour. Il est seulement exemplaire d'une dérive bureaucratique et d'une absence de dialogue qui ont conduit à la dépolitisation d'un monde dans lequel, autrefois, l'engagement était la règle et l'indifférence l'exception.

Philippe Dagen

Les aventures de Victor Hugo

PAR CAGNAT



Guernesey. Une bonne action et un tour de reins lui donnent l'idée des Misérables.

Poker menteur à Chypre

LES NÉGOCIATIONS intercommunautaires recommandées en janvier entre les Chypriotes grecs et les Chypriotes turcs progressent mal, ne débouchent pas. Menées par le président Glaftos Clérides et par le chef de la communauté turque de l'île, Rauf Denktash, elles ont permis à chacun de faire des concessions (présence des troupes turques d'un côté, existence d'une Banque centrale unique de l'autre), mais elles n'ont pas réglé les questions de fond, souvent symboliques (fédération ou confédération), parfois très concrètes (retour des réfugiés et statut de la propriété). Celles-ci empêchent jusqu'à maintenant une solution à la division de l'île qui dure depuis 1974 alors que l'adhésion à l'Union européenne de la République de Chypre (chypriote grecque) pourrait être scellée au Conseil européen de Copenhague, à la fin de cette année.

Le temps presse, mais il existe « une fenêtre de tir », a expliqué Lord Wallace of Saltaire, professeur à la London School of Economics, lors d'un récent séminaire sur les relations UE-Turquie, à l'Institut européen de Florence. La concomitance des négociations d'adhésion et des pourparlers intercommunautaires crée une occasion pour convaincre tous les protagonistes qu'ils ont tout à gagner à une solution, dans le cadre d'une Europe où l'idée de souveraineté a été relativisée.

Les parties concernées, au nombre de deux plus deux – les représentants des deux communautés chypriotes, d'une part, leurs répondants respectifs, la Grèce et la Turquie, d'autre part –, n'en sont pas encore convaincues. Chacune pense qu'elle a politiquement plus à perdre à une solution qu'au maintien du statu quo. Chacune sait que l'absence d'accord a un coût mais croit que ce coût sera supporté par l'autre. Chacune se lance dans une

partie de poker menteur, espérant que son bluff sera payant quand tout le monde devra découvrir ses cartes.

Les Chypriotes grecs sont les seuls représentants légaux de Chypre, reconnus par la communauté internationale et par l'UE, qui négocie depuis plusieurs années leur entrée dans l'Europe. Remplissant pratiquement tous les critères, ils devraient faire partie de la première vague des pays candidats admis. « *L'entrée dans l'UE de l'île divisée est possible, elle n'est pas souhaitable* », dit un diplomate proche du dossier. Toutefois, au Conseil européen d'Helsinki, en décembre 1999, la Grèce a obtenu des Quinze une phrase qui, quoique ambiguë, ne subordonne pas pour autant l'entrée de la République de Chypre dans l'UE à la fin de la division. Toute autre solution aurait donné à la Turquie un droit de veto sur les relations Chypre-UE, une situation inadmissible pour la Grèce qui, sans avoir obtenu satisfaction sur Chypre, aurait certainement bloqué la candidature d'Ankara à l'UE.

NOUVELLE CRISE

Les Chypriotes grecs doivent-ils pour autant succomber au triomphalisme ? Certainement pas. Car leurs vis-à-vis turcs, soutenus par la mère patrie, ont prévenu qu'une entrée de la République sans accord préalable reviendrait à cimenter la division de l'île pour des décennies, soit par proclamation de l'indépendance par la « République du nord de Chypre », soit par son absorption pure et simple par la Turquie. Dans ces conditions, les Chypriotes grecs pourraient avoir la fierté d'être membres de l'UE, en perdant pour longtemps tout espoir de voir les réfugiés regagner les villes du Nord et toute possibilité de racheter un jour les propriétés confisquées lors de l'invasion turque.

M. Denktash peut penser qu'il

détient là un atout majeur pour faire céder M. Clérides. Or il n'est pas vraiment en position de force. Les Chypriotes turcs – qui tendent à devenir minoritaires dans leur partie de l'île du fait de l'importation massive de paysans anatoliens – voudraient bien profiter aussi des avantages liés à l'appartenance à l'UE. D'autre part, la question de Chypre n'est plus un sujet tabou de la politique turque, dont le vieux leader chypriote pouvait jouer pour s'assurer le soutien sans faille des dirigeants d'Ankara.

Ceux-ci ont beau répéter que l'Europe doit reconnaître l'existence à Chypre de « deux communautés fondatrices, deux Etats fondateurs », comme l'a encore dit le vice-président ministre Yilmaz au séminaire de Florence, ils savent bien que leurs relations avec l'UE, à fortiori leur adhésion future, seraient grandement facilitées par une solution de la question chypriote. Ils devront faire un choix : soutenir Rauf Denktash dans ses velléités de souplesse ou bloquer toute concession, jusqu'au dernier moment, quitte à risquer une nouvelle crise avec les Européens.

C'est une décision stratégique que les dirigeants civils et militaires de la Turquie n'ont pas encore prise. Ils oscillent entre les « européens » vaincus, les nostalgiques d'un rôle régional pour la Turquie qui dépasserait de loin son ancrage dans l'Union et les « européens d'occasion » qui comptent tirer le plus de profits possibles d'une perspective de candidature sans véritable engagement.

Tous semblent d'accord pour faire monter les enchères en espérant arracher des concessions majeures au dernier moment. Le Conseil européen de Copenhague leur paraît bien choisi. L'inclusion de Chypre dans la liste des pays admis dans l'UE pourrait s'accompagner de la fixation d'une date pour le début des négociations d'adhésion entre la

Turquie et Bruxelles – M. Yilmaz verrait bien 2003 pour une entrée de la Turquie vers 2010. Faute de quoi, Ankara pourrait provoquer une crise avec l'UE dans l'espoir de dissuader certains Etats membres d'accepter Chypre parmi les prochains entrants. Il faut déjà penser à ce scénario catastrophe, suggère un observateur turc, pour ne pas ruiner les relations entre la Turquie et l'Europe, ainsi qu'entre la Turquie et la Grèce ; il faut établir un plan d'urgence afin de « limiter les risques ».

D'autant que, du côté grec, la parade est prête. Athènes ne ratifiera aucun accord d'élargissement qui ne comprendrait pas la République de Chypre. Or, sans le vote de la Grèce, pas d'entrée de la Pologne, de la Hongrie, de la République tchèque, etc., puisque la décision doit être prise à l'unanimité des Quinze. Autrement dit, une crise majeure de la construction européenne. La Grèce sera-t-elle la dernière à ratifier le traité d'élargissement, pour être sûre que Chypre soit acceptée par tous ? Pas du tout, réplique un conseiller du ministre des affaires étrangères Georges Papandréou : si Chypre est incluse, le Parlement grec sera le premier à voter, laissant aux autres la responsabilité de refuser éventuellement tout élargissement dans la crainte de déplaire aux Turcs !

La sagesse voudrait que chacun cesse de bluffer avant qu'il ne soit trop tard pour éviter une crise majeure, c'est-à-dire bien avant le Conseil européen de Copenhague en décembre 2002, plutôt qu'après. Au premier semestre 2003, la Grèce succédera au Danemark à la présidence de l'Union, ce qui compliquera la situation. Rien n'indique cependant que les joueurs ne poursuivront pas la partie jusqu'au dernier moment, quitte à ce qu'il n'y ait plus que des perdants.

Daniel Vernet

Terreur au Pakistan

IL N'AURA PAS fallu plus de trois jours après le deuxième tour de l'élection présidentielle pour que le monde extérieur, étrangement absent de toute la campagne, se rappelle à nous sur un mode tragique. Quarante personnes, dont onze Français, ont été tuées, mercredi 8 mai à Karachi, dans un attentat-suicide. On ne sait rien encore sur les kamikazes et leurs motivations, on sait seulement que ces Français, originaires de Cherbourg, travaillaient à la construction d'un sous-marin pakistanais et qu'ils voyageaient dans un bus de la marine.

Le premier réflexe est d'imputer Al-Qaida et les réseaux de Ben Laden, qui semblent avoir trouvé au Pakistan une base de repli après les opérations militaires américaines en Afghanistan. Le chef de la police provinciale à Karachi a avancé cette hypothèse, reprise par le chef d'état-major de l'armée française, le général Kelche. Mais aucune revendication n'est, pour l'instant, venue corroborer cette explication. Le président pakistanais Mouchtarraf a mis en cause le « terrorisme international », sans plus de précision, une manière de détourner l'attention des causes internes de l'insécurité dans son pays. C'est à Karachi que le journaliste américain Daniel Pearl a été enlevé et assassiné. Le procès de ses assassins, qui devait avoir lieu dans cette même ville, se tiendra à quelque 100 kilomètres pour éviter les manifestations de soutien.

Les Français travaillant pour la direction de la construction navale ont-ils été visés en

tant que tels, parce qu'ils étaient étrangers, occidentaux ? Ont-ils été victimes d'une action dirigée indirectement contre le pouvoir du général Mouchtarraf, qui, depuis les attentats contre le World Trade Center et le Pentagone, a choisi de soutenir la politique américaine, contre une grande partie de son opinion, voire de son armée ? Quoi qu'il en soit, l'attentat de Karachi est un dur réveil pour les Français, quelques semaines après l'attentat contre la synagogue de Djerba, qui a choqué l'Allemagne parce que les victimes étaient des touristes allemands.

C'est un dur réveil pour l'Europe tout entière qui, passé les élans de solidarité avec les Etats-Unis au lendemain du 11 septembre, serait volontiers retourné à sa quiétude antérieure. Alors que les Etats-Unis se sentent toujours « en guerre contre le terrorisme », avec tous les excès que des explications schématiques peuvent entraîner, les Européens avaient tendance à penser que le plus dur était passé et que les Américains exagéraient.

En réalité, les Européens, et les Français en particulier, faisaient peut-être comme si... Pour ne pas s'avouer une crainte masquée, liée aux secousses d'un monde menaçant, auquel la globalisation nous interdit d'échapper. Il n'est pas exclu que cette crainte ait trouvé une expression implicite dans les urnes, sous une forme aberrante ou extrémiste. Mais, au-delà des paroles convenues, quel homme d'Etat français a tenu, sur les nouvelles menaces mondialisées, un discours courageux et convaincant ?

Le Monde

Président du directoire, directeur de la publication : Jean-Marie Colombani
Directrice : Jean-Marie Colombani ; Dominique Alduy, directeur général ; Noël-Jean Bergeroux.

Directeurs généraux adjoints : Edwy Plenel, René Gabriel
Secrétaire général du directoire : Pierre-Yves Romain

Directeur de la rédaction : Edwy Plenel

Directeurs adjoints : Thomas Ferenczi, Pierre Georges, Jean-Yves Lhoma

Secrétaire général : Olivier Biffaud ; délégué général : Claire Blandin

Directeur artistique : François Loliche

Chef d'édition : Christian Massol ; chef de production : Jean-Marc Houssard

Rédacteur en chef technique : Eric Azan ; directeur informatique : José Bolufer

Rédaction en chef centrale :

Alain Deboe, Eric Fottorino, Alain Frachon, Laurent Greilsamer, Michel Kajman, Eric Le Boucher, Bertrand Le Gendre

Rédaction en chef :

François Bonnet (International) ; Anne-Line Roccati (France) ; Anne Chemin (Société) ; Jean-Louis Andréani (Régions) ; Laurent Mauduit (Entreprises) ; Jacques Buob (Aujourd'hui) ; Franck Nouchi (Culture) ; Josyane Savigneau (Le Monde des Livres) ; Serge Marti (Le Monde Economie)

Médiateur : Robert Solé

Directrice des projets éditoriaux : Dominique Roynette
Directeur exécutif : Eric Pialoux ; directrice de la coordination des publications : Anne Chaussebourg
Directeur des relations internationales : Daniel Vernet

Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Michel Noblecourt, vice-président

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991), Jacques Lesourne (1991-1994)

Le Monde est édité par la Société Editrice du Monde (SAS). Durée de la société : quatre-vingt dix-neuf ans à compter du 15 décembre 2000. Capital social : 145 473 550 €. Actionnaires directs et indirects : Le Monde SA, Le Monde et Partenaires Associés, Société des Rédacteurs du Monde, Société des Cadres du Monde, Société des Employés du Monde, Fonds commun de placement des personnels du Monde, Association Hubert-Beuve-Méry, Société des Lecteurs du Monde, Le Monde Entreprises, Le Monde Europe, Le Monde Investisseurs, Le Monde Presse, Le Monde Prévoyance, Claude-Bernard Participations, Société des Personnels du Monde.

www.lemonde.fr édité par Le Monde Interactif.

Président du conseil d'administration : Jean-Marie Colombani. Directeur général : Bruno Patino

RECTIFICATIFS

JEAN-CLAUDE GAUDIN. Contrairement à ce que nous avons écrit dans *Le Monde* du 8 mai, ce n'est pas Jean-Claude Gaudin (DL), mais Michel Vauzelle (PS) qui est président de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur. M. Gaudin est sénateur et maire de Marseille.

PIERRE TARTAKOWSKY. Dans l'article consacré au débat de la gauche à la Mutualité, samedi 4 mai (*Le Monde* du 7 mai), nous avons attribué par erreur une citation concernant un « nouvel Epinay » pour réunifier la gauche à Pierre Tartakowsky, d'Att

ENTREPRISES

NOUVELLES TECHNOLOGIES

La brusque flambée du Nasdaq, le marché américain des valeurs de haute technologie, mercredi 8 mai, vient nourrir l'**OPTIMISME IRREDUCTIBLE** des entreprises et des salariés de la Silicon Valley. Pourtant,

dans les faits, la région reste en crise. Le **TAUX DE CHÔMAGE** est passé en un an de 1,6 % à près de 8 % dans la région. Les 150 mastodontes locaux ont affiché pour la première fois un déficit cumulé en 2001

de 90 milliards de dollars, soit l'équivalent des profits additionnés les huit années précédentes. En un an, la Silicon Valley a perdu plus de 80 000 emplois, plus de 800 entreprises de technologie ont fait faillite

et **LES CAPITAL-RISQUEURS** continuent de bouder ce secteur. Malgré tout, l'écosystème de la Silicon Valley reste unique : de nombreuses compétences associées à une culture du risque.

La Silicon Valley a du mal à sortir du marasme

Le Nasdaq, l'indice américain des valeurs technologiques, en chute libre depuis dix-huit mois, a connu une brusque poussée de fièvre mercredi 8 mai. Pourtant, sur la Côte ouest américaine, si l'optimisme est de rigueur, rares sont les signes concrets de sortie de crise

PALO ALTO (Californie) de notre envoyée spéciale

La flambée de 7,8 %, mercredi 8 mai, de l'indice Nasdaq, dédié aux valeurs technologiques, n'a surpris personne dans la Silicon Valley, le berceau mondial de la high-tech et l'ancien épicentre de la croissance américaine. Il a suffi que Cisco, l'un de ses fleurons, reprenne des couleurs (*page 18*) pour que les investisseurs partagent à nouveau la foi inébranlable des « techies » (surnom donné aux travailleurs dans la Valley) dans leur capacité à rebondir.

Cela fait plusieurs semaines que le moral est reparti à la hausse sur la Côte ouest américaine et qu'on réentend la ritournelle du cercle vertueux : l'économie américaine est en train de repartir, les entreprises de haute technologie en seront le principal moteur et elles sortiront plus fortes de la crise. Le long de l'autoroute 101, de Redwood à San Jose, chez les poids lourds locaux – Hewlett-Packard, Intel, Cisco, Sun, Oracle, Apple – comme parmi les centaines de jeunes pousses, tous affirment que l'ave-

nir dans les technologies de l'information et de la communication (TIC) s'annonce radieux. Krach (le Nasdaq a perdu les deux tiers de sa valeur depuis son pic de mars 2000) et récession ne seront bien-tôt plus qu'un mauvais souvenir.

Voilà qui relève encore de l'incantation alors que les statistiques décrivent la brutalité et l'ampleur de la crise. Certes, les Etats-Unis ont renoué avec une belle croissance au premier trimestre 2002 (5,8 % en rythme annuel) et la plupart des entreprises du pays n'auront connu qu'un ralentissement. Mais les sociétés de haute technologie, des géants opérateurs de télécoms aux petits cybermarchands, ont vécu en 2000 et 2001 un retour à la mesure de l'hypercroissance euphorique des années 1997 à 2000, mêlant déconfiture boursière, effondrement de l'activité, surstockage et guerre des prix. Jusqu'à remettre en cause leurs stratégies d'expansion, leurs modèles économiques voire l'existence de certaines.

Avec ses 7 000 entreprises high-tech, la Silicon Valley a été frappée

au cœur. Selon l'institut d'études Silicon Valley Network, le taux de chômage est ainsi passé en un an de 1,6 % à près de 8 % dans la région, contre une évolution de 4 % à 6 % sur l'ensemble des Etats-Unis. Les 150 mastodontes locaux, recensés par le journal San Jose Mercury News, ont affiché pour la première fois un déficit cumulé en 2001. La perte est abyssale : 90 milliards de dollars (99,38 milliards d'euros), soit l'équivalent des profits additionnés des huit années précédentes, et elle est assortie d'une chute de 20 % du chiffre d'affaires cumulé. A titre de comparaison, les 500 principales sociétés américaines, classées par le magazine *Fortune*, sont parvenues à dégager un bénéfice cumulé en 2001 (même s'il est en baisse de 53 %) et à faire progresser leurs ventes (de 3 %).

« LE FOND DU GOUFFRE »

« Tous les indicateurs sont dans le rouge, confirme l'économiste Ken Rosen, de l'université de Berkeley. En un an, la Silicon Valley a perdu plus de 80 000 emplois et plus de 800 entreprises de technologie ont fait faillite ; l'investissement en capital-risque régional a été divisé par plus de trois et le nombre d'introductions en Bourse par six. Aujourd'hui, on sent qu'on a atteint le fond du gouffre : on voit moins de grands plans de licenciements, le rythme des banquerouts ralentit et les groupes ont fait tant de provisions dans leurs comptes 2001 que l'exercice 2002 sera forcément moins pire. Mais les capital-risqueurs ferment toujours plus les vannes du financement et la porte de la Bourse reste close. Objectivement, rien n'indique qu'on remonte vers la surface. » De



fait, la confirmation début mai de la suppression de 15 000 emplois chez HP-Compaq, et l'annonce IBM à la mi-avril d'une baisse de ses prévisions de profit, montre que le marasme persiste.

Il en faut plus pour décourager un vrai « techie ». Il préférera pointer que Amazon, symbole brocardé de la folie des start-up Internet, gagne aujourd'hui de l'argent, ou que le rebond est patent depuis six mois dans le secteur des semi-conducteurs, considéré comme un indicateur de la tendance pour l'ensemble des TIC. Le krach, les faillites ? « La purge a été salutaire, affir-

me Geoffrey Yang, associé de la firme de capital-risque Redpoint Ventures. C'en est fini des fausses bonnes idées Internet, appuyées par des business-plans bricolés. Les dossiers sont mieux ficelés, les valorisations plus raisonnables, on peut embaucher des talents plus facilement. » Le chômage ? « On peut enfin circuler sur l'autoroute 101 sans craindre les bouchons et manger au University Café, le repaire des techies de Palo Alto, sans attendre des heures », plaît Sam Denton, ancien développeur chez Webvan, qui a retrouvé du travail chez l'éditeur de logiciels Tibco.

PREMIER RECOL DEPUIS 1958

Pourtant, les faits sont têtus et déprimants : les marchés grand public des PC, téléphones mobiles et autres organisateurs électroniques sont saturés. Du côté des entreprises, le budget pour l'équipement dans les TIC (ordinateurs, serveurs, stockage, logiciels, télécoms), a déjà été réduit de 8,4 % en 2001 selon le cabinet Gartner-Dataquest (le premier recul depuis 1958), devrait à peu près stagner en 2002 alors qu'il progressait de 10 % à 15 % par an dans les années 1990... Mais ici, chacun garde le rêve de fonder le prochain Microsoft dans son garage.

Gaëlle Macke

La Silicon Valley en chiffres

● **Localisation.** La Silicon Valley (qui tire son nom du silicium, utilisé pour fabriquer les semi-conducteurs) s'étend sur une centaine de kilomètres au sud de San Francisco, en Californie. La région compte 2,5 millions d'habitants dont 34 % d'étrangers. ● **Entreprises.** La région compte 7 000 entreprises de haute technologie. Elle a vu naître HP, Intel, Cisco, Apple ou encore, dans l'Internet, eTrade, Yahoo, Google...

● **Salaire.** Le salaire moyen régional (76 800 dollars par an) est le double du salaire moyen américain. A 170 000 dollars en 2001, la valeur ajoutée par habitant est le triple de la moyenne nationale. ● **Emploi.** Le taux de chômage, de 8 %, est supérieur à celui des Etats-Unis (6 %). Cependant, sur la décennie 1990, la Silicon Valley a créé deux fois plus d'emplois que le reste du pays.

Des capital-risqueurs toujours plus frileux

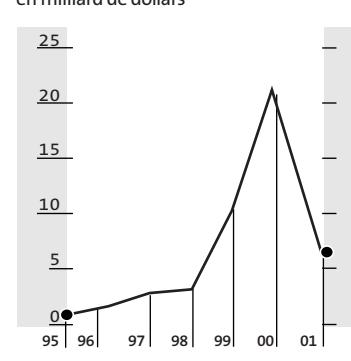
LES CHIFFRES tombés fin avril sur l'investissement en capital-risque au premier trimestre 2002 ont jeté un froid chez les start-uppeurs de la Silicon Valley. Le montant des fonds injectés par les firmes régionales dans les jeunes pousses a en effet encore chuté de 25 % par rapport au dernier trimestre 2001.

L'investissement des capital-risqueurs en 2001 avait déjà baissé de 71 % par rapport à 2000. Mais, jusqu'alors, dans les conférences ou séminaires qui se tiennent dans la région, il était de bon ton de souligner, après le niveau anormalement élevé atteint en 1999 et 2000, que 2001 n'en constituait pas moins la troisième année record dans l'histoire du métier.

Aujourd'hui, l'ambiance est très morose sur Sand Hill Road (dans la ville de Menlo Park, en Californie), le quartier général des principales firmes locales. « Les valorisations des jeunes pousses sont basses et nous exigeons des pactes d'actionnaires plus contraignants pour les en-

LA MOROSITÉ PERSISTE

Investissements de capital-risque dans la Silicon Valley, en milliard de dollars



trepreneurs afin de nous protéger», commente Barry Hutchinson, associé de la société de capital-risque Draper, Fisher Jurveston. Nous sommes dans le brouillard quant au potentiel des innovations à venir, des marchés qui vont s'ouvrir. Dans les

années 1990, les entreprises ont investi à tort et à travers dans de l'équipement high-tech et, souvent, l'intégration s'est révélée plus complexe que prévu pour des résultats moins probants que promis. Il faut aujourd'hui faire face à une certaine désillusion technologique. »

MANQUE DE PROJETS

Les capital-risqueurs de la Valley ont moins un problème d'argent (plus de 30 milliards de dollars, soit 33,12 milliards d'euros, dorment encore dans leurs fonds) que de projets. Trois firmes vedettes de la région, Accel Partners, Kleiner Perkins & Caufield et Redpoint Ventures, ont d'ailleurs décidé en mars de rendre de l'argent à leurs bailleurs. Un mouvement qui, s'il était suivi, aurait de quoi compromettre la survie des start-up en manque de financement alors que, à l'inverse, aucun capital-risqueur n'a levé de nouveaux fonds depuis un an.

Ga. M.

Le professeur qui a « attrapé le virus de la start-up »

AVEC ses 37 ans, son sourire franc, ses fines lunettes cerclées de fer et son col roulé noir, Nathan Langdon offre un parfait compromis entre le cadre mûr et sévère en

PORTRAIT

Malgré le chômage, Nathan Langdon refuse de revenir à l'enseignement

costume-cravate de la vieille industrie et le jeunot désinvolte en t-shirt moultant de l'ère des start-up Internet. Pourtant, au départ, rien ne prédisposait Nathan à devenir un « techie ». Origininaire de l'Iowa, il était depuis dix ans enseignant en informatique dans un lycée de la banlieue de Des Moines (Iowa). « J'avais un copain d'université qui avait été embauché en 1996 chez le

moteur de recherche Inktomi, en Californie. A l'époque, je savais à peine ce qui se cachait derrière le mot Internet, se souvient-il, mais lui m'expliquait que cela allait changer la vie des gens et bouleverser la façon dont les entreprises mènent leur business. Je n'y prêtai qu'une oreille distraite jusqu'à ce que son entreprise voie doubler son cours d'introduction dès son premier jour de cotation en Bourse, en juin 1998. Avec ses stock-options, il était devenu quasiment millionnaire et se moquait de mon pauvre salaire de professeur, me pressant de venir participer à cette « révolution ». Je l'ai écouté et j'ai déménagé. »

A peine arrivé dans la Silicon Valley, en Californie, Nathan Langdon n'a qu'à choisir entre une dizaine d'offres d'emploi alors qu'il avoue volontiers qu'il n'avait « aucune idée de ce que ces start-up faisaient concrètement ». Il est finalement recruté chez Metricom, un fournisseur d'accès sans fil et haut débit à Internet par radio.

« La technologie était véritablement innovante et l'ambiance électrisante. On se sentait utiles (en permettant au client d'accéder au Net de partout), pionniers (en améliorant le débit de transmission, de 29 kilobits à 200 kilobits par seconde) et conquérants (Metricom a étendu son service dans 14 villes). On travaillait soirs et week-ends sans y penser tant on avait la foi. »

Une foi telle que, alors que l'action Metricom a grimpé en flèche de moins de 20 dollars en juin 1999 à un pic de 109 dollars en janvier 2000, Nathan Langdon ne vend pas ses stock-options (qui valent alors plus de 300 000 dollars, soit 331 350 euros). « J'attendais que l'action atteigne 150 dollars. Aujourd'hui, ça vaut moins que du papier toilette. »

« IRONIE DE L'HISTOIRE »

En effet, Metricom a fait faillite en juillet 2001, après avoir brûlé plus de 1,4 milliard de dollars (pour 12 millions de dollars de chiffre d'affaires et 400 millions de pertes en 2000). Le service, trop cher et mal ciblé, n'a attiré que 51 000 abonnés en cinq ans. « L'ironie de l'histoire, c'est que le secteur de l'Internet mobile est, selon les analystes, l'un des plus sexy du moment », enrage M. Langdon, au chômage depuis neuf mois.

Alors, retour vers Des Moines et l'enseignement ? « Pas question. J'ai attrapé le virus de la start-up : être à l'avant-garde dans son domaine, participer à l'aventure d'une minuscule PME qui peut devenir demain une multinationale, c'est totalement grisant. » Il dit cependant avoir appris à se méfier de la rhétorique courante de la Silicon Valley « où la technologie va forcément s'imposer, apporter croissance, profitabilité et bien-être pour tous ». Aujourd'hui, il a envoyé plus de 600 CV, passé une soixantaine d'entretiens et il attend, « puisqu'il paraît que, dans la Silicon Valley, on apprécie rien plus que ceux qui ont pris des risques et qui ont connu l'échec ». Ga. M.

De rares technologies attirent encore les investisseurs

Dans l'Internet sans fil, le tri des données et la maintenance automatisée, trois jeunes pousses ont trouvé des financements

LE TEMPS est loin où les capital-risqueurs se bousculaient pour financer le dernier projet de vente en ligne d'aliments pour chiens... Les cordons de la Bourse se sont drastiquement resserrés et la vie est devenue dure même pour les jeunes pousses établies. Cependant, même en temps de crise, les investisseurs ne peuvent rester totalement insensibles aux modes que sait si bien lancer la Silicon Valley.

► **L'Internet sans fil.** Cela fait déjà dix ans que l'on peut se connecter à l'Internet sans fil sur un ordinateur dans un lieu donné, grâce à la technologie dite Wi-Fi. Cette technologie a été améliorée et est aujourd'hui fiable, peu chère et offre un bon débit. Aux Etats-Unis et en Europe, près de 30 millions d'aéroports, hôtels, cafés, centres de congrès, immeubles d'entreprises et maisons en sont déjà équipées et, selon les analystes de Gartner-Dataquest, ce chiffre devrait doubler d'ici trois ans.

Cependant, aujourd'hui, chaque réseau est géré indépendamment par une myriade de micro-opérateurs au bénéfice de ses seuls abonnés. L'idée, plus marketing que technologique, de la société Boingo consiste à agréger ces offres dans un service d'accès Wi-Fi d'envergure nationale, lancé depuis décembre 2001, qui permet à ses clients, moyennant 75 dollars par mois et le téléchargement d'un petit logiciel d'interface, de se connecter en tout lieu où Boingo aurait un accord. En se concentrant sur l'unification d'offres de Wi-Fi existantes, Boingo évite les lourds coûts d'équipement supportés par les opérateurs (à qui elle reverse une dîme) tout en rendant leur service plus attractif et mieux

mediatisé car intégré dans une formule globale. Créée en février 2001 par Sky Denton, fondateur d'Earthlink, deuxième fournisseur d'accès Internet américain derrière AOL, Boingo a levé 15 millions de dollars (16,58 millions d'euros) notamment auprès de l'opérateur de télécoms Sprint et a convaincu Hewlett-Packard de promouvoir sa solution.

► **La gestion automatisée des réseaux.** Aujourd'hui encore, l'informatique ne fonctionne à aucun moment sans une intervention humaine. Un dialogue entre machines ferait pourtant gagner du temps et de l'argent. La difficulté vient moins de l'incompatibilité entre les divers matériels et applications, que de parvenir à mettre en place une interactivité entre les ordinateurs. L'éditeur SmartPipes fait un premier pas dans cette

direction, son logiciel permettant aux opérateurs de gérer, réparer et mettre à jour à distance les services de télécommunications pour leurs clients entreprises. SmartPipes a levé 116 millions de dollars depuis sa création en 1999 dont, fait exceptionnel, 51 millions en mars 2002. Microsoft, Intel et Juniper sont entrés dans le capital pour avoir un poste d'observation.

► **L'exploitation en quantité de données hétérogènes.** L'ère Internet est celle de l'excès d'informations : la production annuelle mondiale représente l'équivalent de 500 livres par humain. Certes, les solutions pullulent pour stocker les fichiers, constituer et organiser des bases de données mais elles ne représentent que 15 % du total des données disponibles. La start-up Stratify a développé un programme qui permet donc de traiter aus-

si les courriels, les documents PDF et les pages Web. Le logiciel lit tous les documents entrants et sortants de l'entreprise et les classe selon une hiérarchisation définie par l'utilisateur. La société, fondée par un ancien d'Oracle, Nimish Metha, a levé 29 millions de dollars lors de sa création fin 2000 et a reçu en début d'année 1 million supplémentaire de la part de In-Q-Tel, la structure d'investissement de... la CIA.

L'agitation médiatique dans la Silicon Valley va bien au-delà de ces thèmes : on parle aussi de services Web (des modules logiciels assemblables) et de nanotechnologies (des composants électroniques de la taille de l'atome). Mais les modèles économiques restent encore flous.

Ga. M.

Ga. M.

ENTREPRISES

Le pôle de télévision payante du groupe Kirch est placé en redressement judiciaire

La chaîne allemande cryptée Première échappe pour l'instant au dépôt de bilan, mais 1 000 emplois devraient y être supprimés d'ici à la fin 2002

FRANCFORT de notre correspondant

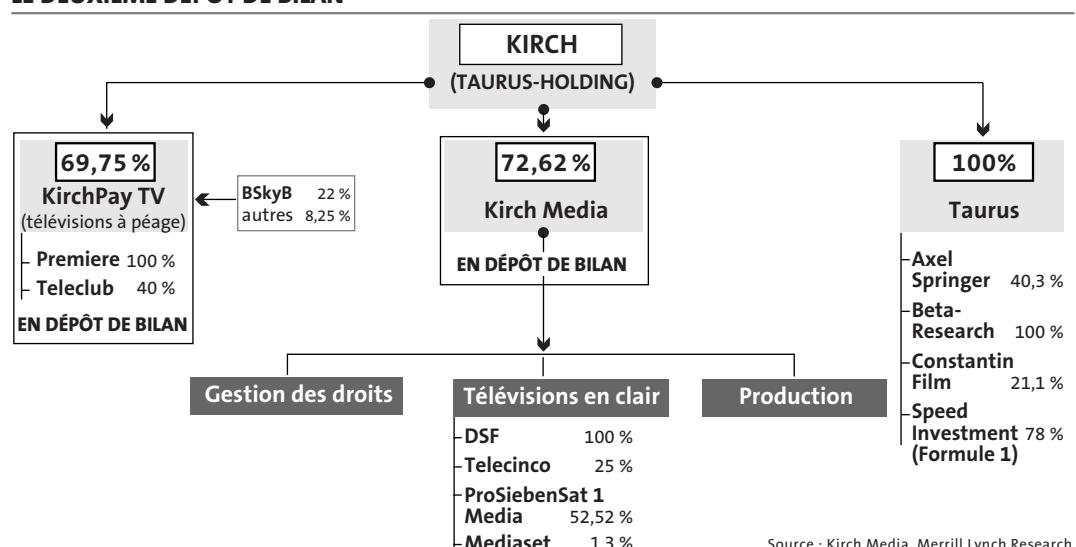
Nouvelle étape dans la déconfiture de la constellation Kirch. Un mois après le dépôt de bilan du fleuron de l'ex-empire, KirchMedia, c'est au tour de son pôle de télévision payante - KirchPayTV - de connaître le même sort. La filiale a été placée, mercredi 8 mai, en redressement judiciaire à Munich, puisqu'elle n'a pas été renflouée par ses actionnaires, au rang desquels figure le magnat australo-américain Rupert Murdoch (22 %).

KirchPayTV paraissait condamnée après la chute de KirchMedia (*Le Monde* du 10 avril), dont elle a toujours été très dépendante pour la fourniture de ses programmes : seuls d'ultimes pourparlers de relance lui ont permis de bénéficier d'un sursis. Outre Murdoch, la multinationale allemande Bertelsmann s'est intéressée à la reprise de Kirch PayTV. Sans résultat.

LOURDEMENT DÉFICITAIRE

La chaîne payante Première - le Canal+ allemand -, qui constitue le cœur opérationnel de KirchPayTV, échappe pour l'instant à la procédure de dépôt de bilan. Il continuera d'émettre, tout en luttant pour sa survie. D'une certaine façon, le dépôt de bilan de KirchPayTV permet de « se débarrasser des fardeaux du passé, pour remettre Première sur pied sur des bases saines », a assuré mercredi le directeur général de Première, Georg Kofler. Celui-ci estime que la trésorerie peut suffire jusqu'à la mi-juin. Il entend amplifier les restructurations dévoilées voici quelques semaines : les effectifs doivent passer de 2 400 à 1 400 personnes d'ici à la fin 2002. Lourdement déficitaire, avec des pertes quotidiennes évaluées à 2 millions d'euros au plus fort de la crise, Première a vu son nombre d'abonnés stagner

LE DEUXIÈME DÉPÔT DE BILAN



Source : Kirch Media, Merrill Lynch Research

autour de 2,4 millions, alors qu'il en faudrait 4 millions pour atteindre le seuil de rentabilité.

Les dirigeants de la chaîne misent sur la prochaine Coupe du monde de football, dont Première assure la diffusion intégrale en Allemagne, pour relancer les abonnements. Ils tablent également sur des programmes érotiques, des tarifs réduits, et la renégociation des droits de diffusion des films et du sport pour sauver Première, qui reste en position délicate sur un marché allemand des plus concurrentiels, du fait de la vitalité des chaînes gratuites.

Jouant son va-tout, M. Kofler espère encore être en mesure de séduire de nouveaux partenaires d'ici à juin. Il n'est pas exclu que M. Murdoch saisisse alors l'occasion pour rouvrir le dossier. Le nom du câble-opérateur américain Liberty Media est également évoqué.

La chute de KirchPayTV survient

alors que la confusion règne encore sur le sort de pans entiers de l'ancien empire des médias allemands. D'une part, les banques créancières prêtées à injecter le milliard d'euros nécessaire à la survie de KirchMedia avancent prudemment dans l'espérance, tenu, de récupérer leur mise. D'autre part, après la mise à la retraite forcée de Leo Kirch, les nouveaux patrons de KirchMedia, des consultants spécialisés dans le redressement d'entreprises en difficulté, tentent de sauver ce qui peut l'être.

ACTIF TRÈS CONVOITÉ

Une chose est certaine, le pôle de télévision gratuite ProSiebenSat 1, bénéficiaire, est en mesure de poursuivre son existence. ProSiebenSat 1 pourrait néanmoins passer sous la coupe de nouveaux investisseurs.

Un des dossiers les plus urgents : la vente des 40 % détenus par la constellation Kirch dans le puis-

sant groupe de presse Axel Springer. Un consortium bancaire est en place pour s'emparer de cet actif très convoité : la Commerzbank, la Landesbank bavaroise, et la Dresdner seraient prêtes à payer près de 1 milliard d'euros. Friede Springer, actionnaire majoritaire de l'éditeur créé par son époux, pourraient en profiter pour accroître son contrôle sur une entreprise qu'elle veut à tout prix défendre contre des prédateurs concurrents. La Deutsche Bank pourrait également se joindre à l'opération, bien que les relations entre Leo Kirch et le président du directoire, Rolf Breuer, soient exécrables. Le magnat des médias a porté plainte voici quelques jours contre Rolf Breuer pour « violation du secret professionnel » : M. Breuer a été l'un de ceux qui auraient accéléré le naufrage du défunt empire en mettant en cause sa solvabilité.

Philippe Ricard

Un projet de loi britannique sur l'audiovisuel favorable à Rupert Murdoch

LONDRES

de notre correspondant à la City

Le projet de loi sur la réglementation de l'audiovisuel, présenté par le gouvernement de Tony Blair mardi 7 mai, devrait permettre au magnat des médias Rupert Murdoch d'accroître son pouvoir en mettant la main sur une chaîne de télévision privée britannique, Channel 5. L'acquisition de cette chaîne en pleine expansion, détenue majoritairement par RTL, permettrait à M. Murdoch de créer des synergies avec son bouquet satellitaire BSkyB.

La nouvelle législation permettra aux grands groupes de médias étrangers, en particulier américains, d'investir le réseau terrestre de télévision commerciale du royaume. De l'avis général, le projet de loi ne peut que déboucher sur une concentration accrue entre les mains du président-fondateur de News Corporation, qui contrôle déjà 40 % du tirage de la presse écrite britannique. M. Blair donne ainsi des gages au magnat australo-américain, farouche adversaire de l'euro, en prévision du futur référendum sur l'adhésion à la monnaie unique que le pre-

mier ministre s'est engagé à organiser avant la fin de la législature.

Il s'agit du plus important bouleversement du modèle audiovisuel britannique depuis la mise aux enchères des franchises ITV par Margaret Thatcher en 1990. Le gouvernement reconnaît que la législation actuelle est inadaptée au développement de l'Internet et du numérique. A l'appui de la levée des barrières imposées aux groupes non européens, la ministre de la culture, Tessa Jowell, a cité le cas de Vivendi Universal, groupe français basé aux Etats-Unis.

MENACES POUR LA CHAÎNE PUBLIQUE BBC

Cette libéralisation est aussi lourde de menaces pour la chaîne publique BBC, désormais soumise au contrôle du futur régulateur unique, Ofcom, qui risque d'affaiblir l'autorité du conseil des gouverneurs de la chaîne. Mme Jowell affirme que cet organisme interviendra « avec une main légère, mais de manière déterminée ». Cette mise sous tutelle constitue une autre concession à M. Murdoch, parti en guerre contre le service public, financé par la

redevance, qu'il accuse de concurrence déloyale dans le numérique.

Pour calmer les appréhensions des députés travaillistes hostiles au groupe Murdoch, le gouvernement a érigé des garde-fous. Le maintien de la limitation imposée aux journaux de ne pas posséder plus de 20 % d'une compagnie du réseau de télévision privé ITV l'atteste. Par ailleurs, les autorités ont donné leur feu vert à une possible fusion entre les deux principaux actionnaires du réseau ITV, les groupes britanniques Carlton et Granada. Déstabilisées par la faillite de leur coentreprise de télévision numérique hertzienne ITV Digital, les deux sociétés sont jugées « opérables ».

Enfin, la commission de la concurrence a été chargée de suivre de près les grandes manœuvres qui vont rapidement s'engager, afin d'éviter les positions dominantes. Pour les marchés britanniques, ce chambardement devrait, en effet, donner le signal à une série d'OPA hostiles et de regroupements commerciaux.

Marc Roche

KPMG Consulting absorbe la division conseil d'Andersen

Le groupe est prêt à payer environ 440 millions d'euros pour s'étendre hors des Etats-Unis

LE DÉMANTÈLEMENT du réseau Andersen, impliqué dans le scandale Enron, la plus grosse faillite de l'histoire américaine, se poursuit. Mercredi 8 mai, KPMG Consulting Inc (KCI) a annoncé la signature d'une lettre d'intention pour l'acquisition d'une grande partie du réseau mondial d'Andersen Business Consulting (BC), tandis que la moitié du département fiscal d'Andersen aux Etats-Unis doit rejoindre le cabinet Deloitte.

Andersen BC, spécialisée dans le conseil stratégique et opérationnel, a été recréée au sein d'Arthur Andersen après la décision des associés d'Andersen Consulting (rebaptisé Accenture en janvier 2001) de quitter le réseau d'audit. Engagée en décembre 1997, cette scission a été officialisée en août 2000, à la suite d'une procédure d'arbitrage. Andersen BC emploie 9 000 personnes sur les 85 000 qui formaient le réseau Andersen à travers le monde avant son éclatement. Toutes ne sont pas concernées par le rapprochement avec KCI. Les honoraires d'Andersen BC dans les 23 pays

concernés par la lettre d'intention « représentent environ 1,4 milliard de dollars [1,55 milliard d'euros] en 2001, dont plus de la moitié ont été générés par des missions effectuées auprès des 2 000 premières entreprises mondiales ».

KPMG Consulting est, pour sa part, né de la séparation des activités d'audit et de conseil de KPMG

L'annonce de l'accord a été bien accueillie par la Bourse

aux Etats-Unis, en février 2000. KCI a été introduite en Bourse au printemps 2001. La société, qui emploie plus de 9 000 personnes, se présente comme « une des premières sociétés au plan mondial de conseil aux entreprises dans le domaine du management et de la mise en place de systèmes d'informa-

tion ». Par cette acquisition, elle étend son réseau en Europe, en Asie et en Amérique latine. L'accord comprend aussi la reprise des activités de conseil d'Arthur Andersen LLP, l'entité américaine d'Andersen, poursuivie pour obstruction à la justice dans l'affaire Enron. Le procès est actuellement en cours à Houston.

Cette acquisition coûtera à KCI 284 millions de dollars (314 millions d'euros), auxquels s'ajoutera l'attribution de 6,5 millions d'actions émises sur une période de trois ans au profit des associés de Business consulting qui rejoindront KPMG Consulting. Cela porte au total le montant de l'opération à quelque 400 millions de dollars. Son annonce a été bien accueillie par la Bourse : l'action KPMG Consulting a gagné 14,75 % mercredi, terminant à 17,27 dollars.

Les ambitions de croissance de KPMG Consulting ne s'arrêtent pas là. Le réseau d'audit KPMG, qui n'avait pas encore séparé ses activités d'audit et de conseil en

Europe, est en train de le faire. Un appel d'offre a été lancé pour céder ces activités. KCI est un des candidats au rachat de ses anciennes sociétés soeurs en Europe. « En additionnant les honoraires de KCI et des entités d'Andersen BC qui sont dans le champ de l'accord, on atteint 4,5 milliards de dollars. Si KCI prend quelquesunes des équipes de KPMG en Europe, on sera à 5 milliards de dollars », espère Olivier Chatain, responsable d'Andersen BC pour la France (800 personnes). KCI se classerait ainsi dans les trois premiers groupes de conseil stratégique et de mise en place de systèmes d'information dans les entreprises, avec Accenture et PriceWaterhouseCoopers Consulting, qui a annoncé le 2 mai son intention d'entrer en Bourse. PWC Consulting, qui emploie 33 500 personnes, a réalisé en 2001 un chiffre d'affaires de 6,7 milliards de dollars.

Selon des analystes, la société pourrait être valorisée autour de 10 milliards de dollars.

Sophie Fay

Microsoft achète l'éditeur de logiciels Navision pour se renforcer en Europe

L'américain veut concurrencer l'allemand SAP

LA RUMEUR circulait depuis une semaine. Mardi 7 mai, l'affaire a été annoncée publiquement : l'américain Microsoft a fait une offre sur l'entreprise danoise Navision, spécialisée dans l'édition de logiciels de gestion de la relation clients. Le groupe de Bill Gates est prêt à débourser 1,3 milliard de dollars (1,43 milliard d'euros) pour cette firme, qui est l'un des leaders mondiaux du secteur. Si l'opération se concrétise, elle constituera la deuxième plus grosse acquisition jamais réalisée par Microsoft, après celle de Visio, un fabricant américain de logiciels de graphisme (1,65 milliard d'euros en 2000). Il s'agit par ailleurs du premier achat du géant américain depuis décembre 2000, lorsqu'il avait jeté son dévolu sur l'américain Great Plains, pour 1,21 milliard d'euros, qui évolue sensiblement dans le même secteur que Navision.

Microsoft tentera, selon des analystes, de réussir avec Navision là où Great Plains a échoué : pénétrer le marché européen des logiciels de gestion intégrée d'entre-

Antoine Jacob

Bouygues Offshore vendu à un groupe italien

BOUYGUES Offshore, filiale parapétrolière du groupe Bouygues, devrait passer prochainement dans les mains de l'italien Saipem, permettant à Bouygues de récupérer quelque 510 millions d'euros. Cette transaction, qui doit être validée par le conseil d'administration, a fait l'objet, mercredi 8 mai, d'un communiqué de Bouygues indiquant que Saipem, filiale du pétrolier italien Eni, a offert de racheter 51 % des titres de Bouygues Offshore, actuellement détenus par Bouygues Construction, au prix de 60 euros par action. Saipem s'est engagé à acquérir au même prix les actions détenues par les actionnaires minoritaires. Bouygues, qui s'est engagé récemment dans la compétition de la téléphonie mobile de troisième génération, l'UMTS, est également prêt à céder la SAUR, une autre de ses filiales de gestion d'eau et de services aux collectivités. - (AFP.)

Accord possible entre la justice de New York et Merrill Lynch

MERRILL LYNCH et la justice de l'Etat de New York sont parvenues à définir « le cadre » d'un règlement à l'amiable qui pourrait mettre un terme à l'enquête sur les activités d'analyse financière de la banque d'affaires, affirme le *Wall Street Journal* du 8 mai. Aucun accord définitif n'a été signé, mais les négociations semblent en assez bonne voie pour que le ministre de la justice (attorney général) de l'Etat de New York, Eliot Spitzer, ait différé une audience prévue jeudi devant un tribunal, ajoute le quotidien. M. Spitzer accuse Merrill Lynch d'avoir trompé des petits investisseurs en livrant des commentaires exagérément optimistes sur le titre de compagnies clientes de la division de banque d'investissement de la maison de courtage.

15 000 suppressions d'emplois chez Hewlett-Packard

LE NOUVEAU groupe Hewlett-Packard (HP), issu de la fusion de HP et de Compaq, va supprimer 15 000 emplois d'ici six à neuf mois, a déclaré, mercredi 7 mai, son PDG, Carly Fiorina, lors d'une conférence de presse. Ces suppressions d'emplois, soit environ 10 % des effectifs de la nouvelle compagnie, avaient été annoncées dès la présentation du projet de fusion, en septembre 2001, mais leur calendrier restait suspendu à la réalisation du projet. « Le gros des gens sera parti dans les six à neuf prochains mois », a précisé Mme Fiorina.

Fusion des deux bouquets numériques espagnols

L'OPÉRATEUR espagnol historique du téléphone, Telefonica, a annoncé, mercredi, la fusion de son bouquet numérique, Via Digital, avec son concurrent Canal Satélique Digital, contrôlé par le groupe Prisa via la Sogecable et Groupe Canal+, filiale de Vivendi Universal. Selon cet accord, le rapprochement des deux offres sera réalisé au moyen d'une augmentation de capital de la Sogecable réservée aux actionnaires de Via Digital. In fine, Telefonica, Prisa et Groupe Canal+ détiendront chacun 23 % du capital de la Sogecable, tandis que les minoritaires conserveront leurs parts. Telefonica nommera le président de la nouvelle plate-forme numérique unique qui rassemblera 2,5 millions d'abonnés. Pour être effective, cette fusion devra recevoir le feu vert des autorités de la concurrence. Contrairement à Canal+ Espagne, qui est bénéficiaire, les deux bouquets espagnols n'ont pas encore atteint l'équilibre.

DÉPÈCHES

■ **EASYJET** : la compagnie aérienne britannique à bas prix a annoncé, mercredi, un préaccord avec British Airways (BA) pour le rachat de Deutsche BA (DBA), filiale allemande de BA. Dans le même temps, EasyJet poursuit ses discussions pour le rachat de la compagnie à bas prix Go.

■ **RÉSERVE FÉDÉRALE** : le président américain George W. Bush devrait nommer deux nouveaux gouverneurs à la Réserve fédérale (FED). Le choix de Donald Kohn, nommé pour quatorze ans, et de Ben Bernanke, pour deux ans seulement, a reçu un écho favorable parmi les milieux financiers. M. Kohn, 59 ans, a été le bras droit d'Alan Greenspan, président de la Fed. M. Bernanke est un économiste monétaire de l'université de Princeton.

LA TENDANCE FINANCIÈRE

Les bons résultats de Cisco dopent les places financières

LES MARCHÉS boursiers se sont autorisés un rebond spectaculaire, mercredi 8 mai, dans le sillage de la flambée du Nasdaq, le marché des valeurs technologiques américaines. L'indice Nasdaq s'est envolé de 7,78 % au cours de la séance, à 1 696,29 points. L'optimisme des investisseurs a été provoqué par les bons résultats de Cisco, le numéro un mondial des équipementiers de réseaux. Mardi soir, après la clôture du marché, Cisco avait annoncé un bénéfice trimestriel de 11 cents par action pour le troisième trimestre de son exercice, clos à fin avril, alors que les analystes attendaient en moyenne un résultat de 9 cents. John Chambers, PDG de Cisco, avait aussi émis des commentaires positifs sur les perspectives de son groupe. Mercredi, l'action Cisco a bondi de 24,39 %, à

16,27 dollars. Malgré la hausse de mercredi, l'indice Nasdaq affiche toujours une perte de 13,03 % depuis le début de l'année 2002.

La vigueur du Nasdaq a rejailli sur le New York Stock Exchange. L'indice Dow Jones a progressé de 3,10 %, à 10 141,83 points, alors que l'indice Standard & Poor's des 500 premières valeurs américaines s'est apprécié de 3,75 %, à 1 088,85 points. Les autres grands marchés boursiers de la planète ont réagi à l'unisson.

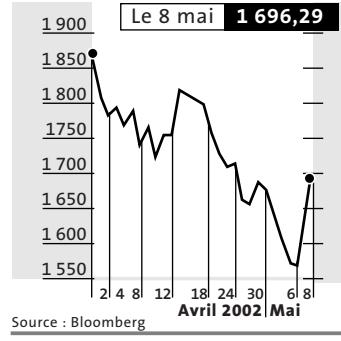
L'indice Euro Stoxx des cinquante premières valeurs de la zone euro s'est apprécié de 2,53 %, à 3 540,64 points. L'action d'Alcatel a progressé de 9,88 %, à 13,68 euros, et le titre Nokia de 6,13 %, à 17,83 euros. La hausse a notamment concerné les titres des opérateurs Deutsche Telekom (+ 6,49 %, à 13,62 euros) et France Télécom (+ 5,83 %, à 23,60 euros), des groupes d'électronique Siemens (+ 5,52 %, à 68,64 euros) et Philips (+ 4,69 %, à 33,29 euros) ou de Vivendi Universal (+ 5 %, à 31,50 euros).

A Paris, l'indice CAC 40 a gagné 2,50 %, à 4 404,02 points. A Francfort, l'indice DAX s'est apprécié de 3,21 %, à 5 028,59 points, alors qu'à Londres l'indice Footsie s'est inscrit en hausse de 1,74 %, à 5 209,10 points. A Tokyo, l'indice Nikkei a fini en hausse de 0,98 %, jeudi, à 5 209,10 points.

A. de T.

INDICE NASDAQ

En points à New York



Le 8 mai 1 696,29

LES BOURSES DANS LE MONDE 8/5, 22h50

Pays	Indice	Dernier cours	% var.	Maxi 2002	Mini 2002	PER
UNION EUROPÉENNE						
ALLEMAGNE	DAX Index	5028,59	8/5	3,21	5467,31 19/3	4706,00 20/2
Euro Neu Markt Price IX	876,72	8/5	5,65	1212,43	4/1	841,23 6/5
AUTRICHE	Austria traded	1342,01	8/5	0,00	1368,18	2/5
BELGIQUE	Bel 20	2839,75	8/5	1,97	2906,75	24/4
DANEMARK	Horsens Bnx	267,38	8/5	1,38	280,92	26/3
ESPAGNE	Ibex 35	8087,90	8/5	2,24	8608,50	4/1
FINLANDE	Hex General	6865,01	8/5	3,87	9224,38	4/1
FRANCE	CAC 40	4404,02	8/5	2,50	4720,04	4/1
Mid CAC	2130,48	8/5	1,16	2176,89	2/4	
SBF 120	3074,50	8/5	2,35	3263,90	28/3	
SBF 250	2921,57	8/5	2,26	3081,89	28/3	
Indice second marché	2558,51	8/5	0,71	2561,29	30/4	
Indice nouveau marché	957,71	8/5	2,30	1175,41	7/1	
GRÈCE	ASE General	2274,55	8/5	2,53	2655,07	3/1
IRLANDE	Irish Overall	5199,95	8/5	0,76	6085,02	18/1
ITALIE	Milan Mib 30	31626,00	8/5	2,11	33548,00	17/4
LUXEMBOURG	Lux Index	1107,62	8/5	-0,04	1169,47	14/1
PAYS BAS	Amster. Exc. Index	498,06	8/5	1,81	531,45	18/4
PORTUGAL	PSI 20	7337,54	8/5	2,45	7998,50	4/1

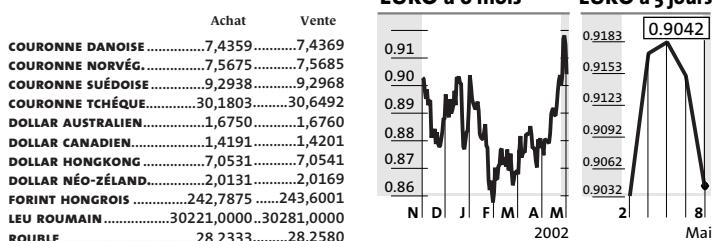
EUROPE Mercredi 8 mai 22h50

INDICES	DANONE	...FR...	144,70	-0,21
SECTEURS EURO STOXX				
Indice	Indice	% var.		
EURO STOXX 50	540,64	-2,53		
AUTOMOBILE	238,91	-2,73		
BANQUES	298,34	-2,42		
PRODUIT DE BASE	207,13	-0,98		
CHIMIE	356,88	-1,40		
TÉLÉCOMMUNICATIONS	362,09	-4,88		
CONSTRUCTION	240,42	-1,26		
CONSOMMATION CYCLIQUE	132,35	-2,59		
PHARMACIE	461,94	-0,68		
ÉNERGIE	348,72	-1,56		
SERVICES FINANCIERS	230,45	-0,82		
ALIMENTATION ET BOISSON	253,55	-0,04		
BIENS D'ÉQUIPEMENT	361,31	-1,95		
ASSURANCES	310,09	-1,91		
MÉDIAS	241,29	-4,11		
BIENS DE CONSOMMATION	379,00	-0,70		
COMMERCE ET DISTRIBUTION	270,20	-2,89		
HAUTE TECHNOLOGIE	395,68	-6,57		
SERVICES COLLECTIFS	293,61	-0,63		
LES 50 VALEURS DE L'EURO STOXX				
Code	Cours	% var.		
pays	/préc.			
ABN AMRO HOLDING	NL	21,04	-0,43	
AEGON NV	NL	25,20	-2,02	
AIR LIQUIDE	FR	165,00	-0,36	
ALCATEL A	FR	13,68	-9,88	
ALLIANZ N	AL	258,00	-1,63	
ANP	NL	1,21	-0,01	
AVENTIS	FR	75,90	-1,07	
AXA	FR	22,80	-3,40	
BASF AG	AL	46,34	-2,39	
BAYER	AL	36,81	-1,32	
BAYR.HYP.U.VERBK	AL	39,00	-2,90	
BBVA	ES	13,75	-4,40	
BNP PARIBAS	FR	59,80	-3,46	
BSCH	ES	10,30	-3,21	
CARREFOUR	FR	48,92	-4,49	
DAIMLERCHRYSLER N	AL	52,75	-2,85	

MARCHÉ DES CHANGES 8/5, 22h50

	Dollar	100 Yens	Euro	Livre	Franc S.
NEW YORK (\$)	0,77575	0,90415	1,45590	0,62115	
TOKYO (¥)	128,89000	116,52500	187,68010	80,07330	
PARIS (€)	1,10610	0,85805	1,60905	0,68710	
LONDRES (£)	0,68685	0,53285	0,62150		0,42665
ZURICH (Fr. S.)	1,60990	1,24930	1,45545	2,34360	

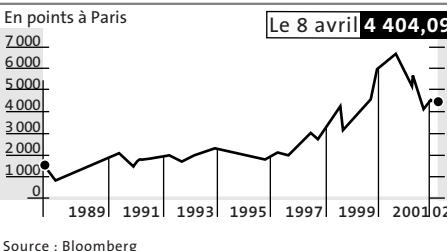
COURS DE L'EURO



Les salles de marché applaudissent le nouveau gouvernement

CHRONIQUE DES MARCHÉS

L'INDICE CAC 40



LES PROFESSIONNELS des marchés anticipent une victoire de la droite républicaine aux élections législatives et applaudissent la nomination de Francis Mer à Bercy. Ils attendent des « réformes structurelles », notamment dans le domaine de la fiscalité ou et des retraites. Les bonnes performances de la Bourse de Paris ont souvent coïncidé avec ce type de mesures.

« UNE BONNE NOUVELLE »

Anticipant le résultat des élections législatives, certains analystes parient sur une vague de réformes, favorables aux marchés financiers. Dans une note intitulée « Une chance pour la réforme structurelle en France », Nicolas Sobczak, économiste de Goldman Sachs, juge que le scénario le plus probable pour les élections législatives est la victoire d'une majorité favorable au président de la République. Pour justifier cette prévision, il se base notamment sur une projection de la Sofres donnant 300 des 577 sièges de l'Assemblée nationale à la droite républicaine. En conséquence, l'économiste voit dans l'équipe de Jean-Pierre Raffarin « un gouvernement intérimaire qui pourrait durer ».

L'économiste de Morgan Stanley, Eric Chaney, considère aussi que le scénario le plus crédible est la victoire d'une majorité de droite républicaine, même s'il s'attend à « 200 ou plus » situations de « triangulaires » au second tour des législatives. M. Chaney estime également qu'en raison des « poids lourds » présents au gouvernement, celui-ci n'est pas « un gouvernement de transition qui s'en irait après les élections ». La composition de l'équipe Raffarin serait, selon lui, par ailleurs, « une bonne nouvelle pour les marchés financiers, en particulier les marchés boursiers ». « Pour les marchés financiers, la nouvelle la plus intéressante est la nomi-

nation de Francis Mer à Bercy. Ancien PDG d'Usinor, puis d'Arcelor, Francis Mer a mené une longue bataille pour restructurer l'industrie sidérurgique européenne et a connu une grande réussite dans ce domaine. » M. Chaney note aussi que, concernant le bras de fer sur les tarifs douaniers imposés par les Etats-Unis sur l'acier, « il y a un message au président Bush dans cette nomination (...), même si ce n'est pas le principal message ».

POUR DES « RÉFORMES STRUCTURELLES »

Depuis le début de la campagne de l'élection présidentielle, nombre de professionnels des marchés espèrent la fin de la cohabitation. « La fin de la cohabitation devrait être positive pour les réformes de structure en France, bien que la crédibilité de la nouvelle équipe soit encore à évaluer, spécialement dans le domaine de la politique fiscale », écrit M. Sobczak. « La nouvelle équipe devrait maintenant bénéficier d'une période de cinq années consécutives sans élection majeure, une bonne opportunité pour commencer une nouvelle série de réformes structurelles », écrit l'économiste. Or l'évolution des dossiers

de la fiscalité et des retraites devrait naturellement favoriser la Bourse de Paris, en améliorant les marges des entreprises ou en réorientant l'épargne vers les actions. « Le président Chirac a proposé une série de mesures qui pourraient s'avérer bénéfiques si elles sont bien appliquées, comme un programme pour réduire les impôts et les charges sociales, un plan de privatisations ambitieux, la dérégulation des entreprises d'Etat et l'introduction progressive des fonds de pension privés pour suppléer le système actuel de retraite par répartition », explique cet économiste. Selon M. Chaney, la présence de M. Mer à Bercy devrait garantir la bonne fin de ces réformes : « Avoir un important dirigeant d'entreprise à la tête du puissant ministère des finances signifie que les sociétés françaises vont être entendues (des impôts moins lourds sur les sociétés sont attendus et l'assouplissement de la réglementation sur les 35 heures très prochainement) ; que la réforme du secteur public, en commençant par le ministère des finances lui-même, devrait être soutenue ; que l'attention sera portée à la microéconomie et non plus à la macroéconomie. »

« RÉDUIRE LES DÉPENSES PUBLIQUES »

Le programme du gouvernement est donc apprécié, mais la crainte du laxisme budgétaire persiste. « Pour s'avérer vraiment bénéfiques, ces mesures devront cependant être accompagnées par un engagement crédible pour réduire les dépenses publiques. Nous continuons à voir un risque clair que le déficit public de la France ne sera pas ramené à l'équilibre avant 2007 », prévoit Nicolas Sobczak. « Ne vous attendez pas à ce que ce gouver

MARCHÉS FRANÇAIS

PREMIER MARCHÉ

VALEURS FRANÇAISES

Mercredi 8 mai 19h40

Valeur	Dernier cours	Cours préc.	% var. /préc.	% var. 31/12	Plus haut	Plus bas	Divid.	Code	Valeur	Dernier cours	Cours préc.	% var. /préc.	% var. 31/12	Plus haut	Plus bas	Divid.	Code
ACCOR	46,00	45,58	0,92	12,66	49,00	38,03	1,00	1,2040	EURO DISNEY SCA	0,88	0,85	3,53	n/d	1,21	0,84	n/d	12587
AFINE	39,85	39,95	-0,25	7,99	40,05	30,34	1,20	3,3610	EUROTUNNEL	0,99	1,00	-1,00	-12,38	1,18	0,90	n/d	12537
AGF	55,80	55,25	1,00	3,52	57,50	50,20	2,00	1,2592	FAURECIA	52,90	52,05	1,63	-10,33	61,40	51,60	0,91	12114
AIR FRANCE GPE NOM	19,39	19,31	0,41	17,94	21,19	16,06	0,22	3,3112	F.F.P. (NY)	126,30	126,50	-0,16	30,13	126,50	94,20	1,80	6478
AIR LIQUIDE	165,00	164,40	0,36	4,82	174,00	149,80	3,20	1,2007	FIMALAC	50,45	48,70	3,59	-25,18	50,50	40,01	0,90	3794
ALCATEL A	13,68	12,45	9,88	28,75	21,62	12,06	0,16	1,3001	FINAXA	n/d	97,00	n/d	22,55	107,50	68,00	2,20	3,313
ALCATEL O	5,14	5,00	2,80	-33,41	9,62	4,75	0,10	1,3015	FONC.LYON.#	31,90	31,90	n/d	19,47	32,50	25,20	0,85	3340
ALSTOM	13,30	13,10	1,53	6,48	16,30	12,25	0,55	1,2019	FRANCE TELECOM	23,60	22,30	5,83	-47,43	48,16	21,28	1,00	13330
ALTTRAN TECHNO. #	57,20	55,00	4,00	12,70	66,40	48,50	0,14	3,463	FROMAGERIES BEL	n/d	103,40	n/d	3,45	118,00	91,80	2,22	12185
ARBELB#	5,09	5,14	-0,97	64,19	7,50	2,92	0,53	3,588	GALERIES LAFAYETTE	139,00	138,70	0,22	-9,09	168,90	125,10	0,60	12124
AREVA CIP	183,00	181,00	1,10	14,73	201,00	160,00	22,85	4,524	GAUMONT #	49,40	49,40	n/d	19,90	53,00	39,00	0,57	3489
ASF	27,38	27,40	-0,07	n/d	27,60	25,00	n/d	1,8415	GECINA #	96,10	96,95	-0,88	5,02	96,95	90,00	3,34	13151
ATOS ORIGIN	72,50	70,00	3,57	-1,42	94,40	68,50	n/d	5,173	GENERALE DE SANTE	16,72	16,66	0,36	16,43	17,85	13,71	n/d	4447
AVENTIS	75,90	75,10	1,07	-4,82	85,95	73,90	0,50	1,3046	GEOPHYSIQUE	46,02	44,60	3,18	-30,55	47,27	33,16	1,22	12016
AXA	22,80	22,05	3,40	-2,85	26,09	19,41	2,20	1,2062	GFI INFORMATIQUE	10,42	10,10	3,17	-13,52	13,34	9,50	0,15	6337
BACOU DALLOZ	124,30	123,00	1,06	41,25	138,00	83,30	0,90	6,689	GRANDVISION CA#	18,27	18,25	0,11	19,80	20,10	15,00	0,30	5297
BAIL INVESTIS.CA	141,90	142,00	-0,07	17,17	144,20	122,50	7,16	1,2018	IMERYS	134,00	136,80	-2,05	24,30	137,00	98,00	3,60	12085
BEGHIN SAY	45,59	45,31	0,62	11,74	45,60	39,20	n/d	4,455	IMMUEBLES DE FCE	n/d	20,20	n/d	-8,18	25,00	19,80	0,30	12037
BIC	42,53	42,60	-0,16	10,87	44,66	35,51	0,29	1,2096	IMMOBANQUE NOM	128,00	127,00	0,79	n/d	132,50	118,00	n/d	5793
BNP PARIBAS	59,80	57,80	3,46	19,00	60,45	49,77	-2,25	1,3110	INFOGRAMES ENTER	8,48	8,40	4,69	-34,51	15,98	7,71	n/d	5257
BOLLORE	252,00	253,00	-0,40	4,91	262,00	238,00	4,00	1,2585	INGENICO	25,64	24,90	2,97	13,45	28,50	22,50	0,10	12534
BOLLORE INV.	52,45	52,10	0,67	2,14	55,00	50,50	0,20	3,929	J.C DECAUX	163,10	163,00	0,06	3,22	177,00	137,00	n/d	12000
BONGRAIN	49,35	49,25	0,20	9,66	50,00	41,70	1,40	1,2010	KAUFMAN ET BROAD	21,75	21,16	2,79	31,81	22,00	16,21	0,82	12105
BOUYGUES	32,60	31,42	3,76	-11,41	38,95	30,51	0,36	1,2056	KLEPIERRE	124,80	124,30	0,40	16,30	124,90	108,20	3,10	12196
BOUYGUES OFFS.	n/d	55,00	n/d	37,32	55,35	38,60	1,10	1,3070	LAFARGE	107,40	106,00	1,32	-2,38	110,80	96,85	2,20	12053
BULL#	0,68	0,63	7,94	-44,71	1,36	0,63	n/d	5,260	LAGARDERE	48,75	45,69	6,70	-3,72	54,85	41,92	0,78	13021
BURELLE (LY)	56,50	56,50	n/d	13,84	60,05	49,63	0,50	6,113	LEBON (CIE)	57,00	56,00	1,79	13,54	57,00	48,75	2,30	12129
BUSINESS OBJECTS	34,83	30,60	13,82	-7,24	51,00	30,31	n/d	1,2074	LEGAND ORD.	169,00	167,00	1,20	17,36	180,00	143,90	0,94	12061
CANAL +	3,50	3,49	0,29	-2,23	3,90	3,43	0,18	1,2546	LEGANDR ADP	n/d	138,00	n/d	11,29	142,20	110,00	1,50	12528
CAP GEMINI	62,90	60,00	4,83	-22,44	90,70	59,00	0,40	1,2533	LEGRIS INDUST.	22,55	22,76	-0,92	2,50	25,39	18,20	1,20	12590
CARBONE-LORRAINE	38,67	37,20	3,95	-28,90	39,48	28,60	1,06	3,962	LIBERTY SURF	3,55	3,50	1,43	-24,56	3,80	2,90	n/d	7508
CARREFOUR	48,92	46,82	4,49	-16,23	58,80	45,80	0,56	1,2017	LOCINDUS	135,00	135,00	n/d	-7,14	136,00	126,00	1,10	12135
CASINO GUICHARD	87,35	87,50	-0,17	0,80	89,90	75,05	1,33	1,2558	L'OREAL	85,65	84,50	1,36	-5,87	88,30	75,15	0,44	12032
CASTORMA DUB.(LU)	62,40	61,30	1,79	-7,86	63,90	54,25	2,85	1,2420	LOUVRE #	73,00	73,70	-0,95	16,24	75,80	60,00	1,24	3311
CEDIG (LY)	70,00	71,25	-1,75	-10,65	90,50	69,00	2,00	1,2470	LUCIA	12,90	12,75	1,18	-0,66	13,48	10,42	1,83	3,3630
CEREOL	33,50	33,20	0,90	-17,75	36,40	28,00	n/d	4,456	LVMH MOET HEN.	58,05	57,20	1,49	-27,02	61,60	42,15	0,22	12101
CERESTAR	33,00	33,00	n/d	7,14	33,06	30,70	n/d	4,457	MARINE WENDEL	60,20	59,25	1,60	n/d	72,80	59,00	n/d	12120
CFP.RECYCLING	44,85	44,85	0,02	4,45	49,88	38,50	2,08	3,3905	MARIONNAUD PARFUM	49,69	49,70	-0,02	8,65	57,60	47,34	n/d	6494
CGIP	31,30	30,90	1,29	n/d	38,30	30,81	1,00	1,2102	MATUSSIÈRE FOREST	8,80	8,75	0,57	-1,01	9,85	8,15	0,10	6057
CHARGEURS	88,00	88,00	n/d	17,41	88,00	67,00	2,13	1,3069	MAUREL ET PROM	24,75	24,70	0,20	59,67	24,99	15,10	0,91	5107
CHRISTIAN DIOR	44,64	43,93	1,62	-29,50	45,95												

AUJOURD'HUI

TECHNOLOGIES

Lorsqu'il visite un site, l'internaute est souvent loin de se douter qu'il est observé. Des **LOGICIELS ESPIONS** cherchent à connaître les utilisateurs du réseau, à récolter les mots-clés soumis aux moteurs

de recherche ou encore à recueillir les informations saisies sur des formulaires présents sur l'écran. Les **FAITS ET GESTES** des internautes sont ainsi enregistrés pour être transmis à des sociétés commerciales.

« Rien n'interdit le **PROFILAGE** en France. Rien n'interdit à une société de cybermarketing de vendre à des tiers des informations à caractère personnel qu'elles auraient recueillies sur les internautes », explique Jean

Frayssinet, professeur de droit à l'université d'Aix-Marseille. Mais cette collecte doit être loyale et le citoyen doit avoir la possibilité à tout moment de s'opposer à cette mainmise sur la **VIE PRIVÉE**.

Les profileurs du Net traquent les internautes à leur insu

Grâce à des logiciels espions, des sociétés spécialisées recueillent, stockent et commercialisent des données personnelles sur les utilisateurs du réseau. Les associations de défense de la vie privée protestent. Jusqu'ici en vain.

Le Monde

INTERACTIF

L'ANONYMAT des internautes a fait long feu. Une batterie de moyens techniques permet aujourd'hui à certains acteurs du réseau d'établir – avec plus ou moins de précision – l'identité ou le profil des adeptes du surf sur Internet. Du simple « cookie » au « spyware », en passant par la conservation des données de connexion par les fournisseurs d'accès, les nouveaux canons de la navigation sur le réseau font le bonheur des forces de l'ordre ou des sites mar-

« Sur Internet, on perd le face-à-face avec le client. Il est donc naturel de chercher à pallier ce manque »

LAURENT HÉNAULT

chands et suscitent la colère des associations de défense de la vie privée.

Vendredi 29 mars, celles-ci ont obtenu de DoubleClick, le leader mondial de la publicité en ligne, qu'il détruisse une partie des informations personnelles collectées sur les sites faisant appel à ses services. La société américaine n'en est pas à ses premiers démêlés avec des associations comme l'EPIC (Electronic Privacy Information Center) ou l'EFF (Electronic Frontier Foundation). Sous leur pression, DoubleClick avait déjà dû renoncer en 1999 à croiser ses fichiers avec ceux

d'Abacus, l'entreprise de marketing direct qu'elle venait d'acquérir.

« Sur Internet, on perd le face-à-face avec le client », explique Laurent Hénault, directeur Europe du Sud de Brio Software, un éditeur de logiciels d'analyse de données. Il est donc naturel de chercher à pallier ce manque. » La plupart des sites stockent ainsi sur l'ordinateur de leurs internautes un « cookie ». Lors de visites ultérieures sur le site, ce fichier, sorte de code-barre informatique, est lu par le serveur et permet l'identification du visiteur grâce aux données personnelles communiquées lors de l'enregistrement : nom, âge, catégorie socio-professionnelle, etc. Dans ce cas, le « profilage » s'opère sur la base du volontariat et s'inscrit dans une relation établie entre un client et une société.

Mais il n'en va pas toujours ainsi. Des données personnelles sont souvent collectées et stockées à l'insu des internautes. Trois éléments techniques sont au centre de ce que Jean-Marc Dinant, chercheur au Centre de recherche informatique et droit (Crid) de l'université de Namur (Belgique), appelle le « traitement invisible de l'information ». « Les trois facteurs qui interviennent, explique-t-il, sont le cookie, le « bavardage » du navigateur et l'hyperlien invisible. » Lorsqu'un navigateur (Internet Explorer ou Netscape, par exemple) se connecte à un site, il « bavarde » avec le serveur, lui livrant, explique M. Dinant, « des informations sur la langue de l'utilisateur, son environnement informatique, et surtout la page référente, c'est-à-dire la page d'où il vient. Si cette page est un moteur de recherche, les mots-clés de la dernière requête sont également transmis ».

L'hyperlien invisible permet, lui,



THIERRY DALBY

de rediriger la connexion d'un site vers un autre sans que l'internaute en soit averti. Les bannières de publicité, par exemple, sont généralement stockées sur les serveurs de régies publicitaires en ligne comportant de très nombreux sites dans leur portefeuille peuvent ainsi « profiler » les internautes à leur

insu, en listant les mots-clés les plus souvent recherchés par un individu, les sites qu'il visite le plus souvent, pour en déduire les bannières sur lesquelles il cliquera avec une plus grande probabilité.

Certaines sociétés, notamment en France, se sont engouffrées sur le marché des services de « profilage ». Avec des moyens toujours plus sophistiqués. Profile for you, par exemple, a placé des marques sur les pages de quelque 11 500 sites partenaires. Lorsque

l'internaute classés dans une arborescence de trois niveaux comportant 800 branches différentes. La société assure détenir le profil d'environ un tiers des internautes français.

« En premier niveau d'analyse, tel internaute sera profilé comme ayant 70 % d'intérêt pour la Bourse en ligne, 20 % pour le sport et 10 % pour l'immobilier. En deuxième niveau, les thèmes des pages Web qu'il visite permettront de le classer par exemple à 80 % passionné par

Le coût des outils

Face à la multiplication des dispositifs d'espionnage de l'internaute, l'un des garde-fous les plus puissants reste le coût des outils de « profilage » nécessaires au traitement intelligent des données privées collectées. En effet, ces logiciels coûtent de plusieurs centaines de milliers à plusieurs millions d'euros et sont d'une mise en place lourde. Très peu de cybermarchands français se sont donc dotés de ces logiciels « traqueurs ». Même chez Redcats, pôle « vente à distance » de Pinault-Printemps-Redoute, qui dispose d'une importante base de données d'internautes français (plusieurs millions), le travail de profilage des internautes clients n'a pas encore commencé.

De plus, les sociétés commerciales d'Internet sont trop fragiles pour supporter la publicité négative qu'entraînerait un scandale lié au profilage, pratique négative aux yeux du public. Au lieu de travailler à traquer l'internaute en douce, les cybermarchands préfèrent s'investir aujourd'hui, pour attirer des clients qui leur manquent encore, dans des travaux sur l'instauration de « labels de confiance », au sein de l'Association pour le commerce et les services en ligne (Acsel), ou de la mission pour l'économie numérique de Bercy.

l'internaute se connecte sur l'une de ces pages, le marqueur, un programme Java, envoie à Profile for you l'adresse de la page visitée et les informations sur l'internaute contenues dans le cookie. Ensuite, Profile for you procède à une analyse sémantique de cette page (par occurrence de mots-clés dans les titres et le corps du texte), ce qui enrichit le profil de l'internaute stocké dans les bases de données de la société. Cela permet de mettre en lumière les centres d'intérêt

les forums de discussion boursiers. Au final, nous pourrons dire que l'internaute en question a, par exemple, 90 % de chances d'être un jeune cadre entre 25 et 35 ans susceptible d'être intéressé par des offres de PEA », explique Fabrice Wilthien, statisticien chez Profile for you.

Ces méthodes de profilage commercial restent toutefois sommaires au regard du pouvoir des forces de l'ordre de perquisitionner, sur commission rogatoire, les fournisseurs d'accès à Internet. En France, la loi contraint ceux-ci à conserver les données de connexion de leurs clients pendant un an. Un délai pendant lequel tous les parcours dans le cyberspace restent enregistrés et tenus à la disposition de la justice en cas d'enquête. Selon M. Dinant, l'arrivée du protocole IPv6 (Le Monde du 23 mars), qui multipliera le nombre d'adresses des machines se connectant à Internet, ne fera qu'amplifier la tendance d'une Toile sous surveillance.

L'adresse IP ne sera plus en effet attribuée aléatoirement par le fournisseur d'accès mais sera constituée, pour une part, du numéro de série de l'ordinateur. A chaque machine sera affecté un identifiant unique, qui pourra être croisé avec d'autres données comportementales. Les promoteurs d'IPv6 assurent que cette particularité du nouveau protocole n'est pas destinée à renforcer la surveillance. Citant un proverbe basque, Jean-Marc Dinant leur rétorque pourtant que « l'arbre tombe toujours du côté où il penche ».

Cécile Ducourtieux et Stéphane Foucart

Sur la Toile, les faits et gestes sont observés par des mouchards virtuels

UNE NOUVELLE forme d'espions rôde sur la Toile : les *spywares*, ou, en français, les espiongiciels. Leur mission consiste à épier les faits et gestes des internautes, à noter les sites qu'ils visitent et à récolter les mots clefs soumis aux moteurs de recherche. Ou encore à recueillir les informations saisies sur les formulaires, y compris, le cas échéant, le numéro de carte bancaire lors d'achats en ligne. Rien ou presque ne leur échappe. De quoi alimenter des bases de données commerciales, afin, notamment, d'apposer des publicités ciblées sur les écrans des ordinateurs.

Ainsi, il est inutile de s'étonner si, en visitant le site d'un libraire en ligne, une fenêtre publicitaire s'ouvre soudain sur votre écran, vantant les mérites d'un concurrent : un *spyware* guette. Il se sera immiscé à l'insu de l'internaute sur le disque dur de son ordinateur. Et certains vont bien plus loin que ce que savent déjà faire les célèbres cookies, ces fichiers déposés sur le disque dur par la plupart des sites. Certains logiciels espions permettent en effet à leurs auteurs de prendre carrément le contrôle de la machine infectée, ou bien d'utiliser discrètement la puis-

sance de calcul de l'ordinateur, toujours évidemment à l'insu de son propriétaire. En toute illégalité évidemment.

Pour s'installer sur les disques durs, ils se mêlent discrètement à un autre logiciel – généralement un freeware, application gratuite disponible sur le web – lors de son téléchargement. Autrement dit, lorsque l'on croit, par exemple, télécharger uniquement un lecteur de musique MP3 sur Internet, en réalité, on télécharge également un *spyware*. L'auteur du logiciel gratuit héberge l'espion contre redevance, mais ne prend pas toujours la peine d'indiquer clairement sa présence. Et sauf à ne jamais effectuer le moindre chargement, il y a assez peu de chances d'y couper.

DÉFENSE DE LA VIE PRIVÉE

Selon les différents sites spécialisés dans la défense de la vie privée, entre 800 et plus de 1 000 logiciels libres de droits seraient « infectés » par une forme ou une autre de *spywares*. Pour ne citer que les plus connus : Babylon Translator, AudioGalaxy, Cute FTP, EuroConverter 2, Free MP3, Gator, Zip express 2000, ou encore ICQ (la messagerie

instantanée), RealJukebox (lecteur de fichiers audio)... Ce dernier transmettait ainsi à l'éditeur Real Networks une foule d'informations sur les utilisateurs du logiciel : catégories des titres musicaux joués, nombre de titres stockés sur le disque dur de l'utilisateur, nom des albums écoutés, etc. Depuis la découverte de ce mouchard, et la divulgation de son existence, Real Networks s'est vu contraint d'édition une mise à jour pour y remédier. Mais les espiongiciels n'en continuent pas moins de proliférer.

L'un des plus connus, Cydoor, édité par la société américaine du même nom, serait déjà installé sur plus de 20 millions d'ordinateurs à travers le monde. Chaque jour, 100 000 nouveaux internautes tomberaient malgré eux et sans le savoir sous sa coupe. Avec le freeware Gator (assistant virtuel au remplissage de formulaire en ligne), 8 millions de surfeurs se seraient fait piéger par un mouchard virtuel, par l'intermédiaire d'AudioGalaxy (application pour échanger de la musique à la manière de Napster), selon le mensuel SVM.

S'il est donc compliqué d'échapper aux *spywares*, il est encore plus difficile de connaît-

tre leur activité précise, la nature exacte des données qu'ils collectent, les destinataires de ces données. Certains éditeurs, comme Cydoor, admettent en tout cas utiliser les bases de données ainsi constituées à des fins publicitaires. Mais, jurent-ils, aucune donnée nominative ne transite au cours de ces échanges. « Cela n'en reste pas moins illégal », note Yann Le Hegarat, expert informaticien à la CNIL (Commission nationale de l'informatique et des libertés). Il est vrai que beaucoup de logiciels de cette nature n'envoient que des données indirectement nominatives, telles que l'adresse IP. Mais sans que cela soit donc des données directement nominatives, on identifie un ordinateur, et donc un profil. Or le problème, avec les *spywares*, c'est que l'on ne peut pratiquement pas identifier le responsable. En outre, de nombreuses sociétés sont siées aux Etats-Unis, et la juridiction française n'est pas efficace dans ce cas. Il y a en fait impossibilité de faire appliquer la loi : impossibilité juridique, ou impossibilité pratique. » C'est dire si les espiongiciels ont encore de beaux jours devant eux.

Olivier Zilbertin

Se débarrasser des logiciels espions

Installés à l'insu de l'internaute, les espiongiciels ont la particularité d'être difficiles à éradiquer. Le premier obstacle consiste déjà à savoir si l'on est surveillé par un *spyware*. Pas simple. La meilleure solution est de consulter la liste des logiciels gratuits réputés héberger un intrus (sur onet.com, taper « spyware » dans le moteur de recherche). Le site anonymat.org signale régulièrement les nouveaux mouchards connus, et indique comment s'en débarrasser. Quelques logiciels disponibles en ligne s'acquittent plus ou moins efficacement de cette tâche. Le plus réputé est Ad Aware (<http://www.lavasoftusa.com/aaw.html>).

Le Forum des droits sur l'Internet (<http://www.foruminternet.org/>) a préparé une fiche pratique pour aider les internautes à repérer et à combattre les espiongiciels.

Les garde-fous juridiques à l'épreuve du marché

« RIEN N'INTERDIT le profilage en France. Rien n'interdit à une société de cybermarketing de vendre à des tiers les informations à caractère personnel ou pas qu'elle aurait recueillies sur les internautes », précise Jean Frayssinet, professeur de droit à l'Université d'Aix-Marseille, spécialiste du droit et des nouvelles technologies. « Seule restriction : il ne lui est pas permis de "ranger" les citoyens selon des critères d'ordre confessionnel, racial, politique, sexuel ou de santé. » Par contre, c'est sur la finalité du profilage que le droit intervient. Selon la loi du 6 janvier 1978 « relative à l'information, aux fichiers et aux libertés », la collecte doit être loyale, c'est-à-dire que le citoyen doit en être informé, et a, à tout moment, la possibilité de s'opposer au profilage.

CONTRÔLE POSTERIORI

L'internaute français est donc théoriquement protégé d'un mauvais traitement de ses données personnelles par des sociétés européennes travaillant avec Internet. Par contre, l'usage des cookies pose encore problème. Le Parle-

ment européen s'est prononcé, en novembre 2001, pour que leur usage soit soumis à l'avis de l'internaute. La CNIL, moins radicale, recommande dans un communiqué du 7 décembre 2001 que le site émetteur informe les internautes de la finalité des cookies et de leur durée de validité.

Quelle est la réelle efficacité de ces garde-fous ? La CNIL peut exercer un contrôle à posteriori sur les agissements des sites, mais elle est forcément limitée par le nombre de ses membres, quatorze commissaires et une soixantaine de permanents. Or, selon un récent rapport de la direction générale de la concurrence, un tiers des sites marchands examinés sont en infraction virtuelle au regard des réglementations sur les ventes à distance, sur la publicité, etc. De plus, « la CNIL

peut avoir une certaine efficacité sur le sol français et correspondre avec ses équivalents européens pour régler des problèmes intra-européens. Mais, dès lors que la collecte de données est effectuée par une société hors CE, rien ne protège l'individu », remarque Jean Frayssinet.

CITOYENS INTERNET

Ainsi, quid des informations collectées par un site américain dont l'appétit en données personnelles n'est en rien réfréné, et où la Direct Marketing Association (DMA) est un lobby puissant, fort de 4 700 membres ? Il existe bien un accord établi en juillet 2000, le Safe Harbor, proposé par les Américains à la Commission européenne. Les sociétés américaines qui y consentent s'engagent à garantir, en cas de captation de données person-

nelles d'internautes européens, le même niveau de sécurité qu'en Europe. « Mais très peu d'entreprises américaines ont signé. En tout cas, aucun poids lourd comme Microsoft ou Amazon », déplore Jean Frayssinet. Des associations comme l'Epic (Electronic Privacy Information Center) bataillent ferme depuis déjà plusieurs années pour tenter de protéger les citoyens internautes. Un rapport de la Progress and Freedom Foundation, fin mars 2002, produit par un « think tank » de Washington, laisse entendre que les choses progressent. Après avoir passé à la loupe 300 sites web, l'étude assure que ces derniers auraient été moins gourmands en données d'internautes en 2001 qu'en 2000.

C. Du

Le 8 mai 1902 à la Martinique, la montagne Pelée explose

L'éruption du volcan provoque la destruction de la ville de Saint-Pierre et fait 28 000 morts. Ce drame marque le début de la volcanologie moderne. La surveillance permanente du volcan devrait éviter une nouvelle catastrophe

À 7 H 50, le 8 mai 1902, le sommet de la montagne Pelée, le volcan de la Martinique, explosait. Une nuée ardente composée de gaz et de cendres chauffées à près de 550°C était alors propulsée à l'horizontale à une vitesse évaluée entre 130 et 150 mètres par seconde. Dévalant la pente du volcan, le nuage épais et noir a atteint la ville de Saint-Pierre en moins de deux minutes et provoqué la mort de 28 000 personnes, la plupart succombant à l'inhalation des gaz chauds. La température de ces derniers a été estimée grâce à certains effets constatés, tels que l'embrasement du pont en bois des bateaux présents dans le port de Saint-Pierre ou la fonte d'objets en verre et de clous en fer.

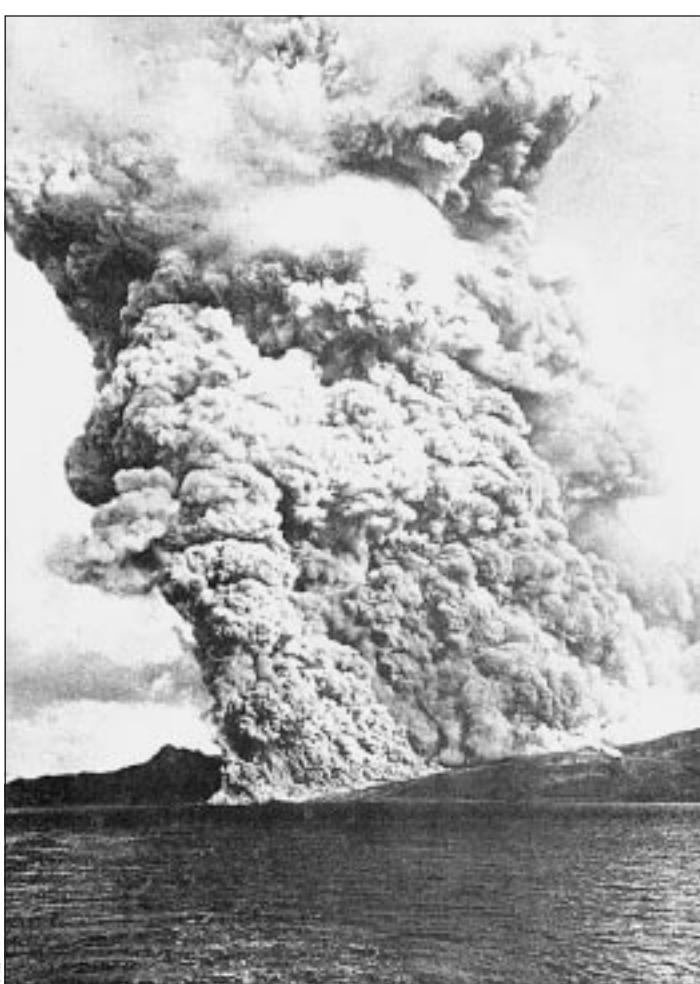
On ne compte que deux survivants : Louis Cyparis, dit Sanson, et Léon Compère. Le premier, prisonnier condamné à huit jours de cachot après une évasion, doit la vie à sa geôle. Il devint célèbre en

dizaine de bateaux ancrés à Saint-Pierre lors de la catastrophe.

Cette dernière résulte de la conjonction de deux facteurs, l'un scientifique, l'autre politique. La première est liée aux faibles connaissances vulcanologiques de l'époque. Un groupe d'experts, convoqué par le gouverneur de la Martinique, avait en effet enquêté sur l'activité du volcan et conclu à l'absence de danger significatif pour la ville de Saint-Pierre. Pourtant, la montagne Pelée n'avait pas été avare de signes avant-coureurs. Les premières fumerolles étaient apparues entre 1889 et 1901 dans la caldeira, c'est-à-dire le cratère, de l'Etang-Sec. Cette activité s'aggrave en février 1902 et le 22 avril, un séisme est ressenti dans la commune du Prêcheur. Le 24 avril, une explosion projette un nuage de fumée jusqu'à 600 mètres. Quelques jours plus tard, les rivières entrent en crue malgré l'absence de pluie et la caldeira se transforme en lac. De nouveaux séismes sont ressentis les 29 et 30 avril. Le 2 mai, des produits magmatiques commencent à se mêler à la vapeur d'eau. La nuit, de violentes explosions se font entendre. Au-dessus du volcan, le panache de fumée culmine à 6 km d'altitude. Les cendres recouvrent tout le nord de l'île. Le 5 mai, le lac de cratère est éjecté. Les scientifiques estiment que la lave arrive dans la caldeira ce jour-là. La nuit suivante, des blocs sont projetés hors du cratère surmonté de lueurs incandescentes. Les villages du Prêcheur et de Grande-Rivière sont recouverts de cendres. Le 7 mai, les crues augmentent, ainsi que les pluies de cendres. Le 8 mai au matin, c'est le drame.

LES AUTORITÉS RESPONSABLES

On peut se demander pourquoi l'intégralité de la population est restée à Saint-Pierre malgré l'accumulation des avertissements. Il semble que les autorités soient largement responsables. Elles auraient convaincu les habitants de ne pas évacuer la ville afin de pouvoir organiser les élections législatives prévues pour le dimanche 11 mai. Par ailleurs, les Pierrotins ne semblent pas s'être inquiétés très tôt. Ils organisaient des excursions sur les flancs de la montagne pendant le mois d'avril afin de mieux observer le phénomène en cours. Néanmoins, les pluies de cendres et de gaz soufré du début du mois de mai, causant quelques morts, ont répandu la peur et de nombreux habitants se sont préparés à quitter la ville. Mais les autorités les ont exhortés à rester chez eux afin de pouvoir voter et, pour mieux les convaincre, le gouverneur et sa femme sont venus s'ins-



Une colonne de gaz et de cendres de plusieurs kilomètres.

taller dans leur résidence de Saint-Pierre.

Plus étonnant encore, après le 8 mai, la région du volcan n'est pas évacuée. La première explosion a dévasté une surface de 56 km² comprise entre Sainte-Philomène, Saint-Pierre et le cratère. Le 20 mai, une nouvelle nuée ardente, aussi violente que la première, touchait la même zone. Mais le 30 août, la troisième explosion propulsait un nuage de gaz et de cendres vers l'est et le sud, atteignant à la fois Saint-Pierre et la ville de Morne-Rouge qu'il détruit entièrement en faisant 1 000 morts et portant la zone détruite à 114 km².

L'éruption de la montagne Pelée est considérée comme l'une des plus dramatiques qui se soient produites sur Terre dans les temps historiques. Alfred Lacroix, dépêché sur place par l'Académie des sciences, étudiait des phénomènes volcanologiques inconnus jusque-là. Il publie en 1904 un ouvrage qui reste encore aujourd'hui une référence en matière de volcanologie. Ses travaux contribuent également à la création d'un observatoire en Martinique.

Toutes les îles des Antilles sont issues d'une activité volcanique

apparues il y a 50 millions d'années et se sont achevées il y a 25 millions d'années. L'arc récent, lui, ne date que de 5 millions d'années et sa formation se poursuit aujourd'hui. La Martinique est constituée par ces deux arcs, liés par l'arc intermédiaire, formés dans la période datant de 20 à 6,5 millions d'années. L'extrémité de l'île située autour de la montagne Pelée appartient à l'arc récent. Le volcan s'est construit en trois phases dont la plus ancienne remonte à 300 000 ans. L'érection du volcan actuel, qui a débuté il y a 13 500 ans, a été marqué par une trentaine d'éruptions. Au cours des derniers siècles, le volcan a connu quatre explosions historiques : 1792, 1851, 1902 et celle de 1929 qui ne fit pas de victimes. En 1902, l'aiguille formée par la solidification de la lave au sommet de la montagne atteignit la hauteur impressionnante de 262 mètres pour culminer à 1 608 mètres d'altitude avant de s'écrouler.

Après l'explosion de 1929, l'Observatoire de la montagne Pelée a été construit au morne des Cadets avant d'être placé, en 1947, sous la tutelle de l'Institut de physique du globe de Paris (IPG). Depuis 1977, six stations sismologiques auscultent en permanence la montagne Pelée. Deux inclinomètres, un géodôme laser et trois stations magnétiques complètent l'équipement du volcan, le premier au monde à avoir fait l'objet d'une surveillance systématique.

De quoi mieux informer les 20 000 personnes encore sous la menace de la montagne Pelée, dont les 5 500 habitants actuels de Saint-Pierre.

Michel Alberganti
(avec Jean-Marc Party
à Fort-de-France)

DÉPÈCHES

■ **PALÉONTOLOGIE** : la taille de certains éléments de l'oreille interne des ancêtres des baleines aurait diminué rapidement, accompagnant leur passage irréversible de la Terre vers l'Océan (revue *Nature* du 9 mai). Fred Spoor, de l'University College de Londres, et ses collègues ont constaté que les canaux semi-circulaires, organes de l'équilibre, sont proportionnellement trois fois plus petits chez les cétoques actuels que chez les mammifères terrestres de même masse. Cette atrophie, intervenue en quelques millions d'années, s'accorderait avec les évolutions rapides dans l'eau de ces animaux privés de cou. La mobilité de la tête des mammifères terrestres mobilise des canaux semi-circulaires plus grands.

■ **ENVIRONNEMENT** : le projet européen **Rescue** destiné à gérer et réhabiliter les friches industrielles des grands bassins charbonniers européens vient de démarrer. Il vise la création d'outils de gestion environnementale et d'aide à la décision pour gérer et réhabiliter d'anciens sites industriels dans un but de développement durable des grands bassins charbonniers européens. Financé par la Commission européenne, il est mené par le Bureau de recherches géologiques et minières (BRGM), la mission Bassin minier de la région Nord -Pas-de-Calais et une des filiales des charbonnages allemands.

■ **BIOLOGIE** : le plus petit micro-organisme **hyperthermophile**, d'une taille de 0,4 micron (millionième de mètre), vient d'être mis en évidence par des chercheurs allemands de l'université de Regensburg et du Max Planck Institute (revue *Nature* du 2 mai). Les autres bactéries hyperthermophiles (résistant à des températures comprises entre 80 et 113 °C), ont une taille qui varie entre 1 et 10 microns. Les chercheurs, qui l'ont détecté dans une source hydrothermale située au nord de l'Islande, l'ont baptisé *Nanoarchaeum equitans*. Il vit à la température de 90 °C, possède un minuscule génome (500 000 bases) et vit en symbiose avec une autre archéobactérie, *Ignicoccus*.



étant exhibé pendant plusieurs années par le cirque Barnum comme le seul rescapé de Saint-Pierre. Le second, cordonnier logeant dans une maison protégée par un repli du morne, fut rescapé miraculeusement, sans doute parce qu'il s'était réfugié sous une table.

Le drame de Saint-Pierre est commémoré depuis le début de l'année à la Martinique par de nombreuses manifestations. Dans la nuit du 7 au 8 mai, un architecte plasticien a immergé 30 000 bâtonnets fluorescents attachés à un filet afin d'éclairer la rade de la ville et rendre hommage aux victimes du drame. Par ailleurs, le *Bélem* devait mouiller, dans la matinée du 8 mai, dans le port de Saint-Pierre. En effet, juste avant l'explosion de la montagne Pelée, le célèbre navire avait été refusé par les autorités du port faute de place. Ancré au Robert, sur la côte sud-est de l'île, il échappa à la destruction de la totalité de la flotte d'une

maison et sa femme sont venues s'ins-

Les traders n'échappent pas à l'émotion

La prise de décision induit un stress que les chercheurs ont mesuré

INDICES, cotations, taux de changes... Devant leur console, les traders, négociants de haut vol spécialisés dans les transactions financières, ne quittent pas des yeux les colonnes de chiffres. Le succès d'une opération, réalisée, par exemple, pour un établissement bancaire ou une société de courtage, dépend en grande partie de leur vigilance.

Ils sont avant tout recrutés pour leur capacité à prendre instantanément des décisions sans se détourner de leur sang-froid. En théorie, leurs choix ne se plient qu'à une seule contrainte : la rationalité.

Parue dans le numéro d'avril du *Journal of Cognitive Neuroscience*, une étude du Massachusetts Institute of Technology (MIT) menée auprès de dix de ces professionnels par Andrew Lo, professeur de finances, et Dmitri Repin, neurologue, vient cependant contredire cette apparente hégémonie de la froide raison sur les comportements. Réalisée dans un contexte de travail réel, elle met en évidence les manifestations d'émotion dans la prise de décision critique. Une première, car la part émotionnelle des processus cognitifs n'avait, jusqu'ici, jamais été évaluée en dehors des laboratoires.

A l'aide d'une batterie de capteurs en contact avec la peau, les chercheurs ont enregistré cinq paramètres physiologiques sur les dix volontaires et les ont confrontés aux événements auxquels ceux-ci faisaient face tout au long d'une journée d'activité. La fréquence cardiaque, la pression artérielle, la température du corps, les mouvements de certains muscles ainsi que la conductivité électrique de la peau ont été choisis pour refléter en continu l'état émotionnel des traders à leur poste de travail. Les chercheurs ont dans le même temps sélectionné une douzaine d'indicateurs financiers et relevé les tendances des marchés traités par leurs « cobayes », ainsi que les changements brutaux des prix de certains produits stratégiques.

L'INTÉGRATION SUBJECTIVE

Il est apparu que même les sujets les plus expérimentés ne pouvaient réprimer d'importantes variations de leur rythme cardiaque, lorsqu'un prix changeait inopinément. Chez les plus jeunes, la hausse de la conductivité électrique de la peau attestait un stress important à l'apparition de tendances imprévues sur les écrans de contrôle. Les chercheurs du MIT

n'ont pas prolongé leur étude jusqu'à relever les conséquences économiques des décisions prises après la manifestation avérée d'un affect émotionnel. Il semblerait cependant que l'émotion ressentie pèse sur les choix effectués.

Dans le numéro du 22 mars de la revue *Science*, deux psychologues de l'université du Michigan, aux Etats-Unis, affirmaient ainsi avoir identifié par électroencéphalographie une zone du cerveau intervenant de façon non consciente dans la prise de décision en situation d'incertitude. Dénommée cortex cingulaire antérieur, cette zone de petite taille se niche dans le pli reliant les deux hémisphères cérébraux. Son activité électrique, qui se manifeste moins d'une seconde après une prise de décision arbitraire, témoignerait de l'intégration subjective des retombées négatives ou positives de la décision. C'est, en tout cas, ce que semblent indiquer les mesures effectuées par les deux psychologues sur des parieurs volontaires perdant et gagnant alternativement, à l'instar des traders, à un jeu de hasard développé pour l'expérience.

François Lassagle

MAI 2002



Egalement au sommaire

- Initiatives : Des réseaux par décret ? Le Cotentin et l'après-nucléaire.
- Tendances : L'automobile va-t-elle manquer de bras ?
- Eclairage : Agriculture : scénarios pour 2015.
- Formation : L'effet positif des retraites.
- Europe : Allemagne : l'interventionnisme bavarois s'essouffle.
- International : Russie : un tribunal du travail. Afrique : le sida mal traité.
- Décryptages : Le faux soutien de l'Etat à la création d'entreprise. Les retraités CFDT se regroupent.
- Alternatives : Solidarité et finance. Le bilan sociétal creuse son sillon.
- Contrat social : Santé : quelle égalité ? Accidents du travail et maladies professionnelles, la réforme.
- Management : Le casse-tête des gestionnaires. Dégel entre ONG et entreprises.
- Histoire : Disparue la classe ouvrière ?

Sur le terrain de Manchester, Arsène Wenger et Arsenal s'offrent un nouveau doublé de rêve

Football • Après Gérard Houllier (avec Liverpool, en 2001), un autre technicien français permet à un grand club anglais de rayonner. Les Londoniens avaient déjà gagné championnat et Cup en 1998

LONDRES de notre correspondant

En 1998, après son premier doublé championnat d'Angleterre-Cup, tout Albion admirait Arsène Wenger, entraîneur français au maintien *so british*, mais restait dubitative. Les saisons décevantes qui suivirent confortaient les sceptiques, ceux pour qui les performances des Gunners n'étaient que coups de chance et feux de paille.

En allant battre le champion sortant, Manchester United (1-0), mercredi 8 mai, en son stade d'Old Trafford, après avoir remporté la Cup, le 4 mai (2-0, face à Chelsea), Arsène Wenger a sans doute apporté la preuve définitive de la pertinence de ses choix et de l'excellence de son management.

Lui qui a dû traverser tant de déserts que deux bosses auraient pu lui pousser sur le dos, triomphe de la mauvaise fortune. Outre le fameux doublé, son équipe bat le record d'invincibilité à l'extérieur, qui tenait depuis plus d'un siècle. La presse britannique a salué, enthousiaste, le 12^e titre de champion d'Angleterre, à l'instar de la « une » du *Daily Express* : « Top Gun ! »

Comment Arsenal est-elle parvenue à supplanter Manchester United, qui l'avait devancée au cours des trois dernières saisons ? Première étape, Arsène Wenger a remodéle une défense assoupie et vieillie. Dans l'entre-jeu, deux joueurs ont « explosé » au cours de la saison, le Français Robert Pires et le Suédois Fredrik Ljungberg. Le premier a conquis le public de Highbury par sa qualité de jeu, sa simplicité tranquille et sa technique éblouissante.

Quand il a débuté à Arsenal, personne n'aurait parié sur les chances du second, mal dégrossi. Maintenant, il relance, construit et marque.

La silhouette d'Arsène Wenger est maigre, tourmentée comme une sculpture de Giacometti, l'allure austère, altière et par instants hantaine. Mais il aime l'effort et les routes longues. Son leitmotiv : l'investissement à long terme. Il protège les joueurs en difficulté, comme Sylvain Wiltord, rebelle et dispersé, mais auteur du but de la victoire (56^e), mercredi.

LIBERTÉ ENTIERE

« Il n'élève jamais la voix. Ses conseils sont simples et directs. Mais les joueurs savent ce qu'il attend d'eux », assure Fredrik Ljungberg. On reçoit un objectif clair, on choisit les moyens, et on y va tout droit. »

Estime mutuelle, confiance, franchise : avec les dirigeants d'Arsenal qui lui laissent toute liberté pour atteindre ses objectifs, le courant passe. En particulier avec David

Dein, le puissant vice-président, l'ami de longue date, qui a persuadé Arsène Wenger de prolonger son bail avec les Gunners de cinq ans. Le Français consacre également beaucoup de temps aux rudes journalistes locaux. Tour à tour sarcastique, désabusé, chaleureux, il sait « chambrier » les chroniqueurs sportifs. C'est utile quand il faut se faire pardonner le nombre record de joueurs suspendus pour brutalité.

La domination de « Man U » avait une cause : son entraîneur, Alex Ferguson, « sphinx » écossais au visage taillé dans la pierre de lave. Mais, les succès aidant, Sir Alex est devenu trop sûr de lui et de son étoile. Il a dépensé une fortune pour acheter des super-vetettes étrangères – Juan Sebastian Verón et Laurent Blanc –, qui n'ont pas réussi à s'imposer tout à fait.

Quelques instants avant la rencontre décisive, il fait irruption dans la salle de presse pour un curieux coup de gueule. « Nous

avons la meilleure attaque d'Angleterre », a-t-il lancé comme pour mieux s'en convaincre. Encouragé par le retour en forme de ses troupe, il a même traité Arsène Wenger d'« homme arrogant ».

L'intéressé réagira sur le ton de la blague : « Chacun pense avoir la plus belle épouse à la maison. » Suivez son regard pour la jolie Lady Ferguson, Cathy de son prénom, seule être capable d'inspirer quelque crainte à son auguste mari. Le sophistiqué Arsène Wenger hante-t-il le rude Alex Ferguson au point de l'obséder ? Le motif de leur contentement, qui a défrayé la chronique, remonte à la nuit des temps. En 1997, quelques mois après l'arrivée du technicien alsacien à Highbury, Alex Ferguson conseillait à Arsène Wenger de retraverser la Manche, les Anglais n'ayant guère de leçons à recevoir d'un Français.

La passion du football dévore Arsène Wenger, qui dit ne connaître aucun autre passe-temps. Pour autant, il sait mettre de la distance dans cette relation. Il a besoin de sa famille : sa compagne, Anne, ancien professeur d'éducation physique, et leur fille, âgée de quatre ans. Parachuté en 1996 dans l'enfer de la Premier League, des tabloïds et de l'argent-roi, Arsène Wenger, défenseur central de formation, déteste le marquage de près que le monde du ballon rond impose parfois à ses héros, cherche sans cesse à s'en défaire, toujours à la limite du hors-jeu. Désespérément anglais, en quelque sorte.

Marc Roche

Feyenoord remporte la Coupe de l'UEFA

L'équipe néerlandaise du Feyenoord Rotterdam a conquis le troisième titre européen de son histoire (après la Coupe des champions en 1970 et celle de l'UEFA en 1974), en remportant la finale de la Coupe de l'UEFA (3-2) face aux Allemands du Borussia Dortmund, mercredi 8 mai, à Rotterdam. Feyenoord a ouvert le score sur un penalty de Pierre Van Hooijdonk (31^e) après une faute sur le Danois Jon Dahl Tomasson de Jürgen Kohler, qui lui valait une expulsion pour son dernier match. Quelques minutes plus tard (39^e), Van Hooijdonk agravait la marque grâce à un coup franc tiré de 20 mètres. Dortmund revenait grâce à un penalty du Brésilien Amoroso (46^e), mais les Néerlandais creusaient un nouvel écart de deux buts après que John Dahl Tomasson eut profité d'une énorme erreur de la défense de Dortmund. Un deuxième but (58^e), inscrit par le géant tchèque Jan Koller, rendait un peu d'espérance au nouveau champion d'Allemagne, mais le jeu devenait trop haché par les fautes et les erreurs techniques pour que le score puisse évoluer.

Supporteur attitré des Bleus, Francis Lalanne a trouvé « le lien »

Le chanteur a créé le Club des supporteurs de l'équipe de France en Asie

À 40 ANS passés, Francis Lalanne cherchait toujours « le lien ». Il pense l'avoir trouvé avec l'équipe de France de football, dont quelques représentants sont en stage préparatoire à la Coupe du monde 2002, à Tignes (Savoie), depuis lundi 6 mai.

Comment décrire « le lien » ? Comment conceptualiser cette sensation diffuse ressentie par l'artiste ? « C'est la sensation positive de notre communauté, explique le chanteur, les Bleus sont le fer de lance d'une création. J'ai ressenti cela en 1996, quand ils ont été éliminés en demi-finales de l'Euro. A l'état embryonnaire, il se dégageait une potentialité positive dans le compost de la défaite. »

Cheveux longs, bottes de cuir

montant jusqu'aux genoux, Francis Lalanne n'a pas changé. Immuable depuis vingt ans, sûr de lui, de ses idéaux. On peine à le suivre mais, après tout, s'il pense avoir trouvé « le lien ».

Difficile, en tout cas, de lui retirer le titre de supporteur attitré des Bleus. Après 19 albums, 20 millions de disques vendus, 4 000 concerts, le créateur de *La maison du bonheur* ou de *Toi mon vieux copain* s'est déniché un nouveau Graal : l'équipe de France de football.

Il est de toutes les rencontres, de tous les après-matches. Au point de faire récemment un couplet pour soutenir son « ami le Kanak », Christian Karembeu, pris en grippe par le public français.

« Cette patrie est en danger, assure Francis Lalanne. J'ai ressenti le besoin de m'engager pour la préservation de ce lien. Et, si d'aventure la France perd la Coupe du monde, il faut déjà créer les conditions de la préservation du lien. Les Bleus ont créé une France idéale, une France des cinq continents. Ils transforment mes idéaux en évidences. »

PRODUCTEURS AGACÉS

Le « lien », il a mis très longtemps à le trouver. En revanche, le football, il l'aime depuis toujours. Une enfance passée en Uruguay, puis à Marseille. Des souvenirs de gardien de but. Cette image, aussi, d'un Pelé qui transforme un penalty pour l'équipe de Santos et inscrit ainsi son 1 000^e but. Pas de doute, il raffole du ballon rond et des footballeurs.

« Quand je suis avec les Bleus, je traverse le miroir. Je ne suis plus regardé mais regardant. Mon âme s'élève », dit-il. Ses ventes de disques, elles, baissent sérieusement, au point d'agacer ses producteurs. « Ils se plaignent que je mette de côté ma carrière. C'est un choix que j'ai fait. On dit que je suis en perte de vitesse ? J'ai quand même fait 200 concerts en 2001. Des procès d'intention, on m'en a toujours fait », lâche-t-il.

Les Guignols de Canal+ ne l'épargnent pas, le comparant, au mieux, à un Assuranceturix des temps

modernes. Il assure ne pas en être blessé. « Il faut savoir perdre sa vie pour la gagner. Je n'ai aucune acrimonie, ça me fait même rire. Je préfère être Francis Lalanne qu'un type déguisé en latex », assure-t-il.

Depuis quelques mois, le chanteur s'investit dans la préparation de la Coupe du monde 2002. Il se rend en Asie très souvent et vient de créer une association, le Club des supporteurs de l'équipe de France en Asie. Sur 700 Français vivant en Corée du Sud, il affirme en avoir « recruté » 650, contre la somme symbolique de 10 €. « Mon objectif, c'est qu'ils soient 1 000 dans les tribunes à chaque match de l'équipe de France. Moi, j'établirai le lien. Mon engagement personnel est totalement bénévole. Je vibre à l'unisson avec mes valeurs », explique-t-il.

L'avenir ? Sortir un nouvel album, écrire un livre sur la poésie, refaire du théâtre. Et continuer à voir ses amis footballeurs, bien sûr. « C'est de l'amitié, entre nous, raconte-t-il. Quand on se voit, il m'arrive de prendre ma guitare. Je suis très proche de Marcel Desailly et Bixente Lizarazu. Ils me réclament à chaque fois la chanson du film Le Passage. Ce groupe est riche, et je crois que je compte pour lui, même si je ne suis qu'un parmi des milliers. »

Gérard Davet

DÉPÈCHES

■ CYCLISME : Richard Virenque (Domo), a convaincu son équipe de l'aligner au départ du Grand Prix du Midi-Libre (22-26 mai), renonçant ainsi au Tour de Belgique, qui lui était proposé. Le grimpeur varois rejoint le plateau très relevé de l'épreuve française – Lance Armstrong (US Postal) ; Laurent Jalabert (CSC Tiscali) ; Michele Bartoli (Fassa Bartolo) ; David Etxebarria (Euskaltel) ; Didier Rous (Bonjour) –, pour cette préparation traditionnelle au Tour de France.

■ HANDBALL : Montpellier a obtenu, mercredi 8 mai, son cinquième titre de champion de France, le quatrième en cinq ans, malgré sa défaite à Dunkerque (22-24). Au classement provisoire (il ne reste qu'une journée, mais de nombreux matches en retard sont à jouer), les Héraultais devancent Chambéry (2^e, avec un match en plus) de 4 points et Dunkerque (3^e) de 6 points.

■ LOTO : résultats des tirages n° 37 effectués mercredi 8 mai. Premier tirage : 6, 10, 23, 31, 33, 35 ; complémentaire : 14. Rapports pour 6 numéros : 426 699 € ; 5 numéros et complémentaire : 11 087,40 € ; 5 numéros : 1 251,70 € ; 4 numéros et complémentaire : 48,40 € ; 4 numéros : 24,20 € ; 3 numéros et complémentaire : 4,60 € ; 3 numéros : 2,30 €. Second tirage : 8, 22, 27, 32, 42, 44 ; complémentaire : 41. Pas de gagnants pour 6 numéros. 5 numéros et complémentaire : 28 714,40 € ; 5 numéros : 1 203,50 € ; 4 numéros et complémentaire : 49,80 € ; 4 numéros : 24,90 € ; 3 numéros et complémentaire : 4,80 € ; 3 numéros : 2,40 €.

Malgré des moyens modestes, l'équipe Oktos-Saint-Quentin pédale avec les grands

Cyclisme • De la D2 aux 4 Jours de Dunkerque

DUNKERQUE

de notre envoyée spéciale

Stéphane Barthe balançait volontiers son vélo dans le décor. Idéalement placé dans le groupe de tête composé de huit coureurs, le sprinteur de l'équipe Oktos-Saint-Quentin vient d'échouer à la 8^e place de la 1^e étape des 4 Jours de Dunkerque, remportée, mercredi 8 mai, par Patrice Halgand (Jean-Delatour).

Après une chute dans la même course, en 2001, les blessures et la méforme qui s'ensuivent et lui valurent sa mise à l'écart de l'US Postal, l'équipe américaine de Lance Armstrong, Stéphane Barthe s'était juré de frapper fort d'entrée. Alors qu'à chaque début de saison les formations plus prestigieuses s'ingénient à obtenir les invitations au Tour de France, la huitième équipe française, qui évolue pour la troisième saison en division 2, trime pour s'assurer d'être conviée sans frais aux autres épreuves.

Il y a deux ans, les Oktos, jugés « trop justes », n'avaient pas disputé les 4 Jours de Dunkerque. Mercredi, ils ont été les principaux animateurs de l'étape Dunkerque-Wasquehal (184 km). Avant l'attaque de Stéphane Barthe à une poignée de kilomètres de l'arrivée, c'est Sergueï Krushevski, l'Ouzbek au visage balafré, qui s'est fait la belle dès le 11^e kilomètre. Cet ancien coureur amateur d'une équipe italienne a totalisé jusqu'à 6 min 5 s d'avance, pour être finalement rejoints au 73^e km par un peloton de 24 coureurs sortis de leur torpeur à l'approche des premières grimpettes. Sergueï Krushevski a terminé au courage.

Qu'importe, le cavalier seul de cette tête brûlée arborant les couleurs noir et rouge d'une marque de compteurs, de casques et de gants de cyclisme établie à Saint-Quentin (Aisne) valait les meilleurs spots publicitaires. Pascal Cordier, le grand chef des Oktos-Saint-Quentin, préfère la gagne, bien sûr, mais il confesse aussi un net penchant pour les coureurs « meurt-de-faim ». Cet autodidacte de 43 ans, passionné de cyclisme, parti de la chaîne de l'usine

Motobécane de Saint-Quentin pour aboutir à la direction nationale du marketing des cycles MBK, puis à l'acquisition de 14 sociétés, présente un profil de baroudeur semblable à celui de ses recrues.

De Christophe Rinero, meilleur grimpeur du Tour de France 1998, pratiquement condamné à retrouver les rangs des amateurs après sa mise à l'écart de l'équipe Cofidis, au fantasque Suisse alémanique Jean Nutti, ancien obèse devenu rouleur hors pair pressenti pour une tentative future sur le record de l'heure, les individualités qui composent l'effectif Oktos piquent immanquablement la curiosité.

BUDGET DE 1,21 MILLION

La marque rachetée il y a six ans aux Etats-Unis et développée par Pascal Cordier sponsorise l'équipe à 50 %. La ville de Saint-Quentin, le conseil régional de Picardie et le département de l'Aisne – malgré une volonté de désengagement traduite par des coupes budgétaires – complètent le portefeuille annuel de 1,21 million d'euros.

Ici, pas d'autocar pullman, pas de médecin à plein temps, pas de véritable capitaine de route. « Chez nous, le coureur protégé est désigné par la course », explique Pascal Pfister, le directeur sportif, qui se mue au départ de chaque épreuve en personnage à six bras doté d'une paire d'yeux derrière la tête, s'acquittant du pilotage de la voiture suiveuse tout en veillant – avec deux soigneurs et deux mécaniciens –, au ravitaillement et au maternage d'un effectif total de 14 coureurs quand les grandes équipes tournent avec une bonne trentaine d'athlètes.

Chez Oktos-Saint-Quentin, on ne promet pas la vie de château mais « une chance de rester au contact du peloton professionnel », grâce à des contrats d'un an avec à la clef des salaires s'échelonnant « du SMIC à 3 000 euros net ».

Preuve de la précarité qui règne dans le cyclisme professionnel, Pascal Cordier aurait reçu à la fin de la saison 2001 « une cinquantaine de demandes d'emploi ».

Patricia Jolly

Divisé depuis 1993, le monde des échecs prépare sa réunification

POUR QUI côtoie le monde des échecs, où les ego surdimensionnés des joueurs alimentent des haines tenaces, la scène qui s'est déroulée à Prague, lundi 6 mai, avait des allures surréalistes. Autour de la même table, les trois personnes les plus importantes de ce microcosme si spécial posaient en souriant pour les photographes, comme de vieux amis qu'ils ne sont pas. Le n° 1 mondial – le Russe Garry Kasparov –, le champion du monde – son compatriote Vladimir Kramnik – et le président de la Fédération internationale des échecs (FIDE) – Kirsan Ilioumjinov, milliardaire et président de la petite République russe de Kalmoukie – ont signé un accord destiné à réunifier la grande famille du jeu des rois.

Cet arrangement était attendu par les amateurs du monde entier depuis 1993. Cette année-là, Kasparov, en bataille et en désaccord avec la FIDE depuis longtemps, en claque la porte. Il est aussitôt déchu de son titre, mais aucun des différents champions du monde estampillés FIDE qui se succèdent n'aura sa légitimité ou son aura médiatique. Comme en boxe, où plus de fédérations mondiales se concurrencent, Kasparov joue alors sous les auspices de sa propre organisation, la Professional Chess Association (PCA), financée par le n° 1 mondial du microprocesseur, Intel. En 1993 et 1995, il dispute et gagne deux championnats du monde, contre le Britannique Nigel Short et l'Indien Viswanathan Anand.

Mais, lorsque Intel cesse de sponsoriser la PCA, en 1998, celle-ci disparaît, laissant Kasparov seul contre tous les autres et contre la FIDE. En 2000, il participe à un nouveau championnat du monde, organisé par la firme britannique Brain-games, match qu'il perd contre son ancien disciple Vladimir Kramnik, le

L'accord de Prague doit beaucoup à Bessel Kok, un homme d'affaires néerlandais qui a depuis de nombreuses années sponsorisé plusieurs événements échiquiers. Cet amoureux des 64 cases avait, dans les années 1980, lancé et présidé l'Association des grands maîtres (GMA), premier effort collectif de l'histoire des échecs pour rationaliser et professionnaliser la discipline. A l'époque, la GMA n'avait pas résisté à la pression des individualités. Aujourd'hui, Bessel Kok doit rapidement présenter un modèle économique viable pour la FIDE, qui ne survit que grâce aux dollars qu'y injecte à perte son président milliardaire.

Pierre Barthélémy



AUJOURD'HUI AVENTURES

Le Vietnam à marche forcée

Les concurrents du Raid Gauloises ont enduré la chaleur et l'humidité sous les yeux d'une population chaleureuse, mais souvent stupéfaite

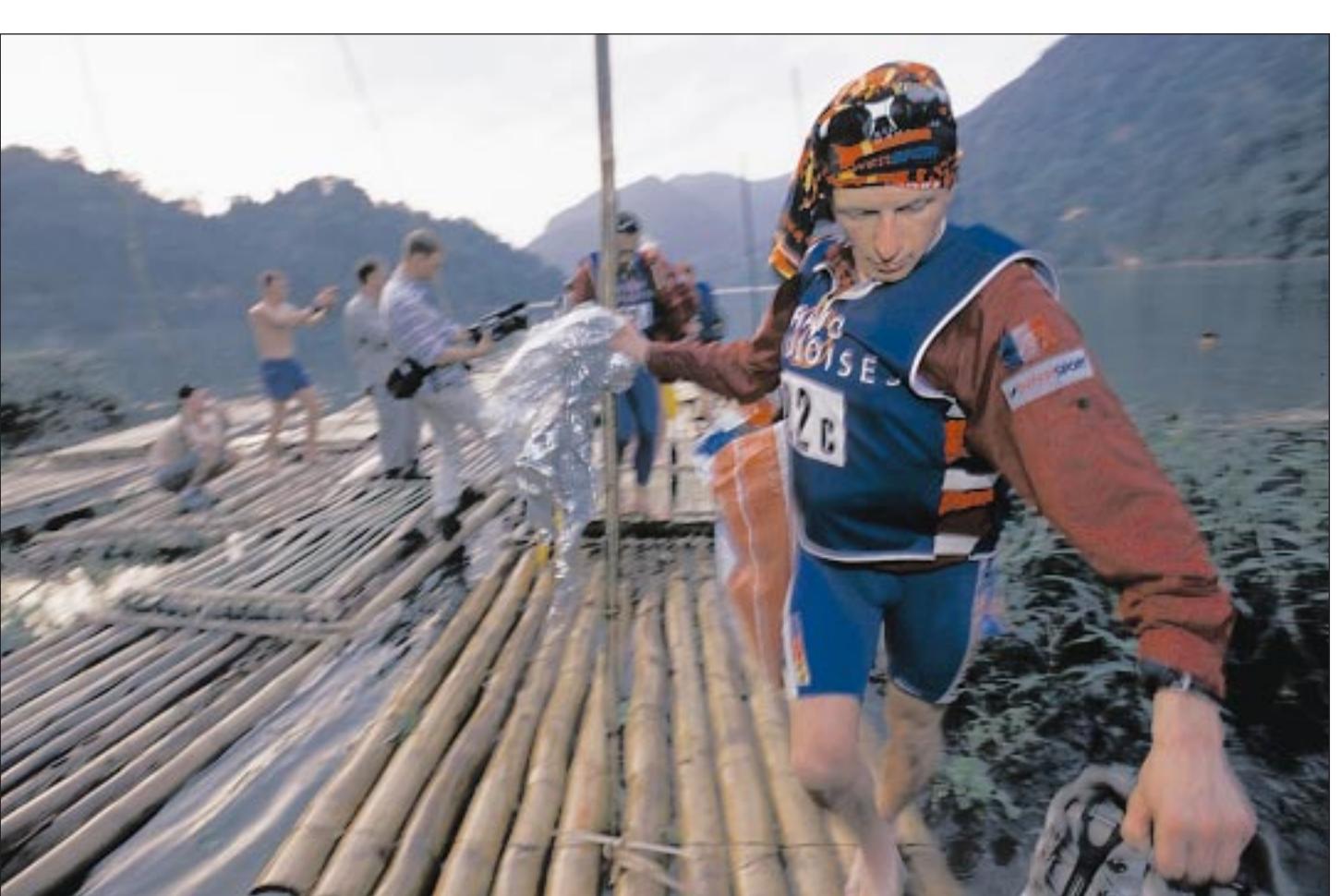
HANOÏ

de notre envoyé spécial

Le vacarme du gros hélicoptère blanc flanqué du drapeau rouge à l'étoile jaune fait oublier tout le reste. Chacune des apparitions du MI 17 de fabrication soviétique mis à disposition des organisateurs du Raid Gauloises par les autorités vietnamiennes provoque la même agitation. A Dong Mo,

Mille kilomètres à parcourir par ses propres moyens dans une nature à la fois attrayante et hostile

comme dans d'autres communes de la province du Thai Nguyen ou d'ailleurs, à quatre-vingts kilomètres au nord d'Hanoï, les villageois affluent par centaines. Les enfants d'abord, mais aussi les adultes, surtout des femmes, intrigués par cette approche singulière qui génère autant de souffle que de bruit. Les arbres saillants et les herbes hautes plient sous la pression de l'air, un nuage de poussière s'élève du sol. Il y a à peine trente ans, les derniers engins volants que les plus



Ci-dessus : point de contrôle 22, sur les rives du lac du parc national de Ba Be. Après cinq heures de navigation sur un radeau de bambou, les membres de l'équipe Intersport s'appretent à effectuer un trekking de plus de 50 kilomètres. Un orage tropical les surprendra en pleine nuit.

Ci-dessous : à l'approche du point de contrôle 33, l'Américain Gary Sutherland, de Parallax, avance comme un zombie dans la campagne vietnamienne. Le soir même, il devra être perfusé pendant deux heures.



âgés du pays ont connus dans le ciel étaient américains et déversaient à l'aveugle leurs charges meurtrières.

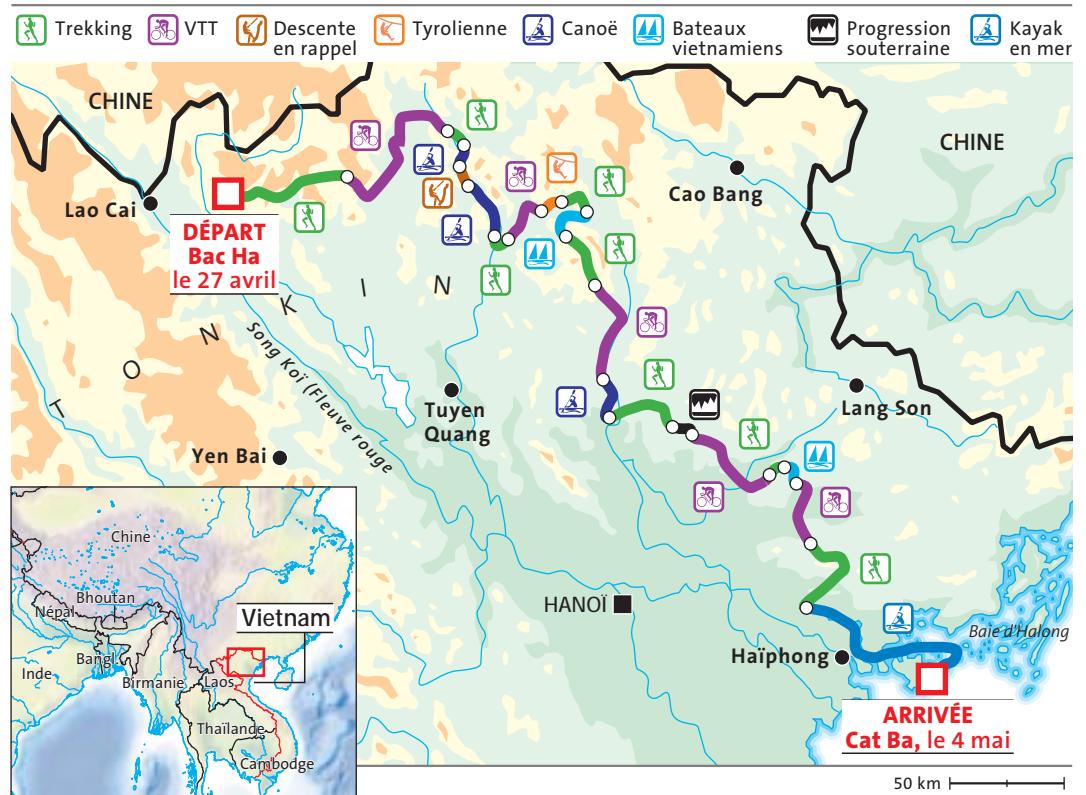
Il est 11 h 30 du matin ce jeudi, sixième jour de course, à l'approche du point de contrôle numéro 33, lorsque apparaît l'équipe pointant alors en tête du plus ancien des raids d'aventure non motorisée. L'image est forte : les bras en croix, un sourire dissimulé

ne. Accroché à lui, fermant la marche, les bras ballants, les yeux mi-clos et la bouche ourlée d'écume, Gary Sutherland avance comme un zombie. Depuis la veille, il souffre de problèmes intestinaux aigus. « Il a dû boire de l'eau infectée et, depuis, il ne peut plus suivre le rythme et souffre de diarrhée », explique Rebecca Rush. « Il ne mange plus rien depuis l'assistance numéro 2. Il est très faible. »

Par plus de trente-cinq degrés au soleil et une humidité proche de 100 %, le « maillon faible » de Parallax est plongé tout habillé dans la rivière Sông Kong. Nga, la jeune guide-interprète dépêchée par le ministère des affaires étrangères vietnamien auprès de l'organisation, s'étonne : « Il ne faut jamais se baigner à cette heure de la journée. Les contrastes trop violents ont des effets néfastes sur l'organisme et le rendent beaucoup plus vulnérable. » Peu après, Day, une vieille dame coiffée du traditionnel chapeau de paille pointu, s'approche, animée de la même inquiétude : « Je connais les plantes qui permettent de guérir le mal dont souffre la jeune femme. Il y en a, juste de l'autre côté de la rivière. » Mais le Raid suit son cours.

Protégé du soleil par la bâche bleue du point de contrôle, un médecin aspire à l'aide d'une seringue les nombreuses ampoules qui, telles un bracelet, entourent les chevilles de Rebecca Rush, puis les imprègne d'éosine. La nuit suivante, peu après que son équipe ne

1 000 KILOMÈTRES DANS LE NORD DU VIETNAM



La qualité de l'accueil réservé par les Nord-Vietnamiens a été extraordinairement chaleureux. « La nuit, on ne voit pas les chemins. Parfois, on arrive à se faire guider par les gens », raconte Jérôme Dumoulin, un grand gaillard énergique et avenant de l'équipe Ertips qui fut l'une des grandes animatrices de la course. Avant d'atteindre le point de contrôle 23, on a commencé à se perdre dans les rizières, puis des paysans nous ont invités chez eux. Au menu : riz gluant, herbes et œufs. On s'est régala ! Mais le grand jeune homme reconnaît que, le plus souvent, confrontés aux impératifs de l'urgence et à une méconnaissance de la langue, les échanges se limitent à « Coca, banana, La Vie », marque la plus courante d'eau minérale dans le nord du pays.

Alors qu'il ne donnait pas cher de lui après que le docteur Olivier Aubry, responsable médical du Raid, lui eut retiré l'ongle du petit doigt suite à une très sérieuse infection du pied droit, Sylvain Mangin, 30 ans, a remporté, avec l'équipe VSD-Eider, la onzième édition du Raid Gauloises après 6 jours, 19 heures et 14 minutes de course. Après un parcours final de 120 kilomètres en kayak de mer dans la baie d'Along, la joie d'avoir terminé en vainqueur une si difficile épreuve n'a pas suffi.

« Je n'ai pas été convaincu par cette première expérience », explique calmement ce membre de l'équipe de France de course d'orientation. Les organisateurs semblent surtout préoccupés par la vente des images et d'un produit exotique aux médias. » Ce que retient du Vietnam cet athlète de haut niveau de 30 ans, ce sont les rencontres. « C'est énorme au Vietnam. Ici, les gens sont zens tout le temps, enveloppés parfois, mais tout cela aide. C'est là que c'est vraiment de l'aventure. »

Jean-Jacques Larochelle

Une nouvelle formule à partir de 2003

Pionniers des courses aventures non motorisées, les organisateurs du Raid Gauloises vont changer leur formule pour 2003. Les concurrents n'auront plus à réunir leur budget pour s'inscrire. Ils devront passer par des épreuves de sélection, les X-Adventure Raids Series, disputées sur 180 à 220 kilomètres pendant un week-end. Cinq de ces épreuves sont programmées en 2002. Elles auront lieu en Suède et en Norvège (7 au 9 juin), en France et en Italie (5 au 7 juillet), aux Etats-Unis dans les Montagnes rocheuses (16 au 18 août), en Allemagne et en Autriche (13 au 15 septembre) et en Espagne (11 au 13 octobre). Les trente premières équipes au classement général des X-Adventure et cinq autres équipes bénéficiant d'une Wild Card seront invitées au prochain Raid Gauloises, qui sera organisé en juin 2003 au Kirghizstan. Les prochaines destinations du Raid sont également connues : Pérou en 2004 et Ethiopie en 2005. Le même règlement, y compris le contrôle antidopage, instauré pour la première fois cette année dans une épreuve de course aventure, s'applique au Raid Gauloises et aux X-Adventure Raids Series.

lant mal sa souffrance, Rebecca Rush semble traîner un chapelet d'enfants. Derrière elle, ses coéquipiers de l'équipe américano-australienne Parallax donnent l'impression d'une armée en déroute sur cette paisible route de campagne. « Nous sommes bien dans nos têtes, mais le physique a plus de mal à suivre », lâche Tony Molina, le capitaine

des équipes. Les équipes ne sont jamais arrêtées, à la différence des années précédentes où une rivière difficile, une arête montagneuse, empêchaient des franchissements la nuit. »

La chaleur et l'humidité aidant, cette contrainte a rendu cette onzième édition particulièrement éprouvante pour les cinquante et une équipes mixtes participant à la

Des contrôles antidopage pour la crédibilité des raids

Des tests ont été institués cette année

EFFECTUER sans moyens mécaniques un périple de plus de 1 000 kilomètres en moins d'une semaine dans un milieu naturel difficile semble être un exploit hors de portée d'un être humain, et même d'un sportif très entraîné. C'est pourtant ce qu'ont réussi à faire les premières équipes qui ont franchi, sur l'île de Cat Ba dans la baie d'Halong, la ligne d'arrivée du onzième Raid Gauloises.

Parce que ce type d'exploit suscite fréquemment le doute d'observateurs qui y voient le signe évident d'un recours au dopage, les organisateurs du Raid Gauloises ont décidé d'effectuer des contrôles à l'issue de l'épreuve vietnamienne. Une première dans l'histoire du raid aventure français. Des contrôles ont déjà été effectués sur l'Eco Challenge, le grand rival américain du Raid Gauloises.

INCROYABLE RÉSISTANCE

Un membre de chacune des trois premières équipes a été tiré au sort. Yves Masson, capitaine de l'équipe française VSD-Eider, et Véronique Chastel, membre d'Ertips-X-Adventure, se sont présentés à ce qui pourrait changer l'image de cette activité, jusqu'à présent inconfortable installée entre sport et spectacle.

« Je trouve ça très bien, avoue la jeune femme dont l'équipe est arrivée troisième en baie d'Halong. Si l'on veut que notre sport soit crédible, c'est un passage obligé. »

La démarche du Raid Gauloises ne fut pourtant pas simple. « Au départ, explique Alain Gaimard, le directeur général de l'organisation, nous avons essayé une fin de

non-recevoir de la part du laboratoire français de Châtenay-Malabry, parce que nous ne faisons pas partie d'une fédération. » Le Comité international olympique (CIO) aiguille Alain Gaimard vers le laboratoire suédois International Doping Test & Management (IDTM). Les prélèvements d'urine ont eu lieu sous le contrôle de Raviran Thoyan, un chercheur malais de Kuala Lumpur, membre de l'association malaisienne pour le contrôle antidopage (Masdocs), relais de l'IDTM dans le Sud-Est asiatique.

Pour le docteur Olivier Aubry, responsable médical du Raid Gauloises, « il faut surtout bien sélectionner les produits dopants qu'on vise ». Certaines substances, telles les amphétamines, « ne sont pas faciles à gérer sur une épreuve qui se déroule en continu et l'effet obtenu peut être à l'opposé de l'effet désiré ». Quant aux autres produits, le médecin semble douter de leur présence, persuadé que la qualité des préparations physiques suffit à expliquer l'incroyable résistance des participants.

En cas de contrôle positif, et suivant le degré de dangerosité de la substance absorbée, les sanctions peuvent aller du simple déclassement à l'interdiction définitive de participer. Dans sa lutte ouverte contre l'EPO, les corticoïdes et autres anabolisants, voire contre toute autre forme de soutien pharmaceutique, les responsables du Raid Gauloises savent qu'ils préparent leur avenir. Pour aller dans le sens de cette « plus grande professionnalisation de l'épreuve » qu'ils appellent de leurs vœux.

J.-J. L.

AUJOURD'HUI

Partout très nuageux et pluvieux

VENDREDI 10 MAI

Lever du soleil à Paris : 6 h 18
Coucher du soleil à Paris : 21 h 17

Une dépression est située sur le nord de la France, et le front pluvio-instable associé est situé du sud-ouest au nord du pays, avec des pluies assez soutenues par moments.

Bretagne, pays de Loire, Basse-Normandie. Le ciel sera très nuageux le matin, puis des éclaircies plus belles reviendront l'après-midi. Les températures maximales avoisineront 17 à 20 degrés.

Nord-Picardie, Ile-de-France, Centre, Haute-Normandie, Ardennes. Le temps restera couvert et pluvieux une bonne partie de la journée, avec des orages locaux. Il fera 17 à 19 degrés l'après-midi.

Champagne, Lorraine, Alsace, Bourgogne, Franche-Comté. Sur la Champagne, le ciel sera couvert, avec de la pluie et des orages locaux. Ailleurs, les nuages seront nombreux, avec des éclaircies et aussi des averses. Il fera 16 à 18 degrés l'après-midi.

Poitou-Charentes, Aquitaine, Midi-Pyrénées. Le temps restera couvert, avec de la pluie soutenue par moments. Les températures maximales avoisineront 17 à 18 degrés.

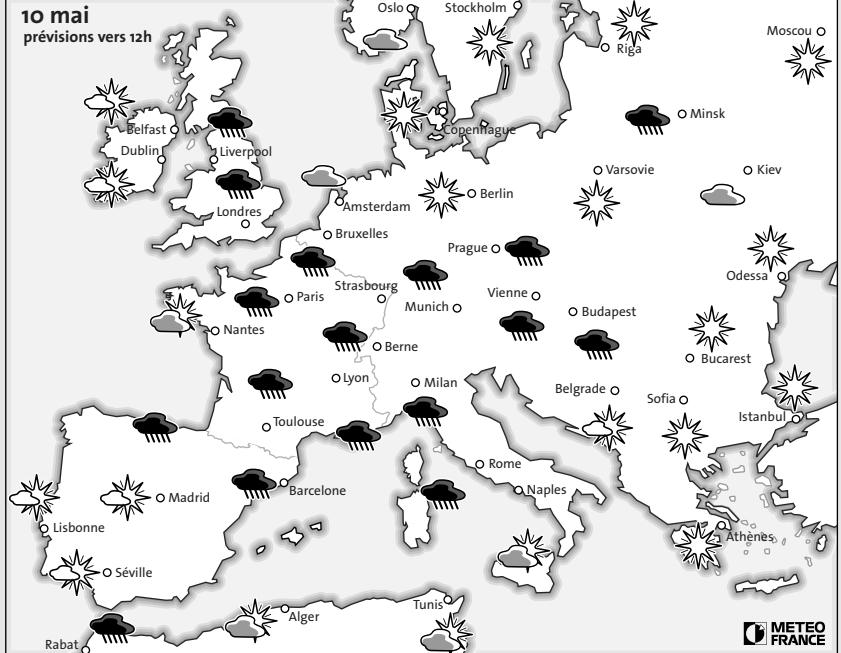
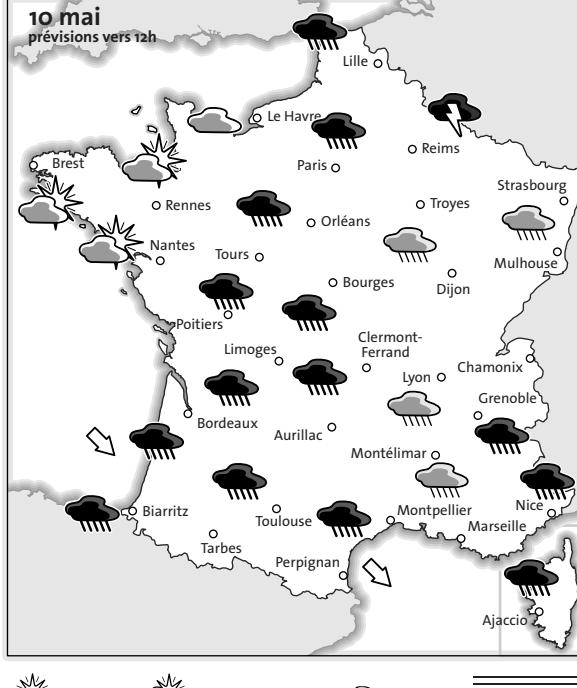
Limousin, Auvergne, Rhône-Alpes. Sur Rhône-Alpes, le ciel sera nuageux avec des averses parfois orageuses. Ailleurs, le temps sera couvert et pluvieux. Il fera 15 à 18 degrés l'après-midi.

Languedoc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse. Les nuages resteront nombreux avec des averses localement orageuses. Les températures maximales avoisineront 16 à 19 degrés.

10 MAI 2002 PRÉVISIONS

Ville par ville, les minima/maxima de température et l'état du ciel. S : ensoleillé; N : nuageux; C : couvert; P : pluie; * : neige.

FRANCE MÉTROPOLE		Madrid	5/18 S
Ajaccio	11/19 P	Milan	13/17 P
Biarritz	11/14 P	Moscou	10/18 S
Bordeaux	11/16 P	Munich	12/18 P
Bourges	11/17 P	Naples	13/24 N
Brest	7/16 N	Oslo	8/16 C
Caen	10/13 C	Palma de M.	12/19 P
Cherbourg	7/15 N	Prague	13/20 P
Clermont-F.	9/17 P	Rome	12/19 P
Dijon	9/17 P	Séville	15/23 S
Grenoble	11/17 P	Sofia	10/21 S
Lille	10/18 P	St-Pétersb.	7/14 S
Limoges	10/15 P	Stockholm	4/16 S
Lyon	10/19 P	Ténérife	17/21 S
Marseille	12/17 P	Varsovie	12/26 S
Nancy	11/17 P	Venise	15/21 C
Nantes	8/20 N	Vienne	14/17 P
Nice	13/16 P		
Paris	11/17 P	AMÉRIQUES	
Pau	9/13 P	Brasilia	17/28 S
Perpignan	11/17 P	Buenos Aires	14/23 S
Rennes	8/18 N	Caracas	26/28 P
St-Etienne	8/18 P	Chicago	8/16 S
Strasbourg	11/20 P	Lima	18/24 S
Toulouse	10/16 P	Los Angeles	14/20 S
Tours	9/18 P	Mexico	13/27 S
		Montréal	6/14 S
		New York	14/22 S
		San Francisco	9/15 S
		Santiago Ch.	9/24 S
		Toronto	6/11 S
		Washington DC	15/25 S
		AFRIQUE	
		Alger	12/21 N
		Dakar	21/25 S
		Kinshasa	21/30 P
		Le Caire	21/32 S
		Nairobi	17/23 P
		Pretoria	4/22 S
		Rabat	13/16 P
		Tunis	16/22 N
		ASIE-Océanie	
		Bangkok	27/35 P
		Beyrouth	18/25 S
		Bombay	30/33 S
		Djakarta	26/29 P
		Dublin	6/15 S
		Dubai	27/38 S
		Hanoï	23/29 P
		Hongkong	24/26 P
		Jérusalem	11/29 S
		New Delhi	31/44 S
		Pékin	16/18 P
		Séoul	15/24 C
		Singapour	28/33 P
		Sydney	17/22 S
		Tokyo	14/16 P



FRANCE OUTRE-MER

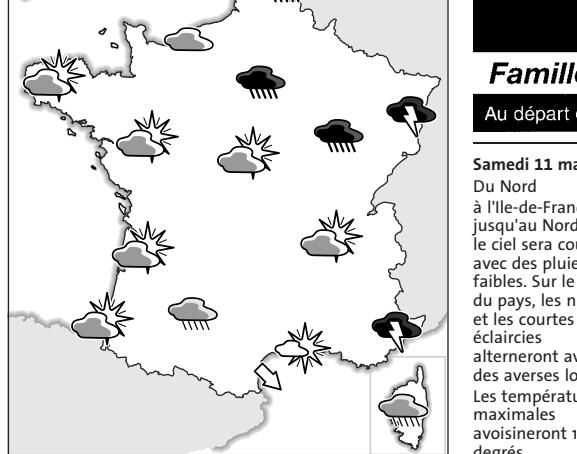
FRANCE OUTRE-MER

EUROPE

AFRIQUE

ASIE-Océanie

PRÉVISIONS POUR LE 11 MAI



Familles, Couples, Jeunes et Seniors

Au départ d'Orly, tarif soumis à conditions.

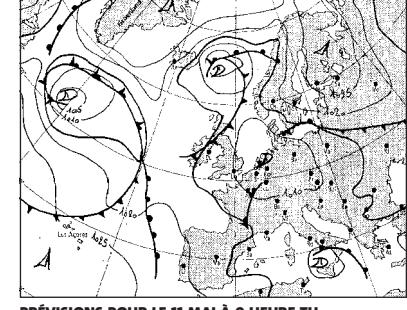
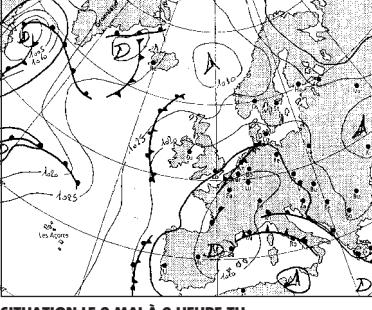
41 € ttc aller simple

NICE TOULOUSE TOULON MARSEILLE PAU

AIR FRANCE

Samedi 11 mai

Du Nord à l'Ile-de-France jusqu'au Nord-Est, le ciel sera couvert, avec des pluies faibles. Sur le reste du pays, les nuages et les courtes éclaircies alterneront avec des averses locales. Les températures maximales avoisineront 16 à 18 degrés.



Des bijoux traditionnels maghrébins proposés à Drouot



DIFFICILES À SITUER, rarement datés, les bijoux traditionnels maghrébins ont été fabriqués de la même manière jusqu'aux années 1950 et sont depuis collectionnés. Un ensemble qui sera vendu à Drouot, mercredi 15 mai, propose quelques pièces typiques.

Ces bijoux, qui font partie de la dot de la mariée, la recouvrent de la tête aux pieds le jour de ses noces. Un des plus caractéristiques est le bracelet de cheville, toujours présenté en paire. Pesant au moins 300 grammes, ces larges anneaux ont connu une grande vogue au XIX^e siècle, particulièrement de 1815 à 1910. Appelés *khlakel* au Maroc, ils heurtent la cheville au moindre mouvement, parfois dans un tintement de chaînettes.

A cause de leur poids, ils ont souvent été poinçonnés, donc datés,

et les plus anciens remontent à la fin du XVI^e siècle. Dans la vente, la paire la plus importante est un travail du tout début du XX^e siècle ; en argent, décorés d'émaux cloisonnés polychromes, les deux bracelets sont rehaussés de chaînettes et s'ouvrent par un fermoir (514 g, 1 400 à 1 600 €).

Plus sobre, une autre paire de la

fin du XIX^e siècle est gravée d'un décor floral, le fermoir articulé retenu par une chaînette (750 à 900 €). Une troisième paire en argent émaillé à décor géométrique, datée de la fin du XIX^e siècle, provient du sud du Maroc (650 à 800 €).

Egalement de rigueur dans les cérémonies, une imposante parure

pectorale est formée par un collier où sont retenus de multiples pendentifs, qui descendent parfois jusqu'à la taille et peuvent couvrir toute la poitrine. Ces parures comportent plusieurs éléments étagés. Parmi les pièces kabyles proposées ici, un pectoral en argent du dernier tiers du XIX^e siècle offre sur toute sa longueur (90 cm) une multitude

de breloques de différentes formes, dont certaines sont des pièces de monnaie serties de cabochons de corail et d'émaux cloisonnés (1 400 à 1 600 €). Un autre modèle mesurant 73 cm est orné de breloques à décor de corail réunies sur la partie centrale (530 à 600 €).

L'OR EST RAREMENT EMPLOYÉ
Souvenir des invasions romaines en Afrique du Nord, la fibule conserve un rôle purement décoratif et se porte souvent en paire sur la poitrine, au-dessous des épaules. C'est le cas chez les Berbères Zaïannes, où le motif principal soutient d'importants pendentifs, auxquels sont suspendues des chaînettes terminées par des pièces d'argent (300 à 350 €).

Egalement en paires, celles des Tizerzaïs sont reliées entre elles par une chaîne entrecoupée de breloques émaillées (460 à 600 €). Les Kabyles les portent seules, mais volumineuses, comme le montre un modèle formé d'un cercle en argent gravé, à décor de cinq gros

cabochons de corail et d'émaux cloisonnés (1 200 à 1 500 €).

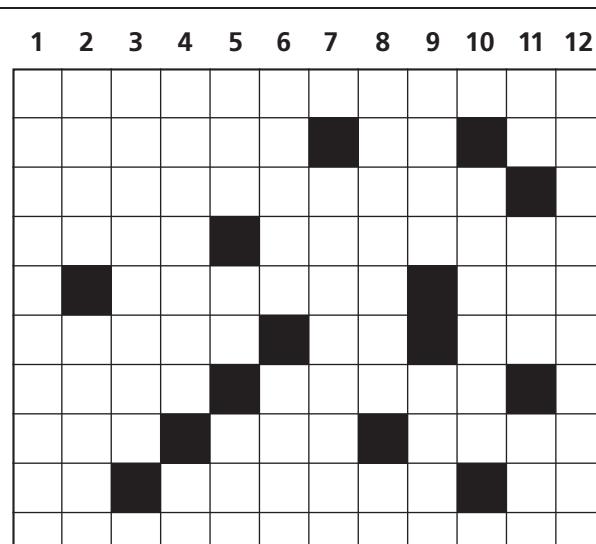
L'or est plus rarement employé, et travaillé de manière différente, comme un art plutôt que l'expression d'une identité. Représentative de ce genre de bijoux, une boucle d'oreille en or est rehaussée d'un motif ajouré serti de perles et de pierres de couleur. Réalisée à Tétouan ou Tanger au XIX^e siècle, elle reproduit un type très ancien, appelé « boucle du bâlier » à cause d'un élément décoratif triangulaire bordé par deux cornes (2 000 à 3 000 €).

Catherine Bedel

★ Richelieu-Drouot, vente mercredi 15 mai. Exposition sur place la veille de 11 heures à 18 heures. Exposition à l'espace Tajan (37, rue des Mathurins 75008 Paris) les jours précédents, du lundi au samedi de 9 heures à 12 h 30 et de 14 heures à 18 heures. Etude Tajan, tél. : 01-53-30-30-30. Expert Lucien Arcache, tél. : 01-45-00-26-80.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 02 - 111



Retrouvez nos grilles sur www.lemonde.fr

HORizontalement

I. A fait beaucoup de bruit en son temps chez les jeunes. - II. Coulisse pour fermer. Article. Attend les cadavres. - III. Un gros dans les airs. - IV. Assure la stabilité en mer. Sort la nuit pour chasser. - V. S'informera sur le terrain. Lumière après rapprochement. - VI. Fait descendre. Précision. Part en éclats. - VII. Difficile de se libérer de ses chaî-

nes. Apprécié. - VIII. Importement du poète. Terre rouge. Met bas. - IX. Travaille à l'usine. Champ de pommes. Fin de série. - X. Sombres et sales en surface.

VERTicalement

1. Donne de l'importance. - 2. Redresse. L'envers d'un feuillet. - 3. Les vaches ne l'apprécient pas. - 4. Castagnettes chez les Grecs, sonnette en Amérique. Parti

parti. - 5. Donné pour mettre tout le monde d'accord. Personnel. Dit vrai. - 6. La reine y est chez elle. Traîne à la Bastille. - 7. Font taches après nettoyage. - 8. A rendu le cinéma plus vivant. Belle chevronnée. - 9. Très présent deux siècles après. Reconnaissance. - 10. Pinnipède souvent au cirque. - 11. Conjonction. Pour faire son choix. Sa place est dans le fond. - 12. Accomplies.

Philippe Dupuis

SOLUTION DU N° 02 - 110

Horizontalement

I. Effeuleuse. - II. Soins. Aortes. - III. Crée. Anti. Is. - IV. Affection. Na. - V. RAF. Eté. Yogi. - VI. Bien. Armes. - VII. Ite. Creusera. - VIII. Sied. Reg. - IX. Li. Olé olé. Ne. - X. Evanescentes.

Verticalement

1. Escarille. - 2. Forfait. IV. - 3. Fieffées. - 4. Enée. Ion. - 5. US. Ce. Celé. - 6. Attardés. - 7. Lanières. Oc. - 8. Loto. Mufle. - 9. Erynyes. En. - 10. Ut. Oser. - 11. Seing. René. - 12. Essaimages.

L'ART EN QUESTION

N° 273

En collaboration avec la



Le « peintre paysan »



MUSÉE DES BEAUX-ARTS D'ARRAS

Jules Breton (1827-1906)
« La Glaneuse », 1877
Musée des beaux-arts d'Arras.
A l'exposition « Jules Breton, la chanson des blés », Musée des beaux-arts d'Arras (du 16 mars au 2 juin), Musée des beaux-arts de Quimper (du 15 juin au 8 septembre), National Gallery of Ireland (du 23 septembre au 15 décembre).

ans plus tard, au Salon de 1877, l'Etat lui achète *La Glaneuse* pour le Musée du Luxembourg. Millet avait eu moins de chance avec *Les Glaneuses*, vivement décriées en 1857. Cette activité du glanage, faveur accordée aux paysans pauvres qui avaient le droit de ramasser les épis restés sur place entre le

Sans nier l'insécurité, les rappeurs accusent les politiques d'avoir instrumentalisé les problèmes des banlieues. Malgré leurs écarts de jeunesse et la haine de la police ancrée dans leur musique, la plupart de ces musiciens stigmatisent la violence et plaident pour une prise de conscience

Le rap français, entre rébellion et moralisation

PAR ESSENCE chroniqueurs de la culture suburbaine, les rappeurs l'incarnent, dans l'esprit de beaucoup, jusque dans ses dérives. Parfois rattrapés par le fait divers – les frasques de Joey Starr, la récente implication de Booba, membre du duo Lunatic, dans une fusillade, quelques mois après avoir été incarné pour l'agression d'un chauffeur de taxi –, ces musiciens sont régulièrement assimilés à des porte-voix de la jeunesse la plus turbulente. Souvent enfants des cités, ils ont forcément été touchés par une campagne présidentielle axée sur le thème de l'insécurité, qui montre du doigt des « sauvageons », « caillera » ou « lascars » auxquels ils ont pu ressembler.

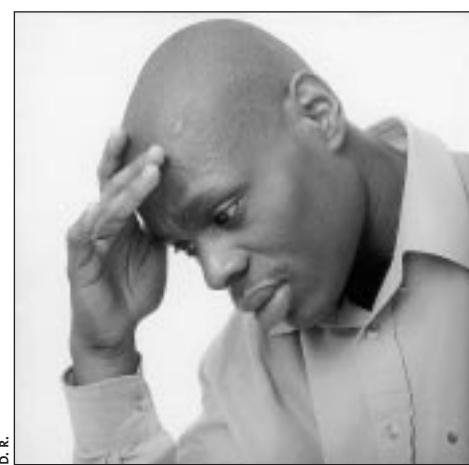
L'indignation semble dominer dans les commentaires post-électoraux. Les politiques, les médias en auraient-ils trop fait ? Avec son frère Calbo, Lino est l'un des chanteurs, d'origine congolaise, d'Arsenik, groupe de rap de rue issu de la cité du Chaudron à Villiers-le-Bel (Val d'Oise). « Les médias ne mettent en avant que l'aspect violent des banlieues, s'attriste-t-il, alors que des gens cherchent vraiment à s'en sortir et entreprennent des choses positives. Mais pour faire de l'audimat, mieux vaut faire flipper le téléspectateur. » Pour Kery James, chanteur de vingt-quatre

ans d'origine haïtienne, qui a grandi à Orly, « j'ai trouvé que les télés et la presse jouaient avec le feu. Montrer du doigt les jeunes de banlieue et indirectement les Arabes et les Noirs, c'est encore creuser le fossé qui existe entre la société et cette population ».

Mais au-delà de la surexposition médiatique, plusieurs constatent qu'avec les années les choses ne se sont pas arrangées. Calbo estime que « les jeunes aujourd'hui sont plus violents que nous à leur âge, les armes à feu circulent de façon inquiétante ». D'origine algérienne, Hamé est l'un des membres de La Rumeur, l'un des groupes de rap français les plus engagés politiquement. Cet ancien étudiant de Nanterre, qui a grandi à Perpignan, tient à donner une dimension sociologique à ce phénomène : « Il existe un principe de vase communiquant entre l'économie de marché et les violences urbaines. Etre, aujourd'hui, c'est posséder. Les jeunes sont réduits à l'état de tube digestif. Tout est fait pour les pousser à consommer. Dans les quartiers défavorisés, cette priorité peut conduire à la violence. »

Parmi les tenants d'un rap enraciné dans le bitume, certains ont pu frayer avec les marges de la légalité. Les frangins d'Arsenik le reconnaissent en rigolant : « C'était de la débrouille nécessaire, rien de très méchant. » Dans un des morceaux de son deuxième album éponyme, Rohff, de Vitry-sur-Seine (Val-de-Marne), admet avoir fait « des conneries de grande envergure ». Ce jeune homme d'origine comorienne évoque le processus qui l'a mené aux abords de la délinquance juvénile. « Tu commences par aller acheter un pack de bières pour des grands, ils te disent de garder la monnaie. Tu es fasciné par leurs histoires, tu choisis les mauvais modèles, parce que tu n'as que ceux-là. Mes parents travaillaient beaucoup. Je passais trop de temps en bas de l'immeuble. On a parfois l'impression de vivre comme des orphelins. La vie de bande l'entraîne dans des choses qui font la potence de ta vie. »

Pour Kery James, qui fut souvent son compagnon de virée avant de devenir un de ses complices musicaux au sein du groupe Ideal J et du collectif Mafia K'1 Fry, « à un moment, on ne se contente plus du tour de l'immeuble à vélo pour s'amuser. On veut aller au cinéma, sortir en boîte. Pas facile d'avoir de l'argent de poche dans une famille



Hamé, membre du groupe La Rumeur :
« Tout est fait pour pousser les jeunes à consommer. Dans les quartiers défavorisés, cette priorité peut conduire à la violence »

pauvre de six enfants. Certains pensent que la violence leur en donnera les moyens ».

La haine de la police semble parfois se transmettre comme un héritage. Et souvent le rap véhicule ces antagonismes dans des chansons proches de l'obligation corporatiste. Dans les premiers exemplaires du nouvel album de Rohff, figurait un morceau, V, dont la violence anti-flic lui a valu l'obligation de le retirer du disque. « Nous étions sur le mauvais chemin, admit-il, il était logique que les condés nous attendent. Certains sont corrects, d'autres pas. Une fois, j'avais 17 ans, je vois un de mes potes se faire sauter dessus par quinze flics. Ils me demandent de me casser. Je refuse. Je me suis retrouvé avec une dent en moins, les arcades éclatées. Ils ont essayé de faire croire à une chute de

vélo suite à un délit de fuite. J'ai été condamné à 10 000 francs d'amende. » Lino y va aussi de ses anecdotes : « J'allais déposer de l'argent à la banque. Le groupe commençait à bien marcher. Des flics sont entrés avec moi dans la banque et, devant tous les clients, m'ont demandé d'ouvrir mon blouson. Ils croyaient que je préparais un braquage. Je les ai insultés, j'étais humilié. Je ne suis pas sûr non plus qu'ils s'y prennent bien avec les petits. Ils les contrôlent parfois comme des bandits. Mais les

gamins bombent d'autant plus le torse et veulent faire des trucs de grand. »

Dans le premier album de La Rumeur, L'Ombre sur la mesure, on trouve un morceau, Cauchemar, qui met au supplice un commissaire de police, comme pouvait le faire, il y a quelques années, Sacrifice de Poulets de Ministère AMER. Hamé, ancien étudiant en lettres et sociologie, nourri des discours de Franz Fanon, Patrice Lumumba ou Jean Genet, s'essaie à l'interprétation socio-politique de ces rapports de force : « Ce genre de morceau un peu provocateur naît en réaction aux flics meurtriers qui sont couverts par les institutions. On instrumentalise la question de la délinquance pour durcir l'arsenal pénal et judiciaire. Plus que de lutter contre la délinquance, il s'agit d'étoffer ce qui pourrait devenir des foyers de lutte sociale. »

Souvent, le rap célèbre et perpétue les codes communautaires. Le refrain du nouveau single d'Arsenik chante entre autres : « T'aimes pas nos codes, nos rites, nos méthodes et nos beats ? J't'emmerde ! (...) Tu veux que je kiffe, que j'dise aux mômes que l'monde est pas si dingue ? Que j'bringue pendant que la France nous baise et nous insulte ? J't'emmerde ! ». Mais dans leur nouvel album, Quelque chose a survécu, on trouve aussi : « Si la violence ne les touche pas, essaie une autre arme. » « Le rap nous a permis de créer notre truc, de nous en sortir », revendique Calbo, en rappelant qu'Arsenik est produit par Secteur A de Sarcelles, le plus spectaculaire exemple d'entreprise musicale née des cités de la banlieue parisienne. Rohff affirme : « Le rap a été ma



Ci-dessus, les deux frères du groupe Arsenik. A gauche, le rappeur Kery James, converti à l'islam après l'assassinat d'un ami, appelle son public à la responsabilisation.

L'album familial de la Mafia K'1 Fry

Dans la seconde moitié des années 1990, est apparu l'un des collectifs les plus féconds du rap français : la Mafia K'1 Fry. A l'initiative du groupe Ideal J et de son leader, le charismatique Kery James, des potes et des formations d'Orly, Crêteil, Vitry ou Choisy se sont fédérés sous cet emblème africain (cainfri en verlan). Le « crew » a enfanté depuis des personnalités de premier plan : 113, Rohff, DJ Medhi, Manu Key, OGB, Karlito, Intouchable... Pour la première fois, ces rappeurs de rue et alchimistes sonores se retrouvent dans les semaines à venir pour enregistrer ensemble un album, à paraître début 2003. D'après Rohff, « on y racontera notre histoire, on décryptera le système, on fera part de notre expérience, on montrera qu'on a grandi ». Sous l'impulsion du sage Kery James, le groupe s'attache d'ailleurs à parler dorénavant de « famille africaine » plus que de « mafia ».

Une parole en prise avec la rue

ETYMOLOGIQUEMENT, le rap – du verbe to rap : « bavarder », « scanner », « proférer » – proclame sa volonté de parler. Dès le début de son histoire, à la fin des années 1970 (et même dès 1969, quand les Last Poets déclamaient, à New York, leurs poèmes révolutionnaires sur fond de percussions), l'obsession de ce genre musical né dans les ghettos de Brooklyn et du Bronx sera de raconter, de témoigner, de « représenter ». Culture de rue véhiculée par des griots de l'asphalte, le hip-hop tendra d'abord le micro aux oubliés de l'économie et des institutions.

Le message, propagé dans les block-parties, ces fêtes de quartier improvisées, sera dans un premier temps léger, festif et pacifique, en phase avec les paillettes du funk et les racines jamaïcaines des premiers DJ. Mais rapidement, la tentation est grande de décrire la face la plus sombre de la réalité afro-américaine. Dans *The Message*, où un habi-

tant du Bronx raconte son combat pour sa survie, Grandmaster Flash et ses Furious Five seront parmi les premiers, en 1982, à chroniquer les dangers et la misère auxquels est confronté le sous-prolétariat noir.

FIGURES RADICALES

Devenu à partir du milieu des années 1980 une des sources de revenus majeures de l'industrie phonographique, le rap ne coupe pas pour autant ses racines avec la rue. Expression de colère et de joie communautaire, le genre multiplie les facettes mais garde sa pertinence. Catalyseur de rébellion adolescente, bande-son des banlieues, le hip-hop va générer son lot de figures radicales. Certains comme KRS-One, dont le complice Scott La Rock est tué en tentant d'arrêter une bagarre, dénonceront la violence de rue dans laquelle s'enfonce la communauté noire. D'autres – de N.W.A. (le titre emblème *Fuck Tha Police*) à Snoop Doggy Dogg (un

temps inculpé de meurtre) – avec un sens hollywoodien de la surenchère glorifieront le mode de vie des gangsters à travers la verve ambiguë du gangsta-rap. Groupe symbole de la rage la plus subversive, Public Enemy révolutionnera le genre (tout en restant un exemple quasi unique) en y insufflant un discours politique radical hérité des combats des Black Panthers et de Malcolm X. Chuck D, le leader du groupe, compare le rap à un « CNN du ghetto ».

En France, la jeunesse des cités va rapidement s'identifier à cette musique et ces mots des quartiers difficiles américains. Si la fascination entraîne d'abord un certain mimétisme, les rappeurs d'ici finiront par trouver leur voix. La réalité pluriculturelle de nos ensembles suburbains, les effets d'une tradition de chanson à texte, façoneront un particularisme qui fera de la France, dans les années 1990, la deuxième nation du rap en termes de marché

et de créativité. Parmi les figures fondatrices : le jongleur de mots MC Solaar, les Marseillais d'IAM, des groupes à controverse comme Ministère AMER ou Suprême NTM. Menés par Kool Shen et Joey Starr, ces derniers, souvent diabolisés par les médias et les autorités, parleront avant bien des philosophes et des politiques de la fracture sociale et des réactions à vif des sauvageons de banlieue.

Le succès du rap français a eu ses revers, miné parfois par la violence, l'obsession du Top 50 et les facilités. Mais l'effervescence est trop forte à la base pour ne pas générer de renouvellement, de l'énergie positive du Saian Supa Crew à la noirceur « caillera » de Lunatic. Dans son programme, le Front national prôna la suppression de toute subvention pour le rap. On peut surtout espérer qu'aujourd'hui ses mots multiples seront écoutés.

S. D.

roue de secours, ma plaquette de freins ». Avec l'âge, le gamin turbulente a le sentiment d'être devenu « un grand frère plus responsable ». Son dernier single, Qui est l'exemple ?, devenu un énorme tube, stigmatise la violence et la zone pour faire l'apologie de l'éducation et de la prise de conscience. En pionnier, son camarade Kery James a pris le chemin de la rédemption. L'ancien leader d'Ideal J a vu sa vie transformée par l'assassinat d'un de ses copains, le rappeur Las Montana. Converti à l'islam, il a enregistré un album solo, Si c'était à refaire, qui appelle à la responsabilisation avec une prenante gravité. Le score de Jean-Marie Le Pen au premier tour de l'élection présidentielle a été pour le jeune homme un autre électrochoc. « J'ai longtemps été occupé à sauver ma propre personne, maintenant je veux plus m'impliquer dans la collectivité. Après ces élections, je me dis que cela passe forcément par l'engagement politique mais je ne sais pas sous quelle forme. Le salut ne peut venir que des gens de la banlieue. »

Hamé en est aussi persuadé : « Tu ne te sauves de la misère sociale que par une démarche politique. On ne peut pas nier l'insécurité mais on en oublie les causes profondes comme les situations d'abandon économique, de défrémentation psychologique, de discrimination à l'embauche, de méconnaissance de sa propre histoire. Combien d'hommes politiques déclareront la guerre du "courage civique" devant les ravages du mépris de soi pour des générations qui atteignent la vingtaine avec huit ans d'échec scolaire et trois ans de chômage ? »

Stéphane Davet

CULTURE

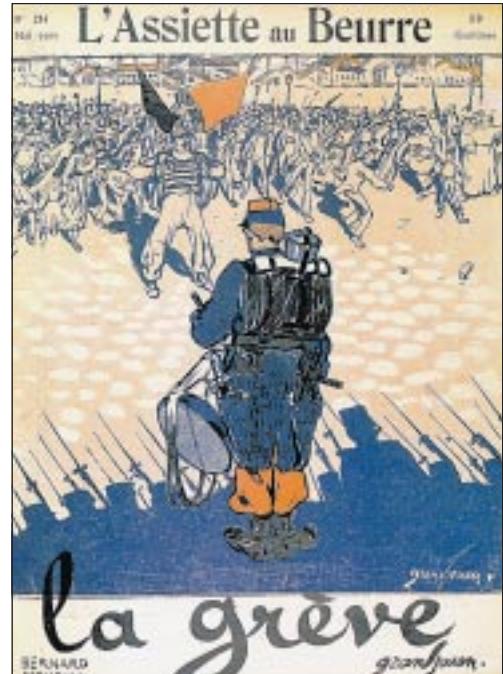
EXPOSITION • A Paris, le Musée d'histoire contemporaine consacre une rétrospective à l'affichiste engagé dans le mouvement syndicaliste révolutionnaire du début du XX^e siècle

L'art graphique de Jules Grandjouan au service de la classe ouvrière

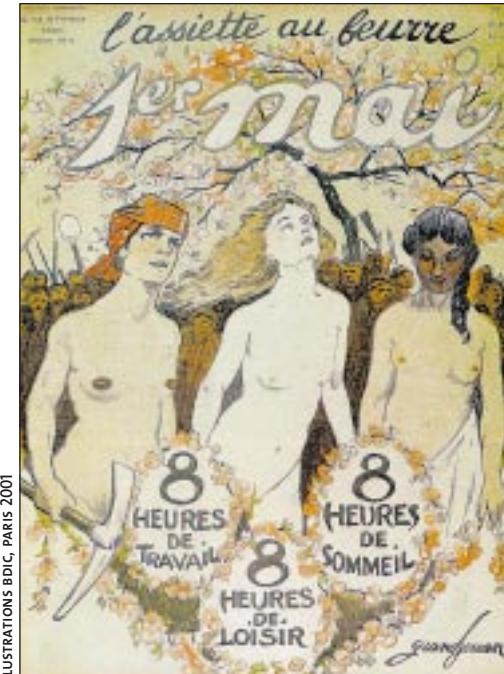
LA MASSE noire d'une locomotive surplombe un grouillement humain d'où émergent deux pieds : ceux d'un cheminot victime d'un accident du travail. Au premier plan s'épanouit la bedaine d'un nanti, Légion d'honneur à la boutonnière, huit-reflets à la main. L'affiche, bistre et grisaille, est éclairée par trois taches orangées : la main gantée du bourgeois, la plaque de la machine à vapeur et le disque d'un signal ferroviaire. Réalisée pour le Syndicat national des chemins de fer en 1910, la composition est signée Jules Grandjouan (1875-1968). Deux ans auparavant, il en a réalisé une autre, *Villeneuve-Saint-Georges*, tout aussi violente, éditée par l'Union des syndicats du département de la Seine pour stigmatiser la répression sanglante d'une manifestation. Ces deux pièces, dont la force est intacte, font partie de la rétrospective Grandjouan qui se tient aux Invalides, après Chaumont et avant Nantes, sa ville natale.

Au cours de la première décennie du XX^e siècle, le dessinateur est au sommet de sa notoriété et en pleine possession de ses moyens graphiques qu'il met au service du mouvement syndicaliste révolutionnaire. Ce ne sont pas des « œuvres » qu'il produit, mais des outils ou des armes au service d'une cause. Grandjouan n'est pas un « intellectuel » – le vocable vient d'apparaître à l'occasion de l'affaire Dreyfus. Le prolétariat n'a nul besoin de ces professionnels de la pensée, estiment les syndicalistes révolutionnaires dont Grandjouan est proche. « Il n'y a pas un domaine de l'activité humaine où la classe ouvrière ne suffise pas », écrit Robert Louzon, un ingénieur des mines anarchosyndicaliste. Pourtant nombre de ces mêmes syndicalistes croient à l'émergence d'un « art social » qui mettrait fin à l'esthétique bourgeoise. Aux « fausses audaces » des avant-gardistes « perdus d'orgueil », ils préfèrent l'architecte, « le premier et le plus complet des arts » (Georges Sorel), l'affiche ou la caricature.

Dans ces domaines, Grandjouan est l'un des meilleurs. Il multiplie les affiches, collabore aux feuilles anarchistes ou syndicalistes : *Les Temps nouveaux*, *La Voix du peuple*, *La*



Jules Grandjouan : « La Grève », dessin paru en couverture de « L'Assiette au beurre » n° 214, 6 mai 1905. Coll. MHC-BDIC.



Dessin de Jules Grandjouan paru en couverture de « L'Assiette au beurre » n° 265, « 1^{er} Mai », 28 avril 1906. Coll. MHC-BDIC.

Guerre sociale, ou moins politiques comme *Le Rire*. Cette activité n'est pas sans risque. En 1912, il s'expatrie pour éviter la prison – en compagnie d'Isadora Duncan, il est vrai. Mais la publication où il va donner toute sa mesure est *L'Assiette au beurre*, pourtant fondée par Samuel Schwarz, un personnage sur lequel on ne sait pas grand-chose, sinon qu'il est peu engagé socialement. Ce qui n'empêche pas Schwarz de publier les dessins les plus virulents de l'époque : ceux de Jossot, de Kupka, de Steinlen, de Caran d'Ache, de Delamnoy ou de Grandjouan.

REFUSE LE BOURRAGE DE CRÂNE

Parmi les plus célèbres, que l'on peut voir exposés aux Invalides, ceux qui illustrent la catastrophe de Courrières, plus de douze cents morts à la suite d'un coup de grisou. Le mineur de la couverture, traité en noir et blanc, à la façon d'une gravure sur bois, explose comme une bombe. Pour le 1^{er} mai 1905 – le numéro de *L'Assiette au beurre* est consacré à la grève. Sur la couverture, on voit un

tambour, de dos. Il est seul, debout au premier plan, faisant face à une foule déchaînée au-dessus de laquelle flottent des drapeaux noirs et rouges. Mais derrière le soldat, s'allongent les ombres d'une troupe, baïonnette au canon. Saisissant. L'année suivante, le numéro consacré au 1^{er} Mai sera plus idyllique. Grandjouan ne se contente pas de dessiner, il enquête pour témoigner. Il va dans les corons du Nord, parcourt la Russie des pogroms et visite les bagnes militaires de Biribi.

Pendant la première guerre mondiale, il retient sa plume et refuse de tomber dans le bourrage de crâne. Après la paix, il adhère au Parti communiste et se met au service de la jeune URSS – même s'il rêve encore du Grand Soir anarchosyndicaliste. Il poursuit la dénonciation des méfaits du capitalisme, mais son trait chargé se modifie peu à peu. Il va vite s'affadir, comme le montre la grande composition triangulaire exécutée pour célébrer, à la manière d'une image pieuse, le « parti unique ». En 1930, il est expulsé du PCF

pour avoir signé, avec l'écrivain roumain Panaït Istrati, une déclaration jugée antisoviétique.

Après quelques déboires électoraux, le dessinateur vieillissant se consacre désormais à remodeler inlassablement – sur le papier – sa ville natale, Nantes, dont il veut faire la « nouvelle porte de l'Europe ». Après la seconde guerre mondiale, il s'enfoncera dans l'oubli, sans renoncer à l'utopie qui a été le moteur de sa vie.

Emmanuel de Roux

JULES GRANDJOUAN, CRÉATEUR DE L'AFFICHE POLITIQUE ILLUSTRÉE, Musée d'histoire contemporaine-BDIC, Hôtel national des Invalides, cour d'honneur, Paris-7^e. Tél. : 01-44-42-38-39. Du mardi au vendredi, de 10 heures à 18 heures, samedi et dimanche de 13 heures à 18 heures. Jusqu'au 15 juin. De 3 € à 5 €. Catalogue, sous la direction de Joël Moris, Fabienne Dumont et Marie-Hélène Jouzeau, éd. Somogy/ville de Chaumont/ville de Nantes, 288 p., 30 €.

ARCHITECTURE • Le nouveau centre culturel autrichien réalisé par Raimund Abraham a été loué par la presse américaine

A New York, l'Autriche affiche une modernité dénigrée par le FPÖ

NEW YORK

de notre envoyée spéciale

Une cascade de verre et d'acier, une guillotine high-tech, une sculpture mélanesienne plantée au cœur de Manhattan : le nouveau centre culturel autrichien à New York, l'Austrian Cultural Forum, évoque beaucoup de choses, mais certainement pas les clichés sirupeux que le public américain associe trop souvent à l'Autriche. Son architecte, Raimund Abraham, l'a conçu comme un hommage au pays dont il est « fier, celui de Ludwig Wittgenstein, de Sigmund Freud et de Thomas Bernhard ».

Il est moins fier de l'Autriche d'aujourd'hui. Au moment où le Forum a été officiellement inauguré, le 18 avril, Raimund Abraham, né en 1933 au Tyrol mais qui vit et enseigne depuis plus de quarante ans aux Etats-Unis, était devenu un citoyen américain. Il a renoncé à sa nationalité autrichienne pour protester contre l'alliance des conservateurs avec la droite populiste de Jörg Haider, en février 2000. S'il refuse d'épiloguer sur ce geste symbolique, auquel la presse a donné « trop d'importance », il pose certaines limites : aucun responsable du FPÖ n'était présent à la cérémonie d'inauguration, à laquelle assistait le secrétaire d'Etat à la culture, le conservateur Franz Morak.

Ce serait pourtant méconnaître son travail que de le réduire à une péripétrie politique. Dans le paysage de Mid Town, où les réussites marquantes datent souvent des années 1930, l'immeuble d'Abraham attire le regard des touristes et les louanges de la presse américaine : pour le

New York Times, c'est « une des réalisations architecturales les plus significatives à Manhattan depuis des décennies ». Il est vrai que ses dimensions sont insolites : avec vingt-quatre étages (dont deux en sous-sol) s'étirant sur 90 mètres de haut mais sur seulement 7,60 mètres de large, l'Austrian Cultural Forum est l'immeuble le plus étroit de New York. Son profil en relief, sculpté de décrochements et de saillies en béton, tranche sur les façades lisses qui l'entourent. Vu de biais, il évoque une sorte de masque archaïque, et Mycènes autant que l'Afrique.

COLONNE VERTÉBRALE

Cette forme « archétypale », selon le mot de Dietmar Steiner, directeur du Centre d'architecture de Vienne, caractérise le style d'Abraham, qui a peu construit bien qu'il ait remporté les seconds prix de projets majeurs en Europe (Centre Pompidou, Opéra-Bastille, Musée juif de Berlin ou nouveau Musée de l'Acropole). Ici, elle est aussi le produit des contraintes qu'il a dû affronter : l'épaisseur de la façade, à l'emplacement de l'ancien centre culturel autrichien, idéalement situé dans la 51^e Rue, entre Madison et la V^e Avenue ; et l'obligation, dans cette partie de la ville, d'avoir deux escaliers pour parer aux risques d'incendie.

Abraham a eu l'idée de les imbriquer à l'arrière, comme une colonne vertébrale, en s'inspirant d'un tribunal américain du XIX^e siècle où une disposition similaire évitait aux juges de croiser les accusés. Cela donne à ce bâtiment l'allure étrangement humaine d'un corps qui respire



re (on peut ouvrir toutes les fenêtres, chose exceptionnelle à Manhattan). « C'est une vraie maison, puisque le directeur et sa famille y habitent. Et, comme dans un corps, on sait toujours où sont les différents organes », souligne l'architecte. Mais l'exiguité est telle que, dans la salle de concert, il a fallu placer le piano à queue sur une plate-forme amovible qui descend du plafond. « Ici on peut jouer à un étage un morceau

baroque, composer au sous-sol de la musique électronique, un point fort des Autrichiens, et faire entendre le mixage dans une autre salle », explique le directeur du Forum, Christoph Thun-Hohenstein, qui a résolument axé son programme d'ouverture, jusqu'à fin juin, sur la création contemporaine avec une centaine de musiciens, plasticiens et écrivains en général très critiques envers la coalition de droite.

« C'est une vraie maison, puisque le directeur et sa famille y habitent. Et, comme dans un corps, on sait toujours où sont les différents organes », souligne l'architecte. Mais l'exiguité est telle que, dans la salle de concert, il a fallu placer le piano à queue sur une plate-forme amovible qui descend du plafond. « Ici on peut jouer à un étage un morceau

Adrian Noble a dû donner sa démission de l'institution de Stratford-upon-Avon

Le directeur de la Royal Shakespeare Company victime de ses audaces

LONDRES

de notre correspondant

Comme toute institution vénérable – et vénérée –, Shakespeare exige d'être traité avec grand ménagement. Surtout en Angleterre, et encore plus dans son sanctuaire de Stratford-upon-Avon, sa ville natale. Celui qui oublie ce postulat risque d'en payer le prix, fût-il un fidèle serviteur du grand William. C'est la mésaventure qui vient d'arriver à Adrian Noble, 51 ans, membre de la Royal Shakespeare Company (RSC) depuis vingt-deux ans et son directeur artistique depuis onze ans. Victime de ses audaces, et de ses maladresses, il a été contraint d'annoncer sa démission, qui prendra effet en mars 2003. Adrian Noble a voulu à la fois modifier le fonctionnement de la compagnie, fondée en 1951 par Peter Hall, la doter d'un nouveau théâtre à Stratford, et multiplier ses lieux de représentation en la privant d'une salle permanente à Londres. C'était pécher par excès d'ambition et s'attirer trop d'ennemis.

Le grand théâtre de Stratford a des défauts reconnus de tous : une scène trop éloignée du public, une acoustique médiocre, et beaucoup de fauteuils mal placés. En outre, la sécurité du bâtiment laisse à désirer. A l'automne 2001, Adrian Noble a annoncé un programme de modernisation spectaculaire, et aussitôt controversé : le théâtre serait détruit, et remplacé d'ici à 2007 par une nouvelle salle, à l'ambiance plus « shakespearienne ». Soucieux de transformer Stratford en un lieu « plus accueillant et plus vivant dans la journée », le directeur envisageait d'ouvrir un « village théâtral », avec des spectacles de rue, des ateliers et des rencontres, largement destinés aux touristes. Un projet où ses détracteurs ont vite vu la menace d'une sorte de « parc à thème » banalisaient Shakespeare et son œuvre.

Les comédiens de la RSC signent des engagements de longue durée – de dix-huit à vingt-quatre mois – qui les empêchent de tourner dans des films ou dans des œuvres télévisées, activités évidemment plus lucratives. Cette contrainte éloigne les meilleurs acteurs de la compagnie. Pour les attirer de nouveau,

Adrian Noble a commencé à les recruter pour la durée d'un seul spectacle : ainsi Ralph Fiennes interprétera bientôt une pièce d'Ibsen avec la RSC. L'ennui, c'est qu'il a, dans le même temps, par un souci de souplesse, de mobilité et de diversification, privé la RSC de sa base londonienne permanente, le Barbican. Au grand dam des acteurs, éloignés de Londres et contraints de passer plus de temps à Stratford.

« TOUCHE PAS À MON WILL ! »

Adrian Noble a ainsi fait l'unanimité contre lui, ou presque. Des acteurs célèbres, comme Judi Dench, ont exprimé leur inquiétude. Le prince Charles, président d'honneur de la RSC, a fait connaître son hostilité au projet architectural. Les employés de la compagnie, qui sont au nombre de six cents, frappés par des licenciements, ont lâché leur directeur. Des membres du public ont manifesté à Stratford, aux cris de « Touché pas à mon Will ! ». La critique a dénoncé la baisse de qualité de la RSC, en lui opposant les succès remportés par la troupe rivale du National Theatre. Noble s'est vu en outre reprocher d'avoir « déserté » la RSC pendant trois mois, à un moment crucial, et, de son propre aveu, pour se faire de l'argent, en produisant, dans un théâtre du West End, un remake de la comédie musicale *Chitty Chitty Bang Bang*.

Que va-t-il advenir des projets de Noble pendant les dix mois qu'il doit encore passer à la RSC ? Le président de la compagnie, Lord Alexander of Weeton, tout en rendant hommage au travail accompli par le directeur, a laissé entendre que le projet de démolition du théâtre pourrait être abandonné. La salle serait totalement rénovée dans ses murs actuels. Qui prendra la suite du directeur sortant ? Un nom revient souvent, celui du comédien et metteur en scène Kenneth Branagh, qui fit beaucoup pour Shakespeare au cinéma et qui priviliege de nouveau sa carrière théâtrale. Il s'était imposé comme un grand acteur shakespearien dans *Henry V* en 1984, sous la direction d'un certain Adrian Noble.

Jean-Pierre Langellier

Guillaume Cerutti à la tête du cabinet de M. Aillacon

JEAN-JACQUES AILLAGON, le nouveau ministre de la culture, a nommé Guillaume Cerutti à la direction de son cabinet. Cet inspecteur des finances, ancien directeur général du Centre Pompidou, est l'auteur de plusieurs rapports remarqués sur le fonctionnement de la culture. Né le 20 mars 1966 à la Ciotat (Bouches-du-Rhône), Guillaume Cerutti intègre, en 1991, la promotion Victor-Hugo de l'ENA. Dès 1994, il participe au rapport prospectif, demandé au nouveau directeur de l'Opéra de Paris, Hugues Gall, par Jacques Toubon alors ministre de la culture. Il passe ensuite une année dans les services du premier ministre où il est chargé des questions de coordination de la politique communautaire. En 1996, il rejoint pour cinq ans le Centre Pompidou. De retour dans son corps d'origine, il est chargé par le ministre des finances d'une mission sur la protection du patrimoine national. Son rapport, rendu public en 2001, aura une grande influence sur le texte de la loi sur les musées que Catherine Tasca fera voter. Début janvier 2002, il publie une tribune dans *Le Monde* (daté 3 janvier), où il pointe les insuffisances de cette loi. Un autre rapport, sur l'organisation des musées nationaux et l'élargissement de la protection du patrimoine, restera confidentiel. Le cabinet qu'il dirige devrait comprendre des spécialistes des questions fiscales, des questions audiovisuelles et du cinéma.

Joëlle Stolz

CULTURE AGENDA

Arts Fahlström et son Monopoly anticapitaliste



VILLEURBANNE Il est né brésilien en 1928, et mort suédois en 1976, d'un cancer du colon. Oyvind Axel Christian Fahlström a été élevé en babilant l'anglais, le suédois et le portugais. D'un été passé en Suède, il ne revient pas. On est en 1939, il a dix ans, et apprend que les grandes personnes, qui font la guerre, peuvent l'empêcher de revoir son papa et sa maman, restés à São Paulo. La famille ne sera réunie que près de dix ans plus tard, en 1948. Devenu artiste, il expose à Florence, à Paris, vit à New York, au 128 Front Street, dans l'atelier de Robert Rauschenberg. Son voisin est Jasper Johns. On a déduit qu'il était dans la mouvance du pop art. Ce n'est pas totalement faux. Mais Fahlström ne se laisse pas étiqueter. Il est aussi journaliste, traducteur, cinéaste. Et poète : en 1953, il écrit *Hätila ragulpr på fästkläben : manifest för konkret poesi* (Hipy Papy Bthuthdh Thuthda Bthuthdy : manifeste pour une poésie concrète).

Dix ans plus tard, il fait des happenings aux Moderna Museet de Stockholm et à la télévision suédoise et écrit (en 1965) deux pièces de théâtre : *Hammarskjöld om Gud* (Dieu par Hammarskjöld) et *Bröderna Strindberg* (Les Frères Strindberg). Un touche-à-tout ? Non, un utopiste, ou un humaniste, comme on voudra. Sa première œuvre importante s'intitule *Opera* (1952-1953). Parce qu'il cherche un art total, qui allie la performance, la musique, le cinéma. En témoigne aussi, six ans avant sa mort, la découverte, ou plutôt la réinvention du Monopoly. C'est la série des *Spelmaningar* (peintures-jeux), une des parts les plus attachantes de son œuvre. Elle dérive d'un procédé que Fahlström utilise depuis 1964, celui des « peintures variables ». « Si l'on ne manipule pas l'œuvre d'art, expliquait Fahlström, il est difficile de rendre compte de ce qu'il y a de fantastique dans cette astronomique liberté de choix et dans l'énorme rigidité de l'aspect extérieur des éléments... » L'œuvre va donc changer au cours du temps, comme le monde qu'elle décrit. Car Fahlström regarde autour de lui : « J'ai commencé à comprendre, à la fin des années 1960, que des mots comme "impérialisme", "capitalisme", "exploitation", ou "aliénation" n'étaient pas de purs concepts ou seulement des slogans politiques, mais correspondaient bien aux conditions terribles, absurdes et inhumaines existant dans le monde... »

Cette vision proche du war-game culmine sans doute avec son détournement des jeux de Monopoly, « deux à trois cents éléments magnétiques peints qui s'adaptent sur un tableau métallique également peint. Ils mettent en cause le commerce mondial, la politique mondiale, la gauche et la droite aux Etats-Unis, en Indochine, la CIA, les forces de libération du tiers-monde. On peut les jouer tous, suivant les règles indiquées sur les tableaux : c'est une variante du jeu classique de Monopoly, qui est bien sûr le jeu du capitalisme. Une présentation simplifiée mais précise du commerce des plus-values destinées à l'accroissement du capital ».

Fahlström rêvait aussi de voir ses jeux édités, et distribués au plus grand nombre, dans un réseau qui eût été une alternative au système des galeries. Comme Jean-Louis Maubant, le directeur de l'Institut d'art contemporain de Villeurbanne le souligne très bien, l'artiste avait élaboré, il y a plus de trente ans, « un univers en prise directe avec les faits politiques et sociaux qui lui ont été contemporains et qui fait encore écho aujourd'hui, à l'ère de la mondialisation ». Maubant constate également son actualité par rapport aux pratiques artistiques contemporaines, et suggère, mine de rien, aux artistes d'aujourd'hui de regarder un peu plus attentivement ceux d'hier. Avoir l'exemple de Fahlström, on pourrait ajouter que l'être humain d'aujourd'hui – artiste ou pas – gagnera beaucoup à être polyglotte et à voyager un peu.

Harry Bellet

« Oyvind Fahlström, 1928-1976 ». Institut d'art contemporain de Villeurbanne, 11, rue du Docteur-Dolar, Villeurbanne (Rhône). Tél. : 04-78-03-47-00. Du mercredi au dimanche de 13 heures à 18 heures. Jusqu'au 28 mai. Photo : Packing the hard potatoes, D.R.

Classique

PARIS

Ubu Opéra de Bouchot d'après Jarry

Chanteur, dramaturge, écrivain, polémiste, le compositeur Vincent Bouchot (né en 1966 à Toulouse) tient désormais une place particulière dans le monde musical contemporain. C'est pourquoi Mireille Laroche lui a confié, pour la saison des vingt ans de la Péniche Opéra, la mise en musique de la truculente et prophétique pièce *Ubu roi* de Jarry. Pastiches verdiens (Battaglia, Brindisi), clusters horribles et suavités tonales, intrigue amoureuse entre Mère Ubu et le serviteur Quatrezonneilles, etc. Le tout servi par une authentique distribution de chanteurs comme Françoise Pollet (Mère Ubu), Jean-Philippe Courtis (Père Ubu), Françoise Masset (la Reine), Jacques Bona (le Roi), Christophe Crapet (Bougrelas), Lionel Peintre (capitaine Bordure) et le très bon ensemble Carpe Diem sous la direction de Laurent Cuniot. Opéra-Comique, salle Favart, 5, rue Favart, Paris-2^e. M° Richelieu-Drouot. Tél. : 08-25-00-00-58. Les 10 et 11 mai, à 20 heures. De 7 € à 50 €.

Jazz

COUTANCES

Jazz

sous les pommiers

A suivre de près durant les derniers jours du 21^e festival Jazz sous les pommiers à Coutances : le trio E.S.T. du pianiste suédois Esbjörn Svensson, le quintet du clarinettiste Louis Sclavis (le 9 mai) ; une journée britannique avec le pianiste Matthew Borne en solo, le Brian Irvine Jazz Ensemble venu d'Irlande du Nord, le duo drum'n'bass Badmarsh & Shri et le Jazz Jamaïca All Stars (le 10) ; deux formations de contrebassistes, Fées et gestes quartet d'Yves Rousseau et le quintet de Dave Holland, puis noJazz, la formation la plus inventive et dansante du moment dans les relations entre jazz et musiques électroniques (le 11). Concerts dans différents lieux à Coutances (Manche). Tél. : 02-33-76-78-50. Jusqu'au 11 mai. De 5 € à 21 €.

PARIS

Trio Liebman, Celea, Reisinger

Trois artistes du jazz actuel en toute puissance, du plus tendre des

soupirs à l'énergie la plus vive : le saxophoniste David Liebman, le contrebassiste Jean-Paul Celea et le batteur Wolfgang Reisinger. Leur nouvel enregistrement, présenté en concert, s'intitule *Ghosts* (Night Bird Music/Night & Day) et fête les auteurs des grands standards, les stylistes, les maîtres... Sunside, 60, rue des Lombards, Paris-1^e. M° Châtelet, Les Halles. Tél. : 01-40-26-21-25. Le 9 mai, à 21 heures. 22 €.

Exposition

VENCE

Bernard Pagès

Dans les salles du château de Villeneuve, les sculptures polychromes et souvent monumentales de Pagès racontent quatre décennies d'évolutions et d'inventions. Les plus ascétiques, celles des années 1970, s'imposent par leurs formes simples et la pauvreté voulue des matériaux, bois et caoutchouc noir. Plus tard est venu le temps d'un néo-baroque qui emploie le fer tordu, le carrelage, le ciment coloré, le bois de palmier, la corde, la pierre ou le bidon écrasé. La virtuosité de l'artiste ne fait aucun doute, pas plus que son envie de

repousser loin les limites du possible, de maîtriser l'hétérogène, de défier le déséquilibre, d'envahir l'espace.

Château de Villeneuve, Fondation Emile-Hughes, 2 place du Frêne, Vence (Alpes-Maritimes). Tél. : 04-93-58-15-78. Du mardi au dimanche de 10 heures à 12 h 30 et de 14 heures à 18 heures ; jusqu'au 16 juin. 5 €.

Théâtre

PARIS

Je poussais donc le temps avec l'épaule

Cela avait été l'un des spectacles les plus suivis du dernier Festival d'Avignon. Le montage d'extraits d'*A la Recherche du temps perdu*, mis en scène par Charles Tordjman, et donnés par Serge Maggiani. La voix de ce grand diseur fait entrer dans l'évidence du souvenir proustien, dans la respiration de l'écriture, dans le texte d'une époque. Il est accompagné par trois violoncellistes. Scénographie de Daniel Jeanneteau. Studio du Théâtre national de Chaillot, 1, place du Trocadéro, Paris-16^e. Tél. : 01-53-65-31-22. Du mardi au samedi à 20 h 30 ; dimanche à 15 heures. Jusqu'au 2 juin. De 11 € à 23 €.

OPÉRA • Mozart à l'Opéra de Bordeaux

« Così fan tutte », le jeu de l'amour en trois sets amers



Cruelle initiation pour Guglielmo (Marc Barrard), Dorabella (Delphine Haidan), Fiordiligi (Mireille Delunsch) et Ferrando (Gilles Ragon).

BORDEAUX

de notre envoyée spéciale

Belle fin de saison à l'Opéra de Bordeaux avec cette nouvelle production d'un *Così fan tutte* mozartien faisant la part belle au théâtre. Beaux vrais débuts pour le metteur en scène Emmanuelle Bastet qui, après s'être formée auprès de Daniel Mesguich, Jorge Lavelli et Jean-Louis Martinoty, a appris le métier aux côtés, notamment, de Robert Carsen.

Située dans un décor de cinéma des années 1930 – patio avec pièce d'eau, mobilier de jardin en bois blanc, orangers en bacs et fenêtres sur cour –, la cruelle initiation des jeunes gens se fera dans le lieu clos d'un jardin symbolique, le temps d'une partie de tennis en double et en trois sets. A l'arbitrage, comptant les points, le couple manipulateur Don Alfonso et Despina.

SAVOUREUSES MÉTAPHORES

Que ce soient les décors de Philippe Miesch, les costumes de Cidalia Da Costa ou les lumières de Dominique Bruguière, tout concourt à servir une direction d'acteurs aussi pertinente que psychologiquement fine et d'une grande intelligence musicale. En plus de très bonnes idées scéniques (les deux valets de pied voyeurs et muets, omniprésents, mais aussi « partenaires » de music-hall de Despina, la servante-maîtresse au passé trouble), Emmanuelle Bastet sait capter l'action à sa source, filant sans appuyer de savoureuses métaphores théâtrales : les joyeux préparatifs de la leçon de tennis des jeunes hommes avec Don Alfonso au moment du pari trouvant son paroxysme dans le lancer de balles désordonné et ridicule des jeunes femmes traquées par les faux Persans à la fin de l'acte I. Une métaphore qui finira son orbe au moment de la découverte des supercheries lorsqu'il s'agira de reprendre, raquette en main, la vraie fin de la partie et de la jouer cette fois jusqu'au bout, dégrisés, amers.

Le poétique trio *Soave sia il vento* chanté accroupis au bord du bassin à la scène érotique – et baptismalement – de Fiordiligi suivant dans l'eau son séducteur, la pièce d'eau est le lieu de toutes les transformations, qu'elle s'éclaire pour mieux révéler son fond de mosaïques, murmure sa petite chanson de fontaine ou déploie la virile verticalité de ses jets d'eau. C'est sur elle que se penchera une dernière fois Fiordiligi avant de rejoindre son mari légitime, sur les

Marie-Aude Roux

COSI FAN TUTTE, de Mozart. Avec Mireille Delunsch (Fiordiligi), Delphine Haidan (Dorabella), Danielle Borst (Despina), Gilles Ragon (Ferrando), Marc Barrard (Guglielmo), Vincent Le Texier (Don Alfonso), Emmanuelle Bastet (mise en scène), Philippe Miesch (décor), Cidalia Da Costa (costumes), Dominique Bruguière (lumières), Chœur de l'Opéra de Bordeaux, Orchestre National Bordeaux Aquitaine, Yutaka Sado (direction).

GRAND-THÉÂTRE DE BORDEAUX, le 7 mai. Place de la Comédie, Bordeaux (Gironde). Tél. : 05-56-00-85-95. Places de 8 € à 69 €. Prochaines représentations les 10, 13 et 17 mai à 20 heures.

Selection disques jazz

par Sylvain Siclier

MINGUS BIG BAND

Tonight at Noon...

Sue Mingus, veuve de Charles Mingus et productrice de ces « trois ou quatre nuances » sur le thème de l'amour, a rassemblé dix compositions du contrebassiste qu'interprètent le Mingus Big Band et le Charles Mingus Orchestra. Les mélodies sont là, fortes, prenantes, rendues avec lisibilité par les deux formations. Mais où sont passées ces histoires de passion, de corps qui s'observent, de sauvagerie et de douceur croisées ? Il manque aux orchestres une poussée vers l'expression du désir. Ce que le compositeur Kip Hanrahan aurait su si bien exprimer si ces orchestres lui avaient été confiés. Dans un précédent disque construit sur une thématique politique, les continueurs de la musique de Mingus avaient transcrit avec plus d'allant l'esprit du maître.

1 CD Dreyfus Jazz/Sony Music.

STEPHAN OLIVA, BRUNO CHEVILLON, PAUL MOTIAN

Intérieur nuit

Fin 1999, en studio, un triangle d'attention exceptionnelle pour jouer les compositions du batteur Paul Motian ou inspirées par lui. Avec Paul Motian, Stephan Oliva (piano) et Bruno Chevillon (contrebasse) à l'origine de cette rencontre qui aboutit alors au disque *Fantasm* (RCA-Victor/BMG). Un bonheur de délicatesse et d'engagement musicien pro-

longé lors de plusieurs concerts dont Intérieur conserve l'instant. Aux thèmes respectifs des musiciens, motifs pour une évocation des sens, s'ajoutent en final deux standards, *My Man's Gone Now*, des frères Gershwin et Dorothy Heyward, et *Skylark*, de Hoagy Carmichael et Johnny Mercer. Joués des millions de fois par autant d'improviseurs et encore transfigurés par ces trois formidables poètes. L'art de la suspension sans tomber dans l'évanescence.



1 CD Dreyfus Jazz/Sony Music.

of Power. Les machines (Philippe Balatier aux claviers et samplers, DJ Mike Chekli, platines) ont un rôle prépondérant dans la construction des morceaux. Jazz, certes, car il y a là des écoutes partagées, des solos (vents comme machines) qui réagissent aux propositions communes et ne sont pas plaqués pour faire une couleur jazz sur des rythmiques variées. Le quintet sait écrire des thèmes qui propulsent cet élan collectif. Des bouts de phrases, des voix, des sons viennent comme des contre-chants dans un big band, une syncopé reggae (*What Time Is It?*), la transe orientale (*Medina*), des traces calypso ou afro-cubaines (*Can-della*) s'insèrent sans effet de collage. noJazz a entendu Miles Davis dans sa tentative de combiner hip hop, funk et jazz. Avec talent et inventivité, et sans le copier.

1 CD Warner Jazz.

STAN GETZ

Imagination

A jamais identifié à la vague du jazz bossa nova du début des années 1960, Stan Getz a connu une période avant ce succès planétaire. Ainsi, les faces sélectionnées par le producteur Francis Dreyfus dans des enregistrements de 1949 et 1950 permettent d'entendre le saxophoniste dans un contexte d'accompagnement clairement be bop. Encore sous l'influence de Lester Young, Getz a au ténor des inflexions sans à-coups, développe un souffle puis-

sant pour donner à ses caresses plus d'ampleur. Auprès de Getz, le pianiste Al Haig et le batteur Roy Haynes en particulier sont des compagnons d'élegance. Getz s'approprie les plus connues des mélodies pour n'en esquisser que la trame. Dans *Imagination* toute la question du style en jazz, donc de l'individualité, est magnifiée, déjà, par la moindre note de Getz.

1 CD Dreyfus Jazz/Sony Music.

MICHAEL BLAKE

Elevated

La jeune garde new-yorkaise du jazz commence à se faire entendre. Les productions phonographiques du club Knitting Factory viennent de s'enrichir d'un quartet de belle aisance, énergie et généreux dirigé par le saxophoniste Michael Blake. En formation classique avec piano (Frank Kimbrough), Ben Allison (contrebasse) et Mike Mazor (batterie), Blake règle un sort vite fait au poids de l'éternel après-Coltrane, joue avec la surface des couleurs musicales d'un axe Afrique - Proche-Orient sans culpabilité (*Surfing Sahara*), assume le swing de bout en bout pour mieux faire passer son rapport aux codes des avant-gardes, ce qui manque tant dans les propos des jeunes solistes. Les neuf poussées d'*Elevated* ne renouvellent pas le jazz mais retiennent l'oreille par leur supplément d'âme.

1 CD Knitting Factory Records/Orkhestra International.

PIET MOGET

peinture 1982 2002

Centre d'Art Contemporain Georges Pompidou à Cajarc (Lot)

24 mars - 20 mai 2002 fermé lundi

RÉGIONS

GYPTIS

CHATOT - VOYOUCAS du 14 au 18 mai 2002

Paroles de femmes

Dario Do et Franca Rame

Mise en scène Prosper Diss

Le Théâtre du Séjour

TENDRE, BOULEVANT, A VIF...

Peter Sellars, né sous le signe du Phénix

Licencié de la direction du festival d'art de la très conservatrice ville d'Adélaïde (Australie), l'artiste américain a l'intention de s'installer six mois par an à Paris

« UN MAÎTRE de fengshui m'a dit un jour que j'étais du signe du Phénix. Et j'avoue que cet animal me correspond bien. A plusieurs reprises, je me suis entièrement consumé avant de renaitre de mes cendres. Ma vie a toujours pris les tournants les plus bizarres. J'ai souvent été viré, car je fais souvent paniquer les gens » : licencié, Peter Sellars vient de l'être à nouveau. En cette journée ensoleillée de fin d'été austral, il se promène dans les rues d'Adélaïde, la capitale de l'Etat d'Australie-Méridionale. Tous les cinquante mètres, une personne l'accoste, le remercie. L'artiste américain, reconnaissable par sa coupe de cheveux en brosse, les serre tous dans ses bras, qu'ils soient de vieux amis ou de parfaits inconnus.

Quelques mois plus tôt, le 10 novembre 2001, le metteur en scène et auteur avait été licencié de la direction du festival d'art de cette ville d'un million d'habitants. Deux ans et demi de travail pour rien... ou presque. « Les gens pensaient qu'aucun de mes projets ne se concrétiseraient, mais regardez : aujourd'hui tout est là », raconte avec ses grands yeux bleus tout ronds ce « petit génie » qui durant sa jeunesse a reçu des bourses publiques pour suivre des cours à Harvard et à la prestigieuse école d'Andover. « Lorsque vous plantez une graine, il faut du temps avant qu'une pousse ne sorte de terre. Et puis avoir été licencié d'ici est un des plus grands honneurs que l'on pouvait me faire. »

DÉMISSIONNER EST UN ACTE ÉGOÏSTE L'ancien patron de la Boston Shakespeare Company et du Kennedy Center de Washington a longtemps refusé de voir certains signes prémonitoires. Un mois à peine après avoir déménagé en Australie, il a reçu une lettre lui annonçant qu'il ne serait jamais plus reçu par le ministre de la culture d'Australie-Méridionale – un combat pour un artiste qui est accueilli à bras ouverts dans les ministères français ou britanniques. Peter Sellars a malgré tout choisi de continuer. « Démissionner est un acte égoïste, je portais sur mes épaules les espoirs de trop de monde », explique-t-il aujourd'hui. Et puis son envie de vivre quelque temps à l'autre bout du monde lui tenait à cœur. « Je voulais commencer le nouveau siècle de l'autre côté de la planète, entrer dans le troisième millénaire avec une nouvelle perspective », résume-t-il.

Rapidement, il s'aperçoit que sa nouvelle ville d'accueil se révèle bien plus conservatrice qu'il ne l'avait imaginé. Lui qui a l'habitude de se promener dans les rues en pantalons

BIOGRAPHIE

► 1957

Naît à Pittsburgh (Pennsylvanie).

► 1974

Met en scène le « Ring » de Wagner.

► 1983

Directeur de l'American National Theater au Kennedy Center (Washington)

► 1988 à 1996

Directeur artistique du festival de Los Angeles

► 2000

Directeur du festival d'Adélaïde jusqu'en novembre 2001

Ion de velours et en chemise rouge vif avec autour du cou un collier de grosses perles en bois et un sac indien sur son épaulé s'attira vite les regards hostiles des locaux. « Adélaïde est une ville secrète et raciste », résume l'artiste. Ce phénomène tend toutefois à se généraliser... Mais c'est en même temps un endroit idéal pour travailler car si on parvient à faire bouger les choses ici, il peut faire partout ailleurs sur la planète. »

Sachant très bien qu'il allait s'attirer les foudres des « bien-pensants » australiens, il choisit de centrer le festival autour des thèmes de la protection de l'environnement, de la diversité culturelle et de la réconciliation avec les Aborigènes. Autant de « poils à gratter » dans cette région très conservatrice. Il ébauche même l'idée d'amener un orchestre symphonique jouer un concert exceptionnel aux portes de Woomera, le centre de détention où sont incarcérés les immigrants illégaux. Son licenciement lui sera finalement annoncé le jour de la réélection du gouvernement fédéral. Peter Sellars était alors en déplacement à Paris, il y restera finalement quatre mois afin, comme il l'explique, de « se nettoyer de toute amertume et colère ». Il choisit toutefois de pousser plus loin sa réflexion sur les problèmes d'immigration. « Je vais créer en

septembre 2003 un projet pour un festival dans la Ruhr, en Allemagne, autour de cette question. Tous les soirs à 18 heures, nous organiserons un débat autour de l'immigration avec une personne connue avant le début du spectacle où le public sera amené à participer. Il y aura sur scène de véritables réfugiés. A 22 heures, nous servirons aux spectateurs du café avant de diffuser un film sur un pays peu connu, comme le Pakistan. Ce spectacle partira ensuite en tournée à Zurich, Londres, Paris, Vienne et Boston. »

► LA PLANÈTE ENTIERE VIT À BARBÈS

Le toujours souriant metteur en scène qui adore parler avec ses mains vient également de prendre une autre décision d'importance : il va vivre à Paris six mois par an. « J'ai signé une promesse d'achat pour un appartement à Barbès, révèle-t-il. J'adore ce quartier car il est très vivant. La planète entière est là. Et puis j'ai tellement vécu au bord du gouffre que j'ai envie de me poser dans un endroit où je me sens bien. Et Paris, pour moi, est le lieu idéal. » La capitale, il l'a découverte l'année de ses 18 ans. Sa mère, professeur d'anglais, décida un beau jour de quitter avec son fils l'Amérique pour s'installer en Europe (elle a depuis vécu au Japon, en Chine et réside désormais à

Vienne). « C'est à cette période que Peter Brook venait d'arriver en France et que Patrie Chéreau montait ses premières pièces, se souvient-il. J'allais au spectacle cinq fois par semaine. Et, le reste du temps, je vivais à la Cinémathèque. Dans les musées, je pouvais rester trois jours devant un seul tableau. Vous devez passer autant de temps devant une œuvre que le peintre lorsqu'il l'a peinte. Je suis un des rares artistes qui fasse encore des œuvres longues, comme ma mise en scène de l'opéra d'Olivier Messiaen, Saint François d'Assise, qui durait six heures. La bonne nourriture, il faut la laisser mijoter. »

Les récents événements en Afghanistan et la politique américaine de George W. Bush l'ont également persuadé de s'expatier à mi-temps. « Avec Washington qui veut jouer le rôle de policier de la planète, de plus en plus d'artistes vont désormais choisir d'exposer leur travail en Europe, plutôt qu'aux Etats-Unis, estime-t-il. Paris a toujours été et restera un endroit, une table autour de laquelle on peut s'asseoir et discuter. La culture française a été créée par des réfugiés comme Picasso ou Stravinsky. » Peter Sellars aimerait bien ajouter son nom à cette liste...

Frédéric Therin

TÉLÉVISION

Enfants citoyens

Le 11 mai, l'Assemblée nationale va accueillir les 577 députés en herbe du Parlement des enfants, ce dispositif créé en 1994 pour marquer la volonté d'impliquer la jeune génération dans la vie politique. A la veille de cette 9^e session, « Les Maternelles », le magazine présenté par Maïtena Biraben, consacre un dossier aux conseils municipaux d'enfants et de jeunes mis en place dans près de 1 200 communes pour associer les 9-18 ans à la vie municipale. Des reportages sur trois élus de la région parisienne – Lydia et Maureen, membres de la commission solidarité-santé du conseil municipal d'enfants de Juvisy-sur-Orge (Essonne) et Antoine, auteur d'un « programme » pour Elancourt (Yvelines) – et un plateau éclairent les objectifs et les priorités de ces jeunes citoyens : apprendre à penser librement (sans se référer aux parents ou aux adultes) et à exprimer ses opinions, représenter les autres et agir pour eux, venir en aide aux défavorisés et aux handicapés, respecter les personnes et l'environnement...

De son côté, « Va savoir » consacre un numéro spécial au Parlement des enfants. Samedi 11 à 17 h 35, Gérard Klein propose une visite de l'Assemblée nationale en compagnie de quatre garçons et filles qui ont participé au Parlement de 2001. – Th.-M. D.

► **L'Enfant et la citoyenneté**, dans « Les Maternelles », vendredi 10 mai, 8 h 45, France 5. Rediffusion le samedi 11 à 9 h 45.

VENDREDI 10 MAI

► Libre circulation

20 h 40, Arte
Romain, la trentaine, au chômage et en rupture amoureuse, s'improvise chauffeur routier pour transporter des ordinateurs en Pologne. Le vol de son camion l'oblige à aller à la rencontre de ce pays dont il ne parle pas la langue et de ses habitants. Son errance et ses découvertes lui ouvrent les yeux. La fiction de Jean-Marc

Moutout en dit plus long sur la mutation de la Pologne que bien des reportages.
► **Maigret et le fou de Sainte-Clotilde**
20 h 55, France 2
Tombé d'un train de nuit en tentant de suivre un passager pressé de descendre en marche, Jules Maigret se retrouve au milieu de nulle part. Secouru par un paysan, il arrive dans une petite ville lorraine, Sainte-Clotilde, d'autant plus

► Maigret campé par Bruno Cremer

Rediffusion, en version originale cette fois, du chef-d'œuvre d'Ernst Lubitsch diffusé en version doublée sous le titre *Jeux dangereux* en ouverture de la Théma sur l'humour juif du dimanche 5 mai.



FRANÇOIS FOGEL/CORBIS SYGMA

LES GENS DU MONDE

■ Les Rolling Stones ont annoncé mardi 7 mai, au cours d'une conférence de presse au Van Cortlandt Park de New York, qu'ils débutteront une tournée mondiale le 5 septembre à Boston (Massachusetts). Mick Jagger, Keith Richards, Charlie Watts et Ron Wood sont apparus à bord d'un dirigeable jaune, frappé du célèbre logo à la langue pendante, après avoir survolé le parc pendant une quinzaine de minutes. Cette tournée mondiale, qui intervient trois ans après la précédente, marquera le quarantième anniversaire de la formation britannique. Les prix des places pour les premières dates s'échelonnent de 50 à 100 dollars. Les Rolling Stones détiennent toujours le record de la tournée la plus lucrative, celle de 1994, qui avait rapporté plus de 120 millions de dollars. Pour cet anniversaire, le groupe n'a pas l'intention de publier de nouvel album, seulement d'enregistrer quelques chansons originales qui devraient figurer sur une compilation.

■ Le dramaturge américain Arthur Miller a reçu mercredi le prix Prince des Asturies des lettres, une des principales distinctions espagnoles, a annoncé le jury à Oviedo. Agé de 87 ans, il est le troisième écrivain de langue non espagnole à obtenir le prix après l'Allemand Günter Grass en 1999 et la Britannique Doris Lessing en 2001. L'auteur de *Mort d'un commis voyageur*, des *Sorcières de Salem* et des *Misfits* (*Les Désaxés*), Prix Pulitzer en 1949, persécuté sous le macarthysme et ancien époux de l'actrice Marilyn Monroe, recevra son prix en octobre prochain à Oviedo, lors d'une cérémonie présidée par le prince Felipe des Asturies, héritier de la Couronne d'Espagne.

■ Un monument au chanteur et poète Boulat Okoudjava, l'une des figures les plus marquantes de la chanson soviétique, qui est décédé à Paris en 1997, a été inauguré mercredi sur le vieil Arbat, l'une des plus anciennes rues de Moscou et que l'artiste avait célébré dans une chanson. Le monument, conçu par le sculpteur Gueorgui Frangoulian, montre le chanteur, les mains dans les poches, franchissant une arche.

L'inauguration a eu lieu en présence du maire de la capitale, Iouri Loujkov, et de l'épouse de l'ancien président russe Boris Eltsine, Naina. « La statue représente Okoudjava en homme libre qui traverse la période dure, froide, du régime soviétique », a indiqué le sculpteur au journal *Vetchernaïa Moskva*. Né en 1924 d'un père géorgien et d'une mère arménienne, tous deux victimes des purges staliniennes, Boulat Okoudjava est l'auteur de chansons, de poèmes et de pièces de théâtre qui ont constitué un apport de premier plan à la littérature dissidente en URSS. Des millions de Russes ont appris par cœur les chansons, empreintes de nostalgie, qu'il interprétait en s'accompagnant à la guitare, grâce notamment à des enregistrements clandestins.

RADIO

VENDREDI 10 MAI

► La Bande passante

15 h 40, RFI
Edition spéciale Paris Combo. A l'occasion de la sortie du nouvel album, *Attraction*, Alain Pilot a enregistré le groupe à La Scène, en live et en public.

► L'Autre Europe

16 h 40, RFI
« Peut-on aujourd'hui parler de liberté de la presse en Serbie ? » Tel est le thème abordé par Maria Bejanovska dans le magazine de l'Europe centrale et orientale.

► Ne le répétez pas

18 h 45, RTL
Emmanuel Chain reçoit le navigateur Bruno Peyron, qui vient de remporter le Trophée Jules-Verne en battant le record du Tour du monde à la voile en équipage détenu par Olivier de Kersauson.

► Black & Blue

19 h 30, France-Culture
Il y a vingt ans mourut le pianiste, compositeur et chef d'orchestre de jazz noir américain Thelonious « Sphere » Monk. Alain Gerber salue la mémoire du pionnier du be-bop dans son émission intitulée « Comment j'ai rencontré le Prophète. Hommage à Thelonious Monk ». Avec André Clerget, Gilles Anquetil, Jean-Louis Chautemps et Georges Paczynski.

RADIO-TÉLÉVISION

JEUDI 9 MAI

TF1

13.50 Le Grand Bazar ■ Film. Claude Zidi (Fr., 1973) 15.25 Sur la piste du grizzly Téléfilm. Sean McNamara (EU, 1999) 17.00 La Gloire de mon père Film. Yves Robert (Fr., 1990) 18.55 Le Bigdil 19.55 Météo, Journal, Météo.



20.55 LES CORDIER, JUGE ET FLIC NÉE EN PRISON Série. Paul Planchon. Avec Pierre Mondy, Bruno Madinier, Charlotte Valandrey, Jean-Pierre Bouvier, Astrid Veillon (France, 1998) O 1055489 *Bruno Cordier s'apprête à épouser une ravissante demoiselle qui ne plait guère à son commissaire de père.*

22.45 COLUMBO COLUMBO CHANGE DE PEAU Série. Vincent McEvety. Avec Peter Falk, Ed Begley Jr, Bert Young, Tyne Daly, Shera Danese (EU, 1994) 4357880 **0.30** Les Coulisses de l'économie 9781652

1.20 Le Droit de savoir Sections de recherche de la gendarmerie. 2438756 **2.25** Reportages Les étangs du diable. 353287 2.30 Anna Maria Bluff. 347132 **3.35** Très chasse La chasse devant soi. 621885 **4.30** Musique (12 min).

CÂBLE ET SATELLITE

FILMS

13.50 Sabotage à Berlin ■■■ Raoul Walsh (Etats-Unis, 1942, N, v.m., 105 min). TCM

13.55 Une nuit à l'opéra ■■■ Sam Wood (Etats-Unis, 1935, N, 95 min).

19.00 Le Port de l'angoisse ■■■ Howard Hawks (Etats-Unis, 1944, N, 105 min). TCM

19.35 Lola ■■■ Jacques Demy (France, 1960, N, 85 min) O Cinétoile

20.45 L'Appât ■■■ Bertrand Tavernier (France, 1995, 115 min) O Cinéstar 1

20.45 Elephant Man ■■■ David Lynch. Avec John Hurt, Anthony Hopkins (Grande-Bretagne - EU, 1980, N, 120 min) O Canal Jimmy

20.45 Les Apprentis ■■■ Pierre Salvadori (France, 1995, 100 min) O TPS Star

21.00 Les Demoiselles de Rochefort ■■■ Jacques Demy (France, 1967, 120 min) O Cinétoile

23.00 Les demoiselles ont eu 25 ans ■■■ Agnès Varda (France, 1992, 67 min) O Cinétoile

23.05 Meurtre à l'italienne ■■■ Pietro Germi (Italie, 1959, N, 110 min) O CinéClassics

0.10 La Vie privée de dom Juan ■■■ Alexander Korda (Grande-Bretagne, 1934, N, 85 min) O Cinétoile

0.55 The Rack ■■■ Arnold Laven (Etats-Unis, 1956, N, 100 min) O CinéClassics

FRANCE 2

13.50 Des gens si bien élevés Téléfilm. Alain Nahum (1997) O 17.00 Un livre 17.10 On l'appelait Milady ■ Film. R. Lester (GB, 1977) 18.55 On a tout essayé 19.50 Un gars, une fille 20.00 Journal, Elections 2002, Météo.



20.55 LE TUNNEL Téléfilm. Roland Suso Richter. Avec Heino Ferch, Sebastian Koch, Alexandra Maria Lara, Mehmet Kurtulus (All, 2000) [1 et 2/2]. 7780809-733254 *En août 1961, alors que le mur de Berlin se construit, un champion de natation passe à l'Ouest. Mais sa sœur est restée à l'Est.*

0.10 Journal de la nuit, Météo.

0.30 NIKITA LE VISAGE DANS LE MIROIR Série. Avec Peta Wilson. 9788565 O 1.15 Y a un début à tout Spéciale chansons. Invités : Lââm, Dave, Danny Brillant, Charly et Lulu, Sandrine François. 7248671

3.15 Les Gens du pays d'en-haut Documentaire. 3397126 O 4.00 24 heures d'info, Météo 4.20 Les Piliers du rêve Documentaire. 9490774 4.50 Eurocops Blanc comme neige. Série (70 min). 1249045

1.05 Espace francophone 1.30 Ombre et lumière Julien Clerc 2.00 C'est mon choix... ce soir 2.25 Soir 3 2.45 Strip-tease Magazine

3.40 Les Dossiers de l'histoire 6202294 4.35 Un jour en France Bevinda (40 min) 6565229.

MAGAZINES

16.10 ET 0.10 comme idées. Sophie Delassein. i télévision

16.55 Les Lumières du music-hall. Georges Brassens, Françoise Hardy. Paris Première

18.45 Rive droite, rive gauche. Invités : Philippe Noiret ; André Dussollier. Match TV

18.55 J'y étais. Elie Semoun. Match TV

19.00 Explorer. Le naufrage du « Kronan ». Le langage des dauphins. Restauration de la Renaissance. Nat. Geographic

22.10 Open club. Gérard Oberlé. CineClassics

22.55 Boléro. Invités : Cécilia Cara ; Damien Sargue. TMC

DOCUMENTAIRES

17.05 Poussières de guerre. Le chant des armes. le temps des larmes. Histoire Voyage

19.00 Monsieur Hergé. La Chaîne Histoire

19.00 Pilot Guides. Paris. Voyage

19.15 Radovan Karadzic, poète, médecin et criminel

Histoire

19.15 Michel-Ange. Mezzo

19.50 Les Mystères de l'Histoire. Brésil, une histoire gênante. La Chaîne Histoire

20.00 Les Jardins du Soleil. Versailles. Voyage

20.15 Hollywood Stories. Steve McQueen. Paris Première

20.30 La Vie intime des lémuriens. Odyssee

MAGAZINES

16.10 Les Requins et les Hommes. National Geographic

21.05 Geneviève de Gaulle-Anthonioz ou l'engagement. TV 5

17.45 L'invasion du Zubin Mehta. Histoire Odyssee

22.20 Hep taxi. Berlin. Mezzo

22.45 La Véritable Histoire d'« Elephant Man ». Canal Jimmy

23.05 Pilot Guides. Mexico. Voyage

23.40 Histoires de langoustes. Odyssee

23.40 Carnets de prison. Planète

0.50 BD business. [1/2]. Planète

FRANCE 3

16.25 Luck Luke : Les Dalton en cavale Film (1983) 17.50 C'est pas sorcier 18.15 Un livre, un jour 18.20 Questions pour un champion 18.50 Le 19-20 de l'info, Météo 20.15 Tout le sport 20.25 C'est mon choix... ce soir.



20.55 LE TÉMOIN DU MAL Film. Gregory Hoblit. Avec Denzel Washington, John Goodman, Donald Sutherland, James Gandolfini (Etats-Unis, 1998) O 289064 *Un policier s'attaque à une entité maléfique qui passe de corps en corps. Un film fantastique qui effleure quelques grands thèmes du genre.*

22.55 Meteo, Soir 3.

23.25 PASSÉ SOUS SILENCE VOL AF-8969 ALGER-PARIS, HISTOIRE SECRÈTE D'UN DÉTOURNEMENT Documentaire. Malik Aït-Aoudia et Séverine Labat (2002). 9434489 **0.25** La Loi de Los Angeles Série. 5629861

1.05 Espace francophone 1.30 Ombre et lumière Julien Clerc 2.00 C'est mon choix... ce soir 2.25 Soir 3 2.45 Strip-tease Magazine

3.40 Les Dossiers de l'histoire 6202294 4.35 Un jour en France Bevinda (40 min) 6565229.

DOCUMENTAIRES

17.05 Poussières de guerre. Le chant des armes. le temps des larmes. Histoire Voyage

19.00 Régions de France. La Côte d'Opale. La Chaîne Histoire

19.00 Monsieur Hergé. La Chaîne Histoire

19.00 Pilot Guides. Paris. Voyage

19.15 Radovan Karadzic, poète, médecin et criminel

Histoire

19.15 Michel-Ange. Mezzo

19.50 Les Mystères de l'Histoire. Brésil, une histoire gênante. La Chaîne Histoire

20.00 Les Jardins du Soleil. Versailles. Voyage

20.15 Hollywood Stories. Steve McQueen. Paris Première

20.30 La Vie intime des lémuriens. Odyssee

CANAL+

15.10 On est les champions ! 16.20 Le Pacte des loups ■■■ Film. Christophe Gans (2001) 99817880 O En clair jusqu'à 20.44 18.45 Dilbert 19.05 Journal 19.25 + de cinéma, + de sport 19.50 Zapping, Guignols 20.05 Burger Quiz.



20.50 NUIT JEAN-PIERRE MELVILLE : CINÉMA DE QUARTIER - LE CERCLE ROUGE ■■■ Film. Jean-Pierre Melville. Avec Alain Delon, Bourvil, Yves Montand, François Périer (France, 1970) O 13166267 *Un truand évadé se lie à un autre qui vient de sortir de prison pour réaliser un gros coup. Un univers fascinant de prédateurs et de fantômes.*

23.05 NUIT JEAN-PIERRE MELVILLE : CINÉMA DE QUARTIER - L'ARMÉE DES OMBRES ■■■ Film. Jean-Pierre Melville. Avec Alain Delon, Nathalie Delon (Fr., 1967). 9632297 **3.20** Surprises 2883861 **3.40** Hockey sur glace Championnat de la NHL (100 min) 41954749. **2.20** Monastères moldaves [2/2] (30 min).

MAGAZINES

21.00 La Guerre civile d'Espagne. [4/6]. Franco et les nationalistes.

21.00 Les Requins et les Hommes. National Geographic

21.05 Geneviève de Gaulle-Anthonioz ou l'engagement. TV 5

17.45 L'invasion du Zubin Mehta. Histoire Odyssee

22.20 Hep taxi. Berlin. Mezzo

22.45 Portrait de Zubin Mehta. Histoire Odyssee

23.40 Histoires de langoustes. Odyssee

23.40 Carnets de prison. Planète

0.50 BD business. [1/2]. Planète

SPORTS EN DIRECT

18.00 Football. Festival international Espoirs de Toulon (groupe B) : Afrique du Sud - Japon. Eurosport

20.00 Hockey sur glace. Championnat du monde (2^e demi-finale). Suède - Slovaquie. Pathé Sport

20.00 Football. Festival international Espoirs de Toulon (groupe B) : Italie - Irlande. Eurosport

DANSE

17.00 Clavigo. Chorégraphie de Roland Petit. Musique de Gabriel Yared. En 1999. Par le ballet de l'opéra national de Paris. Avec Nicolas Le Riche...

21.00 Ombre et lumière Magazine. Invité : Jean Paul Gaultier. 9148237

21.00 La Guerre civile d'Espagne. [4/6]. Au cœur

21.05 Surprises 2883861 Minutes en + Spécial Les Guignols de l'info, tigre et chat bite. Magazine. 6897010

21.00 THE YARDS ■■■ Film. James Gray. Avec Mark Wahlberg, Joaquin Phoenix, Charlize Theron, James Caan, Ellen Burstyn (Etats-Unis, 1999) O 2341403

Une relecture du film noir qui dépasse les conventions.

22.55 Surprises 2883861 Minutes en + Spécial Les Guignols de l'info, tigre et chat bite. Magazine. 6897010

21.00 THE YARDS ■■■ Film. James Gray. Avec Mark Wahlberg, Joaquin Phoenix, Charlize Theron, James Caan, Ellen Burstyn (Etats-Unis, 1999) O 2341403

Une relecture du film noir qui dépasse les conventions.

22.55 Surprises 2883861 Minutes en + Spécial Les Guignols de l'info, tigre et chat bite. Magazine. 6897010

21.00 THE YARDS ■■■ Film. James Gray. Avec Mark Wahlberg, Joaquin Phoenix, Charlize Theron, James Caan, Ellen Burstyn (Etats-Unis, 1999) O 2341403

Une relecture du film noir qui dépasse les conventions.

22.55 Surprises 2883861 Minutes en + Spécial Les Guignols de l'info, tigre et chat bite. Magazine. 6897010

21.00 THE YARDS ■■■ Film. James Gray. Avec Mark Wahlberg, Joaquin Phoenix, Charlize Theron, James Caan, Ellen Burstyn (Etats-Unis, 1999) O 2341403

Une relecture du film noir qui dépasse les conventions.

PIERRE GEORGES

L'est pas belle, la vita ?

ÉVIDEMMENT, il fallait s'y attendre. A peine redevenu un simple citoyen et un retraité, Lionel Jospin a été filoché par les brigades paparazziennes dûment mandatées. On imagine assez les ordres et commandes passés : veux du Jospin ! Mort ou vif ! Tout savoir ! Où il est ? Qu'est-ce qu'il fait ? Ce qu'il mange, ce qu'il lit, sa santé, son allure, ses moindres déplacements, les travaux dans sa chaumièr à Ré, son présent, son devenir. Bref, tout.

Aussitôt dit... En moins de temps qu'il n'en faut pour le photographe, Lionel Jospin a été retrouvé. Pas oubliée, Palerme ! Pas plus qu'on ne s'y fait oublier. Connaissant son goût des îles, et jouant pour ainsi dire à domicile, les paparazzi ont déniché le vacancier le plus vacancier de France et de Sicile dans un, citons, « des plus grands hôtels » de la capitale sicilienne. Soleil, palmiers, mer et ciel bleus, elle est pas belle la vita ?

Comme en une offre aux photographes, pour solde de toute curiosité, Lionel Jospin et son épouse Sylviane ont accepté de prendre la pose sur la terrasse de la villa Igia, établissement qui gagnerait nettement à être connu. Et donc photo fait foi que nous avons de nos yeux, de nos *occhi*, vue, c'était bien lui et c'était bien elle. Souriants, décontractés, lui en costume encore, mais déjà sans cravate, c'est-à-dire en pleine désescalade vestimentaire. L'échange verbal fut bref, cordial et nonobstant culturel. Aux paparazzis dont il supposait, à juste titre, qu'ils maîtrisaient l'idiome local, le portraituré posa une question, une seule, mais la bonne : comment dit-on « lunettes de soleil » en italien, vu que cela allait être son premier achat ? Du chœur

IL Y A 50 ANS, DANS **Le Monde**

Simple paraphe

UN GRAND SOULAGEMENT chez les négociateurs, aucune trace d'enthousiasme dans l'opinion. Tel est, semble-t-il, l'état d'esprit dans lequel est paraphe aujourd'hui vendredi le traité instituant la Communauté européenne de défense. La négociation en a été longue et ardue ; ses artisans les plus convaincus ont paru par moments désespérer du succès. On comprend qu'ils soient satisfaits de voir enfin entérinés dans un instrument diplomatique

que en bonne et due forme les résultats de leur patience et de leur esprit de conciliation. Chaque chef de délégation dira, et il aura sans doute raison, qu'il a sauvé l'essentiel. Mais il ne pourra faire que le parallèle entre le traité des Six et le projet initial ne soit fort décevant. La Grande-Bretagne et la Scandinavie ont refusé d'entrer dans la Communauté. Le ministre européen de la défense que, avant M. Plevén, MM. Churchill et Spaak avaient

(10 mai 1952.)

des paparazzis, car tout de même ces gens-là ont du cœur, monta la réponse : « *occhiali da sole* ». Comment dites-vous ? « *occhiali...* ».

Le vacancier, avec le sérieux qu'on lui connaît, prit des notes. Ou fit mine d'en prendre. Car il ne faut pas exclure que dans cette quête et requête le demandeur se soit moqué ouvertement de ses interlocuteurs. Comme pour leur signifier et nous signifier que désormais il était dans un autre monde. Que si la fantaisie lui en prenait il pourrait perfectionner et compléter ses connaissances linguistiques en matière de fabuleuses bésicles anti-UV, en portugais, en espagnol, en patagon septentrional ou en moldave cétier. Et qu'allant désormais à son pas tranquille, il n'était pas impossible qu'il nous enquigne en attendant !

Cécile, habituée à tenir une classe – elle est professeur de français au collège Paul-Eluard d'Evry – commence en douceur par un tour de table, pour laisser à chacun des trentenaires présents – directeur de conservatoire, apprentie journaliste, intermittent du spectacle ou webmestre – le temps de raconter leur « 21 avril », leurs éveils citoyens respectifs. Mais elle ramène vite l'assistance aux bases de l'engagement du groupe. « Pendant ces quinze derniers jours, le collectif a été un moyen pour chacun de transformer l'émotion en action, de rompre l'isolement, de venir ou de revenir à la militance dans une organisation "de gauche" au sens large, mais indépendante. Rappelez-vous que, dès le début, nous disions : au-delà du 5 mai, n'oublions pas les législatives, et même au-delà ! Nous disions aussi : Le Pen sera encore là au troisième tour. Malgré vingt ans de militantisme contre ses idées, son parti n'est pas mort, au contraire, et il faut réinventer la démocratie pour le contrer. »

Deux courants apparaissent rapidement dans la petite salle enfumée. Alexis, un collègue de Cécile, professeur d'histoire, pousse l'idée d'un collectif « lieu d'échanges pour recharger nos batteries. J'ai quitté le PS l'année dernière parce que je m'y sentais enfermé. Mes

CARNET DE CAMPAGNE

« Après le 1^{er} Mai, il faut transformer l'émotion en action »



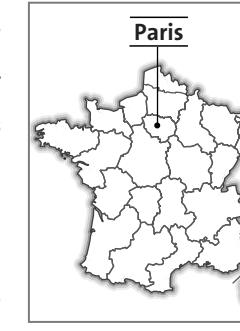
Le collectif Construisons la démocratie se mobilise pour contrer les idées du Front national.

un lieu d'action alternatif, qui continue à « *tracter* », afin notamment de toucher l'électeur « *frontiste* ». C'est ce dernier qui fait naître les premières étincelles de la soirée.

Personne ici n'en connaît un vrai, en chair et en os, avant le 21 avril. Le 22, tous ont voulu aller vers lui pour tenter d'infléchir sa décision. James, Américain de Belleville, croit qu'il est possible d'en convaincre un en moins de dix minutes. Martine, qui a découvert que son cordonnier de toujours est un lepéniste maghrébin convaincu, en doute. Richard rappelle que le frontiste « *vote avec ses tripes* », et que le convaincre est un travail éreintant nécessitant un argumentaire peaufiné. « *Nous sommes quelques intellos parisiens de gauche qui n'y comprenons rien. Sartre s'est cassé les dents à essayer de convaincre les ouvriers de Billancourt, alors nous, avec quelques tracts...* », lâche enfin Martine.

L'abattement menace. Mais Cécile a repris la main. « Je vous rappelle que nous avons l'échéance du 9 juin, premier tour des législatives. Laissons provisoirement tomber les lépénistes purs et durs, il faut persuader les autres d'aller à nouveau voter. Et même si nous ne touchons que 100 personnes, ce serait déjà respectable. C'est ça, la démocratie participative », lance-t-elle. « Ce que nous apporterons, à notre niveau, ce sont justement ces qualités d'intellos qui font défaut à d'autres électeurs », ajoute Alexis. Il enchaîne : « Les législatives sont plus compliquées que la présidentielle. Un travail de pédagogie sur ses mécanismes mêmes est nécessaire. Pour expliquer ce que sont les triangulaires, la proportionnelle, pourquoi, si on s'abstient encore, la situation pourra être aussi périlleuse que celle de l'entre-deux-tours. Nous pourrions aussi rédiger des notes de lecture explicatives des programmes des candidats. » Des volontaires lèvent déjà le doigt. Prochaine réunion, le 21 mai.

Cécile Ducourtieux



idées n'intéressaient pas, je n'étais qu'un distributeur de tracts. J'y retournerai à condition d'avoir à côté un autre engagement où les expériences circulent. Chaque membre du collectif pourrait s'encarter à un parti ou s'engager dans une association puis ramener des informations de première main pour nourrir le groupe. Des volontaires proposent d'infiltrer Attac ou Ras l'front. D'autres au contraire, comme Florence, qui vient d'adhérer au PS, et qui constate qu'à sa première réunion de section « on a passé un temps fou à se mettre d'accord et à se congratuler », conçoivent avant tout le collectif comme

EN LIGNE SUR lemonde.fr

■ **Notre lettre d'information Musexpo.** Tous les jeudis, le lemonde.fr adresse gratuitement aux internautes qui en font la demande sa lettre d'information Musexpo. Elle propose une sélection d'expositions ainsi que les articles du *Monde* consacrés aux arts plastiques et à la photographie. On y trouve également un portfolio consacré à un événement phare.

■ **Notre édition abonnés.** Plongez au cœur de l'actualité pour 5 € par mois.

CONTACTS

► RÉDACTION
21 bis, rue Claude-Bernard, 75242 Paris Cedex 05. Tél : 01-42-17-20-00 ; télécopieur : 01-42-17-21-21 ; tél : 202 806 F

► ABONNEMENTS

Par téléphone : 01-44-97-54-54
Sur Internet : <http://abo.lemonde.fr>
Par courrier : bulletin p. 12
Changement d'adresse et suspension : 0-825-022-021 (0,15 euro TTC/min)

► INTERNET

Site d'information : www.lemonde.fr
Site finances : <http://finances.lemonde.fr>
Site nouvelles technologies : <http://interactif.lemonde.fr>

► Tirage du *Monde* daté jeudi 9 mai 2002 : 506 073 exemplaires.

Guide culturel : <http://aden.lemonde.fr>Marché de l'emploi : <http://emploi.lemonde.fr>Site éducation : <http://educ.lemonde.fr>Marché de l'immobilier : <http://immo.lemonde.fr>

► THÉMATIQUE

3615 lemonde

► DOCUMENTATION

Sur Internet : <http://archives.lemonde.fr>

► COLLECTION

Le Monde sur CD-ROM : 01-44-88-46-60*Le Monde* sur microfilms 03-88-71-42-30

► LE MONDE 2

Abonnements : 01-42-17-32-90

En vente : « *La République réélu* ».

1 - 3

Le Monde

Les présidents, leur image...

Portraits, stratégies de communication, utilisation des médias, de Charles de Gaulle à Jacques Chirac



Samedi 11 mai avec **Le Monde** daté dimanche 12 - lundi 13 mai

Le Monde DES LIVRES

VENDREDI 10 MAI 2002

ENFERMEMENT

Soazig Aaron, Charlotte Perkins Gilman,
Catherine Laurent,
José Manuel Fajardo
page II



AMITAV GHOSH

page III



LE MONDE DES POCHE

Le Code noir
pages V à VIII

L'APRÈS- 11 SEPTEMBRE

page IX



DOSSIER : Les devoirs de l'homme d'Etat

pages X et XI



Jeune paysan 1911-1914
par August Sander

Le photographe
August Sander
(1876-1964) est l'auteur
d'un projet, aussi
monumental
qu'ambitieux : révéler
la société de son temps
au moyen de portraits
pris dans toutes les
classes sociales. Pour la
première fois ce travail
d'une vie est rassemblé

de vœux en 1940 : « Ayez le courage de penser par vous-même. » En 1946, 40 000 de ses négatifs sont brûlés dans un incendie. Son grand œuvre ne sera jamais publiée de son vivant.

Il est très émouvant de découvrir aujourd'hui, en 619 photos (180 inédites) et 7 volumes joints dans un coffret, le projet dont Sander rêvait. Même si la fidélité est incertaine, car ledit projet a été défini il y a sept décennies. On retrouve, dans cette symphonie humaine, les images prodigieuses de l'artiste : trois jeunes paysans endimanchés, l'ouvrier aux épaules chargées de briques, l'étudiant si élégant – jusqu'à la cigarette tenue entre les doigts. Puis le médecin et le peintre, le nazi et le prisonnier politique. Et enfin les malades, fous et mourants.

Cet objet de 10 kilos, riche en informations, atypique dans le livre de photos, est à la hauteur d'une révolution photographique. Sander est un des premiers à rompre, au tournant du siècle, avec le style pictorialiste – « Je ne fais rien tant que les photographies remplies de minauderies, de poses et d'afféteries ». Le premier à opter pour le portrait, souvent anonyme, dans le dessein de révéler une société. Le premier à s'écartier des effets formels tonitruants (plongée, contre-plongée, flou, gros plan) du modernisme. Le premier à suivre un protocole. On est frappé, au-delà des images, par la cohérence de l'ensemble. Justement, l'art de Sander, c'est quoi ? Intervient ici le livre d'Olivier Lugon, jeune historien, qui publie *Le Style documentaire, d'August Sander à Walker Evans*. Lugon associe au grand photographe allemand le grand photographe américain, qui, dans les années 1930 à 1960, a dressé un portrait remarquable de la culture américaine. C'est aussi à Evans (1903-1975) que l'on doit la définition, en 1971, du « style documentaire » : « Documentaire ? Voilà un mot très recherché et trompeur. Et pas vraiment clair. (...) Le terme exact devrait être "style documentaire". Un exemple de document littéral serait la photographie policière d'un crime.

Un document a de l'utilité alors que l'art est réellement inutile. Ainsi l'art n'est jamais un document mais il peut en adopter le style. »

La célèbre remarque d'Evans prolonge celle de Walter Benjamin citant Brecht : « Moins que jamais une simple "reproduction de la réalité" n'explique quoi que ce soit de la réalité. Une photographie des usines Krupp ou AEG n'apporte à peu près rien sur ces institutions. » En quoi les

images de Sander ou d'Evans ne sont-elles pas des documents mais des œuvres à contempler ? Lugon, en s'appuyant sur les déclarations des artistes et sur la littérature de l'époque, analyse les éléments « formels ou conceptuels » qui, au-delà de la neutralité apparente – donc suspecte – de la prise de vue, définissent ce style documentaire, et les confronte avec les esthétiques de l'époque – comme la nouvelle vision – et avec les usages sociaux de la photo, de la presse à l'archivage en passant par la pratique amateur.

Partons de ce portrait d'un paysan par Sander. D'une sobriété absolue, et pourtant extrêmement captivant, qui échappe à la production standardisée d'un studio. L'approche du portrait est centrale. Sander et Evans balayaient l'utopie de la vérité du modèle et du faux instantané en situation. Ils installent « un type » au centre de l'image – ou la façade d'architecture pour Evans, traitée comme un visage. C'est un homme qui ne gesticule pas mais semble « se présenter » au photographe. C'est le modèle qui, « concrètement et consciemment, fait l'image », dit Lugon. Dans cette logique typologique, les visages ne sont pas expressifs mais anti-sentimentaux – « ces gens sont tout le monde », dit Evans. La photo est également claire, « clinique », frontale, formée d'un « tissu d'indices ». Le second point central est l'organisation des images en séries, dans un livre ou une exposition. Même si, individuellement, les photos de Sander ou d'Evans tiennent sacrément la route. L'art de style documentaire est « moins envisagé comme une prise que comme une construction » : construire, collectionner, recadrer, dégager un récit par la progression et par la confrontation des images.

Pour éclairer les enjeux contemporains du style documentaire, pour montrer comment d'autres disciplines s'en sont emparées, on se plongera dans un livre précieux : *Le Parti pris du document : littérature, photographie, cinéma et architecture au XX^e siècle*. Cette réunion d'essais dans un numéro de *Communications* analyse – entre autres – les récits de George Orwell, de Joseph Roth ou de Varlam Chalamov, le cinéma de Wiseman, d'Amos Gitai ou de Rithy Panh, la « pédagogie poétique » de l'éducateur Fernand Deligny, la photographie de Marc Pataut ou la construction minutieuse, page après page, de ce livre fondateur qu'est *American Photographs*, de Walker Evans. Cette actualisation du style documentaire met en avant d'autres notions comme l'écoute, le témoignage, le reportage, l'engagement. Une éthique se dessine. Une conviction aussi : ce sont bien des œuvres, des formes artistiques qui s'affirment. Pour non pas décrire le monde, mais le révéler.

– *Hommes du XX^e siècle*, d'August Sander, présenté par Susanne Lange, Gabriele Conrath-Scholl et Gerd Sander (éd. de La Martinière, 7 volumes sous coffret, 1 436 p., 619 photos, 206 €).

– *August Sander, analyse de l'œuvre*, dirigé par Susanne Lange et Gabriele Conrath-Scholl (éd. de La Martinière, 208 p., 30 €).

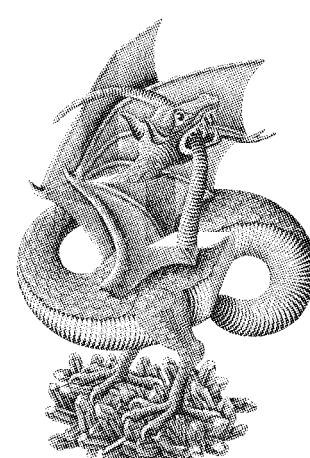
– *Le Style documentaire d'August Sander à Walker Evans, 1920-1945*, d'Olivier Lugon (éd. Macula, « Le champ de l'image », 400 p., 30 €).

– *Le Parti pris du document : littérature, photographie, cinéma et architecture au XX^e siècle*, sous la direction de Jean-François Chevrier et Philippe Roussin (n° 71 de *Communications* [Ehess], Seuil, 464 p., 15,55 €).

CHRISTIAN MOREL

Les décisions absurdes

Sociologie des erreurs radicales et persistantes



Symphonie humaine

La photographie est figée par une frontière tenace que trois livres devraient contribuer à faire tomber. Quelle frontière ? D'un côté, le grand art, avec ses auteurs qui transcendent la matière vivante. De l'autre, un magma de photos documentaires, simples duplications de la réalité. C'est avec ce raisonnement qu'Eugène Atget est assimilé à un humble archiviste qui a amassé de « merveilleux documents » sur le

Vieux Paris. Entre l'art et le document, il y a le style documentaire, une forme artistique il est vrai mal cernée. Pour l'éclairer, autant plonger dans une œuvre. Avec celle de l'Allemand August Sander (1876-1964), on est servi. Le monument de sa vie, *Hommes du XX^e siècle*, vient d'être publié. Jamais l'histoire de la photographie n'a connu projet aussi énorme et ambitieux : dresser le portrait de la société de son temps en réalisant, au moyen du portrait, les figures types par classes sociales et métiers.

Sander lance son projet artistique dans les années 1920. Il le définit en 1927 dans une note : « J'ai l'outrecuidance de voir les choses telles qu'elles

sont et non telles qu'elles devraient ou pourraient être. » Il avance le terme d'*« exactitude »* et classe la société en sept groupes : le paysan, l'artisan, la femme, les catégories socioprofessionnelles, les artistes, la grande ville,

■ Michel Guerrin

les derniers des hommes. En 1930, il publie soixante portraits dans *Antlitz der Zeit* (« Visages de ce temps »), première pierre de son édifice. Le succès critique est fort, mais le livre se vend mal. En 1934, les nazis ordonnent la destruction des plaques d'imprimerie du livre. Exilé dans sa campagne natale du Westerwald, ce fils de charpentier envoie comme carte

M.C. Eicher, Dragon © 2002 Corbis Art B.V. - Bonn - Holland. Tous droits réservés. Edition Gallimard - 572 206 752 RC2 Paris B.

Bibliothèque des sciences humaines

GALLIMARD

DOSSIER-LITTÉRATURES

ENFERMEMENT

Juive rescapée d'Auschwitz dans le bouleversant livre de Soazig Aaron, femme soumise à un traitement thérapeutique destinée à lui extirper toute

Ramper ou écrire

Au bord de la folie, Charlotte Perkins Gilman décrit l'éveil d'une femme à sa condition

LA SÉQUESTRÉE
(The Yellow Wallpaper)
de Charlotte Perkins Gilman.
Traduit de l'anglais (Etats-Unis)
et présentée
par Diane de Margerie,
Phébus, 100 p., 10 €.

Derrrière le visage de la raison scientifique, d'une morale sûre de son fait, peut se dissimuler parfois une « folie » plus destructrice encore que les désordres qu'elle tente de soigner. On pourra en juger grâce à ce bref récit que Charlotte Perkins Gilman écrivit en 1891, qui dépeint de façon saisissante, à travers une traversée du chaos et de la déraison, l'éveil halluciné d'une femme à sa condition. Un éveil qui préfigure ce que sera le combat de l'une des pionnières du mouvement féministe américain. Par ses fictions et ses essais, Charlotte Perkins Gilman (1860-1935) lutta pour l'émancipation des femmes et la reconnaissance de libertés aussi essentielles que celles de travailler, d'étudier ou d'écrire.

Avant ce sursaut cependant, la jeune femme, comme l'explique Diane de Margerie dans une remarquable postface, va traverser, à l'image de la narratrice de *La Séquestrée*, une longue période de dépression qui atteint son point culminant peu après son mariage – consenti de guerre lasse –, et la naissance de sa fille unique. Bien des années plus tard, revenant dans son autobiographie sur cette période de troubles, elle écrit : « Il s'agissait d'un tourment mental si accablant dans sa pesanteur sinistre qu'il semblait suffisamment réel pour vouloir y échapper » (1). Afin de s'y soustraire la jeune mère décide alors de consulter le docteur Silas Weir Mitchell, célèbre neurologue, dont les « cures de repos » sont très en vogue aux Etats-Unis en ces années 1890. Edith Wharton et Alice James, pour ne citer que les plus célèbres, seront les « victimes » de ce médecin et de ses méthodes. La thérapie prônée par Mitchell consistait à isoler les patientes de leur famille et de leurs amis, à les gaver de nourriture plutôt riche (crème fraîche, huile de foie de

morue, etc.) et à leur dispenser des massages et des traitements électriques pour compenser l'interdiction des exercices physiques. Interdiction à laquelle s'ajoutait celle de toutes activités intellectuelles.

Trois mois durant, Charlotte Perkins Gilman fut soumise à ce traitement jusqu'au moment où, écrit-elle encore, « je frôlais de si près la maladie mentale qu'il me semblait en avoir franchi les frontières. Alors, rassemblant les restes de mon intelligence, (...) je me libérai des conseils de ce médecin célèbre et recommençai à travailler (...) Bien évidemment, je fus poussée à me réjouir d'avoir pu sauver ma peau et j'écrivis *The Yellow Wallpaper*, avec ses transpositions et ses métaphores ». Trois mois, contenus en quelques pages, denses, fortes, saisissantes. Comme arrachées à la folie de l'enfermement. A ce papier peint jaune aux dessins étranges et obsédants, seul décor d'une chambre d'enfant exiguë, au parquet et aux murs décrépis.

C'est là, entre un lit rivé au sol et une unique fenêtre grillagée que se tient la séquestrée. Là aussi que John son époux et médecin « bienveillant » a choisi de prendre soin d'elle, afin de la sortir de ses rêveries romantiques et d'une maladie qu'il estime chimérique. Là encore, qu'à l'insu de celui-ci elle se cache pour écrire et lutter contre l'apathie, le doute et la culpabilité qui la rongent. Là enfin, qu'elle observe, scrute minutieusement, dans les reflets changeants du jour et de la nuit, les « courbes floues » qui s'agitent sous ses yeux, en des « arabesques multiples qui vont se ramifier autour d'un centre commun pour se précipiter dans la première dans une folie partagée ».

Alors, au paroxysme de cette plongée proprement stupéfiante se révèle le motif caché : celui d'une femme, bien décidée à arracher les derniers lambeaux d'une existence faite d'humiliations et de contraintes.

Une femme qui, ouvrant les yeux, a choisi d'écrire pour ne plus ramper.

Christine Rousseau

(1) *The Living of Charlotte Perkins. An Autobiography* (University of Wisconsin Press, Madison, 1991).

pulsion féministe dans le récit de Charlotte Perkins Gilman, infirmière d'asile psychiatrique chez Catherine Laurent, otage de terroristes basques chez

José Manuel Fajardo : quatre romans pour sonder la douleur de ceux et celles qui ont connu l'enfer des claustrophobies et des prisons mentales. Ou pour sortir du gouffre

Klara ou la vérité du pire

Dans un livre bouleversant, Soazig Aaron invente l'histoire de Klara, rescapée des camps. Par le détournement d'une fiction exactement mesurée, elle s'approche d'une réalité indicible

LE NON DE KLARA
de Soazig Aaron.
Ed. Maurice Nadeau, 188 p., 16 €.

Définition élémentaire : un romancier se reconnaît à sa capacité d'animer un monde, de faire exister des personnages. Pour parvenir à ce but, qui donnera satisfaction au lecteur, l'écrivain puise où il veut et peut. Son imagination et son information n'ont pas une moindre valeur que son expérience. Aucune loi ne l'oblige à se tenir à l'intérieur des limites de ce qu'il a lui-même vécu, observé. Toutes les voies lui restent ouvertes. Son art le justifie.

Ce qui est généralement admis dans discussion prend une tonalité, une gravité particulières lorsqu'il s'agit des camps de la mort, de la Shoah. Ici l'on demande, l'on exige la vérité. C'est elle qui fait loi. La justification par l'art est beaucoup plus couteuse. Des voies sont a priori frappées d'interdit, comme celle de la fiction. Car le lieu premier, évident de cette vérité n'est assurément pas le roman. Récemment, une affaire douloureuse et amère brouilla les cartes, mettant cette évidence à mal. Un homme prit une identité qui n'était pas la sienne, endossa le rôle du juif rescapé et signa un livre se prétendant témoignage. L'imposture fut événée, mais le mal était fait (1). A l'inverse de cette démarche fantomatique et folle, David Rousset et Robert Antelme, de retour des camps, publièrent dès 1947 deux des livres les plus importants et admirables sur cette période : *Les Jours de notre mort* (édité par Maurice Nadeau, rééd. Hachette-Pluriel) pour le premier, *L'Espèce humaine* pour le second (rééd. Gallimard, « Tel »). Or Rousset inscrivit le mot « roman » sur la couverture de l'ouvrage, et Antelme celui de « récit »...

Soazig Aaron, qui publie ici son premier livre, n'a fait figurer aucune mention. Cependant, il s'agit clairement d'une fiction : Klara, dans la réalité, n'existe pas. De l'auteur, nous ne savons rien, sinon ce qu'elle dit d'elle-même et de son travail d'écrivain à son éditeur, Maurice Nadeau, dans un entretien récent



(2). *Le Non de Klara* est donc, à strictement parler, un roman. Mais, par une étonnante opération dont la littérature seule est apte à receler le secret, ce livre extraordinaire nous apparaît et nous bouleverse en raison d'un motif indubitable : sa vérité. Sans remonter au principe de celle-ci, contentons-nous d'en mesurer les effets : chaque page du récit de Soazig Aaron, avec force et intelligence, l'autorise. Et c'est nous, lecteurs, qui nous trouvons dans quelque sorte justifiés.

Klara Schwarz-Roth, juive allemande, se retrouve un jour de juillet 1945 à l'hôtel Lutétia à Paris. C'est là que sa belle-sœur, Angelika – la narratrice –, la connaît. Klara a passé deux ans et demi à Auschwitz – elle emploie à présent le nom polonais : Oswiecim. « Allemande incurable », elle dit, de cette langue qui fut l'un des moyens de sa survie : « j'ai utilisé ma langue comme si elle était mon corps, un corps baissé, l'allemand comme un corps méprisé, ma langue, je l'ai faite putain, oui, j'ai utilisé ma langue maternelle comme une putain (...)

Ma langue, ma chère langue, elle a servi à cela, sauver ma peau chaque fois...

Puis elle a erré six mois dans l'ancien Reich en ruine, à Berlin notamment, après les bombardements : « Ce n'était pas un bombardement de guerre, mais un pilonnage, un lâcher de bombes pour l'expansion. L'Allemagne s'est purifiée de ses Juifs par le feu, l'Allemagne a été purifiée de ses nazis par le feu. » Son mari, Rainer, a été tué héroïquement, en résistant, les armes à la main. Victoire, la petite fille du couple, a été recueillie par une amie. Tout est là : le deuil et la joie. Mais cette vie normale, il n'est plus temps de la rejoindre, de faire comme si elle n'avait pas été brisée, détruite... A la dissimulation de cette béance terrible, Klara oppose le refus, ce « non ».

Un cercle amical et familial, chaleureux, s'est pourtant formé sur ce versant de la vie normale, au sein duquel Klara est invitée à se réfugier, pour se reconstituer, guérir ses blessures, reprendre l'existence là où elle s'était arrêtée. Mais non :

« Klara est revenue, mais ne nous est pas rendue », constate Angelika, qui consigne, du 29 juillet au 13 septembre 1945, les épisodes de ce retour, et surtout la parole et les récits de Klara, qui souligne : « A l'intérieur de la grande débâcle, j'ai aussi la mienne. » Le livre comporte donc deux plans qui s'entremêlent : l'ici et le maintenant, et le souvenir de là-bas, de l'autre côté du monde. Ce n'est pas le temps qui fait la séparation et la différence. Ou bien, il faudrait étendre infinitivement cette durée, afin d'en recevoir l'oubli. « Il me semble que mon ombre est restée là-bas... et nos milliers de regards à accompagner la fumée, et le vent qui rabat l'odeur, en pensant aux milliers de regards qui accompagnaient de la même manière notre fumée et notre odeur... Quelquefois, je me suis demandé si ce n'était pas moi la fumée qui montait... »

Klara repoussera doucement, farouchement la sollicitude de ses proches. Surtout, elle refusera de revoir sa fille, Victoire. Ce fait, qui peut être jugé invraisemblable – comme plusieurs autres épisodes du récit – relève des licences de la fiction. Pourtant, il contribue à donner au livre – ce n'est pas un paradoxe – une admirable et suffisante vérité. Une vérité qui va plus loin, plus profond que la réalité visible. Il ne s'agit pas seulement d'une émotion sans contours, d'une dramatisation gratuite de cette réalité, mais d'une authentique connaissance, d'une exacte pertinence du pire. Et que serait une connaissance qui ne nous brûle pas ? Ce qui a été vécu là-bas, à Auschwitz, ne tiendra jamais, dans sa totalité, dans le cadre d'un témoignage ou d'un récit historique. La part subjective, y compris celle de l'écrivain, ne brouille pas les pistes – ici tout au moins ; elle nous conduit à entendre encore quelques bribes de ce que Robert Antelme appelait l'« immensité de cette parole désarmée ».

Patrick Kéchichian

(1) C'est ce qu'on a appelé « l'affaire Wilkomirski », voir *Le Monde* des 23 octobre 1998 et 25 février 2000

(2) *La Quinzaine littéraire* (n° 824, 1e-15 février).

L'amour fou

Une jeune femme raconte son expérience douloureuse d'infirmière en milieu psychiatrique

LES CRIANTS
de Catherine Laurent.
Seuil, 124 p., 13 €.

Le premier roman de Catherine Laurent puise sa substance au cœur d'une expérience singulière et personnelle : elle a été infirmière en milieu psychiatrique. Blanche, la narratrice, plonge dans cette compassion très particulière qui frôle la perte d'identité. Elle et ses collègues Frédérique, Dany, Marie observent et tentent d'apaiser l'enfermement psychique des malades, mais, à leur tour, s'isolent dans leur profession, faute de pouvoir partager à l'extérieur les affres d'un sacerdoce insolite. Blanche découvre le vertige de l'imprégnation. La norme se renverse : comment répondre aux interrogations de l'aliéné, sans perdre sa raison ?

La « sagesse » de l'auteur est d'avoir affronté ces questions existentielles dans un récit simple, authentique, humble, ponctué d'histoires vécues, entre enthousiasme et découragement. Blanche, qui s'adonne aussi à la peinture, finira par quitter l'asile, de peur de se perdre. L'expérience parfois tragique

(le suicide d'une jeune fille mal aimée, par exemple) ne tombe jamais dans le sensationnel. Le récit reste vrai et pudique, l'écriture est claire, le ton juste. Catherine Laurent exploite deux univers qui bientôt n'en font qu'un. La vie intime de ses collègues en est le récit de surface, qui s'efface au profit d'un combat harassant où se conjuguent soins, surveillance, prévention mais aussi affection, dans un échange sans reciprocité. L'autisme du malade est un mur où se blesse le don.

Nous rencontrons des vieux sans repères, des jeunes que la drogue a disloqués, des êtres sevrés d'amour, des malmenés de l'existence, une litanie de souffrances insupportables qui les conduisent à s'enfermer dans la prison du délire. Mussot, personnage kafkaïen, poète tombé des étoiles, est le héros de cette parabole d'une réalité refusée. Du lever au coucher, il soliloque au pied de « marronniers gros comme des pachydermes ». En filigrane d'un document en lui-même passionnant, Catherine Laurent fait le procès d'une société déshumanisée, notre monde, un monde de fous.

Né à Grenade en 1957 mais Parisien depuis quelques mois, journaliste

Kidnappé par des terroristes basques, le héros de José Manuel Fajardo est torturé par un passé d'échecs et de désillusions

LES DÉMONS À MA PORTE
(Una belleza convulsa)
de José Manuel Fajardo.
Traduit de l'espagnol
par Claude Bleton,
éd. Metailié, 283 p., 18 €.

Les « Démons à ma porte » aurait dû être un livre de voyages sur les beautés du Pays basque, commandé d'un éditeur italien. Il est devenu un voyage immobile dans la profondeur du Pays basque, celui d'un homme séquestré par des militants de l'ETA, un roman aussi puissant que déroutant. José Manuel Fajardo dit s'être laissé influencer presque malgré lui. Le plaisir d'écrire sur une région aimée où il a vécu plusieurs années, a donc été supplantié par la nécessité de témoigner de la réalité d'une province dont les habitants, selon lui, sont également pris en otage par les terroristes. « En fait, la question qui s'est très vite imposée à moi était, que faire en tant qu'écrivain, par rapport à la situation politique du Pays basque ? »

Né à Grenade en 1957 mais Parisien depuis quelques mois, journaliste

liste de métier, Fajardo se défend de tout didactisme dans sa volonté de réunir conscience professionnelle et désir d'écriture. Il n'en reste pas moins extrêmement précis dans sa dénonciation : « Je voulais montrer que les gens de l'ETA sont des personnes concrètes, qui vivent, aiment rire, bien manger, mais qui sont aussi capables de tuer, ce qui en fait des êtres répugnantes. »

Leur présence dans le roman sera forcément permanente, lourde et obsédante mais ils seront d'une certaine façon mis hors sujet par le narrateur : « Ils me dirent aussi qui ils étaient, quelles étaient leurs idées, leurs intentions au sujet de ma captivité. Ils étaient membres de... Mais non, je ne vais pas les nommer... Ils appartiennent à une seule et même famille. Celle des hommes qui cachent leur visage derrière une cagoule, et leur absence de pitié et de scrupules derrière un nom, un surnom. » Ce qui compte, pour la victime, ce sont les conséquences de leurs actes. Mais, en réponse à la terreur, elle n'opposera que discréption : « Je ne parlerai pas de la douleur ; pas plus qu'il ne faut. Parfois elle se

réveille, mais la souffrance frôle l'impudeur quand on la rend publique. »

Malgré cet avertissement, au fur et à mesure qu'avance la lecture, on attend les passages où l'horreur de l'enfermement sera abordée. Mais, comme annoncé, très peu de choses seront dites par l'otage sur sa vie quotidienne, au point que l'on est saisi d'un certain désarroi, envahi peu à peu par la frustration du lecteur curieux et intéressé. C'est à partir du moment où l'on accepte ce manque que l'on commence à rentrer dans la peau du personnage, à percevoir la terreur permanente qu'il ressent. L'un des propos de l'écrivain est alors atteint.

Mais, la lecture avançant, s'opère une étonnante transformation, tant dans l'état de l'otage que dans celui du lecteur : « A ma grande surprise, je découvris que c'était une peur avec laquelle je pouvais mieux cohabiter. En fin de compte, c'était une porte de sortie, comme lorsque j'imaginais que mon avion allait s'écarter. Le fantôme de la mort subite revenait me rassurer. » En rester là serait encore trop simple. Au rythme d'une

narration où alternent les chapitres intitulés « enfer » et « promenade », on saute du quotidien du prisonnier aux souvenirs du personnage, à son passé. Se produit alors un transfert. L'enfer n'est plus ce que, presque confortablement, l'on croyait, mais réside dans ce passé où dominent les échecs. Que ce soit dans les relations amoureuses du personnage, les relations avec son père, sa relation à l'identité et à la sexualité, le mensonge, la tromperie, la fuite, les désillusions ont été les moteurs de sa vie.

Le lecteur n'est pas au bout de ses surprises. Un autre double jeu se développe dans le récit, dont il est forcément parti prenable, autour du cahier que l'otage remplit de ses fantasmes, de ses démons. Intrigué, le gardien encauglé mais non illettré manifestera sa curiosité et finira par accepter un marché, impossible à dévoiler, mais dont on peut dire qu'il mènera le roman à son terme. Répondant à l'admiration que suscite son livre, Fajardo répondra : « Chacun de nous est plus malin qu'il ne le croit. »

Jean-Louis Aragon

LITTÉRATURE

INDE

Les contours de l'Histoire

Dans cette ample fresque romanesque qui tient les sens en éveil, Amitav Ghosh questionne sa propre identité à travers une interrogation sur la colonisation et la guerre

LE PALAIS DES MIROIRS
(*The Glass Palace*)
d'Amitav Ghosh.
Traduit de l'anglais
par Christiane Besse,
Seuil, 576 p., 21,50 €.

Pouvait-on trouver meilleur titre pour ce foisonnant roman d'Amitav Ghosh ? Le jeu de miroirs s'y révèle en effet omniprésent. Pas seulement à cause des glaces qui ornent la résidence du roi Thibaw et de la reine Supayalat - le livre s'ouvre en 1885 sur l'exil forcée de la famille royale birmane. Pas seulement, à cause de la définition stendhalienne du roman - ce fameux miroir promené ici le long des routes du Sud-Est asiatique. Mais aussi parce que, caché derrière les pages de son livre, l'auteur semble l'interroger sans cesse : « Roman-miroir, dis-moi qui je suis... ».

Au départ, admet Amitav Ghosh, c'est « une histoire de famille » qui m'a inspiré ce récit. « Mon père avait fait la deuxième guerre mondiale dans l'armée anglo-indienne. Il faisait partie de ces Indiens « loyaux » qui se sont trouvés de l'autre côté du front, contre les « trahisseurs » de l'armée nationale indienne. Quand j'étais petit, toutes ses histoires de combats me captivaient. Ce n'est qu'aujourd'hui que je sens à quel point ce livre est ancré dans ses propres interrogations sur la colonisation, l'identité, la guerre... »

Sous ses cheveux prématurément blancs, Amitav Ghosh a gardé des traits d'enfant. On n'a donc aucune peine à l'imaginer tout jeune - en Inde où il est né, au Bangladesh puis au Sri Lanka où il a vécu ensuite - buvant le récit de ces actions « héroïques ». On l'imagine aussi tentant d'assembler des « souvenirs qui avaient perdu leurs contours, ne survivant souvent qu'en esquisses de phrases, d'humeurs ou de textures ». De passage à Paris - avant de s'envoler pour New York où il s'est installé désormais - il raconte à quel patient travail d'ethnolog-



JEAN-CHRISTIAN BOUCART/RAHO

gue ce roman l'a conduit : « J'ai voyagé en Inde, en Malaisie, en Thaïlande. J'ai interviewé les survivants. J'ai suivi des groupes de rebelles dans la jungle. J'ai compilé des centaines de mémoires, de récits de voyage... » Etais-ce « la nature insaisissable » de son sujet qui a fait naître en lui ce besoin quasi « obsessionnel » de restituer au plus juste les décors et les émotions de ses personnages ? Etais-ce le désir de s'approcher au plus près de ses propres racines ? Il lui aura fallu cinq ans, en tout cas, pour achever cet ouvrage qui tant manifestement une place à part dans son cœur.

De quoi s'agit-il ? D'une ample fresque qui s'adresse d'abord aux sens. On en garde mille images - des éléphants utilisés pour le commerce du bois aux grumes de teck flottées sur l'Irrawaddy - mille senteurs mêlées - fleurs tropicales, poison à la vapeur, gingembre rose - et quelques scènes d'une élégance délicate, comme celle de ce dîner où Rajkumar, le petit orphelin qui a fait fortune à

Rangoun, retrouve Dolly, fugitivement entrevue lors du sac du palais royal. Au cours de ce dîner chez le gouverneur, Dolly est le seul visage qui, comme dans un tableau flamand, émerge du clair-obscur. Dans de telles scènes, il y a chez Ghosh quelque chose d'incommunicable, une retenue et une intensité, une lenteur aussi, qui font songer à certains passages d'*India Song* de Marguerite Duras.

L'ensemble du roman est d'ailleurs parfaitement cinématographique. De la rébellion birmane à la déliquescence de l'armée britannique, Amitav Ghosh suit les destinées d'une famille sur trois générations, usant tout à la fois des vues panoramiques pour faire saillir les grands soubresauts de l'Histoire, mais zoomant aussi sur les détails qui en révèlent les beautés ou les contradictions. L'auteur explique qu'il a été influencé par *L'Homme flamboyant* de Michael Ondatje, dont a été tiré le film *Le Patient anglais*, mais aussi par un livre comme *Dis-*

grâce de J.M. Coetzee. « La recherche d'une forme épurée constitue, à mon sens, la pointe la plus moderne de la littérature », dit-il. « C'est un mode de narration bâti sur l'économie des moyens, mais aussi sur l'importance de la sensation. Cette prose nous semble naturelle parce que la réalité du monde s'y incarne dans la finesse de la perception », note encore Amitav Ghosh. Au passage, on saluera la gracieuse fluidité de la traduction qui - malgré l'abondance de termes bengali, birman, hindoustani ou malais - ajoute encore au charme du roman.

Des *Feux du Bengale* (prix Médicis étranger, 1990, récemment réédité en poche) au *Chromosome de Calcutta* (1998), en passant par *Lignes d'ombre* (1992) et *Un infidèle en Egypte* (1994), tous les livres d'Amitav Ghosh (1) tentent de cerner, à travers les blessures secrètes des invidus, leur rapport à l'Histoire, aux conflits, à la fatalité de se voir balotté d'un lieu à un autre. Cette Histoire que l'on croit connaître, Ghosh nous la dévoile sous un angle neuf, vue depuis Ratnagiri, en Inde, ou Mandalay, en Birmanie. Pour cet auteur dont la langue maternelle est le bengali, mais qui a fait le choix d'écrire en anglais, l'affaire n'était pas simple : « Ce texte me renvoyait sans cesse au rapport entre langue et histoire : comment écrire dans les mots du colonisateur tout en pensant différemment de lui ? »

Ce combat entre l'écrivain et lui-même est partout perceptible dans le roman. Comme l'écrit ailleurs Amitav Ghosh, « c'est cela - et non pas la langue, la nourriture, la musique - qui sépare du reste du monde les millions d'habitants du sous-continent, c'est cette qualité particulière de solitude qui naît de la peur d'une guerre entre vous et votre reflet dans le miroir ».

Florence Noiville

(1) Tous publiés au Seuil et traduits par Christiane Besse.

Livrailles

■ LE COUVRE-LIT BLEU, de Raj Kamal Jha

Ce sont des images de l'enfance, des souvenirs fugitifs qu'un vieil homme raconte à un nouveau-né : le « jeu de la couverture », l'image d'une roulotte mystérieusement disparue dans l'herbe, ou encore un couvre-lit bleu, avec ses taches décolorées figurant des nuages, et qui ressemble tellement à un ciel d'azur enchanté. Au début, ces histoires elliptiques et délicates semblent vouloir reconstituer des minutes ou même des secondes d'un bonheur enfoui. Mais à mesure que l'on avance, émerge le fil caché qui les relie toutes, jusqu'au choc final. Un roman subtilement construit par un auteur de trente-sept ans (traduit de l'anglais par Céline Zins, 208 p., 16,95 €). **Fl.N.**

■ LES JARDINS DE MARDPUR, de Yojana Sharma

Une fois encore, c'est le mariage à l'indienne, le mariage arrangé, qui sert de point de départ à une histoire aux rebondissements multiples où se mêlent une foultitude de personnages. Raman, un bon père de famille, n'a trouvé d'autre solution pour payer les noces de ses filles jumelles que d'écrire un roman à succès. De fil en aiguille, de surprise en enchantement, le livre s'écrira sur fond de râta, la délicieuse potion magique d'Amma, la voyante aveugle et richissime. Un délice (traduit de l'anglais par Françoise du Sorbier, Albin Michel, 566 p., 22,71 €). **M. Si.**

■ LA MÉMOIRE DU CORPS, de Shauna Singh Baldwin

Dans la propriété d'un riche propriétaire sikh, la première épouse convie la seconde, plus jeune et plus belle, à une sieste qui n'est autre qu'un prétexte pour « évaluer sa grâce naïve ». Une histoire déchirante de drames intimes et de jalouses dans les dernières années de la colonisation. Née à Montréal, Shauna Singh Baldwin a grandi en Inde et vit actuellement aux Etats-Unis. A quarante ans, nouvelliste remarquée, elle signe ici son premier roman, finaliste du prix britannique Orange et lauréat du Commonwealth Best Book Award (traduit de l'anglais par Josée Kamoun, Seuil, 558 p., 23 €). **Fl.N.**

■ POUR EN FINIR AVEC VOS MENSONGES, de V.S. Naipaul

Sir Vidia Naipaul n'a pas attendu d'avoir le prix Nobel pour s'entretenir avec des journalistes et d'autres écrivains. Les « conversations » rassemblées ici couvrent la période 1960-2001 et permettent de mieux comprendre la personnalité d'un écrivain souvent présenté comme une « conscience morale et politique » mais très critiqué par ailleurs, ne serait-ce que pour ses positions vis-à-vis de l'islam, cette « exploration superbement dédaigneuse du monde musulman » selon Philip Henschler dans un texte écrit juste après l'attribution du Nobel, en octobre 2001. On le voit migrinaire, insomniaque, « vibrant de mécontentement » mais aussi « volubile, un peu enfantin au milieu de ses admirateurs », amenant les autres à s'exprimer « avec un talent de metteur en scène ». Il critique Conrad, ne retient de Borges que les poèmes, admire Darwin, élude lorsqu'il s'agit de commenter William Gass ou Donald Barthelme. Il a peur d'attraper le virus du sida dans un restaurant de San Francisco, est ravi que sa femme ne fasse rien, « rien du tout », avoue avoir éprouvé « très tard » une grande passion (pour une autre femme). Un portrait en mosaïque (traduit de l'anglais par Isabelle di Natale et Béatrice Dunner, Anatolia/Editions du Rocher, 328 p., 20,50 €). **M. Si.**

■ L'ARBRE NÂGALINGA, nouvelles d'Inde du Sud

Ce recueil de nouvelles, traduites directement du tamoul en français, sans passer par l'anglais - c'est une première ! -, est d'une extrême diversité de facture et d'inspiration. Toutes ou presque ont en commun la confrontation de la modernité et de l'archaïsme, du poids des traditions et de la nécessité du changement, et surtout la conviction de faire naître une littérature nouvelle dans sa propre langue sur une terre malmenée par l'Histoire (choix et traduction de François Gros et Kanan M., éd. de l'Aube, 276 p., 19,95 €). **M. Si.**

A signaler encore, en format de poche : *Gandhi*, de Laurence Roy (Hatier, « Figures de l'histoire », 96 p., 8 €), *Gora*, de Rabindranath Tagore (éd. Le Sérpent à plumes, « Motifs », 712 p., 11 €), *Fous des Indes, délires occidentaux et sentiment océanique*, de Régis Airault (Payot, « Petite Bibliothèque », 242 p., 7,35 €).

Vice caché

Dans un style intense et pur, Akhil Sharma dresse le portrait d'un pays rongé par la corruption

UN PÈRE OBÉISSANT
(*An Obedient Father*)
de Akhil Sharma.
Traduit de l'anglais (Etats-Unis)
par Diane Ménard,
éd. de l'Olivier, 400 p., 22 €.

En dépit de son titre, *Un père obéissant* n'est pas un livre « comme il faut ». C'est même un roman profondément indocile, superbe et dérangeant, échappant aux lois de la bienséance ordinaire. Un roman qui, mine de rien, met des mots sur des actes et des pensées que la morale recommande habituellement de tenir secrets. Et qui plonge dans les profondeurs de l'esprit, du corps - là où règne l'ombre. Écrit par un jeune auteur américain d'origine indienne (né en Inde en 1971 et parti vivre aux Etats-Unis huit ans plus tard, nous dit sa notice biographique, il a étudié à Stanford, puis à Princeton, puis à Harvard), l'ouvrage a reçu le prix PEN Hemingway. Dans un style intense et très pur, Akhil Sharma y dresse à la fois le portrait de l'Inde moderne et celui de la corruption, l'un de ses vices les plus criants.

La corruption d'un pays tout entier, d'abord, que le romancier découvre à nos yeux incrédules. Un endroit où l'activité principale des fonctionnaires consiste à mettre sur pied des trafics insensés, dont ils tirent une partie de leurs revenus. Quelqu'un d'un peu rusé peut, par exemple, « louer les jeeps du département d'éducation pendant la nuit et les jours fériés » ou encore pratiquer « je ne sais quel détournement de diesel », toujours aux dépens de l'Etat. Les mêmes qui ont construit leur fortune sur l'argent d'un parti politique n'hési-

A marche forcée

NOCES INDIENNES
(*Of Marriageable Age*)
de Sharon Maas.
Traduit de l'anglais
par Martine Leroy-Battistelli,
Flammarion, 576 p., 20 €.

Sharon Maas est née en Amérique du Sud, en Guyane britannique, de parents d'origine africaine et n'a, dit-elle, « pas une goutte de sang indien », mais, fascinée par l'Inde depuis l'enfance, elle y a trouvé la source de ce premier roman (ainsi que des suivants, non encore traduits en français).

Destins croisés, amours contrariées, colonialisme bien élevé et sentimental, racisme entre les pauvres, arrogance des riches, conflits politiques et religieux, elle mêle tous ces ingrédients des grandes sagas dans ce gros roman touffu, où le dévouement, la compassion et l'espérance se heurtent à l'intolérance, la névrose, l'absence d'éducation, le choix étroit et arbitraire des traditions immobiles.

Le titre donne le ton : les mariages organisés par les parents pour leurs enfants sont au centre des rebondissements du récit. « Il ne faut pas voir cela avec une culture occidentale. Les femmes indiennes ont une attitude différente, elles acceptent car l'amour, les émotions, n'entrent pas en ligne de compte et elles font confiance à leurs parents, sachant qu'ils feront le meilleur choix possible. La situation ne devient insupportable que lorsqu'il s'agit d'un mariage forcé. »

Sharon Maas évite tous les clichés sur l'Inde, mais le roman reste convenu, coincé entre des aspirations sincères et une imagination un peu laborieuse.

M. Si.

Vishnou se meurt

Autour de l'agonie d'un vieil homme miséreux dans un immeuble de Bombay, Manil Suri compose une comédie loufoque et cocasse

LA MORT DE VISHNOU
(*The Death of Vishnu*)
de Manil Suri.
Traduit de l'anglais
par Dominique Vitalyos,
Seuil, 300 p., 20 €.

Un homme se meurt allongé sur le sol de pierre du palier entre le rez-de-chaussée et le premier étage d'un petit immeuble de Bombay. Il s'appelle Vishnou. Cela fait onze ans qu'il habite là. Onze ans qu'il est « habilité à y stocker ses maigres possessions, à y manquer, à y dormir, à y boire et même à y cracher son jus de bétel sur les murs lézardés s'il le souhaitait (c'était le cas) ». Ce poste, il l'a payé deux mille roupies à « la grande ganga » qui l'occupait et qui a pris sa retraite. En échange, il était censé apporter le lait aux habitants de l'immeuble et à faire leur lessive, mais il s'est avéré incapable de remplir ce rôle. Il boit trop, il est maladroit, il ne pense à rien. On lui a trouvé autre chose à faire, quelques menus services. En échange, les dames de l'immeuble lui donnent des chappatis (rassis) et du thé. Comme Mme Asrani ce matin-là, qui ne sait si elle doit le servir ou non, « l'idée de gaspiller du bon thé lui faisait horreur » mais d'un autre côté « donner du thé à un mourant était un acte méritoire par excellence ».

Vishnou se meurt. Il a vomi et souillé son pantalon. Quand Mme Pathak qui habite de l'autre côté du palier ouvre sa porte, c'est ce qui va la frapper, l'odeur. Ainsi commence une comédie bouffonne, loufoque, cocasse. Les deux dames se détestent et depuis des années sont obligées de partager

une cuisine commune, s'accusant mutuellement de vol. Seulement, cette fois ce n'est pas l'eau ou le ghi qui sont au cœur des disputes, mais Vishnou, mort ou vif. Qui va payer la *jamatarni*, la femme de ménage chargée de nettoyer l'escalier ? Qui va appeler une ambulance ? Qui en paiera les frais ? Vishnou se meurt et il rêve selon les odeurs, les mouvements, les couleurs qu'il perçoit encore. A moins qu'il ne soit mort et que son âme erre entre deux temps, deux étagés. Il revoit des moments de sa vie, son enfance, sa mère qui l'aimait tendrement et lui racontait toutes sortes d'histoires, et en particulier, celles de l'esprit du nom de Jîv qui naquit et renaitut neuf cent quatre-vingt-dix mille fois et les réincarnations du dieu dont il porte le nom. Il rêve à la jeune Kavita, qu'il a vu, grandir et à la femme qu'il a aimée, la prostituée Padmini. Il a de la peine à quitter cet espace. « Et son corps aussi. Comment va-t-il faire pour le laisser derrière lui ? C'est l'agent de son expérience, son lien au monde, ce corps qui l'a porté depuis les premiers jours de sa vie jusqu'à l'âge mûr. Chaque imperfection de ce corps est siennne, chaque cicatrice lui appartient, il se rappelle dans quelles conditions elles sont apparues. »

Vishnou se meurt, mais autour de ce corps sans mouvement qui git sur le palier, la vie continue. Les chamailleries et crieilleries de Mme Pathak et de Mme Asrani s'intensifient. Egoïstes, prétompteuses, arrogantes, méchantes, de vraies caricatures, les deux mégères poussent leur mari à intervenir. Des maris plus falots, ayant tout désir de vivre en paix. Deux autres caricatures. A vrai dire, les deux

couples se ressemblent et le lecteur distrait peut se laisser aller à les confondre. Un autre personnage va entrer en scène, plus étonnant : M. Jamal, le voisin du dessus, musulman d'origine, mais tourmenté par son incapacité à « comprendre le mécanisme de la foi. Que faisait donc la religion aux gens pour entraîner chez eux un tel entêtement, une telle hystérie ? ». Pour comprendre, il va tenter de se soumettre à « l'expérience que les autres appelaient foi », à l'observer de l'intérieur. Une expérience qui va le conduire au-delà du prévisible et du probable, lui, l'esprit rationnel. Il y a encore un couple d'amoureux, un voisin retiré du monde, le marchand de cigarettes, l'électricien, le vendeur de bétel...

Manil Suri, professeur de mathématiques à l'université du Maryland, décrit ce microcosme sans compassion, sans porter de jugement, sans critique sociale ou humaine, sans artifice - voilà les gens - avant de conclure par une pirouette.

Martine Silber

ATIQ RAHIMI
rencontre
à la librairie
Compagnie
le mercredi 15 MAI à 18 h.
à l'occasion
de la sortie de son roman
Les Mille maisons
du rêve et de la terreur
(Éd. P.O.L.)
58, rue des Écoles, Paris 5^e
tél. 01 43 26 45 36

Raphaëlle Rérolle

Un mystère sans clés

Arborescent, provocant et drôle, le roman de Marc Pierret convie à un étrange périple à travers le XX^e siècle

LE MYSTÈRE DE LA CULTURE
de Marc Pierret.
Ed. Verticales, 424 p., 20 €.

La Quadrature du siècle : voilà un titre d'actualité pour un livre paraissant au début du XX^e siècle et regardant le précédent. Ce n'est toutefois pas celui du livre de Marc Pierret – qui est *Le Mystère de la culture* – mais celui d'un manuscrit transmis par un singulier personnage et « rewhit », comme il est dit plaisamment, par plusieurs personnes. Roman mystérieux qui est au cœur du roman mystérieux de Marc Pierret, très savamment composé de manière à proposer au lecteur de chercher, en vain, les clés du mystère – cliché probablement inacceptable pour l'auteur.

Marc Pierret, auteur de plusieurs essais et de deux romans, n'avait rien publié depuis 1978. Il revient avec un gros roman, complexe, arborescent, inextricable parfois, provocant et drôle, incitant le lecteur à l'action – ce dont on a presque perdu l'habitude en ces temps de paresse intellectuelle. Dès l'étrange prologue « écrit par M.-A. D. » et évoquant un grand sinologue allemand, Marc Pierret propose à son lecteur deux principaux modes de lecture : chercher à tout décrypter, s'engager sur beaucoup de fausses pistes dans l'espoir de trouver un jour la bonne – à supposer qu'il y en ait une seule, ce dont on peut douter. Ou bien s'embarquer avec le narrateur et, au rythme d'une écriture très vive, très alerte, se laisser conduire dans ce curieux voyage à travers le XX^e siècle.

Le principal personnage, né en 1930, mort d'un cancer en 1998, se prénomme Mathieu et porte un patronyme sur lequel on pourrait s'arrêter longtemps : Quiquandon. Qui est-il ? Un agent secret qui a beaucoup agi dans l'intelligentsia de la seconde moitié du XX^e siècle. On ne s'étonnera donc pas de croiser ici Jean Genet, Louis Althusser, Gombrowicz, Heidegger et quelques autres. Que laisse-t-il en héritage ? Des carnets, qu'il confie à

Josyane Savigneau

Un an avec Hugo : 1852

Louis Bonaparte est un homme de petite taille, froid, pâle, lent, qui a l'air de n'être pas tout à fait réveillé. Il a publié, nous l'avons rappelé déjà, un *Traité* assez estimé sur l'artillerie, et connaît à fond la manœuvre du canon. Il monte bien à cheval. Sa parole traîne avec un léger accent allemand. Ce qu'il a d'histrion en lui a paru au tournoi d'Eglington. Il a la moustache épaisse et couvrant le sourire comme le duc d'Albe, et l'œil éteint comme Charles IX.



Si on le juge en dehors de ce qu'il appelle « ses actes nécessaires » ou « ses grands actes », c'est un personnage vulgaire, puéril, théâtral et vain. Les personnes invitées chez lui, lété, à Saint-Cloud, reçoivent, en même temps que l'invitation, l'ordre d'apporter une toilette du matin et une toilette du soir. Il aime la gloriole, le pompon, l'aigrette, la broderie, les paillettes et les passequilles, les grands mots, les grands titres, ce qui sonne, ce qui brille, toutes les verroteries du pouvoir. En sa qualité de parent de la bataille d'Austerlitz, il s'habille en général.

Peu lui importe d'être méprisé, il se contente de la figure du respect. (...)

Avant le 2 décembre, les chefs de la droite disaient volontiers de Louis Bonaparte : « C'est un idiot. » Ils se trompaient. Certes, ce cerveau est trouble, ce cerneau a des lacunes, mais on peut y déchiffrer par endroits plusieurs pensées de suite et suffisamment enchaînées. C'est un livre où il y a des pages arrachées. Louis Bonaparte a une idée fixe,

★ Extrait de *Napoléon-le-Petit* (Laffont « Bouquins », Histoire, p. 14-16).

Du livre comme moyen de transports

Au fil de ses voyages ferroviaires, Rémi Cassaigne évoque amours, paysages, échos de l'âme.

De l'Ardèche où il est niché, Jacques A. Bertrand joue au drôle de pigeon voyageur

TRANSPORTS
de Rémi Cassaigne.
Denoël, 158 p., 14 €.

DERNIERS CAMPS DE BASE AVANT LES SOMMETS
de Jacques A. Bertrand.
Julliard, 166 p., 18,10 €.

Un homme, une femme, un train. Le désir et la mort aux trousses. Alfred Hitchcock était passé maître dans l'art d'orchestrer un tel trio, de jouer sur toutes les cordes du suspense en filmant des personnages électrisés, filant sur les rails du tourment, au bord du crime ou de l'étreinte. Lorsque Rémi Cassaigne, lui, exécute ses allers-retours entre Paris et Lyon en TGV, c'est hanté par un double visage : B., une Suédoise blonde et infidèle, A., une Italienne brune et jalouse. A l'affût, dans ce premier roman, des réminiscences qui surgissent de ses voyages, des souvenirs que ravive tel paysage identifiable aux plaines nordiques ou aux campagnes des Pouilles, Rémi Cassaigne esquisse « un B.A.-BA sentimental », une exploration mélancolique de ses ferveurs et amours ferroviaires.

« Longtemps je suis parti de bonne heure. Dans le silence de la nuit, sous la lampe étrangère du quai j'ai souvent pris le premier train, transporté aux heures grises où toute forme se noie dans le bain indistinct de l'aube. » Le narrateur (professeur de lettres) sait bien qu'il n'est pas le premier à tisser sa recherche du temps perdu. Tout en préparant ses leçons sur *Don Juan ou Madame Bovary*, il révise les Souffrances du jeune Werther de Goethe ou cette description panoptique de Balzac, dans *La Femme de trente ans*, « qui embrasse et réunit en un seul paragraphe ce que ce vaste paysage de confluence sépare et cèle au regard ». Mais c'est à Stendhal qu'il rend d'abord hommage, à sa façon de sonder les paysages « comme un archet qui jouait sur mon âme », de communiquer « avec une sensibilité exquise » ces « lointains à peine brumeux » en même temps qu'une

JOSEPH CLAUSS

résonance intérieure et un son, une vibration, l'écho de l'âme.

Luthier de son état, Rémi Cassaigne est à l'affût des voix et de tout ce qui se transfigure en phase musicale. Les chambres quittées, les salles vides habitées par le silence après un déménagement, renvoient au studio d'enregistrement (alcôve intime) où il peaufine ses mélodies. Le train imprime un rythme érotique : embarqué sur un ferry, il épouse un « lent mouvement d'avant en arrière », puis « le léger mouvement que la houle du bassin imprime à la coque ». Tout fait sens, sensation, dans cette partition des transports amoureux, et tout fait son. La « percusion rythmique des trains plus lents », « le tata-taum qui ponctue chaque jointure du rail » ; la voix d'A., « ventriloque ou pythique, rauque, péremptoire » quand son corps halant s'abandonne ou gémit, comme dans un opéra ; la grotte paléolithique, cette « matrice muqueuse » refuge de fresques anthropomorphes, visitée avec B. abonnée aux passages obscurs et aux comptines tristes.

Retranché à Forgeville, Jacques A. Bertrand est parvenu « presque au détachement » (1). Dans son nouvel opus, chroniques talentueusement brodées à l'ombre d'Alexandre Vialatte, ce misanthrope est porté à admirer son bourg s'étirer « tranquillement au soleil d'avril », à fuir ceux de ses voisins qui préfèrent « le chant des ponceuses, perceuses et tondeuses à la plupart des Concertos brandebourgeois », et à penser en marchant, plutôt qu'à suivre les conseils de la SNCF : « A deux heures de Paris par le TGV. » « L'existence d'un pigeon voyageur, écrit-il avec l'ironie désenchantée qui fait son charme, consiste à voyager aussi peu que possible, en tout cas beaucoup moins que n'importe quel pigeon ordinaire. »

Cela ne l'empêche pas de monter

dans la capitale où il glane matière à d'épatants petits récits de la vie ordinaire et du monde comme il va, éloges de la lenteur et de la feuille d'automne, strophes d'espérance et de désespoir, drôles, tendres, truffées d'heureuses formules. Outre une caricature polie de la

civilisation de la statistique, une cocasse séance de prières à Saint-Nicolas-du-Chardonnet un jour de pluie, et quelques reportages faussement candides et vécus de l'intérieur au Flore ou aux Deux Magots lors de fiestas littéraires, on lira avec ravissement ses variations sur « l'idée de femme ». Bertrand, qui se console ailleurs de n'avoir su seduire une veuve catholique slave (qui lui « aurait sûrement coûté une fortune en violons »), use avec brio de l'autodérisson pour analyser l'état amoureux qui « relève de l'an-goisse davantage que du sentiment », et livrer (au prétexte d'une leçon de séduction) l'une des clés de sa littérature : « Sans doute inspiré par le premier soleil qui semble redonner au monde un peu de légèreté, vous faites une chose à laquelle vous n'aviez pas songé jusqu'ici : vous vous moquez de vous. »

Jean-Luc Douin

(1) Comme les natifs Gémeaux de son livre *Tristesse de la Balance et autres signes*, réédité chez Julliard avec des dessins de Martin Veyron.

Science-fiction

par Jacques Baudou

Doublement sulfureux

LE BAISER AUX ABEILLES
(*KISSING THE BEHIVE*)
de Jonathan Carroll.
Traduit de l'anglais (Etats-Unis) par Nathalie Serval, Flammarion, « Imagine », 300 p., 16 €.

Dans chacun des volumes qui composent la trilogie de « Crane's View », Jonathan Carroll s'attaque à un genre différent. Dans *Le Bûcher aux immortels*, l'intrigue ressort du fantastique. *The Wooden Sea* (qui paraîtra à la rentrée chez Flammarion) relève de la science-fiction : il a d'ailleurs reçu une nomination pour le prix Nebula. *Le Baiser aux abeilles* appartient au genre policier, mais il convient de prévenir l'amateur de polars : la façon qu'a Jonathan Carroll de s'inscrire dans ce cadre est singulièrement décalée et éminemment personnelle. Tout d'abord parce que l'anecdote qui sert de point de départ est autobiographique. Jonathan Carroll avait 12 ans quand il a trouvé le cadavre d'une fille assassinée flottant dans l'Hudson. Sam Bayer, le personnage principal du *Baiser aux abeilles*, écrivain en pleine crise d'inspiration, a vécu adolescent un événement analogue. Une visite impromptue à Crane's View la lui remémore et il décide d'en faire le sujet de son prochain livre. Il commence donc une enquête sur la mort de Pauline Ostrova, grandement aidé par le fait que le chef de la police de Crane's View, Fran McCabe, était l'un de ses amis au temps de l'adolescence. Le retour de Sam Bayer à Crane's View est l'occasion pour Jonathan Carroll, qui a grandi à Dobbs Ferry, une petite ville toute semblable, de faire un petit tour du côté des souvenirs, mais aussi d'imaginer une intrigue dont la partie la plus intéressante n'est pas l'enquête proprement dite – bien qu'elle se dévore avec passion. Non, ce qui fait la grande force du *Baiser aux abeilles*, c'est le portrait très contrasté qu'elle dégage de Pauline Ostrova et la ressemblance frappante qui existe entre cette jeune fille « libérée » et Veronica Lake, la dernière maîtresse en titre de Sam Bayer, qui entretient avec lui une liaison compliquée et bouleversée. C'est alors le thème du double – thème fantastique s'il en est – qui transparaît et qui contamine tout le roman d'une aura sulfureuse d'étrangeté.

■ **LA LIGUE DES HÉROS** (ou comment Lord Kraven ne sauva pas l'empire), de Xavier Mauméjean

Ce roman est dédié à Herbert George Wells, James Matthew Barrie, Arthur Conan Doyle, Edgar Rice Burroughs, Stan Lee et Alan Moore. Cette litanie de références, justifiée par une pratique systématique de l'inter-textualité, ne doit pas masquer qu'il s'agit d'une œuvre profondément et radicalement originale. Certes on y voit à l'œuvre un épigone de Tarzan et un autre de Sherlock Holmes ; certes ils forment avec Lord Kraven une ligue des héros qui n'est pas sans rappeler les gangs des superhéros des Marvel Comics ou la ligue des gentlemens extraordinaires d'Alan Moore ;

certes ils affrontent des « supervilains », comme le docteur Fatal ou Spada, à la façon des héros des « pulps ». Mais, ici, les ligues connaissent aussi la lassitude, le doute, l'amnésie, la déchéance...

Xavier Mauméjean utilise ces archétypes de la littérature populaire pour revisiter l'Histoire, faire envahir l'Angleterre victorienne si férue des fées par les peuples du pays de Nulle Part, transformer Peter Pan en un rebelle omnipotent, survoler le séisme de la première guerre mondiale et décrire ses conséquences sur la ligue. Et tout cela par de courts chapitres enlevés qui s'agglutinent en une fresque nostalgique. Mais il ressuscite aussi Lord Kraven en la personne d'un vieil homme sans mémoire confié à une famille d'accueil à la toute fin des sixties et qui, avec l'aide d'un hippie, va peu à peu reconstruire son héroïque passé. Il fait preuve tout à la fois d'une érudition sans faille et d'une imagination des plus vives, au point de nous surprendre *in fine* par un nouvel et habile emboîtement de son intrigue. *La Ligue des héros* est une incontestable réussite qu'on place dans la bibliothèque tout près des *I'd Alain Spiraux* (éd. Mnemos, « Icaries », 22 p., 17 €).

■ **INVERSIONS**, de Iain M. Banks

Est-ce de la science-fiction ? L'intrigue – ou plutôt les deux intrigues parallèles – prennent place sur une planète du fin fond de la galaxie, mais la civilisation qui y est à l'œuvre comme les systèmes politiques qui la gouvernent correspondent à des époques de notre histoire terrienne depuis longtemps révoltes. Est-ce de la fantasy ? Le docteur Vosill, qui est le personnage central d'une des intrigues (l'autre est DeWar, un garde du corps chargé de la protection rapprochée d'un dirigeant politique d'un autre royaume), est doté de fort singuliers pouvoirs qui n'ont rien de commun avec sa science médicale et dont elle ne se sert que dans des circonstances exceptionnelles. Mais ce seul recours, rarissime, à la magie n'apparente ce roman au genre que de fort loin. Ce qui est sûr, c'est qu'on y retrouve la patte inimitable de Iain Banks, sa faculté de créer des univers imaginaires aussi dépaynants qu'il est possible et de camper des personnages hors du commun dont le mystère reste entier, alors même que nous venons de les voir affronter, tout au long du roman, qui de sordides et cruels complots de cour, menés contre son double statut de femme et d'étrangère, qui une situation politique délicate et une conspiration vengeresse. Mais ces personnages énigmatiques, aux destinées narrées en miroir, fascinent tout autant par leur force de caractère ou le rôle essentiel qu'ils jouent dans chacune des intrigues que par leur mystère. On aurait tort de ne pas signaler que chacune des intrigues conte une étrange histoire d'amour et que l'incroyable talent de Iain Banks les pare de toutes les séductions (traduit de l'anglais par Nathalie Serval, Fleuve noir, Rendez-vous ailleurs, 382 p., 16 €).

■ **OR NOT TO BE**, de Fabrice Colin

« Mourir, dormir, rêver peut-être. » Cette citation d'*Hamlet* figure à la toute dernière page de cet insolite roman qui procède tout autant de la littérature générale que du fantastique : elle exprime bien sa quintessence. D'ailleurs, le deuxième prénom du pathétique héros de cette sombre et cruelle histoire est Amleth, ce qui ne pouvait que le prédestiner au maléfice qui l'a frappé, l'a envoyé dans un asile psychiatrique avant d'en faire le personnage d'une curieuse « tragédie fantôme ». Ce maléfice, c'est d'être « hanté par un homme à la personnalité si forte que son rayonnement fait "fondre" la persona de la victime et prend intégralement sa place ». Il est d'autant plus vertigineux quand celui qui hante n'est autre que le magicien fabuleux des mots, William Shakespeare, et qu'on s'essaie, sans succès, à l'imiter. D'autant plus destructeur qu'on suit ses traces jusqu'à une forêt ancienne où le grand dieu Pan a encore ses aises... Avec cet exercice de style brillant, Fabrice Colin pousse un peu plus loin les frontières de l'imagination (éd. L'Atalante, 366 p., 15,2 €).



Le Monde

DES LIVRES DE POCHE

VENDREDI 10 MAI 2002



GEOFF DYER

page VI

ROMANS
POLICIERS

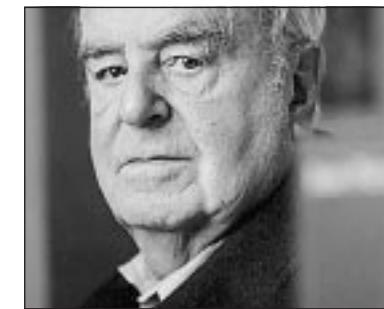
Cornelius Lehane,
Hervé Claude,
Georgette Heyer

page VI

SCIENCE-FICTION

Koji Suzuki, Delia
Marshall Turner,
Christopher Priest

page VI



JEAN-PIERRE
VERNANT

page VIII

Code d'horreur

Le 23 mai 2001, paraissait au *Journal officiel* un texte de loi rangeant au nombre des crimes contre l'humanité « la traite négrière transatlantique ainsi que la traite dans l'océan Indien d'une part, et l'esclavage d'autre part, perpétrés à partir du XV^e siècle, aux Amériques et aux Caraïbes, dans l'océan Indien et en Europe contre les populations africaines, amérindiennes, malgaches et indiennes ». Cette spectaculaire réévaluation d'un passé longtemps occulté – comment la France, qui pose à la patrie des droits de l'homme, pourrait-elle être suspectée de n'avoir pas, dès les Lumières, stigmatisé un tel arbitraire criminel ? – passe cependant relativement inaperçue. Pour des raisons formelles tout d'abord. A force de réécriture, de révision, d'atténuation, de correction souvent complaisante, le texte adopté au finale (la loi 2001-434 du 21 mai 2001) n'avait plus rien de la force initiale de la proposition de loi défendue par la jeune députée guyanaise Christiane Taubira-Delannon, entrée au Palais-Bourbon en 1993 et apparentée PS depuis sa réélection en 1997.

Les cinq brefs articles n'envisagent guère que l'inscription accentuée de la traite et de l'esclavage dans les programmes scolaires et ceux des chercheurs en histoire et en sciences humaines, l'introduction d'une requête auprès du Conseil de l'Europe comme de l'ONU et une commémoration internationale de l'acte abolitionniste, accompagnée d'une correction de lois plus ou moins récentes (de celle du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse à celle du 30 juin 1983, relative à la commémoration des abolitions françaises).

C'est peu. Bien peu quand on traite sur le ton – il est vrai très « mode » – de la repentance ce qui est un crime inexpiable, et dont le législateur, s'il reconnaît ainsi qu'il est imprescriptible, escamote l'obligation juridique de la réparation. Or, en droit, « tout crime exige réparation ». Les hasards du calendrier électoral et de l'activité éditoriale offrent cependant une nouvelle

En republiant ce texte, promulgué par Louis XIV pour réglementer l'esclavage aux Antilles, puis en Louisiane, Louis Sala-Molins s'attache à faire reconnaître « le génocide utilitariste le plus glacé de la modernité »

chance à la légitime croisade entreprise par Christiane Taubira-Delannon pour obtenir le droit à la mémoire et à la justice, donc la condamnation sans appel et la réparation de l'effroyable préjudice.

D'abord la députée guyanaise s'est subitement retrouvée sous les feux de l'actualité, candidate des radicaux de gauche (PRG) à l'élection présidentielle du printemps 2002 – ce qui donna à plus d'un journaliste l'occasion de relayer l'engagement personnel de la femme politique en faveur d'une « mémoire oubliée ».

Ensuite, avec le même souffle qui animait le texte de sa proposition de loi, définissant l'homme, le juste et le droit à l'échelle de l'Histoire, Christiane Taubira signe un salutaire *Esclavage raconté à ma fille* (éd. Bibliophane-Daniel Radford, 26, rue des Rosiers Paris-4^e, 168 p., 16 €) – autrement plus consistant que les volumes à succès parus au Seul sur des thèmes civiques le plus souvent (mention spéciale cependant pour l'excellente introduction de Jean Clottes, *La Préhistoire...)*. Elle livre en annexes la superbe présentation qu'elle fit à l'Assemblée en décembre 1998 et qui s'achevait ainsi : « *La France, qui fut esclavagiste avant d'être abolitionniste, patrie des droits de l'homme* ».

Il fallut la révolte de Saint-Domingue, des tueries à la Martinique, des kyrioles d'insultes et de sarcasmes à l'Assemblée lorsque tel ou tel député osait demander un tout petit quelque chose de mieux pour les Noirs, pour voir avancer un peu la ligne de front. Il a fallu tabler sur des critères presque exclusivement de sang pour faire accepter que les mulâtres puissent camper aux abords du droit. L'abolition a été accordée enfin, et le Code noir supprimé, non parce que cela avait été demandé par les conventionnels, mais pour essayer de contrer les velléités sécessionnistes des colons et pour faire pièce à l'Anglais. Voilà qui prouve à l'évidence l'échec total et définitif des Lumières, la réalité grand-guignolesque de l'universalisme du projet de libération dont elles gonflaient leurs exploits

me ternie par les ombres et les « misères des Lumières », redonnera éclat et grandeur à son prestige aux yeux du monde en s'inclinant la première devant la mémoire des victimes de ce crime orphelin. » Citant tacitement Louis Sala-Molins, auteur d'un décryptant essai, *Les Misères des Lumières*, au sous-titre explicite : *Sous la raison, l'outrage* (éd. Robert Laffont, 1992).

Editeur du funeste *Code noir* promulgué par Louis XIV l'année même de l'édit de Fontainebleau, qui révoquait l'édit de tolérance religieuse de son grand-père Henri IV, ce professeur de philosophie politique est très vite passé de « la contemplation toute platonicienne du juste et de l'injuste », croisant philosophie et droit, à la mesure du « scandale » de ce couple aux méfaits fameux. D'où le choix de sujets brûlants dont l'historiographie ne s'empare d'ordinaire qu'avec une prudence presque timorée : l'Inquisition médiévale ou la traite des Noirs. Après une édition fameuse du *Manuel des inquisiteurs* du dominicain catalan Nicolau Eymeric (1320-1399), transcrit et complété au XVI^e siècle par Francisco Peña (1973), récemment republie dans la « Bibliothèque de l'Evolution de l'humanité » (Albin Michel, lire « Le Monde des livres » du 4 janvier 2002), Louis Sala-Molins s'est attaché à faire reconnaître « le génocide utilitariste le plus glacé de la modernité ».

D'où la parution en 1987 du *Code noir ou le calvaire de Canaan*, moins publication d'une archive indispensable qu'essai engagé pour bousculer les confort intellectuels et rouvrir un chantier de mémoire commodément délaissé.

Louis Sala-Molins traque le refoulé et n'épargne pas plus sa peine que son lecteur, abasourdi par l'horreur de la règle juridique édictée par la monarchie absolue. Ce corpus assez bref – à peine soixante articles –, même augmenté de la version de 1724, refonte conçue pour la Louisiane, qui le reconduit en le durcissant encore, est proprement terrifiant. On a pu même parler de ce texte comme d'un « monstre » puisqu'il fonde en droit l'absence de droit. Exact contemporain de *l'habeas corpus*, adopté outre-



Manche, il révèle un soin méticieux à codifier l'inhumain au moment même où l'Angleterre de Charles II ouvre la voie à la garantie des libertés individuelles. Déni de justice, cette organisation juridique de l'anéantissement par la violence, sans recours possible, va cependant rester la loi de la France, celle des souverains absolus comme celle de la République et de l'Empire, malgré l'éphémère abolition du 16 Pluviôse an II (le décret du 4 février 1794 n'est de fait pas appliqué) et, le 30 Floréal an X, le Consulat officialise le retour au *Code noir*. Jusqu'à ce que la République restaurée en 1848 ne relègue au musée des horreurs un texte paru cent soixante-trois ans plus tôt.

Il faut lire ce texte, voulut par Colbert, qui tient les « Nègres » pour des « marchandises » (article 7),

des denrées, des biens meubles dont les principes de possession comme de transmission confirment la déshumanisation de l'esclave. L'esclave ne possède rien : « Déclarons les esclaves ne pouvoir rien avoir qui ne soit à leur maître ; et tout ce qui leur vient par industrie ou par la libéralité d'autres personnes ou autrement, à quelque titre que ce soit, est acquis en pleine propriété à leur maître, sans que les enfants des esclaves, leur père et mère, leurs parents et tous autres libres ou esclaves puissent rien prétendre par succession » (art. 28) ; il ne peut espérer soustraire sa descendance à son sort : « Les enfants qui naîtront de mariages entre esclaves seront esclaves et appartiendront aux maîtres des femmes esclaves, et non à ceux de leur mari, si le mari et la femme ont des maîtres différents » (art. 12) ; et les châtiments qu'il encourt laissés à la discréption du maître, verges, cordes, voire mise à mort « si le cas le requiert » – pour une troisième tentative de fuite, par exemple (art. 38)...

Si éprouvante que soit la lecture, fragmentée en articles, chacun bénéficiant d'un commentaire détaillé qui permet aussi d'évaluer les accommodements opérés au XVIII^e siècle (la quatrième de couverture confond fâcheusement 1724 et 1742 !), le pire est sans doute de découvrir, après la présentation du document et son texte intégral, l'assourdissant silence des philosophes des Lumières sur un drame humain qu'ils connaissent et déplorent sans s'atteler à le corriger. Brutalement reçue lors de la parution de 1987, cette analyse a

été développée encore par Louis Sala-Molins dans *Les Misères des Lumières*, paru l'année même où le philosophe catalan livrait le *Code carolin*, rejeton hispanique du *Code noir* français (*L'Afrique aux Amériques*, PUF, 1992). Aujourd'hui, dans la préface inédite de cette nouvelle édition du *Code noir ou le calvaire de Canaan* – la septième mais la première en « poche » –, Sala-Molins fait une nouvelle fois le point sur un débat explosif, mesurant les avancées sans aménité : la loi de 2001 ? Une « farce » ! « Une loi insipide, humiliante pour les Noirs et les métis ». Mais, comme Christiane Taubira, Sala-Molins refuse la fatalité. « Le sérieux viendra plus tard, un jour ou l'autre. »

Philippe-Jean Catinch

LE CODE NOIR
ou le calvaire de Canaan
de Louis Sala-Molins.
PUF, « Quadrigé », 320 p., 10 €.
Première édition : 1987

Le Code noir à l'ombre des Lumières

« Il a fallu la révolte de Saint-Domingue, des tueries à la Martinique, des kyrielles d'insultes et de sarcasmes à l'Assemblée lorsque tel ou tel député osait demander un tout petit quelque chose de mieux pour les Noirs, pour voir avancer un peu la ligne de front. Il a fallu tabler sur des critères presque exclusivement de sang pour faire accepter que les mulâtres puissent camper aux abords du droit. L'abolition a été accordée enfin, et le Code noir supprimé, non parce que cela avait été demandé par les conventionnels, mais pour essayer de contrer les velléités sécessionnistes des colons et pour faire pièce à l'Anglais. Voilà qui prouve à l'évidence l'échec total et définitif des Lumières, la réalité grand-guignolesque de l'universalisme du projet de libération dont elles gonflaient leurs exploits

théoriques, artistiques et littéraires, la vilaine et menaçante insolence de leur philanthropie. Certes, on pourra gommer tout cela pour ne retenir que les envolées rhétoriques les plus clinquantes. Cela se fait beaucoup. On pourra invoquer la position résolument anti-esclavagiste d'un Bernardin de Saint-Pierre. Il sera sage de le lire en gardant sous les yeux, aussi, les aveux de Frossard, qui en 1793 déclare que « la Société des Amis des Noirs n'a jamais tenté autre chose que l'abolition de la traite, [qu']elle ne sollicitait dans les colonies que l'admission des gens de couleur au titre de citoyens ». « L'affranchissement des nègres était dans son cœur, ajoute-t-il, mais elle savait combien il serait impolitique de la proposer brusquement et sans préparation. » (pp.270-271)

Vous recherchez un livre épuisé ?

Librairie Le Tour du Monde
29, rue de Condé 75006 Paris
Ordinateurs en accès libre !

15 millions de livres

Internet : www.chapitre.com
téléphone : 01 55 33 60 60
minitel : 3615 chapitre

chapitre.com
LIBRAIRIE SUR INTERNET

Romans policiers

par Gérard Meudal

Polars de comptoirs

PRENDS GARDE AU BUEVRE SOLITAIRE
(BEWARE THE SOLITARY DRINKER)de Cornelius Lehane.
Traduit de l'anglais (Etats-Unis) par Corinne Faure-Geors et Jeanne N'Guyen,
« Rivages/Noir », 320 p., 8,99 €. Inédit.

Un bar est le séjour parfait pour les âmes fatiguées des luttes de la vie et le décor idéal d'un roman noir, mais, au lieu de l'utiliser comme un simple accessoire, Cornelius Lehane dans son premier roman en fait le lieu unique d'une véritable tragédie. D'ailleurs son héros, Brian le barman, est un acteur au chômage, fils de la classe ouvrière qui entreprend autrefois des études de droit pour défendre les opprimés. Et ceux-ci ne manquent pas parmi les habitués de Chez Oscar, ce bar minable de Broadway, refuge des noctambules les plus attardés entre lesquels règne une sorte de fraternité. C'est pourtant parmi eux que Brian va chercher le coupable du meurtre d'Angelina, une ravissante brune qui a tourné la tête à tous les piliers du bar et leur a sans façon à presque tous accordé ses faveurs. Sans l'aide de la police dont son père, communiste, lui a inculqué une méfiance atavique, mais secondé par la sœur de la victime, Janet, qui est avocate, Brian va démontrer qu'il avait bien raison de préférer à la compagnie des bons citoyens celle des pochetrons au grand cœur dont il donne un portrait très attachant.

■ RICHES, CRUELS ET FARDÉS, d'Hervé Claude

Normalement c'est un endroit où l'on s'amuse, un club de vacances sur la côte australienne, réservé à une clientèle gay et riche. En réalité, c'est mortel, on ne peut pas se baigner à cause des méduses ni se promener à cause des serpents venimeux, mais les créatures les plus dangereuses sont encore les hommes, surtout lorsqu'un cyclone tropical coupe cette petite communauté du monde et la plonge dans l'apocalypse. Reprenant le schéma classique du meurtre sur une île, Hervé Claude rend surtout un hommage appuyé à Joseph Hansen. Mais au lieu de présenter une sorte de fraternité homosexuelle où tout le monde est beau et gentil, il brosse le portrait saignant de certains requins d'affaires pour qui le commerce du sexe est l'occasion de gros profits et d'appétits voraces (Gallimard, « Série noire », 230 p., 7,95 €. Inédit).

■ PÉKINOIS, POLICIERS ET POLARS, de Georgette Heyer

C'est un village anglais avec ses vieux cottages, son presbytère, ses vieilles filles et son pub. Pas une touffe d'herbes folles ne dépare ses pelouses parfaitement entretenuées. Si, pourtant, il y a une tache dans le décor : le notaire de la ville voisine, Sampson Warrenby, un parvenu qui s'est acheté une maison dans le village. Lorsqu'il est assassiné chez lui pendant la garden-party des Haswell, chaque villageois devient un suspect potentiel. Il faudra tout le brio de l'inspecteur Hemingway pour prouver que le crime n'a pas été inspiré par une simple faute de goût. Le portrait que donne Georgette Heyer d'une certaine société britannique est si parfait et si caustique qu'on se demande si l'on a affaire à une sorte de couronnement d'une tradition policière anglaise ou à son pastiche le plus féroc. C'est craquant et rafraîchissant comme un sandwich au concombre pimenté d'une rasade de Tabasco (traduit de l'anglais par Denise Meunier, Livre de poche, 352 p., 5,50 €).

Science-fiction

par Jacques Baudou

Peurs singulières

RING

de Koji Suzuki.
Traduit du japonais par Annick Laurent,
« Pocket Terre », 310 p., 6 €.

On a découvert, en France, le film qui en avait été tiré avant le livre. Mais, à lire ce très glaçant roman d'épouvante qui renouvelle de fond en comble la traditionnelle « ghost story » comme l'histoire de maléfice, on comprend qu'il ait été porté à l'écran, car l'objet maléfique n'est rien d'autre qu'une cassette vidéo, ô combien menaçante puisqu'elle promet à ceux qui la visionnent une mort à échéance rapprochée. C'est toutefois une cassette d'une nature très particulière, comme le découvrira le héros de ce roman, un journaliste qui, intrigué par la mort quasi simultanée de quatre étudiants, entreprend une enquête pour découvrir ce qui l'a provoquée, voit la cassette létale et s'efforce, avec l'aide de quelques amis, de battre en brèche la malédiction, de stopper le compte à rebours. Remarquable et d'une rare efficacité...

■ LISIANE, LA MAGICIENNE SANS NOM, de Delia Marshall Turner

Premier volume d'un cycle en deux volets, le cycle de Ller, ce roman qui paraît sous l'étiquette S-F a toutes les apparences d'un roman de fantasy. Seul le fait que la planète dont est originaire l'héroïne a reçu la visite d'envaliseurs d'outre-espace annonce que le second tome pourrait bien en définitive justifier ce classement. Quoi qu'il en soit, le premier forme un assez joli roman de fantasy retracant l'apprentissage souvent rude d'un élève-magicien dans un monde où la magie règne de façon aussi monacale que féodale. L'originalité vient de ce que, dans cet univers magique exclusivement mâle (avec tout ce que ça implique au plan sexuel), l'apprenti en question est une jeune femme, ex-princesse de surcroît, naufragée sur la planète, et qui possède des talents innés et supérieurs à ceux de ses maîtres. La tonalité plaisamment féministe de l'ensemble n'empêche nullement la luronne de succomber cependant aux vertiges de l'amour. Un premier roman prometteur (traduit de l'anglais - Etats-Unis - par Sylvie Trouba, J'ai Lu, « Science-fiction », 222 p., 5 €).

■ LE MONDE INVERTI, de Christopher Priest

Au milieu des années 1970, deux romans d'auteurs anglais inconnus en France, publiés dans l'excellente collection « Dimensions S-F » des éditions Calmann-Lévy, firent l'événement par leur singularité et leurs qualités d'écriture, par leur ambition et leur réussite. L'un était *L'Enchâssement*, de Ian Watson, l'autre *Le Monde inversé*, qui débutait par cette phrase intrigante : « J'avais atteint l'âge de mille kilomètres ». Le lecteur découvrait bien vite qu'il y était question d'une cité en mouvement, d'une ville montée sur des rails pour une errance qui paraissait sans fin, dans la recherche inlassable de ce que les responsables des guilles de la Cité appelaient « l'optimum ». Il suivait avec passion l'itinéraire de Helward Mann, tenant fervent de cette civilisation sisypheenne, jusqu'à l'effondrement de cette dernière. Une même passion gagnera le lecteur d'aujourd'hui (traduit de l'anglais par Bruno Martin, Gallimard, « Folio S-F » 388 p., 7 €).

Jazz au noir

Tous perdants, tous magnifiques, les clameurs en solo des jazzmen de Geoff Dyer

JAZZ IMPRO
(But Beautiful)
de Geoff Dyer.
Traduit de l'anglais
par Rémy Lambrechts.
10/18, « Musiques et
compagnie », 238 p., 6,90 €.
Première édition, éd. Joëlle Losfeld, 1995.

S'il est bien constitué de papier et de caractères d'imprimerie, ce livre trouvera pourtant une meilleure place dans les rayons d'une discothèque que dans ceux d'une bibliothèque. Sa structure y est évidemment pour quelque chose : un avant-propos qui tient lieu de pochette, l'œuvre elle-même constituée de l'exposition et de la reprise d'un thème enrichi de sept pièces autonomes, et enfin une postface qui en sera le livret. En plus d'une œuvre de composition littéraire, *Jazz Impro* est un livre musical.

Dans son bref avant-propos, Geoff Dyer présente son livre comme un compositeur présenterait son concert, la genèse de la création, les inspirations qui l'ont suscité, les musiciens qui vont l'interpréter, avec précision et honnêteté : « Quand j'ai commencé à écrire ce livre, je ne savais pas exactement quelle forme lui donner. Ce fut un atout décisif, car cela m'a obligé à improviser ; ainsi, d'entrée, son écriture a été animée par la caractéristique propre de son sujet... Certains épisodes sont même entièrement dépourvus d'ancre factuel : ces scènes purement inventées peuvent être comprises comme des compositions originales. »

Reste le principal qui ne viendra



Chapeau de Lester Young par Herman Leonard

qu'avec l'écoute, la lecture de la pièce elle-même. Celle-ci révèle quelque chose d'inouï, au sens propre comme figuré. Les sept nouvelles que Dyer consacre à Lester Young, Thelonious Monk, Bud Powell, Ben Webster, Charlie Mingus, Chet Baker et Art Pepper sont habitées d'une inspiration sublime. Les thèmes choisis, développés de façon critique dans la postface, touchent à la vie peu banale de ces musiciens aux prises avec la créativité, mais aussi l'alcoolisme, la toxicomanie, la pri-

son, les asiles d'aliénés, la ségrégation, la mort.

A partir de quelques événements presque anodins, Dyer parvient à exposer la personnalité de ses sujets, magnifiques perdants, dans ce qu'ils ont de plus touchant, violent et désespérant. Lester Young, fantomatique : « Il attendait que le téléphone sonne, escomptant que quelqu'un l'appelle pour lui apprendre qu'il était mort dans son sommeil. » Bud Powell, funambule : « Puis trébuchant, les mains s'empê-

trant l'une dans l'autre, perdant l'élan qui aurait pu te faire franchir sans encombre une panne d'inspiration, la chanson tombant en pièces, le clavier devenu un labyrinthe dont tu ne trouverais jamais la sortie... » Minus, survolté : « Ses solos se faisaient plus lourds, ils swinguaient avec le balancement d'une pelle de fossoyeur, alourdis par la terre humide. »

Chaque nouvelle utilise une forme narrative différente par le recours au « il », au « nous », au « tu », et trouve par là un son et une tonalité propres. Ce sont autant de solos joués par un sax ténor, un piano, une contrebasse, une trompette, un sax alto, qui expriment leur voix tour à tour après différentes expositions du thème, constitué de huit courts textes mettant en scène Duke Ellington et son saxophoniste baryton Harry Carney, seuls dans leur voiture à la recherche de la ville de leur prochain concert.

Plus qu'il ne cherche à décrire la musique, à la traduire ou à l'interpréter avec le langage des mots, Dyer peint la relation que ses musiciens entretiennent avec elle, comment leur art est la quintessence de leur vie. Il donne ainsi à voir et à entendre la musique en train de se créer. Ses mots et ses images sont d'une telle justesse et d'une telle profondeur que, plus que l'on ne pourrait reconnaître un son, un volume, un doigté, une respiration, on entend une œuvre inédite, de façon exceptionnelle en ce qui concerne Thelonious Monk, comme si on venait de découvrir un enregistrement absolument essentiel.

Jean-Louis Aragon

Le malin génie d'Alphonse Allais

Une édition exemplaire, et sérieuse, du premier recueil de ce prince de l'humour, adepte du stéréotype et usager frénétique du coq-à-l'âne

ASSE TORDRE
d'Alphonse Allais.
Présentation
de Daniel Grojnowski,
GF-Flammarion, 252 p., 6 €.
Première édition :
éd. Ollendorff, 1891.

La tentation est grande de réviser les histoires de la littérature : tel auteur de livres à quatre sous devrait être réhabilité ; ou bien : il faut enfin accueillir au sein de la communauté des écrivains, tel pisse copie qui n'a guère écrit que sur le marbre des journaux... Et si on laissait plutôt chacun à sa place ? Mille modestes pyramides naîtraient alors, avec, au sommet de chacune, de bons petits maîtres sans jalouse. Ces Vosges de l'esprit deviendraient de plaisants buts de promenades littéraires, loin des sentiers battus.

Fort de cette théorie révolutionnaire, nous pouvons envisager à nou-

veaux frais une question sans gravité : Alphonse Allais est-il un grand écrivain ? L'intéressé nous tend lui-même maintes possibles réponses. Celle-ci par exemple : « Gustave Flaubert, avec sa grande autorité et son immense talent, n'osa point insister sur ce qui se passa dans le fiacre de Madame Bovary. Moi, je suis un type dans le genre de Flaubert, et vous n'en saurez point davantage. » Ensuite, ne suffit-il pas à notre bonheur de dire qu'Alphonse Allais fut l'un des plus malins génies de l'humour, un vertigineux usager de la langue, un pourfendeur de l'esprit de sérieux, un témoin d'époque, un adepte des stéréotypes et un toxicomane des lieux communs, la terreur incarnée du bon goût et de la mesure française ?...

François Caradec, éditeur (« Bouquins », Laffont, 1989 et 1990) et biographe d'Allais (Belfond, 1994), avait fourni les éléments d'appréciation nécessaires. Un colloque à Liège en 1996 (*Alphonse Allais, écrivain*, Librai-

rie Nizet, 1997) permettait d'approfondir la réflexion. Daniel Grojnowski, auteur d'une étude sur les *Commencements du rire moderne* (éd. José Corti, 1997), propose aujourd'hui une édition exemplaire du premier recueil publié par Allais. L'importante et éclairante préface, les notes qui accompagnent les textes et le dossier critique qui conclut le volume donnent la bonne mesure d'Allais. Il devient ainsi évident qu'aborder avec sérieux les données, les techniques et la nature de l'humour allaisien ne contredit en rien celui-ci. D'ailleurs, quelle glose pourrait venir diminuer l'inaltérable, et cependant lourde, pureté humoristique d'un passage comme celui-ci ? « La vieille tante qui m'a élevé s'informa d'une bonne maison où je pusse surcer le meilleur lait des premiers principes, et, à quelques jours de là, j'entrail, en qualité de jeune commis, chez MM. Pinaud et Amour, rue de Richelieu. »

Né à Honfleur le 20 octobre 1854 (le même jour que Rimbaud), fils de pharmacien et destiné à cette noble carrière, Alphonse Allais bifurqua en direction de la littérature, du journalisme et du cabaret à la fin des années 1870. Il collabore régulièrement à différentes publications – *Les Ecoles*, *Le Tintamarre*, *L'Anti-Concierge*... Puis, c'est l'époque du Chat noir, et d'une certaine notoriété. Allais écrit, publie beaucoup, épouse la fille d'un brasseur d'Anvers, se montre d'une grande discrétion lors de l'affaire Dreyfus (*« j'ai mon idée sur tout ça, mais c'est mon affaire »*), mais manifeste sa solidarité à l'égard de l'anarchiste Tailhade. En 1899, Félix Fénéon l'invite à la *Revue blanche*. Le 28 octobre 1905, une embolie enlève prématurément l'inventeur du Capitaine Cap à l'affection des siens. On peut le visiter, aux heures ouvrables, au cimetière de Saint-Ouen.

Patrick Kéchichian

Valse dandy

Pour découvrir en treize nouvelles la palette des talents de Philip Hensher

LE NOM SUR LA PORTE
(The Bedroom of the Mister's Wife)
de Philip Hensher.
Traduit de l'anglais
par Hugues de Giorgis.
10/18, « Domaine étranger »,
318 p., 7,80 €.
Première édition, Christian Bourgois, 2000.

Philip Hensher est né à Londres en 1965, il a fait ses études à Oxford et à Cambridge – et a obtenu un doctorat sur la peinture anglaise du XVIII^e siècle –, il a été fonctionnaire à la Chambre des communes et travaille à présent pour le quotidien *The Independent*, où il rédige des chroniques sarcasmatiques sur la vie littéraire ou la société britannique.

Ce jeune homme bien sous tous rapports est aussi l'auteur de quatre romans – le plus récent, *The Mulberry Empire*, vient d'être publié par Harper Collins –, qui lui ont valu entre autres insignes honneurs de

figurer au jury du célèbre Booker Prize en 2001 et surtout d'être le plus jeune écrivain cité dans l'anthologie Oxford etc., le plus jeune membre également de la Royal Society of Literature.

Les treize nouvelles de ce recueil permettent à ce brillant jeune talent des lettres britanniques de se montrer sous différents aspects, avec une constante, le plaisir de surprendre. Ainsi il s'amuse à faire apparaître dans des rôles inattendus des VIP de l'histoire contemporaine, comme la fille de Staline, Svetlana, en bienfaite d'une Russie blanche à qui elle a offert un réfrigérateur, ou Ulrike Meinhoff en animatrice involontaire d'une séance d'identification policière, façon sitcom. Ces dames ne sauraient lui en vouloir, elles ne font ici que de la figuration, en contrepoint, en ponctuation, en miroir inversé ou même en assasonnement, les rôles principaux étant joués par d'autres.

Surprenantes aussi, ipso facto, les « histoires extraordinaires » Edgar-Poësques ou kafkaises, façon

murs qui s'élargissent, personnages sans nom, apparitions, silhouettes, mirages, forces étranges et infaillibles conduisant implacablement à des « dénouements inéluctables » et des choses inimaginables derrière des portes qui vont fatallement s'ouvrir.

Tout cela dans un univers parfaitement contemporain, plutôt la fin des années 1980 et le début des années 1990. Des années où l'on surfe sur Internet, où l'on prend de la cocaïne, où l'on va dîner dans les bars et les boîtes de Soho et où l'on parcourt le monde, car, si Philip Hensher est indubitablement anglais et qui plus est londonien, il situe certaines de ses histoires à Prague, à Berlin (où il a vécu et a situé son troisième roman, *La Ville derrière le mur*), à Rome, dans le Suffolk et même dans un pays où existent des « cases sur pilotis ». Il y a même un épisode sur les absurdités auxquelles conduit l'Union européenne... Episode étrange d'ailleurs, plus par sa vulgarité que par son opposition farou-

che à tout ce qui pourrait créer une communauté européenne, fût-elle d'esprit.

La plupart des personnages sont jeunes, et en devenir : l'avenir est devant eux, ils ne savent pas encore quoi en faire ni où ils vont. Peut-être ne sauront-ils jamais ? Ils ne savent déjà pas toujours comment se situer dans le présent : un jeune cadre homosexuel s'est inventé une petite amie pour éviter les questions de ses amis et relations de travail alors qu'il ne connaît rien aux femmes – il a longtemps cru qu'elles « urinaient avec le vagin » –, un anthropologue célibataire endurci se dit veuf pour être pris au sérieux par les chefs de village de l'Hindou Kouch (puis il se marie, et sa femme meurt...), une jeune femme massacrée sa vie et celle des autres, un jeune pianiste déplore de perdre son temps avec une violoncelliste amatrice... Valse hésitation, tango lent, les danseurs marquent le pas d'un air de dandy vaguement ennuéy.

M. Si.

LE MONDE DES POCHESS-ESSAIS

De l'un à l'Autre

Rythmes du temps, styles vestimentaires, hygiène, mode, éducation...
Dirigée par Jean Poirier, une « histoire des mœurs » en six volumes

HISTOIRE DES MŒURS

Sous la direction de Jean Poirier. Gallimard, « Folio/Histoire ». Six volumes, 5 180 p., 7 €, chaque volume. Première édition : Gallimard, 1990 et 1991.

Dans le sud-ouest de Madagascar, vit une communauté de semi-nomades marins, les Vezo, où la bienséance veut que l'on s'assoie derrière son ami, si on souhaite lui faire une confiance, l'informer de la maladie d'un tiers, lui demander des nouvelles de ses enfants... Là, ce n'est pas la force ou l'expression du regard qui conditionnent les règles de convivialité, mais la capacité à moduler le volume de son flux sonore, de sa voix. Une coutume ? Une habitude ? Si c'est en Amérique que le modèle du crâne eut à travers les âges le plus de faveur, on trouve des exemples de cette mutilation un peu partout dans le monde, en Afrique, en Océanie, sur les bords du Nil ou du Danube, en Vendée ou en Normandie. La pratique (bien atténuée) existe

encore chez certaines populations andines. Un usage ? Une tradition ? Parce que deux cents milliards d'êtres humains se sont succédé sur notre planète, depuis le début de l'espèce, parce que aujourd'hui encore on peut distinguer entre quinze et vingt mille ethnies à travers le monde, il est évidemment impossible de répertorier, de manière exhaustive, les modèles que les hommes ont imaginés pour organiser – fût-ce inconsciemment – leur existence sociale. Il n'est déjà pas si simple de trouver un mot, un seul, pour nommer à la fois les pratiques sociales et culturelles, les comportements quotidiens, le banal et l'exceptionnel, le manifeste et le latent, la tradition qui tend à disparaître et la novation qui, peu à peu, s'impose.

Jean Poirier et ses soixante-dix collaborateurs ont choisi de désigner sous le terme de mœurs les « régulations sociales » qu'ils ont observées, celles qui ne se réduisent ni à la règle juridique, ni à la loi morale, ni aux normes formulées par la religion. On n'en citera que quelques-unes, sans qu'elles soient nécessairement plus importantes que les autres :

les symboliques gestuelles, la définition du propre et du sale, les rythmes du temps, les toxicomanies, les styles vestimentaires, l'usage des parfums, les règles d'hygiène, les manières de table, les modes d'éducation, le rire... L'entreprise peut apparaître comme une gageure, si évidente est « l'infinie diversité culturelle » qui s'est toujours manifestée dans la vie des hommes. Mais une gageure revendiquée, puisque les études ici présentées le sont dans une perspective de synthèse, la seule, assure Jean Poirier, qui permettait de s'interroger efficacement sur les « relations de l'être au groupe ». On ne s'étonnera pas, ainsi, de trouver dans le même volume la description du chapeau que portaient les mousquetaires de Louis XIII (un feutre en castor du Canada empanaché de plumes d'autruches de Sénegambie !) et le récit des gigantesques terrassements qu'il fallut entreprendre quand un empereur chinois décida de canaliser le Houang Ho pour augmenter les productions alimentaires du pays. Deux exemples, parmi tant d'autres, des relations des hommes à la nature, mais aussi

aux objets, au fil d'une histoire faite évidemment de continuités, de ruptures et de rencontres inattendues. L'homme et l'objet donc, mais aussi l'homme et l'amour, les techniques du corps, les codes et les modèles, l'homme, la parole et le geste, l'homme et son milieu naturel...

Un exposé détaillé de la diversité du comportement humain ne pouvait se passer d'une présentation des principaux ensembles culturels existant dans le monde. On la trouve, associée à une réflexion sur le « propre de l'homme » organisée autour de la novation et de la mémoire. Il restera à définir si la principale caractéristique de « l'hominité » réside dans la faculté de dépasser le passé et de reconnaître une possibilité de progrès ou si elle se trouve au contraire dans l'intériorisation du passé grâce à la mémoire collective. Les deux attitudes sont indissociables d'une perception aiguë de l'altérité. Ce n'est pas le moindre mérite de ces six volumes (qui reprennent l'intégralité des trois tomes de l'*Histoire des mœurs* parus dans l'Encyclopédie de la « Pléiade ») de le rappeler.

André Meury

Livraisons

■ LES ÉLECTIONS, MODE D'EMPLOI, de Clarisse Fabre

Petit, pas cher et qui peut rapporter gros, ce manuel à l'intention des votants devrait se vendre comme des quarts de baguette d'ici aux législatives. Clarisse Fabre – journaliste au *Monde* – y décrit, analyse et commente le fonctionnement des élections en France. Ainsi, parlant de l'abstention, elle explique que seul un tiers de l'électorat vote fidèlement à toutes les élections, et que « la participation au scrutin semble liée à l'intensité du combat ». Elle précise aussi que les 18-25 ans sont souvent les arbitres du dernier moment, votant à droite aux législatives de 1993, mais à gauche à celles de 1997. Qu'en sera-t-il en 2002 ? Elle s'interroge aussi sur les pistes d'une réforme des institutions. Pour compléter, on lira également avec profit *Les Présidents de la V^e République* dans la même collection (Librio, 128 p., 1,52 €).

■ L'ABOLITION, de Robert Badinter

Le 30 septembre 1981, Robert Badinter, alors garde des Sceaux, fait abolir la peine de mort. Le matin même de l'ouverture du débat, le 17 septembre, *Le Figaro* rendait public un sondage : 62 % des personnes interrogées se déclaraient pour, 33 % contre. Mais ce que raconte ici Robert Badinter, c'est le combat personnel qui, en tant qu'avocat, professeur de droit, et homme politique, l'a porté jusqu'à ce jour. Un récit qui se lit comme une aventure (*Le Livre de poche*, 288 p., 5 €). A signaler également : *La Peine de mort*, de Jean-Marie Carbasse (PUF, « Que sais-je ? », 128 p., 6,18 €).

■ LIBERTÉS ET DROITS FONDAMENTAUX, sous la direction de Mireille Delmas-Marty et Claude Lucas de Leyssac

Il ne faut jamais hésiter à revenir aux textes fondateurs et si l'on connaît par cœur « *Les hommes naissent et demeurent libres et égaux en droits* », qui se souvient du préambule : « *Les représentants du peuple français, constitués en Assemblée nationale, considérant que l'ignorance l'oublie ou le mépris des droits de l'homme sont les seules causes des malheurs publics et de la corruption des gouvernements...* » ? Tous les textes réunis dans ce volume depuis la Déclaration de 1789 jusqu'au traité de Maastricht ou la Convention des droits de l'enfant, devraient figurer sinon dans les mémoires, du moins dans les bibliothèques. En revanche, les commentaires, dus aux spécialistes de l'université Paris-1, sont sans doute bien trop arides pour servir de guide aux simples citoyens (Seuil, « Points Essais », 474 p., 9 €). A compléter utilement par *Les Droits de l'homme*, de Danièle Lochak, professeur à Paris-X – Nanterre, qui permet de suivre l'évolution des droits, les enjeux, les transformations, et les défis présents et à venir (*La Découverte*, « Repères », 124 p., 9 €). M. Si.

■ LA CONSTITUTION, introduite et commentée par Guy Carcassonne

La Constitution est un sujet austère qui pourrait décourager de nombreux lecteurs et apparaître comme une gageure éditoriale. Professeur de droit public à Nanterre, Guy Carcassonne propose, bien au contraire, un commentaire pénétrant où la pédagogie le dispute à l'érudition. Evitant le jargon propre à ce genre d'exercice, l'auteur étudie dans une langue claire, article par article, le texte fondateur de la V^e République. En ces temps où les sphères du politique et du droit reviennent avec vigueur sur le devant de la scène, cet ouvrage représente une véritable aubaine pour un vaste public, jeune et moins jeune, de découvrir ou de redécouvrir un des écrits que nul, au même titre que la loi, n'est censé ignorer. Une lecture essentielle et enrichissante... à entreprendre de toute urgence (5^e édition, Seuil, « Points Essais », 408 p., 8,50 €). St. L.

■ LE PEN, LES MOTS, analyse d'un discours d'extrême droite

Maryse Souchard, maître de conférences à Cergy-Pontoise, et Isabelle Cuminal, Stéphane Wahnick, Virginie Wathier, de l'institut d'études et de sondages CSP communication, ont publié en 1997 au Monde Editions le résultat d'un travail fascinant : 1200 pages de discours de Jean-Marie Le Pen traitées informatiquement grâce à un logiciel d'analyse lexicale, afin d'en dégager les « structures argumentatives », d'en fouiller les thématiques ou d'en débusquer les « *a priori clandestins* », autrement dit, mettre le « mystère » Le Pen en pleine lumière à travers les mots et non les idées. L'analyse lexicale révèle par exemple que les ennemis désignés directement ou indirectement sont, en ordre décroissant : les juifs, les Arabes et les musulmans, puis les francs-maçons. On remarquera d'ailleurs qu'aujourd'hui l'antisémitisme est mis de côté et que les attaques contre Jacques Chirac sont de plus en plus virulentes (*La Découverte/Le Monde*, 280 p., 9,90 €). M. Si.

■ MOTIVÉS, MOTIVÉES, SOYONS MOTIVÉ-E-S

L'histoire des « Motivé-e-s » (13 % des suffrages à Toulouse aux élections municipales en avril 2001) racontée de l'intérieur, sans se la jouer. « *Sans remonter jusqu'aux Cathares...* » mais simplement aux années 1980, tout commence avec le groupe Zebda (*beurre*, en arabe) et l'association Taktikollectif. Une drôle d'histoire qui commence par des chansons, des réunions, des discussions... et qui n'est pas finie car les Motivé(e)s s'organisent, se structurent, réfléchissent (Seuil, « Points Virgule », 190 p., 5,95 €).

■ LA FRACTURE SOCIALE de Xavier Emmanuelli et Clémentine Frémontier

Aller au-delà du slogan politique en tentant de comprendre l'origine et les enjeux, les clivages, les mécanismes qui produisent l'exclusion (PUF, « Que sais-je ? », 128 p., 6,18 €).

LITTÉRATURE FRANÇAISE

ANGOT Christine

Quitter la ville

Le Livre de poche, n° 15280, 192 p., 5,30 €.

ASTIC Guy

Suite fantastique

Point, Points Virgule, n° 43, 208 p., 4,95 €.

BOULANGER Daniel

Clemence et Auguste

Le Livre de poche, n° 15276, 256 p., 5,00 €.

CAUVIN Patrick

Torrentera

Le Livre de poche, n° 15266, 224 p., 4,20 €.

CHAMI-KETTANI Yasmine

Cérémonie

Actes Sud, Babel, n° 533, 120 p., 6,00 €.

CORTANZE Gérard de

Hemingway à Cuba

Gallimard, Folio, n° 3663, 192 p., 5,80 €.

CORTANZE Gérard de

J.M.G. Le Clézio :

Le Nomade immobile

Gallimard, Folio, n° 3664, 320 p., 7,00 €.

COSSÉ Laurence

Le Mobilier national

Gallimard, Folio, n° 3665, 240 p., 4,50 €.

DAVID Catherine

L'Homme qui savait tout

Seuil, Points n° 981, 512 p., 7,50 €.

DENIAU Jean-François

L'Ile Madame

Le Livre de poche, n° 13031, 256 p., 4,50 €.

DHÔTEL André

Saint Benoît Joseph Labre

Préface de Hugues Robaye. La Table Ronde, La Petite vermillon, 224 p., 8,50 €.

ENTHOVEN Jean-Paul

Aurore

Le Livre de poche, n° 15267, 224 p., 4,00 €.

FERNANDEZ Dominique

Nicolas

Le Livre de poche, n° 15275, 288 p., 5,00 €.

FRAIN Irène

La Maison de la source

Le Livre de poche, n° 15272, 320 p., 5,50 €.

GARRETA Anne F.

La Décomposition

Le Livre de poche, n° 15279, 256 p., 5,00 €.

GAUVIN Gaël

Montaigne

EJL Librio, n° 523, 128 p., 1,52 €.

GOFFETTE Guy

Elle, par bonheur,

et toujours nue

Gallimard, Folio, n° 3671, 160 p., 4,50 €.

GREEN Julien

Les Etoiles du Sud

Seuil, Points n° 992, 896 p., 10,50 €.

GUILLEBAUD Jean-Claude

L'Esprit du lieu

Arléa, 160 p., 6,00 €.

DENIGU Thomas

A part moi

personne n'est mort

J'ai lu, n° 6159, 160 p., 4,00 €.

HAMON Hervé

Le Vent du plaisir

Seuil, Points n° 988, 288 p., 6,50 €.

HOLDER Eric

Mademoiselle Chambon

Dossier présenté par Laure Humeau-Meysselle.

JANICOT Stéphanie

Soledad

Le Livre de poche, n° 15269, 320 p., 6,00 €.

LAPAKUE Sébastien

Georges Bernanos,

encore une fois

Actes Sud, Babel, n° 534, 150 p., 7,00 €.

En bref

DES POCHE POUR LA SCIENCE. Rares sont les collections de poche consacrées aux sciences. Ces « Petites Pommes du savoir » jouent le jeu du miniville (64 pages, 10 cm x 16 cm) sur une bonne question cocasse, curieuse ou provocante et les réponses d'un spécialiste-pédagogue. On trouve ainsi parmi les premiers titres : *Cloner est-il immoral*, de Laurent Degos, hématologue, *Pourquoi la mer est-elle bleue ?*, de Pierre Lazlo, chimiste, *Peut-on guérir le cancer avec des OGM ?*, de Louis-Marie Houdebine, biologiste, ou encore *Le Temps existe-t-il ?*, d'Etienne Klein, physicien et philosophe. Indispensables pour ne plus dire de bêtises dans les discussions d'après-dîner ou plus prosaïquement pour préparer ses examens. 3,90 euros, la pomme !

POCHES EN ESPAGNOL. Le quotidien espagnol *El País* publie depuis quelque temps, au sein de son supplément culturel du samedi, en début de mois, quatre pages, consacrées aux livres de poche, sous le titre *Equipaje de bolsillo*. Il y a à peine quelques années, on ne pouvait se procurer, en Espagne, en format de poche que des œuvres classiques, et sous des jaquettes peu engageantes. Aujourd'hui, le rythme de production, la diversité des titres et des collections, la modernité des conceptions graphiques, n'ont rien à envier aux productions françaises, allemandes ou britanniques. Les prix varient en moyenne de 5 à 9 euros.

LES ÉDITIONS DU FÉLIN LANCENT LEUR COLLECTION DE POCHE. Pour célébrer leur vingtième anniversaire, les éditions du Félin lancent « Le Félin poche » avec quatre biographies pour démarquer : *Consuelo de Saint-Exupéry*, *la Rose du Petit Prince* (160 p., 7 €), de Paul Webster, et *Vie et mort du Petit Prince* (304 p., 10 €) du même auteur, *Jules Verne l'enfant* (432 p., 11 €), de Jean-Paul Dekiss, et *Le Mystère John Lennon* (224 p., 8,50 €), de Lee Mc Laren. D'autres suivront au rythme de huit à douze titres par an.

OGAWA Yōko
Hôtel Iris
Traduit du japonais par Rose-Marie Makino-Fayolle. Actes Sud, Babel, n° 531, 240 p., 7 €.

RIVAS
Don Alvaro ou la force du destin
Présenté et traduit de l'espagnol par Georges Zaragoza. GF-Flammarion, 288 p., 8,50 €.

SEPULVEDA Luis
Journal d'un tueur sentimental et autres histoires
Traduit de l'espagnol (Chili) par Jeanne Peyras. Seuil, Points n° 986, 208 p., 5,50 €.

SINGER Isaac-Bashhevis
Ombres sur l'Hudson
Traduit de l'anglais (Etats-Unis) par Marie-Pierre Bay. Gallimard, Folio, n° 3670, 928 p., 9,50 €.

STEGNER Wallace
La Vie obstinée
Traduit de l'anglais (Etats-Unis) par Eric Chédaille. Phébus, Libretto, 352 p., 10 €.

TAYLOR Elizabeth
Vue sur le port
Traduit de l'anglais (Etats-Unis) par Geneviève Doze. Rivages Poche, Bibliothèque étrangère, n° 373, 384 p., 8,99 €.

TRAPIDO Barbara
L'Epreuve du soliste
Traduit de l'anglais par Michèle Valencia. 10/18, Domaine étranger, n° 3409, 320 p., 7,80 €.

WALPOLE Horace
Essai sur l'art des jardins modernes
Preface d'Allen S. Weiss. Mercure de France, Le petit Mercure, 60 p., 3 €.

WHITE Edmund
L'Homme marié
Traduit de l'anglais (Etats-Unis) par Anne Rabinovitch. 10/18, Domaine étranger, n° 3410, 384 p., 8,50 €.

PHILOSOPHIE

CAUQUELIN Anne
L'invention du paysage
PUF, Quadrige, 192 p., 8,50 €.

LACOSTE Jean
La Philosophie de l'art
PUF, Que sais-je ? n° 1887, 128 p., 6,50 €.

ROMANS POLICIERS

COLLINS Wilkie
La Femme révée
Traduit de l'anglais par Émile Forges. Le Masque, Labyrinthes, n° 99, 480 p., 9 €.

CONNELLY Michael
L'Envol des anges
Seuil, Points policiers, n° 989, 464 p., 6,95 €.

CUSSLER Clive
Serpent
Traduit de l'anglais (Etats-Unis) par Claude Langlois-Chassaignon. Le Livre de poche, n° 17229, 608 p., 6,95 €.

DAENINCKX Didier
Le Pouple - 15 : Ethique en toc
EJL Librio, n° 526, 128 p., 1,52 €.

DELEIS Philippe
La Dernière Cantate
Le Masque, Labyrinthes, n° 98, 350 p., 6,50 €.

DI MERCURIO Michael
Piranha, Tempête en mer de Chine
Traduit de l'anglais (Etats-Unis) par Dominique Chapuis et le commandant Denis Chapuis. Le Livre de poche, n° 17227, 448 p., 6,50 €.

GRACE C.L.
La Rose de Raby
Traduit de l'anglais par Fourni Guiramond. 10/18, Grands détectives, n° 3406, 352 p., 7,30 €.

HARDING Paul
Le Fanal de la mort
Traduit de l'anglais par Christiane Poussier. 10/18, Grands détectives, n° 3340, 288 p., 6,90 €.

HILL Reginald
La Mélodie du malheur
Traduit de l'anglais par Pascal Loubet. Le Masque, n° 2467, 300 p., 6,25 €.

HORDE Pierrick Dr
Meurtres sur ordonnance
J'ai lu, n° 6165, 224 p., 4,50 €.

LA PLANTE Lynda
Bella Mafia
Traduit de l'anglais par Eric Chédaille. Le Livre de poche, n° 17230, 640 p., 6,95 €.

MARSTON Edward
La Folle Courtisane
Traduit de l'anglais par Corinne Derblum. 10/18, Grands détectives, n° 3407, 288 p., 7,30 €.

PHILOSOPHIE

CAUQUELIN Anne
L'invention du paysage
PUF, Quadrige, 192 p., 8,50 €.

LACOSTE Jean
La Philosophie de l'art
PUF, Que sais-je ? n° 1887, 128 p., 6,50 €.

PERRYS Anne

Un cri étranglé
Traduit de l'anglais par Bernard Cucchi. 10/18, Grands détectives, n° 3400, 448 p., 8,50 €.

SERFATY Thierry
Le Sang des sirènes
Le Livre de poche, n° 17231, 256 p., 5 €.

STAINECLIFFE Cath
Nuits noires à Manchester
Traduit de l'anglais par Catherine Richard. Le Masque, n° 2465, 256 p., 6 €.

STREIFF Gérard
La Guerre des croûtons
Baleine, Série grise, 140 p., 4,50 €.

SCIENCE-FICTION

SILVERBERG Robert
Les Déportés du Cambodge
Le Livre de poche, n° 7242, 192 p., 5 €.

SILVERBERG Robert
Le Cycle de Majipoor. Le Château de Lord Valentyn
Tome 1. Le Livre de poche, n° 7238, 672 p., 8,50 €.

SILVERBERG Robert
Le Grand Silence
Traduit de l'anglais (Etats-Unis) par Denis Sigaud. J'ai lu, n° 678, 576 p., 8 €.

CLAUSEN-PETIT Magali
Tous citoyens de l'Europe
Milan Junior, Les Essentiels, n° 16, 40 p., 5,50 €.

CLAUSEN-PETIT Magali
L'Amour, la sexualité et toi
Milan Junior, Les Essentiels, n° 27, 40 p., 5,50 €.

PERIOLI Marilyn
Trois amies pour la vie
Illustré par Philippe Diemunsch. Flammarion, Pére Castor, Les 3 loupes, 32 p., 5,50 €.

SCHINDLER Nina
Pas de pitié pour les crapauds
J'ai lu, n° 6183, 96 p., 4,50 €.

STAPLES Lewis Clive
L'Odyssee du passeur d'aurore
Traduit de l'anglais par Philippe Morgault. Illustré par Pauline Baynes. Gallimard Jeunesse, Folio junior, 250 p., 7,50 €.

FINK Galit SHA'BAN
Mervet Akram
Si tu veux être mon amie

STAPLES Lewis Clive
La Dernière Bataille
Traduit de l'anglais par Emmanuel Pingault. Milan, Poche cadet, n° 19, 46 p., 4,29 €.

ROCHEJAQUELINE
Marquise de la Mémoire
Edition présentée et annotée par André Sarzin. Mercure de France, Le Temps retrouvé poche, 660 p., 8,80 €.

SCIENTES HUMAINES

DANTZER Robert
Les Emotions

LE MOIGNE Guy LEBON
André L'Immigration en France

BRISOU-PELLEN Evelyne

Le Chat de l'empereur de Chine
Illustré par Bolry. Milan, Poche cadet, n° 1, 80 p., 4,90 €.

BRYANT Ann
Familles en folie. Tome 1 : Une mère de trop !

STAINCLIFFE Cath
Nuits noires à Manchester

CANTIN Amélie
Petits lols et gros soucis
Illustré par Stanislas Barthélémy. Milan, Poche cadet, n° 3, 80 p., 4,50 €.

LAMON-MIGNOT Catherine
La Mère Fouettarde
Illustré par Gaëtan Dorémus. Nathan Jeunesse, Première lune, 32 p., 5,34 €.

LAMON-MIGNOT Catherine
La Rage au ventre
Illustré par Stanislas Barthélémy. Milan, Poche cadet, n° 2, 80 p., 4,90 €.

CAUVIN
Mon papa est astronaute
Illustré par Laudec. Hachette Jeunesse, Bibliothèque rose, 96 p., 4,29 €.

CHAPOUTON Anne-Marie
Le Petit Carnet d'Archibald
Illustré par Pierre Caillou. Flammarion, Pére Castor, Les 3 loupes, 32 p., 5,50 €.

MARTIN Ann M.
Claudia et le petit génie
Traduit de l'anglais par Karine Jovelin. Illustré par Philippe Munch. Gallimard Jeunesse, Folio junior, 154 p., 4,60 €.

MICHAUX Madeleine
L'Archéologie sous la terre, l'histoire
Milan Junior, Les Essentiels, n° 19, 40 p., 5,50 €.

PERIOLI Marilyn
Trois amies pour la vie
Illustré par Philippe Diemunsch. Flammarion, Pére Castor, Les 3 loupes, 58 p., 6 €.

SCHINDLER Nina
Pas de pitié pour les crapauds
J'ai lu, n° 6183, 96 p., 4,50 €.

STAPLES Lewis Clive
L'Odyssee du passeur d'aurore
Traduit de l'anglais par Philippe Morgault. Illustré par Pauline Baynes. Gallimard Jeunesse, Folio junior, 250 p., 7,50 €.

FINK Galit SHA'BAN
Mervet Akram
Si tu veux être mon amie

STAPLES Lewis Clive
La Dernière Bataille
Traduit de l'anglais par Philippe Morgault. Illustré par Pauline Baynes. Gallimard Jeunesse, Folio junior, 250 p., 7,50 €.

ROCHEJAQUELINE
Marquise de la Mémoire

SCIENTES HUMAINES

DANTZER Robert
Les Emotions

LE MOIGNE Guy LEBON
André L'Immigration en France

GIRAUD Robert

Les Planètes visitées
Flammarion, Pére Castor, Castor doc, 128 p., 6 €.

JOLY Fanny
Si on jouait ?

LABADIE-LARROUDE Christine
Le Foot

THIES Paul
L'Auberge du temps qui passe

TURNER Ann
Et moi j'étais trop petite

LOWRY Lois
L'Elue

STRONG Jeremy
Beurk ! Mamie est amoureuse

DELMAS-MARTY Mireille
Lucas de Layssac Claude

FLAGEY Danièle
Mal à penser, mal à être.

DURET Alain
Conquête spatiale : du rêve au marché

SHANKS Hervé
L'Aventure des manuscrits sous la mer Morte

VERMOT Marie-Sophie
Je veux faire des bêtises

FROMM Erich
Le Coeur de l'homme. Sa propension au bien et au mal

GRANOFF Wladimir
La Longue marche des gays

MAUDUIT Claude
Principes de la philosophie du droit 341-360 : L'histoire du monde ; Hegel

DE GROVE-VALDEVORN
Nathalie HAMDOUNI Saïd

DE DIECKHOFF Alain
La Nation dans tous ses états. Les identités nationales en mouvement

ROCHEJAQUELINE
Marquise de la Mémoire

KEYNES J.M.

ROCHEJAQUELINE
Marquise de la Mémoire

Alliance fatale

Des années 1950 au 11 septembre, John Cooley revient sur le soutien américain aux islamistes radicaux

CIA ET JIHAD, 1950-2001 (Contre l'URSS, une désastreuse alliance)
de John K. Cooley.
Traduit de l'anglais (Etats-Unis) par Laurent Bury, Préface d'Edward W. Saïd, Autrement, 288 p., 19,9 €.

Connaissez-vous le Safari club ? Alexandre de Marenches, longtemps patron du Sdece (service français de renseignement extérieur), joua pourtant un rôle cardinal dans cette coterie très spéciale, fondée en 1976, dans laquelle les maîtres espions du chah d'Iran, des rois Fayçal (Arabie saoudite) et Hassan II (Maroc) et de l'Egyptien Sadate conclurent un pacte : s'aider mutuellement et aider l'Orient à enrayer la pénétration soviétique en Afrique et en Asie centrale. Dès cette époque, cette alliance secrète conçoit l'idée d'utiliser l'islam sunnite le plus extrémiste, farouchement anticomuniste, à ses propres fins. Le Safari club, écrit John Cooley, préfigurait ce qui sera érigé aux Etats-Unis en véritable doctrine stratégique occulte à partir de 1979, après la victoire du khomeynisme en Iran (en avril) et avant même l'invasion de l'Afghanistan par l'URSS. Une stratégie dont Islamabad et Riyad deviendront les pivots et qui verra la CIA être dotée d'immenses moyens afin de « former, équiper et ravitailler » une « armée secrète de fanatiques » sunnites dans l'objectif de miner progressivement « l'empire du mal » (l'URSS), sans que, jamais, les Etats-Unis apparaissent au premier plan. On connaît la fin tragique de cette « stratégie » : le 11 septembre 2001, l'Amérique stupéfaite était frappée au cœur par l'héritier de sa monstrueuse créature, Oussama Ben Laden.

C'est cette très immorale histoire que conte John Cooley avec un grand luxe de détails. Journaliste, il a traîné sa bosse près de quarante

ans dans tout l'Orient musulman, du Maroc au Bangladesh. Il sait tout des acteurs du drame, connus ou moins connus. Tel le cheikh Kamal Adham, chef des services secrets saoudiens. Une figure étonnante, d'origine albano-turque, seul non-Arabe à avoir jamais occupé une fonction de premier ordre au royaume wahhabite. Ami intime, entre autres, du Pakistanais Agha Hassan Abedi, fondateur de la BCCI. Impliquée dans des trafics d'armes, de drogues et d'or, cette banque d'affaires, avant de s'effondrer dans un immense scandale en 1991, aura joué un rôle prépondérant dans le financement des moudjahidins afghans. La CIA, indique Cooley, « a eu longtemps recours à des banques criminelles ou corrompues pour ses opérations ».

L'ouvrage fourmille d'anecdotes et de révélations, comme la formation à la guérilla et au terrorisme, par les Bérets verts et les Seals (Sea/Air/Land, commandos mer-air-terre américains), dans les bases de Camp Peary, Fort A. P. Hill ou Camp Pickett, de ceux qui, dix ou quinze ans plus tard, organiseront les attentats au siège de la CIA, en janvier 1993, ou au World Trade Center de New York, six mois plus tard. John Cooley s'attache surtout à démontrer comment Washington, pris dans un engrenage qu'il ne maîtrisait plus, a préféré jouer la politique de l'autruche plutôt que d'engager un bilan critique de son propre rôle dans la dérive islamiste ultérieure vers le terrorisme international. Après le premier attentat au World Trade Center, en 1993, le chef du FBI à New York, Robert Fox, s'écria : « Ces gars-là ont été formés par la CIA ! » Quelques semaines après, il était muté.

Morale de l'histoire, version Cooley : « Lorsqu'on décide d'entrer en guerre contre son principal ennemi, il faut bien regarder qui on choisit comme ami, comme allié ou comme mercenaire... » Une morale qui ne vaut pas que pour les Américains. **Sylvain Cypel**

GUERRE SAINTE, MULTINATIONALE
de Peter L. Bergen.
Traduit de l'anglais (Etats-Unis) par Jean-Pierre Milelli, Gallimard, 284 p., 21 €.
L'EMPIRE DU CHAOS, Les Républiques face à la domination américaine dans l'après-guerre froide
d'Alain Joxe. La Découverte, 190 p., 17 €.

Le conflit qui menace le « monde libre », c'est-à-dire les Etats-Unis et leurs alliés, est-il la « guerre sainte multinationale » que le journaliste américain Peter L. Bergen décrit à partir d'une rencontre avec Ben Laden, qui remonte à 1997 ? Ou les « petites guerres cruelles » que, selon Alain Joxe, sociologue à l'Ecole des hautes études en sciences sociales à Paris, les pays dominants ont réussi à évacuer vers le sud ? Cette manière de poser la question est typique de l'après-11 septembre, quand « la guerre sainte multinationale » ou l'expansion d'une « petite guerre cruelle », comme on voudra, a fait irruption au cœur même de l'empire. Et biaisée parce qu'elle ramène à un affrontement sommaire, au risque d'évacuer la complexité du monde de l'après-guerre froide, une complexité dérangeante, irréductible à la bipolarité du conflit Est-Ouest de naguère et au manichéisme de la lutte du Bien contre le Mal, chère à George W. Bush.

Ayant parcouru l'Afghanistan et ses voisins, notamment le Pakistan, Peter L. Bergen essaie, comme beaucoup d'autres observateurs, surtout depuis l'automne dernier, d'expliquer le réseau Al-Qaida, de dénicher ses motivations, d'analyser ses objectifs. En passant il reprend quelques thèses déjà longuement évoquées, par exemple le « mélange de mode de vie parfaitement moderne » des complices de Ben Laden et « l'interprétation radicale de la guerre sainte », ou encore l'effet de la globalisation sur

Rapports de forces

Tandis qu'Alain Joxe s'interroge sur la place de la France et de l'Europe face à la domination américaine, Peter L.Bergen analyse la multiplicité des champs de bataille contre le monde libre



la propagation des idées fondamentalistes. Il cite à ce propos, sans vraiment convaincre, le GIA algérien et la lutte des Tchétchènes. Mais il conteste quelques hypothèses : Ben Laden, agent de la CIA, alors que dès 1982, dit-il, le Saoudien était profondément antiaméricain et que la CIA n'a pas mis les pieds en Afghanistan pendant la guerre contre les Soviétiques ; le 11 septembre comme illustration du « choc des civilisations », alors que Ben Laden n'a qu'une idée, lutter contre la politique américaine au Proche-Orient...

Franchement, nous ne sommes pas beaucoup plus avancés dans la tentative de compréhension de ce qui nous arrive depuis quelque neuf mois et même, concernant en particulier la France, depuis une quinzaine de jours. En revanche, l'essai d'Alain Joxe peut nous y aider. Il offre une perspective plus large que les attentats contre le World Trade Center et leurs suites (il a d'ailleurs été en partie écrit avant). Il s'intéresse aux rapports de forces internationaux depuis la fin de la guerre froide,

marqués entre autres choses par la guerre du Golfe. Alain Joxe considère cette dernière comme une des premières manifestations de l'empire américain visant, par des expéditions militaires, à « réguler le désordre ». Un autre moyen étant l'édition de normes financières. Car une des caractéristiques qui distinguent « l'empire du chaos » des empires précédents est que les Etats-Unis ne cherchent pas à conquérir le monde ; ils n'ont aucune intention après des campagnes militaires d'occuper le terrain conquis. Au contraire, ils cherchent à s'en retirer le plus rapidement possible. Ils ne veulent pas établir un « nouvel ordre international », comme l'avait imprudemment déclaré George Bush père, après la victoire sur l'Irak. Ils « pensent désormais le monde comme un chaos dont ils estiment devoir s'accommoder, en punissant les comportements déviants et en fortifiant leurs abords pour survivre ». Alain Joxe cherche une réponse, pour la France et pour l'Europe, dans la défense de la République contre l'empire, pensée comme « une straté-

Daniel Vernet

Le repentir d'un islamiste égyptien

Revenu à une « vie normale », Khaled al-Berry, ancien membre de la Jamaa al-Islamiyya », relate sa descente aux enfers de l'intégrisme

LA TERRE EST PLUS BELLE QUE LE PARADIS
de Khaled al-Berry.
Traduit de l'arabe (Egypte) par Samir Abdel Haq, éd. J.-C. Lattès, 196 p., 14 €.

Il s'agit de la première « confession de foi » d'un islamiste repenti de la Jamaa al-Islamiyya égyptienne, Khaled al-Berry, 30 ans, ancien « émir » des étudiants d'Assiout et de Minya. C'est une descente aux enfers – endoctrinement, diabolisation de l'Etat, sexualité refoulée, embriagagement terroriste – suivie d'une

Echange et Diffusion des Savoirs
cycle de conférences
"FIGURES DE LA SCIENCE"

JEUDI 16 mai à 18 h 45
"La conception nietzschéenne de la science"
par Michel Gourinat, philosophe

JEUDI 23 mai à 18 h 45
"Le mysticisme de la Kabbale et le rationalisme scientifique"
par Giorgio Israel, mathématicien, historien des sciences

à l'Hôtel du département
Marseille 4ème
ENTREE LIBRE

Echange et Diffusion des Savoirs
16 rue Beauvois 13001, Marseille
04 96 11 24 50
contact@des-savoirs.org

CONSEIL GENERAL
BOUCHES-DU-RHÔNE

rédemption. Khaled naît à Assiout, en Haute-Egypte, berceau de la Jamaa, théâtre de fréquentes émeutes religieuses. Ses parents, musulmans, appartiennent à la bourgeoisie commercante, envoient leurs enfants au collège des sœurs franciscaines, sympathisent avec le régime de Nasser, puis de Sadate.

L'adhésion à la Jamaa de leur fils Khaled n'est pas le fruit d'une révolte de gosse, mais d'un coup de pouce du destin : la rencontre du « garçon à la chaîne » – la chaîne de moto qui sert à corriger les chrétiens ou les mauvais musulmans –, étudiant barbu, dur à la souffrance, patriote de la nation arabe « humiliée », ennemi de Sadate et d'Israël, qui l'introduit dans une cellule islamiste. Livres, cassettes, chants, sont les premiers outils d'un endoctrinement qui initie le jeune militant au djihad intérieur et le coupe de son environnement.

C'est le début d'un engrenage dans lequel l'exemple de sa piété et de sa vertu, les excuses publiques exigées – et obtenues – d'une famille chrétienne qui se serait un jour moquée de l'islam, font de lui, à 16 ans, un héros de quartier. Avec ses « frères », il conduit la prière dans la cour de l'école, dénonce, rosse ceux qui disent du mal de l'islam et le transgressent. Il dénonce les homosexuels, organise la chasse aux revues pornos, le chatut contre les oulémas venus faire de la contre-propagande.

La répression policière frappe aussi les écoles. A moins de 16 ans, al-Berry est viré dans un établissement à cinquante kilomètres d'Assiout. Il devient un martyr, grimpe dans la hiérarchie de la Jamaa, découvre l'action secrète, les opérations coups de poing, l'agitation politique à l'université de médecine, où il se bat contre la mixité, et l'enseignement de l'histoire et de la philosophie. La guerre civile s'aggrave entre le gouvernement et la Jamaa. La

« vieille garde » islamiste d'Assiout est décimée, remplacée par les chefs d'une armée secrète à laquelle Khaled et ses « frères » vouent une « obéissance aveugle ». La guerre du Golfe enflamme l'Egypte. Khaled al-Berry figure sur la liste des agitateurs et terroristes. Il est arrêté le 7 octobre 1991, accusé d'incitation des élèves à la violence, de fomentation de troubles à l'université, d'appels à la haine du gouvernement, de participation à une organisation terroriste.

Sa rédemption commence dans les prisons d'Assiout et de Limane Tora. Khaled rompt avec la Jamaa, se remet à une vie normale, à priori à domicile et non dans les mosquées qu'hier il prenait en otage, se sauve grâce aux livres, non plus ceux des fundamentalistes qu'il dévorait hier, mais des romanciers tel Naguib Mahfouz. Il achète une Bible, va au cinéma, fréquente des salles pornos. « Je me suis ouvert à la vie terrestre », conclut-il. « J'ai prononcé des mots grossiers, j'ai bu du vin et j'ai fait l'amour. Et je suis un être différent, en tout ou presque. Suis-je devenu meilleur ou pire ? Tout ce que je sais, c'est que désormais j'envisage toute humanité avec infiniment plus de tolérance et de sensibilité. »

Après avoir fini ses études de médecine au Caire, al-Berry travaille au département arabe de la BBC à Londres. Son livre est celui d'un islamiste « ordinaire » qui ne peut être insignifiant lorsqu'on sait qu'à côté des « icônes » de l'islam radical, des milliers de jeunes, élevés comme lui dans l'utopique reconstruction de l'époque bénie du Prophète, sont prêts demain à soutenir toutes les aventures.

Henri Tincq

★ Signalons aussi *Frères musulmans, frères féroces : voyage dans l'enfer du discours islamiste*, de Latifa Ben Mansour (Ramsay, 262 p., 20 €).

La technique Al-Qaida

Six mois après les faits, Michel Tatu analyse dans toute leur singularité les attentats du 11 septembre

BEN LADEN ET LE XXI^e SIÈCLE
de Michel Tatu, entretiens avec Jean-Paul Thomas. Ed. XXI^e siècle, 242 p., 19,5 €.

Regarder son « objet » froidement, cliniquement ; fuir le lyrisme et les emportements militants ; décrypter avant de s'indigner ; comprendre avant de juger. Dans l'analyse de politique étrangère, il y a une manière Michel Tatu. L'ancien chef du service étranger du *Monde* – qui fut aussi son correspondant à Washington et à Moscou – fait de la géopolitique en fuyant l'ethnocentrisme, l'approche parisienne. Il pose toujours la question : comment cela se passe-t-il dans la tête de l'« autre » – ce dernier pouvant être un analyste du Pentagone, un général russe ou un terroriste islamiste ? Six mois après l'événement, Michel Tatu s'applique à rendre leur singularité et leur importance aux attentats du 11 septembre.

C'est d'abord un exercice technique. L'arme définit la bataille, et la riposte. Tatu aime le *hardware*. Au temps des grandes négociations sur le désarmement, il s'agissait de missiles intercontinentaux équipés de charges nucléaires ; à l'époque Al-Qaida, c'est l'avion de ligne détourné et dirigé sur la cible par un candidat au suicide. Michel Tatu admire, en connaisseur : bouscée de kéro-sène au décollage, atteignant très vite les 500 km/h, assez maniable, il juge l'« arme » très supérieure au missile de croisière. Il ne veut pas jouer les oiseaux de malheur mais il imagine « le plus tentant » pour les hyperterroristes : l'avion détourné

né projeté sur une centrale nucléaire. Il estime très probable que la cible poursuivie par le quatrième appareil détourné le 11 septembre était l'une des cinq centrales atomiques de Pennsylvanie. Le résultat eût été un autre Tchernobyl. L'« arme » prendra toute son efficacité si l'attaque est, en plus, combinée à une agression informatique destinée à paralyser les systèmes de secours. Tatu philosophie : « La civilisation moderne engendre sa propre insécurité... »

L'auteur cherche chez les nihilistes russes de Sergeï Netchaïev et du côté de la secte japonaise Aoun Shinji Kyo pour trouver des précédents à Al-Qaida. Si cette dernière a réussi à semer la mort, elle a cependant échoué politiquement. L'Amérique est ressortie des attentats plus forte, plus unie et plus tentée encore par l'unilatéralisme. Tatu veut croire qu'une des parades à l'hyperterrorisme est d'en montrer la vanité, les échecs politiques répétés.

Il n'en décrit pas moins avec une grande pertinence le milieu géopolitique dans lequel apparaît l'hyperterrorisme moderne, pour démolir la thèse de la dispersion des grands affrontements idéologiques. Car affrontement idéologique il y a bel et bien, non plus entre Est et Ouest, mais entre un certain Nord, qui vit plutôt bien la mondialisation, et un certain Sud, qui a applaudi le 11 septembre. Au fur et à mesure de l'ouvrage, Tatu ne cesse d'élargir sa focale pour donner toute sa dimension à l'événement. Il reste confiant dans les sociétés occidentales, mais les met en garde contre le « vertige du succès ».

Alain Frachon

Signalons également :

- **Chronique d'une guerre d'Orient**, de Gilles Kepel : l'auteur de *Jihad, expansion et déclin de l'islamisme* a parcouru les pays du Proche et Moyen-Orient après le drame du 11 septembre, et livre un journal de bord de son enquête sur le ressentiment arabe envers l'Amérique (Gallimard, 132 p., 13,50 €).

- **De l'amour des ennemis**, d'Olivier Abel : proche de Paul Ricœur, ce professeur de philosophie regroupe ses méditations sur la guerre et la politique, parues dans *Le Monde, La Croix, Esprit ou Libération* (Albin Michel, 346 p., 16,90 €).

- **Pourquoi les guerres ?**, de François Gérard : un siècle de géopolitique, pour suivre le scénario implacable de la violence, répertorier mobiles et acteurs des conflits (Larousse, 192 p., 19,70 €).

- **Des sables du désert aux tours de Manhattan**, de Sylvain Garcia : une histoire du monde arabe et de l'islam, de Mahomet à Ben Laden, préfacée par Roland Jacquard (éd. Didro, 214 p., 21 €).

- **Asie centrale, le nouveau Grand Jeu**, de Patrick Karam : enjeux géostratégiques et luttes d'influence entre les puissances internationales (L'Harmattan, 322 p., 25,90 €).

- **Asie centrale, champ de guerres**, d'Ahmed Rashid : du Kazakhstan au Turkménistan, cinq Républiques face à l'islam radical, dont l'auteur a rencontré les hommes politiques, chefs militaires et opposants (Autrement, 232 p., 19,95 €).

- **Les Etats-Unis et le reste du monde, les chemins de la haine**, de Pierre Biarnès : recueil de chroniques d'un sénateur sur les récentes tragédies politiques de la planète (L'Harmattan, 282 p., 20 €).

- **Mourir pour New York ?**, de Gerald Messadié : l'historien des religions analyse les raisons de l'hostilité antiaméricaine dans le monde (éd. Max Milo, 170 p., 17 €).

LES DEVOIRS DE L'HOMME D'ÉTAT

Que doit savoir le prince pour gouverner au mieux ? Cette question qui naît au XIII^e siècle avec la science politique permet de discriminer le bon prince

du tyran, fossoyeur du bien public. L'antagonisme des figures tutélaires, de Pétain et De Gaulle revisitées, illustre les logiques d'une pratique politique

où les serviteurs de l'Etat peinent à être plus que des auxiliaires. Une perspective préoccupante

Le prince en exemple

Sous la direction de Ran Halévi, un ouvrage collectif sur l'instruction des futurs rois et la formation politique des enfants appelés à régner

LE SAVOIR DU PRINCE
Du Moyen Age aux Lumières
sous la direction de Ran Halévi.
Fayard, « L'Esprit de la cité »,
396 p., 25 €.

Il est des révolutions invisibles. Des changements déterminants dont les acteurs eux-mêmes ne sont pas conscients. Ainsi lorsque le théologien et philosophe Gilles de Rome (1243-1316) adresse son traité *Du gouvernement des princes au Capétien Philippe III le Hardi*, pour l'éducation du prince héritier, chacun peut mesurer à quel point ce texte est en rupture avec une tradition séculaire, soigneusement entretenue par les clercs, qui veut que le roi ne participe que de loin aux savoirs élaborés en dehors de la monarchie. S'il est apte à laisser l'Eglise le guider dans sa vie personnelle comme dans l'exercice du gouvernement, où le premier ordre est toujours représenté, il en sait assez, semble-t-il, même si, avec le *Policraticus* de l'évêque scholastique Jean de Salisbury, l'exigence semble s'être depuis peu renforcée (« *Un roi sans instruction est comme un âne couronné* »). Or voilà que Gilles de Rome pose les principes d'une science politique à part entière, distincte des spéculations spirituelles et doctrinales. Le saint roi – ou à défaut le roi zélé – cède le pas au roi-philosophe, dont la *Monarchie* de Dante rappelle la place dans le projet divin : « *Il est désormais bien établi que le genre humain dans sa totalité est ordonné à une fin unique (...) qu'un seul règne et gouverne* ».

La leçon du frère augustin ne fut pas perdue au royaume des lys. Si Philippe IV le Bel ne fut pas le disciple de Gilles de Rome, il sut s'entourer de « légitimes » qui bouleversèrent par la technicité de leur propos les règles en usage et retournèrent contre le pontife Boniface VIII l'arme théorisée par l'un de ses soutiens théologiques. Et bientôt le dauphin Charles, aux prises avec la désastreuse vacance royale ouverte par la capture de son père Jean II le Bon (1356), aux heures sombres de la guerre de Cent Ans, emprunta une



Charles V, roi de 1364 à 1380

voie médiane, déjà illustrée en Castille – Alphonse X – et en Sicile – Robert d'Anjou. Il fut réputé « sage », c'est-à-dire savant, autant par sa bibliothèque (quelque 917 volumes !) que par la force d'une pensée politique qui façonne la monarchie moderne en l'affranchissant des pouvoirs concurrents, pontifical ou féodal (1). C'est l'heure où s'impose en France l'idée que la sagesse, liée à l'instruction, écartera la tentation de la tyrannie, fruit de la bestialité, chez le prince. Toutefois, si l'exacerbation du droit divin et l'impact accru des doctrines de la raison

d'Etat, comme la mise en place toujours affinée d'une monarchie administrative, rendent déjà lisible l'orientation absolutiste, le déficit pratique de toute formation juridique chez le futur roi prépare aussi, par la vision scientifique de la justice et de la législation royale, l'idéologie contestataire de la haute magistrature parlementaire.

Mais la question de l'éducation idéale de l'enfant appelé à régner, bouleversée par la *civis scientia* tout juste née, déborde naturellement le cadre des redéfinitions de la fin du Moyen Âge. Pour la traiter plus large-

ment, Ran Halévi organisa un colloque en Sorbonne en 1998, dont *Le Savoir du Prince* livre plus que les actes, les fruits – chacune des contributions ayant été repensée, augmentée, parfois refondues pour participer pleinement à l'articulation souhaitée par l'historien. Ainsi, outre Alain Boureau et Jacques Krynen, dont on a suivi les conclusions sur l'élaboration d'un savoir politique du prince, ils sont onze, historiens et philosophes, à croiser les éclairages sur l'*« institution »* du futur roi, donc sur l'intelligence politique de la royauté. Par-delà le legs ambigu d'une figure royale reprise de l'Ancien Testament (Rémie Brague), on suit donc la trace laissée par ces « miroirs du prince » qui font florès à la Renaissance (Robert J. Knecht), en marge du redoutable enseignement de Machiavel (Harvey J. Mansfield Jr), les savoirs pluriels des princes qui accentuent la tentation absolutiste (Joël Cornette, Bruno Neveu et Hervé Dréville), qui analyse avec finesse les « savoirs du corps » de jeunes nobles pour qui chasser et tirer l'épée dépassent le divertissement), Christian Jouhaud, Jacques Le Brun, Guillaume de Thieuilly et Alain Pons interrogant chacun, qui *Le Prince de Guez de Balzac*, qui les préceptes de Fénelon, dont *Les Aventures de Télémaque* fascinent encore, qui les traités jansénistes, qui enfin la lecture que les philosophes des Lumières font du *Prince*, de *l'Esprit de l'Encyclopédie*.

Se réservant l'étude de l'éducation politique du dernier roi avant la Révolution, Ran Halévi conclut sur l'inévitables érosions de l'idée de la compétence politique commeapanage du monarque, idée sur laquelle s'est construite la majesté du prince. Comme si la raison, loin de dépréciée la science du gouvernement, s'était contentée de la faire « tomber dans le domaine public ».

Philippe-Jean Catinch

(1) Signalons la parution récente d'un passionnant essai de Jeannine Quillet, *Charles V le roi lettré* (Perrin, 388 p., 22,5 €), sous-titré « *essai sur la pensée politique d'un règne* ».

TYRANIE ET TYRANNICIDE DE L'ANTIQUITÉ À NOS JOURS
de Mario Turchetti.
PUF, « Fondements de la politique », 1088 p., 30,18 €.

Peut-on empêcher un gouvernement de devenir tyranique ? Et a-t-on le droit de tuer le tyran – ou le dictateur, qui l'a supplplanté dans le vocabulaire contemporain ? De la première réponse dépend souvent la seconde. C'est ce fil conducteur qui suit avec une patience remarquable Mario Turchetti sur un millier de pages et plus de 2 500 ans.

On a tout de suite distingué le roi du tyran. Et la définition que donne Jacques I^{er} Stuart dans son premier discours devant le Parlement le 19 mars 1603 n'est pas essentiellement différente de celle que l'on appliquait à Hippocrate, dont l'assassinat (514 avant J.-C.) a été le tyranicide le plus célèbre de la Grèce ancienne. « *Le Tyran orgueilleux et ambitieux croit que son royaume et son peuple sont destinés uniquement à satisfaire ses désirs et ses appétits déraisonnables ; au contraire, le Roi légitime et juste reconnaît qu'il a été établi pour procurer à son peuple la richesse et la prospérité.* »

Mais cette définition pose plus de problèmes qu'elle n'en résout. On s'est d'abord avisé que la monarchie n'est pas la seule forme de régime qui puisse se « corrompre » en tyrannie : oligarchie et démocratie connaissent aussi la même forme de dégénérescence. Ensuite, qui va décréter que tel gouvernant est devenu tyranique et a-t-on le droit pour autant de lui désobéir ? de l'occire ?

L'assassinat de César est évidemment au centre d'une controverse qui traverse les siècles. On sait les hésitations de Cicéron, témoin demi-consistant du meurtre, quand la condamnation de Sénèque est sans appel, lui qui pense que Brutus s'est grandement trompé en pensant qu'il n'avait qu'une seule forme de gouvernement, la république, pour préserver la liberté et la justice dans l'Etat.

Le jésuite espagnol Francisco Suarez ne soutenait-il pas, à la même époque, que le monarque, une fois déposé, pouvait être tué comme un particulier ?

Saint-Just, quant à lui, ne s'embarrasse pas de telles considérations quand il s'agit de juger Louis XVI. Pour le conventionnel, il y a une identité absolue entre un roi et un tyran. La royauté est en soi « *un crime éternel* ». On connaît la suite. L'exécution du roi « *saitit d'un frisson d'horreur l'âme imprégnée des idées du droit de l'humanité* », s'exclame Kant. Cela ressemble à un crime qui subsistera éternellement et ne sera jamais effacé.

Aujourd'hui, le terrorisme pourrait bien être la version « moderne », « démocratique », du tyranicide – des expressions utilisées par François Furet dès 1985. Selon Norberto Bobbio, les terroristes ne se demandent pas si leur action est juste et constitue un droit, mais si elle est conforme au but qu'ils se sont assigné. Ces remarques du politologue italien sont-elles encore d'actualité ? Dans les nouveaux crimes qui ne seront jamais effacés, le « droit religieux » n'est-il pas de retour ?

Philippe Simonnot

Livrailles

■ **LES COMMUNES ET LE POUVOIR**, sous la direction de Louis Fougères, Jean-Pierre Machelon et François Monnier

Cette « Histoire politique des communes françaises de 1789 à nos jours » tient le défi. Lancé par Louis Fougères, alors secrétaire général de l'Association pour l'histoire de l'administration française, le projet mobilisa tant d'acteurs qu'il peina à atteindre son terme. Quinze plumes, notamment celle, toujours exceptionnelle, de Philippe Vigier, dont Emmanuel de Waresquiel a complété le travail interrompu par la mort, retracent, en suivant la chronologie, la naissance et l'affirmation d'un pouvoir communal. Une redéfinition de l'autorité locale entravée par la tentation centralisatrice, jusqu'aux perspectives actuelles, parfois confuses, vers une autonomie plus large. Utile (PUF, 672 p., 35 €).

■ **LE MYTHE DE LA DÉMOCRATIE**, de Lucian Boia

Auteur d'un original plaidoyer *Pour une histoire de l'imaginaire* (Les Belles Lettres, 1998), Lucian Boia étudie l'un des trois piliers, avec le progrès et la nation, d'une moderne « religion de l'humanité ». Lue comme un mythe, la démocratie y est disséquée comme une figure utopique répondant à un absolutisme pareillement imaginaire ; avec la surprise des fluctuations des références (au XVII^e siècle, Rome et Sparte, aujourd'hui Athènes) et une décapante lecture de Tocqueville. Outre la brève démonstration de la victoire de la gauche sur la droite dans la « bataille de l'imaginaire », puisque l'extrême gauche bénéficie d'une tolérance refusée aux droites extrêmes, on retiendra l'intéressant parallèle entre 1900, où la démocratie est captive d'options élitistes et sectaires dans un monde ordonné, conflictuel et cohérent, et 2000, où la nation s'estompe tandis que la liberté se tempère, contaminée par le « politiquement correct ». S'il constate finalement que les démocraties d'aujourd'hui ne sont guère que des « ploutocraties libérales à teinte sociale », il rappelle que le mot est trop vaste pour qu'on puisse tout lui demander. Un jugement modéré au terme d'une analyse suggestive (Les Belles Lettres, 176 p., 15 €). Ph.-J. C.

■ **PIERRE LAVAL VU PAR SA FILLE**, d'Yves Pourcher

En déchiffrant les carnets sur lesquels, de 1936 à sa mort, Josée de Chambon (1911-1992) notait ses faits et gestes, l'auteur retrace une histoire, celle de Pierre Laval bien sûr, mais surtout celle d'un milieu qui s'étourdit de mondanités jusqu'au cœur de l'Occupation, entre Maxim's et Longchamp. Le regard de la fille de Laval, déformant et sélectif, est instructif. Laissant à chacun le soin de juger, Yves Pourcher ne s'est voulu que « *le pauvre greffier d'une histoire qui le dépassait et qu'il lui était si souvent impossible d'imaginer* ». Un livre original entre méditation ethnologique sur le passé et évocation historique (Le Cherche Midi Editeur, 572 p., 22 €). L. Do.

★ Signalons la nouvelle édition mise à jour du « *Découvertes* » Gallimard de Michel Offerlé, *Un homme, une voix ? Histoire du suffrage universel* (160 p., 13 €) et le numéro de mai de *La Revue des Deux Mondes* (192 p., 11 €), dont le titre dit l'ambition : « Qui est la France ».

« Le plus cruel ennemi de la liberté »

Pourfendant Napoléon, Pierre Larousse stigmatise le fossoyeur de l'idéal républicain. Décapant

NAPOLÉON
de Pierre Larousse.
Préface de Maurice Agulhon.
Ed. Mémoire du livre,
288 p., 20 €.

On sait que Pierre Larousse fut un ardent défenseur de l'idéal républicain. En véritable champion des valeurs démocratiques, l'homme a conçu son *Grand Dictionnaire universel du XIX^e siècle* pour inaugurer une nouvelle ère d'information et de large vulgarisation du savoir. Une gageure quand on observe que cette somme colossale parut entre 1864 et 1876, c'est-à-dire du Second Empire, dont elle combat *mezza voce* les principes et les pratiques, jusqu'aux premiers pas d'une République difficilement restaurée par l'amendement Walon, en janvier 1875.

Aussi ne faut-il pas s'étonner que le républicain convaincu ait fait mourir Bonaparte à Saint-Cloud, le 18 brumaire de l'an VIII, puisque c'est ce jour-là qu'à ses yeux le général cessait d'incarner le rempart de la République comme les principes de la Révolution,

turiers soucieux de pouvoir personnel. Pour marquer la césure entre les deux facettes du personnage, Larousse lui consacre donc deux notices, l'une, « *Bonaparte* », rédigée sous le règne du neveu qui confisqua aussi le rêve républicain par un coup d'Etat, l'autre, « *Napoléon I^{er}*, empereur des Français », composée en des temps plus cléments – où, de l'aveu même du lexicographe, « *l'indépendance et la sincérité* » n'encourraient plus les foudres des « *maîtres du jour* ». Notice peu amène, bien sûr, puisqu'elle s'ouvre par un glaçant rappel des épisodes précédents : « *A l'article BONAPARTE, nous avons envisagé ce personnage comme général de la République (...). Par une fiction que nos lecteurs ont bien comprise, nous l'avons même enregistré comme mort le 19 brumaire (sic) an VIII. Il était mort, en effet, et comme capitaine républicain et comme* »

traiter un tel sujet, pour esquisser l'histoire d'un homme qui fut le plus cruel ennemi de la liberté, ce n'est pas que nous voulussions être injuste envers lui, ni faire succéder aux idolâtries populaires, aux superstitions d'un aveugle enthousiasme, les amertumes de la haine et les préventions d'un esprit de parti contre. Aujourd'hui que nous pouvons parler librement, nous ne descendrons pas plus que nous ne l'eussions fait hier au dénigrement systématique et passionné ; mais nous ne nous asservirons pas davantage à la méthode vulgaire et surannée des glorifications et des apothéoses.

« BÂTARD HEUREUX DE LA RÉVOLUTION »

La mise au point est on ne peut plus claire. Aussi ne s'étonne-t-on pas de voir Carnot célébré pour sa rectitude « *au milieu de ces scènes avilissantes* » qui préparent l'instauration de l'Empire, Napoléon, « *bâtard heureux de la Révolution* », épingle pour en avoir « *fort habilement exploité les souvenirs, mais uniquement pour en étouffer les principes* », les nouvelles institutions disqualifiées – des « *ukases, ces codes de servitude, déshonneur de la France de 1789, outrage permanent à la raison, au droit des citoyens, au bon sens et à la liberté* »...

Bien sûr, Maurice Agulhon, qui succède à Laurent Joffrin, préfacier de *Bonaparte* (« *Le Monde des livres* » du 15 février), élargit la perspective, lisant la vision de Larousse, toujours étayée par des témoignages et des emprunts aux historiens et hommes de lettres qui ont, avant lui, affronté l'homme par-delà sa légende, comme un témoignage singulier, balançant moins que d'autres mais partagé tout de même entre blâme et admiration, à la façon dont l'opinion considère toujours le pensionnaire des Invalides, puisque, si le génie militaire fascine moins, le héros de légende n'en finit plus de séduire par la part de prestige qu'il confère à l'histoire nationale.

Un curieux paradoxe que l'école républicaine n'a pu dissiper. Peut-être parce que ce « *despote éclairé* » (Georges Lefebvre) dont Larousse stigmatise l'intempéritance incarne un rêve de grandeur difficile à éradiquer. Et ce n'est pas la moindre surprise de voir le mot de la fin laissé, dans l'article – complété par cinq entrées périphériques, de « *Consulat* » à « *Sainte-Hélène* » –, à l'historien Thiers : « *Il ne faut jamais livrer la patrie à un homme, n'importe l'homme, n'importe les circonstances* ». Ph.-J. C.

De Gaulle : le caractère et la grandeur Figure d'un « sauveur »

En suivant pas à pas la chronologie de son héros, Eric Roussel évite le piège des interprétations abusives, des causalités rudimentaires et des illusions rétrospectives

CHARLES DE GAULLE
d'Eric Roussel.
Gallimard, « Biographies »,
1 034 p., 30 €.

Désormais, pour le général de Gaulle, le temps des apologies et des polémiques est achevé. Nous entrons dans celui de l'histoire. L'immense biographie qu'Eric Roussel consacre à l'homme du 18 juin illustre ce changement. C'est une biographie à l'anglo-saxonne, parfaitement informée et sans prétention.

Toutes les archives sont désormais ouvertes en France et à l'étranger. Eric Roussel les a minutieusement dépouillées, faisant apparaître beaucoup de documents inédits. Le fonds privé que détient l'amiral Philippe de Gaulle n'est pas librement accessible, mais quand il le sera, il ne devrait pas livrer de révélations majeures, puisque l'amiral en a lui-même publié l'essentiel. Certes plusieurs textes ont été omis, d'autres abrégés. Eric Roussel les a retrouvés ailleurs et les cite intégralement. Pour toutes ces raisons, son ouvrage synthétise de façon décisive l'ensemble des documents historiques disponibles. Mais cette synthèse est neuve grâce à sa démarche discrète. Elle suit pas à pas son héros. Or la supériorité du récit chronologique vient de ce que le jugement du lecteur progresse, se complique puis s'épure au fur et à mesure que de Gaulle poursuit et accomplit son parcours. On évite ainsi le piège des interprétations abusives, des causalités rudimentaires et des illusions rétrospectives.

En politique, pour de Gaulle, tout commence dans les années 1930. Il professe une doctrine militaire favorable aux tanks et à l'offensive. Le maréchal Pétain, les généraux les plus illustres, Weygand, Gamelin et Maurin, s'opposent à lui. Comme « la pâtre militaire est lourde à lever », il s'adresse aux parlementaires : Paul Reynaud, à droite, Philippe Serre, chez les démocrates-chrétiens, Marcel Déat à gauche. Il priviliege ceux qui veulent bien l'écouter, sans acceptation de parti. Il n'est ni obséquieux ni opportuniste comme on l'a dit : angoissé par la guerre qu'il sent venir, il veut simplement convaincre pour vaincre. Il est vrai « qu'il n'a pas d'amis dans l'armée », comme le dira Pétain à Spears en

juin 1940. C'est grave pour l'armée plus que pour de Gaulle. Eric Roussel décrit très bien cette initiation politique. Les difficultés qu'y rencontrent de Gaulle sont celles qu'il a connues dans le milieu militaire, et qu'explique une remarque de Jean Monnet en 1943 : « C'est un mélange d'intelligence des choses qui force le respect et d'emportements hors du bon sens qui inquiètent. » En effet, deux traits vont créer des difficultés à de Gaulle : l'assurance et la rêverie qui, jointes à son exceptionnelle intelligence et à son patriotisme, assureront aussi ses succès.

Eric Roussel a découvert un texte rédigé en 1932 pour le conseil supérieur de la défense nationale. De Gaulle y analyse la situation de la France et explique qu'elle n'a qu'un ennemi, l'Allemagne, qu'elle doit donc disposer d'une alliance de revers à l'Est (sans mentionner

■ Jean-Claude Casanova

l'URSS) et rester « dépendante de l'Angleterre ». Puis il mesure la faiblesse de nos moyens industriels. Rien ne sera plus classique s'il ne définissait ensuite nos « buts de guerre » en cas de conflit. La liste est stupéfiante. Passe encore pour la rive gauche du Rhin et la Sarre, mais de Gaulle veut aussi le Nigeria, considéré comme une « enclave », le pétrole de Mossoul en Irak, la neutralisation de Malte, de Gibraltar, de Suez et de Malacca, la prise du Maroc espagnol, Fiume aux Italiens, la Bessarabie aux Roumains, « une fédération des Etats latins de l'Amérique, où la France entrerait pour ses Antilles, destinée à faire contrepoids aux Etats-Unis », la déchéance des régimes bolchevique et fasciste, et enfin « la langue française reconnue comme langue diplomatique unique ». Il est clair que la réalisation de ces buts impliquerait un conflit entre la France et le reste du monde. On comprend la stupéfaction des premiers lecteurs de cette note et la discréption, pendant soixante-dix ans, des archivistes. Il serait trop simple pourtant de conclure à la démesure. De Gaulle était conscient de la puissance du rêve et il en jouait pour entraîner ou effrayer les autres. N'a-t-il pas dit à Pierre Mendès France, en riant sous cape, mais l'autre le rapporte effrayé au président Kennedy : « J'ai deux frères : l'un est fou, on l'a enfermé ; l'autre est normal. Je suis entre les deux. »

Il est d'ailleurs capable de la plus parfaite lucidité. La défaite de 1940 est au point de rencontre de trois causes : 1) une politique étrangère qui, en garantissant la Pologne, a permis à la Russie de renvoyer la guerre à l'Ouest grâce au pacte germano-soviétique ; 2) une armée insuffisante pour l'offensive qu'exige notre politique étrangère et pour notre défense face aux Allemands ; 3) une République impuissante à susciter les élites militaires et politiques indispensables à notre sécurité. Bien peu ont formulé à l'époque aussi clairement ce diagnostic. La certitude d'avoir raison contre la majorité de ses contemporains le conduit à la geste commencée en 1940 : l'honneur sauvé, la guerre civile réduite, une place de vainqueur en 1945. C'est évidemment la partie la plus riche du livre d'Eric Roussel. Il ne colorie pas à grands traits mais montre les hésitations avant le

18 juin, les erreurs comme au Levant, les incertitudes d'Algier, jusqu'au succès final et à la libération de Paris. Le choix initial était juste, le chemin a été suivi droitement, mais à travers des disputes, des manœuvres, des conflits entre Français ainsi qu'avec les Anglais et les Américains que Roussel fait revivre et qui donnent au livre une puissance romanesque prodigieuse.

Tous ces détails sont d'une grande importance quand on vient à la politique intérieure, où les déconvenues sont aussi nombreuses (1946, 1951, 1968, 1969) que les succès (1958 et 1962). Pour comprendre les échecs, le caractère du personnage prend une importance considérable. Le refus orgueilleux d'accords avec les modérés et les centristes conduisait à la défaite électorale de 1951, comme le faible résultat du premier tour de 1967, dû aux mêmes causes, favorisa l'explosion de mai 1968, qui entraîna ce que les historiens appelleront peut-être « la fuite à Baden ». Celle-ci, par le retour prodigieux d'une défaillance en une ruse tactique, permit la victoire électorale de 1968, immédiatement compromise par la défaite référendaire de 1969 dont on doit se demander si elle n'a pas été délibérément recherchée.

De Gaulle et Pétain lors de l'inauguration d'un monument commémoratif dans le cimetière militaire français de Dinant en 1927

Kissinger a écrit que Jean Monnet et de Gaulle étaient en fait d'accord : « Tous deux pensaient que l'Europe devait avoir une identité forte. De Gaulle l'exigeait en s'opposant aux Etats-Unis, alors que Monnet la voulait en collaborant avec eux. » Pour l'instant, l'histoire a donné raison à Jean Monnet puisque les gaullistes pratiquent désormais sa politique. Elle donnera peut-être un jour raison à de Gaulle. Mais si on doit tirer une leçon, on dira qu'en définitive la grandeur ne vient jamais des moyens qu'on utilise mais des fins qu'on sert. Aussi celle de De Gaulle est-elle incontestable en 1940 et en 1958. Pour ce qui suit, il faut peser les résultats pour mesurer ce qui tient à la hauteur de l'homme et aux limites de son caractère.

★ Signalons également la réédition en un volume des trois livres rapportant les conversations que de Gaulle eut avec Alain Peyrefitte de 1959 à 1969 (*C'était de Gaulle*, Gallimard, « Quarto », 1 960 p., 29,95 €). Enfin, Paul-Marie Coûteaux publie *Le Génie de la France. De Gaulle philosophe* (éd. JC Lattès, 326 p., 16 €).

Après d'autres, Didier Fischer s'applique à analyser la genèse du « mythe Pétain »

LE MYTHE PÉTAIN
de Didier Fischer.
Flammarion, 330 p., 20 €.

était en 1914 un vieux colonel promis à la retraite. Avec le commandement qu'il exerça à Verdun, il sortit de l'ombre. Le portrait hagiographique qu'en dressait *Le Petit Journal*, le 3 mars 1916, n'avait « rien à envier à ceux des héros de la mythologie gréco-latine. » Nommé à la tête de l'armée en mai 1917, Pétain finit la guerre comme un des artisans de la victoire. Aux yeux des contemporains, si Foch avait gagné la guerre, Pétain était le vainqueur de Verdun.

Elevé à la dignité de maréchal de France, « Précis-le-sec » était certes devenu un personnage important. Mais on le célébra plus pour son passé glorieux que pour un avenir qui semblait bel et bien derrière lui. Son irruption en politique, en tant que ministre de la guerre au lendemain du 6 février 1934, lui valut-elle de « prendre une dimension nouvelle », comme tente de le montrer Fischer ? On peut en douter même si les décès de Foch (1929), Joffre (1931) et Lyautey (1934) le plaçaient *ipso facto* sur l'avant-scène ; même si Gustave Hervé lançait en 1935 « C'est Pétain qu'il nous faut ! » ; même si sa réputation de conservateur prudent mais républicain était forte. Le prestige et la popularité ne suffisent pas à constituer un mythe qui exige l'adhésion enthousiaste du plus grand nombre. Or, la nomination de Pétain comme ambassadeur en Espagne en mars 1939 ne fit pas l'unanimité. La guerre déclarée, le vieux soldat voulut rentrer en France, estimant qu'il y serait plus utile qu'en Espagne. Tel n'était pas l'avis de Daladier. Le 18 mai 1940, la guerre mal engagée, Pétain accepta de devenir ministre d'Etat et vice-président du Conseil avec les suites que l'on sait.

Tout à son désir de démontrer sa thèse d'une légende vivante façonnée de longue date, l'auteur décèle avant même 1914 « un mythe Pétain à l'échelon local, encore qu'il apparaisse difficile sinon impossible d'en mesurer l'adhésion ». Un mythe à l'échelon local, voilà qui dénote une acceptation bien large de la notion ! Mieux vaut probablement retenir l'adéquation, aux yeux d'une écrasante majorité de l'opinion, entre une personnalité respectée qui put faire un temps figure de sauveur et l'état de décomposition indescriptible de la France de 1940.

Laurent Douzou

★ Signalons également *Pétain et les Français, 1940-1951*, de Michèle Coinet (Perrin, 322 p., 21 €)



GRANDON

Portraits croisés

Des duels républicains à l'exercice élyséen sous la V^e République : deux vues comparatistes

LA CÉRÉMONIE DU POUVOIR
Les duels politiques de la Révolution à nos jours
de Antoine de Baecque.
Grasset, 224 p., 16,5 €.

LES CLÉS DE LA V^e RÉPUBLIQUE
suivi de MENDÈS FRANCE : LE CONTRE-EXEMPLE
de Gilles Martinet.
Seuil, 160 p., 16 €.

Il est des livres dont le propos comparatiste s'inscrit opportunément dans le contexte politique de l'échéance présidentielle. C'est le cas des deux titres que signent l'historien Antoine de Baecque et le journaliste Gilles Martinet.

La difficulté de coller d'autant près au calendrier politique, c'est d'être facilement désavoué si le probable ne se confirme pas. Ainsi, lorsque de Baecque introduit la notion de « cérémonie politique », il se fonde sur le duel qui oppose aujourd'hui les adversaires en lice pour le second tour ; ou les surprises du 21 avril ont rendu la confrontation impossible et le duel, « pierre de touche d'un affrontement à la fois entretenu et banalisé », n'a pas eu lieu, l'affrontement Chirac-Jospin que l'auteur raille (une « guerre des Pygmées » !), mais tient pour certain, ne se jouant plus. On voit bien, cependant, la façon dont de Baecque entend mettre en scène les rivalités emblématiques qui ont alimenté la mythologie du combat républicain avant d'être, sous la V^e République, relayé par les joutes entre postu-

Etat-magistrature au corps à corps

Alain Bancaud démontre que la répression politique du régime de Vichy est une conséquence de la dérive autoritaire de la fin de la III^e République

UNE EXCEPTION ORDINAIRE.
La magistrature en France
1930-1950
d'Alain Bancaud.
Gallimard, « NRF essais »,
528 p., 28,5 €.

L e titre de l'ouvrage ne ressite pas tout de l'ambitieux projet qui anime son auteur, l'un des meilleurs spécialistes de l'histoire politique de l'Etat en France. *Une exception ordinaire* ne se contente pas d'analyser le fonctionnement d'une magistrature placée devant des exigences de répression politique qui caractérisent le régime de Vichy et l'occupation allemande, mais aussi, les années de dérive autoritaire à la fin de la III^e République et de justice d'exception au début de la IV^e. Il opère en effet sur ces deux décennies problématiques une mise à nu de la relation du pouvoir d'Etat avec le système judiciaire. Ce qui est démontré alors, ce sont les formes de continuité qui existent entre Vichy et la fin des années 1930, voire la première guerre mondiale et sa justice militaire, puisqu'il aura bien souvent seulement suffi aux hommes de la révolution nationale d'aggraver les dispositions légales ou législatives de la République en matière de répression, d'amplifier la bureaucratisation de la justice ou la tradition d'étatisation pour parvenir au résultat escompté : une magistrature profession-

nelle devenue l'instrument d'un arbitraire politique et servant, sans états d'âme, les nombreuses juridictions d'exception.

Alain Bancaud propose ainsi une histoire de Vichy considérée comme un passage à la limite, certes permis par l'écrasante victoire allemande, la volonté de revanche de certaines élites françaises et l'obtention des pleins pouvoirs le 10 juillet 1940, mais très réel aussi dès lors qu'est considérée l'antériorité d'un arsenal judiciaire et pénal prêt à être utilisé, accentué, systématisé. Pour cette raison, *Une exception ordinaire* écrit une histoire de la démocratie et du risque permanent que représente, pour l'avenir d'un pays et l'intégrité des personnes, la tentation de la répression pénale et de la violence légale. Alain Bancaud s'attache à l'usage fait par la Révolution nationale de nombreuses mesures adoptées dans le cadre parlementaire, notamment contre les communistes en 1939, de la même manière qu'il souligne que la IV^e République conserve des pratiques et des structures héritées de la dictature de Vichy.

Il faut se déprendre d'un préjugé qui associerait la magistrature professionnelle à un unique référent, une idée de justice héritée de la triple révolution des Lumières, des Droits de 1789 et du XIX^e siècle libéral. Les juges appartiennent également à l'ordinaire de l'Etat, particulièrement pour

pas tout pouvoir surtout s'il maîtrise le mécanisme de la justice.

Ce fut le cas du procès de Riom qui illustre autant l'intelligence judiciaire des prévenus comme Léon Blum, que le refus des magistrats de la juridiction d'exception d'adhérer à la pure fiction juridique souhaitée par Vichy et les Allemands pour éliminer les dirigeants du Front populaire. Le nouveau régime avait besoin d'une « saison des juges » pour asseoir son légalisme et sa respectabilité, mais le contrôle total de la magistrature lui échappa pour la raison essentielle que la compétence judiciaire ne peut se confondre avec l'ordre politique sous peine de disparaître. Le dilemme était sans issue.

Lorsque Vichy décida finalement de se passer de la magistrature en optant pour les solutions radicales de la Milice, le régime inspira un profond sentiment d'insécurité à l'opinion publique. Peu épurés à la Libération, manifestant un art consommé de l'accommodation, les juges retrouvèrent leur place dans la IV^e République. Mais ils avaient perdu, depuis les années 1930, beaucoup de ce qui constituait le bien commun de la justice hérité d'une autre histoire de France.

Vincent Duclert

(1) Servir l'Etat français (Fayard, 1997).
(2) La France à l'heure allemande (Seuil, 1995).

(3) Les Français des années troubles (Desclée de Brouwer, 2001).

Claude Simon
dans
« La Pléiade »

Le Prix Nobel de littérature 1985, Claude Simon, 88 ans, auteur des éditions de Minuit, vient d'accepter la proposition qui lui a été faite par Antoine Gallimard, PDG de Gallimard, d'être publié dans la prestigieuse « Bibliothèque de la Pléiade ». Il rejoint ainsi la poignée d'auteurs entrés de leur vivant dans cette collection – Nathalie Sarraute étant la dernière en date. Pour l'heure, Claude Simon a signé un contrat pour un seul volume, regroupant un choix de ses romans, qu'il est en train de faire, mais qu'il n'a pas encore rendu public.

Contrairement à d'autres auteurs publiés de leur vivant dans « La Pléiade », notamment Marguerite Yourcenar, Claude Simon accepte que soit faite une édition critique, comme le veut la tradition de la collection. Cette édition a été confiée à un universitaire écossais, spécialiste de l'écrivain et ayant toute sa confiance, Alastair B. Duncan. Il se mettra au travail dès que Claude Simon aura arrêté la liste de ses œuvres devant figurer dans le volume, qui ne paraîtra pas avant 2004.

■ La Fnac et la censure. Reporters sans frontières et la Fnac s'associent pour proposer une collection d'œuvres censurées dans leur pays d'origine et inédites en France. Cet ensemble, baptisé « La Collection interdite », regroupe des ouvrages littéraires, de la musique et des films, principalement à propos de Cuba. La Fnac offre, en association avec Gallimard, une anthologie de six poètes cubains ayant presque tous connu les geôles castristes, d'Angel Cuadra à Heriberto Padilla. Zoé Valdès a préfacé un CD de musiques cubaines et Guillermo Cabrera Infante présente plusieurs films en DVD. La collection propose également un roman de l'écrivain iranien Houshang Golshiri, *Le Royaume des gens en noir*. Les bénéfices des ventes seront reversés à Reporters sans frontières.

■ Prétexte de retour. Trois ans après la disparition de la revue *Prétexte*, Lionel Destremmeau vient de créer *Prétexte* éditeur, qui prévoit de publier quatre livres par an, dont deux de critique littéraire. Les premiers titres parus sont *Singularités du sujet, huit études sur la poésie contemporaine* (148 p., 11 €) et un recueil de Jean-Patrice Courtois, *D'arbre et d'œil* (144 p., 11 €). Prétexte publiera cet automne *Fictions singulières, essai sur le roman français contemporain*, de Bruno Blanckeman, et *Portrait de têtes*, d'Emmanuel Augier (6, rue du Paradis, 75010 Paris ; <http://perso.club-inter-net.fr/pretexte>).

■ Prix. Le prix Cazes brasserie Lipp a récompensé Gérard de Cortanze pour *Une chambre à Turin* (Le Rocher). Le prix littéraire de l'armée de terre Erwan-Bergot a été attribué à Etienne de Montéty pour la biographie *Honoré d'Estienne d'Orves, un héros français* (Perriin). Le prix des écrivains croyants a été décerné à Christian Birgén pour *La Chair et la Lumière* (Desclée de Brouwer). Gillian Slovo a reçu le prix RFI-Témoin du monde pour *Poussière rouge* (Christian Bourgois).

Regain d'optimisme à New York

Le rendez-vous annuel de l'édition américaine est un succès, mais la chaîne de librairies Barnes & Noble, qui se lance dans l'édition, suscite des inquiétudes

C'est au Javits Convention Center, en bordure de l'Hudson, à Manhattan, que s'est tenu, du 2 au 5 mai, le grand rendez-vous annuel de l'édition nord-américaine, BookExpo America. Après Los Angeles et Chicago, nombre d'éditeurs ne cachent pas leur satisfaction de voir cette manifestation itinérante revenir à New York. C'est le cas de Roger Straus, de Farrar Straus et Giroux, ou de Wendy Strothman, chez Houghton Mifflin : « BookExpo s'endormait un peu. New York lui donne un coup de fouet, singulièrement à cause des médias plus nombreux qui s'y intéressent. La fréquentation est bonne. Nous sommes redevenus optimistes. »

Après le 11 septembre, le chiffre d'affaires de la librairie américaine avait chuté de 25 %. Même les presses universitaires ont subi des pertes. Dans la foulée, on a enregistré de nombreux licenciements, notamment chez Random House (propriété de Bertelsmann), et le groupe Perseus, conglomérat d'éditeurs indépendants, a dû se défaire de la maison littéraire Counterpoint Press. C'est « la première fois qu'un groupe comme celui-là se met lui aussi à vendre », observe André Schiffrin, patron de The New Press, qui fête cette année ses dix ans, et dont le livre *L'édition sans éditeurs* (La Fabrique, 1999), qui recevra en juin le prix Cavour, continue de susciter des débats dans les nombreux pays où il est traduit.

En 2002, le marché s'est repris et l'activité est redevenue normale. La quête frénétique de titres sur l'islam et les talibans s'est apaisée. Si, pour

une part, les programmes de l'autome restent liés au traumatisme de septembre, c'est avec des ouvrages plus distanciés et critiques, comme, chez New Press encore, *Terrorism and the Constitution*, des juristes James Dempsey et David Cole, sur l'impact des politiques de sécurité sur les libertés publiques, ou encore *Fallout*, du journaliste Juan Gonza-

apporter l'une des contributions les plus originales, avec une banque de 4 000 images toutes plus étonnantes les unes que les autres, données bénévolement par 1 500 photographes, allant des plus renommés aux enfants des écoles, pompiers, hommes d'affaires ou simples amateurs anonymes.

En matière d'édition de photogra-

Paul Cox...), les Etats-Unis représentent notre premier marché à l'étranger, l'équivalent en chiffre d'affaires du reste du monde. D'où l'importance de BookExpo. »

Mais l'événement de la Foire fut surtout l'annonce, par la chaîne de librairies Barnes & Noble, qu'elle se lance dans l'édition – un peu comme si la Fnac décidait de faire elle-même des « produits blancs ». Le patron de Barnes & Noble, Leonard Riggio, se dit convaincu que l'édition est pour son groupe la « nouvelle frontière ». Ne s'interdisant pas de racheter à terme une marque d'édition, il envisage pour l'instant de se concentrer sur les ouvrages jeunesse et grand public, tant en poche qu'en format classique. Pour les libraires indépendants, cette nouvelle a fait l'effet d'un coup de tonnerre. Après le choc engendré, dans les années 1990, par l'expansion rapide des superstores (Barnes & Noble, Borders), les indépendants avaient réussi à enrayer le déclin de leur part de marché.

« Avec un programme comme Booksense, qui propose une sorte de label indépendant de qualité, nous avons fait des efforts considérables pour communiquer sur notre savoir-faire et notre rôle de conseil, note Dan Cullen, de l'Association des libraires américains (ABA). Pour la troisième année consécutive, nous nous maintenons autour de 15 %. » Barnes & Noble vient une fois de plus bouleverser le paysage. Cela remplit aussi de rage les éditeurs : « N'y a-t-il pas là un conflit d'intérêts majeur ?, interroge Jan Nathan, directrice de Publishers Marketing Association (PMA). Dans l'arsenal de

la législation antitrust, on parle d'intégration verticale. C'est cette notion qui a déjà fait échouer le rachat du distributeur Ingram par Barnes & Noble. Nous allons nous battre de nouveau pour qu'elle s'applique. »

Deux livres défrayaient la chronique : celui de Heidi Fleiss – la « Madame Claude » de Los Angeles qui raconte ses souvenirs dans un ouvrage (*Pandering*) qu'elle était venue signer, telle une rock star en compagnie de son boy friend ; et celui du bras droit de John Kennedy junior à la tête du magazine *George*, qui révélerait une altercation entre John-John et sa femme peu avant l'accident d'avion. Mais la plus grande surprise a été créée par la présence de l'auteur révisionniste David Irving, poursuivi en justice à de nombreuses reprises, et dont la maison d'édition anglaise Focal Point Publications était dissimulée au niveau -1, près des ouvrages pour enfants et de la BD. Là, Focal Point distribuait des posters de Hitler flanqué de deux officiers de la Luftwaffe. Irving s'était même payé le luxe d'une page de publicité dans le catalogue officiel de BookExpo pour annoncer la réédition augmentée de son *Hitler's War*, sorti il y a vingt-cinq ans. On y voit Hitler et Goebbels dans une librairie avec cette légende étonnante : « Regardez qui est de retour dans votre librairie ? » (« Look who's back in your local bookstore »). Interrogés sur la présence de ce stand, les responsables de la Foire affirmaient qu'il n'est « pas dans leurs attributions de sélectionner les exposants en fonction de leur idéologie ».

Florence Noiville

Bureau du livre français

Lucinda Karter, 35 ans, a pris en février la direction de France Edition Inc, anciennement bureau du livre français à New York et filiale de France Edition. Elle succède à Kathryn Nanovic-Morlet. Cette arrivée s'accompagne d'une réorganisation totale de cette structure, un système de paiement au titre remplaçant la cotisation annuelle dissuasive pour les petits éditeurs. Désormais, pour chaque livre confié à France Edition Inc, l'éditeur français supporte des frais de participation (183 €), moyennant quoi le bureau joue pour lui un rôle d'agent auprès des Américains. « Notre idée est d'ouvrir le bureau au plus grand nombre, commente

lez, sur les conséquences sanitaires et environnementales (minimisées par Rudy Giuliani ?) de l'effondrement du World Trade Center. On s'attend aussi à une avalanche d'albums anniversaires. Sur le point de conclure avec un éditeur, la petite galerie « here is new york : a democracy of photographs », où les New-Yorkais se pressent toujours, devrait

phie, la prestigieuse maison Aperature – qui fête cette année ses 50 ans et voit arriver à sa tête Paul Gottlieb, un ancien d'Abrahams (Groupe La Martinière) – annonçait de nombreux projets avec le Seuil : « Après Nan Golding, nous rééditerons Salgado et beaucoup d'autres à l'automne, confirme Jacques Binsztock, du Seuil. Avec la jeunesse (Crozon, Tull, Seuil). Avec la jeunesse (Crozon, Tull, Seuil).

La Villa Gillet et ses « Intranquilles »

C'est un beau mot de l'ancien français qui a été choisi pour désigner la série de manifestations organisée par la Villa Gillet de Lyon. Du 13 mai au 22 juin, « Les Intranquilles » vont donner à entendre et à voir des textes très variés, par le biais d'un ensemble de spectacles, performances et lectures qui se tiendront dans les locaux de la villa elle-même (une majestueuse demeure bourgeoise du début du siècle dernier) ou dans certains cafés et librairies de la Croix-Rousse. Avec un critère dominant dans le choix des textes et dans celui des gens qui les diront : « Entendre la langue nous rejoindre », comme l'explique Guy Walter, directeur de la Villa Gillet. Et aussi, c'est important, « nous donner la chance d'une impatience et d'une inquiétude ».

Des exigences qui rejoignent et synthétisent les principes de cette institution sans équivalent, véritable laboratoire d'intranquillité en action. Créeé sur les hauteurs de la Croix-Rousse en 1990 et subventionnée majoritairement par la Ville de Lyon, la Villa Gillet reçoit toute l'année des invités qui travaillent les matières les plus diverses, de l'épistémologie à la littérature, de l'histoire à la sociologie ou à la psychanalyse. Les plus grands noms s'y sont livrés à un échange qui tient beaucoup plus du partage d'une réflexion personnelle que d'une pure transmission de connaissances. De Pierre Bourdieu à Philippe Sollers, de Michel Butor à Georges Didi-Huberman, de Will Self à Claudio Magris, de Hélène Cixous à Tsvetan Todorov, la villa est devenue un lieu de rencontre irremplaçable. Une revue, *Les Cahiers de la Villa Gillet*, témoigne de ces multiples activités.

En créant « Les Intranquilles », Guy Walter a voulu mettre en avant des textes qui nous soient contemporains, non pas forcément dans le temps mais dans leur manière de nous parler. En trouvant, autrement dit, « une actualité de la langue » construite sur « les forces d'effraction du langage, leur capacité de perturbation », explique le directeur de la villa. Ainsi des *Pensées* de Pascal, mises en voix par l'acteur Denis Lavant, sur un choix de la philosophe Marianne Alphant (vendredi 17 mai à 20 heures à la Villa Gillet). Ou de la *Théorie de la démarche*, merveilleux texte de Balzac qui donne lieu à une création d'Alain Buffard (chorégraphe), Jan Kopp (plasticien) et Jean Lacornerie (metteur en scène), du 18 au 22 juin, à la Villa Gillet. Ou encore d'un extrait de *La Sorcière*, de Marie N'Diaye, lu par le metteur en scène Michel Raskine (Modern'Art Café, mardi 4 juin, à 20 heures), et *United Emmerdements of New Order*, de Jean-Charles Massera, lu par le comédien Gwénaël Morin en présence de l'auteur (Modern'Art Café, mardi 11 juin, à 20 heures.) Le festival, qui s'ouvre, lundi 13 mai, par une lecture de poèmes de Jacques Darras par l'auteur et Jacques Bonnaffé (Villa Gillet, à 20 heures), veut donner aux textes la possibilité de s'incarner... de quitter le territoire de la théorie pour celui des sens.

R. R.

★ Villa Gillet, 25, rue Chazière, 69004 Lyon, tél : 04-78-27-02-48 ou villagillet@wanadoo.fr. Le numéro 16 des *Cahiers de la Villa Gillet* est consacré principalement au colloque « Penser la guerre aujourd'hui » (éd. La Fosse aux ours, 12,93 €).

A l'étranger

■ ALLEMAGNE : Hannah Arendt a eu un éditeur nazi

Les livres d'Hannah Arendt ont été édités à partir de 1958 par la maison d'édition munichoise Piper Verlag. C'est là aussi que furent également publiés ses extraordinaire comptes-rendus du procès d'Adolf Eichmann : *Eichmann à Jérusalem. Rapport sur la banalité du mal* (en français, Gallimard, « Folio »). Entre son éditeur, Hans Rössner, et la philosophie, une relation de confiance s'était établie, comme le prouve leur correspondance. Ce qu'Hannah Arendt n'a jamais su, c'est que, selon le livre d'un historien de Hambourg, Michael Wildt (*Generation des Unbedingten*, Hamburger Edition), Hans Rössner avait été un collègue d'Eichmann au Reichssicherheitshauptamt (RSHA), les services de sécurité chargés d'organiser l'Holocauste. Ce qu'il a réussi à dissimuler jusqu'à sa mort.

■ ESPAGNE : le meilleur roman de l'histoire de l'humanité

Cent écrivains appartenant à cinquante-quatre pays ont désigné *Don Quichotte de la Manche* comme la meilleure œuvre de fiction de l'histoire de l'humanité devant *A la Recherche du temps perdu* de Marcel Proust. Cette enquête avait été lancée par l'Institut Nobel et le Club du livre norvégien dans le but de créer une Bibliothèque de la littérature universelle comprenant cent titres.

■ GRANDE-BRETAGNE : le premier roman de Virginia Woolf

La publication de *Melymbrosia*, présenté comme le premier roman de Virginia Woolf, est d'ores et déjà contestée : en effet, c'est un collage (respectueux et savant) de fragments des premiers jets de la romancière, amalgamés par un professeur de *creative writing*, Louise DeSalvo, à partir des archives conservées à la New York Public Library. De la recherche poussée à ses pires extrémités, selon la romancière Jeannette Winterson.

■ ARGENTINE : crise et Foire du livre

La Foire du livre de Buenos Aires a eu lieu dans une ambiance de crise économique : le livre était plus matière à faire parler – les forums et les débats ont été très suivis – qu'objet de vente (sauf en format de poche, financièrement plus accessible).

■ BRÉSIL : alphabet et Foire du livre

Alphabétisation (en hausse) et aide à l'édition et à la promotion du livre ont été au cœur du Salon du livre de São Paulo avec une forte présence des éditeurs scolaires et universitaires.

AGENDA

■ DU 10 AU 12 MAI. FRANCOPHONIE. A Beyrouth, le département de

français de la faculté des lettres-II organise, sous la direction de Carmen Boustani, un colloque sur le thème « Aux frontières des deux genres » (renseignements et programme : cboustan@sodetel.net.lb).

■ LE 11 MAI. OSTER. A Deauville, l'équipe de La Scène du balcon propose, une troisième lecture en scène d'extraits de *Mon grand appartement* de Christian Oster par Patrick Chesnais (à 20 h 30, 5, avenue Brignac, rue Hoquet-de-Turtot ; 14800 ; rens. : 01-40-15-94-03).

■ LE 13 MAI. CRITIQUE. A Paris, Jean-Pierre Balpe donnera une conférence sur « Ecriture sans manuscrits, brouillons absents » (à 17 heures, ENS, 46, rue d'Ulm, salle des conférences ; rens. : 01-44-32-32-33).

■ LE 13 MAI. POÉSIE. A Paris, dans le cadre du cycle de rencontres autour du thème « Une poétique mondiale de la poésie ? », Michel Deguy, Adonis, Michael Krüger et Jacques Rouaud débattront sur « Qu'entend-

ions : 01-53-10-12-07).

■ LE 16 MAI. KNEALE. A Paris, le British Council reçoit Matthew Kneale et son traducteur Georges-Michel Sarotte à l'occasion de la sortie de *English Passengers* (éd. Belfond) (à 18 h 30, 9, rue Constantine, 75007 ; rens. et inscriptions : 01-49-55-73-93).

■ LE 16 MAI. PAASILINNA. A PARIS, l'Institut finlandais et les éditions Denoël proposent une rencontre avec Arto Paasilinna (à 19 heures, 60, rue des Ecoles, 75005 ; rens. : 01-40-51-89-09).

■ DU 17 AU 19 MAI. AUTOBIOGRAPHIE. A Ambérieu-en-Bugey (Ain) se tiendront les journées de l'autobiographie organisées par l'Association pour l'autobiographie (à 10 h 30 samedi, et 15 h 30 dimanche, Espace 1500, ; rens. : 04-74-38-37-31).

■ DU 17 AU 20 MAI. POÉSIE. A Rodez (12), ont lieu les journées poétiques autour des thèmes de la traduction et de l'ouverture sur le monde avec des auteurs d'Ethiopie, de Tunisie, d'Afrique du Sud (à 10 heures et 9 h 30 dimanche, rens. : 05-65-77-88-82 ou perso.wanadoo.fr/djjourneepoiesie).

GAITO GAZDANOV

LE RETOUR DU BOUDDHA

« L'exil : la pierre d'angle d'une œuvre étonnante à travers laquelle Gazdanov n'a de cesse d'explorer l'essence de l'être humain. »

Alexie Lorca

EDITIONS
Viviane Hamy

FRED VARGAS

PARS VITE ET REVIENTS TARD

Prix
des Libraires
2002

EDITIONS
Viviane Hamy

vous invite
à la présentation du
**DICTIONNAIRE
DU LITTERAIRE**
(éd.puf)
dirigé par
Paul ARON
Denis SAINT-JACQUES
et Alain VIALA

Mardi 14 mai à
17H30